

LA DROITE BELGE ET L'AIDE A FRANCO

par

Francis BALACE

1e PARTIE : L'INACTION

".. - Is there any point to which you would wish to draw my attention ?

- To the curious incident of the dog in the night-time.

- The dog did nothing in the night-time.

- That was the curious incident, remarked Sherlock Holmes..."

A. CONAN DOYLE, *Silver Blaze*

"...Les Espagnols avaient tout pour être heureux.

Baignés d'azur, sans grands besoins, ils pouvaient rêver sous le soleil, vivre de leur industrie, se nourrir de leur sol, et jouer de la mandoline.

Or, un jour, 60 juifs arrivent de Moscou.

Il sont chargés de montrer à ce peuple qu'il est très malheureux :

"Si vous saviez comme on est mieux chez nous!..."

Et voici cette nation chevaleresque qui se met, pieds et poings liés à la domesticité d'une lointaine Russie [...]

Il y a, dans l'ombre, quelqu'un d'autrement puissant que la soixantaine de misérables juifs qui, il y a trois ans, passèrent la frontière espagnole pour le service de Moscou

Il y a celui dont le Christ disait à Pierre : "Satan m'a demandé de te cribler comme on crible le froment..."

Il y a celui que l'Evangile appelle "Le prince de ce monde" et dont l'éphémère mais horrible succès est prédit dans l'Apocalypse [...]

Derrière le prétexte de difficultés ouvrières, qui s'arrangeraient facilement dans une autre atmosphère, il y a le choc de deux doctrines, qui se heurtent dans leur essentialité.

Le temps des "flirts" est passé.

Les partis de nuances n'existent plus.

Nous vivons l'Evangile : "On ne peut pas servir deux maîtres". Et peut-être vivons-nous déjà une page de l'Apocalypse annonçant le choc des grandes synthèses du Bien et du Mal ...

Faites-vous des âmes de courage.
Parlez...écrivez...agissez...priez...
Mais la ligne droite...toujours! (1)..."

Ce texte extraordinaire, véritable synthèse des ressorts psychologiques dont allaient pendant près de quatre ans user et abuser les propagandistes de la cause franquiste en Belgique, ne sort pas de la plume d'un quelconque polémiste de droite ou d'extrême-droite. Ce véritable appel à la mobilisation des consciences chrétiennes aux côtés des nationalistes espagnols, cette proclamation d'une *croisade* (2) à laquelle un catholique ne peut se dérober sous peine d'apostasie sont rédigés par le doux *Pierre l'Ermite*, l'inépuisable chanoine-chroniqueur pendant près d'un demi-siècle de *l'Appel des Cloches* et autres feuilles paroissiales de France et de Belgique (3). Dans notre pays, son texte est reproduit dans un des volumes de la série *Pages de Gloire*, livres de lecture et de prix édités chez Desclée De Brouwer par le très pédagogique *Conseil Central de l'Enseignement Primaire Catholique*, qui l'accompagne d'une gravure — la tête sanglante d'un prêtre au bout d'une baïonnette — bien faite pour impressionner "la belle âme de l'enfant".

L'année suivante, *Pages de Gloire* récidivera sous la plume de Paul de Hepcée, avocat catholique liégeois alors secrétaire de rédaction de la très épiscopale *Gazette de Liège* (4) :

"...Un grand soulèvement national pour chasser les sans-Dieu, tel est bien la définition du mouvement du général Franco. Ses soldats sont dans le même esprit que les croisés s'en allant au moyen âge en Terre Sainte délivrer le tombeau du Christ [...]
Pourquoi eux et pas nous? Car cette affreuse guerre civile aurait pu naître tout aussi bien chez nous si le sanguinaire Staline avait, en regardant sa carte, mis le doigt sur la Belgique. Demandons-nous en même temps si nous aurions eu le même courage, la même Foi pour servir notre pays et notre Dieu (5)..."

(1) Pierre L'ERMITE, *Celui qui est dans l'ombre*, dans *Sur les routes du vaste monde, Pages de Gloire*, 16e série 1937-1938, Liège-Paris-Bruges, Desclée de Brouwer/Conseil Central de l'Enseignement Primaire Catholique, pp. 229-233.

(2) On consultera l'excellente analyse de Herbert R. SOUTHWORTH, *Le mythe de la croisade de Franco*, in-8°, Paris, 1964.

(3) Sur sa diffusion en France, voir Jean DESCOLA, *O Espagne*, in-8°, Paris, 1976, p. 232.

(4) Sur Paul de Hepcée, voir J. DEMARTEAU, *Gazette de Liège 1840-1940. Liber Memorialis*, in-4.176, Liège, 1946, p. XVIII.

(5) P. de HEPCEE, *L'Espagne, terre de martyrs de la foi*, dans *La Jeunesse au Service du Pays. Pages de Gloire*, 17e série 1938-1939, pp. 75-89. Outre

Ce texte guerrier n'émane pas d'un groupe marginal et on peut imaginer qu'il a l'aval non seulement des autorités religieuses du *Conseil Central* mais encore des personnalités ecclésiastiques ou politiques de premier plan dont les textes figurent dans le même volume destiné, soulignons-le, à des enfants (6)! A lire cette prose, à cinquante ans de distance, on s'imaginerait volontiers qu'une activité débordante en faveur des Nationalistes espagnols va se manifester dans les rangs de la droite et des catholiques belges, que des sommes d'argent ou une aide matérielle abondantes vont être expédiées outre-Pyrénées, qu'à l'instar de l'enthousiasme qui soulève les milieux de gauche en faveur des Brigades Internationales des milliers de jeunes Belges vont aller mettre leurs bras et leur sang au service de Franco... Or, sur quelles réalisations concrètes vont déboucher ces appels incantatoires à la *Croisade*? Rien, ou presque rien.

A cette foi pro-nationaliste, ou tout au moins à une hostilité violente à l'égard des Républicains espagnols, proclamées avec des accents divers par l'immense majorité des organes de presse se réclamant du catholicisme religieux ou politique (7), répond une étrange inertie sur le plan de l'action en faveur de Franco, du moins pendant les deux premières années du conflit.

A peu près unanime dans sa vision d'une croisade chrétienne contre l'Antéchrist marxiste (8), l'opinion catholique hésitait à trans-

l'habituelle tête sanglante, l'article est accompagné d'une gravure montrant le Christ du *Cerro de los Angeles* fusillé par les miliciens.

(6) Citons notamment Pierre Harmel, Albert Parisi, Paul Gendebien, Joseph Hanquet, Horace Van Offel, les Pères Jésuites Meesen, de le Court et Josson, le Chanoine Dermine, etc...

(7) Outre les contributions de Jan CRAEYBECKX, Christian GROGNARD et du Père SAUVAGE aux actes du présent colloque, on consultera A. DE SMET, *La Belgique et la guerre civile espagnole (1936-1939)*, mémoire de fin d'études, Ecole Royale Militaire, 1965-1966 et *Les Partis politiques belges et la Guerre civile espagnole (1936-1939)*, *Res Publica*, IX/4, 1967, p 699-714; Beatrijs FOUBERT, *De Spaanse Burgeroorlog in Katholiek en Rechts Vlaanderen (1936-1939): Katholieke en rechtse stellingnamen onderzocht in de periodieke pers*, mémoire de licence en histoire, V.U.B., 1983-1984; Karin WOUTERS, *Denken en doen van de Katholieke Kerk in België in confrontatie met de Spaanse Burgeroorlog (1936-1939)*, mémoire de licence en histoire, R.U.G., 1984-1985; A.A. AZNAR, *La guerre civile d'Espagne vue par la presse belge d'expression française*, mémoire de licence en sciences politiques, U.L.B., 1966; Griet VAN HAVER, *Onmacht der Verdeelden. Katholiek in Vlaanderen tussen Democratie en Fascisme 1929-1940*, thèse de doctorat en histoire, K.U.L., 1982, publiée sous le même titre, in-8°, Berchem, 1983; M. VAN WOUWE, *Katholiek en Bolsjewisme 1933-1940. Organisaties en personen uit de katholieke wereld tegenover het begrip bolsjewisme in de vooroorlogse crisistijd*, mémoire de licence en histoire, R.U.G., 1976.

(8) André MOLITOR, *Souvenirs. Un témoin engagé dans la Belgique du 20e*

poser ses sympathies et ses antipathies sur le plan de l'engagement politique actif, au Parlement notamment, en faveur de Franco. Il y avait certes la méfiance et l'hostilité qu'il suscitait par ses méthodes de guerre brutales, son recours à Mussolini et surtout à Hitler persécuteur des catholiques d'Allemagne (9), l'antifascisme vivace de groupes comme les intellectuels personalistes de *La Cité Chrétienne*, les progressistes de *La Terre Wallonne*, les intellectuels flamands d'*Elckerlyk* et des *Hooger Leven*, *Dietsche Warande en Belfort*, les pacifistes de la *Katholieke Jongeren Vredesactie*, etc... mais ces groupes peuvent être considérés comme marginaux.

C'est ailleurs qu'il faut chercher la clé du violent contraste existant entre les professions de foi des organes représentatifs de l'opinion catholique en faveur de la *Cruzada* espagnole, et la véritable torpeur des hommes politiques belges se réclamant de ce même catholicisme. La lettre collective de l'Episcopat belge de Noël 1936 nous fournira un premier élément de réponse :

"...En Espagne, depuis que les communistes sèment la terreur à Madrid, la guerre civile, qui déjà en elle-même est suffisamment terrible, s'accompagne d'une guerre religieuse horrible. Sur tout le territoire dominé par les communistes, c'est un spectacle affreux de couvents et d'églises en flammes, d'assassinats d'évêques, de prêtres, de religieux des deux sexes, l'extermination impitoyable de toutes les personnes et de toutes les choses qui représentent la religion catholique. Inclignons nous pour ces nobles victimes de la haine diabolique du nom de chrétien car nous pouvons considérer qu'elles ont acquis la couronne du martyr, dans le sens propre et élevé de ce mot. Cette guerre a donc pris le caractère d'une lutte à mort entre le communisme matérialiste et athée et la civilisation chrétienne de nos vieux pays occidentaux (10)..."

siècle, in-8°, Paris-Gembloux, 1984, p. 159 : "...Nous étions parmi ce petit groupe de chrétiens déchirés entre l'impossibilité d'adhérer à la cause franquiste et — tout autant — de défendre les positions républicaines. Il faut le dire d'ailleurs, nous étions peu nombreux. Les antifranquistes d'après 1944 comptent dans leurs rangs beaucoup de gens qui de 1936 à 1939 voyaient en Franco un sauveur de la civilisation. Il était fort mal vu alors dans nos milieux d'émettre ne fût-ce que des réserves sur la légitimité de sa cause et sur les moyens dont faisaient usage ses partisans..."

(9) On remarquera à cet égard que l'article du R.P. MEESEN, S.J. *Les douleurs de l'Eglise (Pages de Gloire, 17e série, p. 60-75)* consacre 15 lignes à l'Espagne contre 12 pages entières à la situation des catholiques allemands.

(10) Texte publié dans J.E. VAN ROEY, *Au Service de l'Eglise*, t.II-, p. 168sq et dans K. VAN ISACKER, *Herderlijke brieven over politiek 1830-1966*, in-8°, Anvers, 1969, p. 127.

Mais le remède de la guerre sainte et d'une sorte de *Gesta Dei per Franco* n'est qu'à usage externe :

"...Ainsi nous désapprouvons formellement les tendances à l'une ou l'autre forme de régime totalitaire ou dictatorial. Nous n'attendons rien de bon pour l'Eglise catholique EN NOTRE PAYS (11) d'un "Etat autoritaire" qui supprimerait nos droits constitutionnels, même s'il commençait par promettre la liberté religieuse ..."

Que la lettre pastorale de Noël 1936 ait ou non évité de citer expressément Rex et le V.N.V. dans le souci de ne pas rompre les ponts n'a que peu d'importance. (12) Dès mars 1937, le Chanoine Dermine précisa que c'était bien le rexisme qui était visé (13) et le Cardinal leva toute équivoque dans son "coup de crosse" du 9 avril 1937, à la veille du duel électoral Degrelle-Van Zeeland, en précisant "que la lettre collective de l'épiscopat belge, eu plusieurs passages, vise formellement Rex", "danger pour le pays et pour l'Eglise" (14). Pour certains groupes de droite, par ailleurs fort critiques à l'endroit du rexisme, la démarche des évêques, application de la vieille méthode de la *thèse* et de l'*hypothèse* aux circonstances de 1937, visait, à travers l'appel à l'union des catholiques en "un groupement politique puissant, ouvert à tous les citoyens respectueux des droits de la conscience", à assurer la survie du gouvernement d'*Union Nationale* présidé par Van Zeeland (15).

(11) *Idem*, majuscules ajoutées par nous.

(12) Emmanuel GERARD, *Les responsabilités du monde catholique dans la naissance et l'essor du rexisme*, dans *Revue Nouvelle*, 1987, n°1, pp. 67-77 (p. 74), attribuant l'initiative de la lettre pastorale aux pressions du chanoine Cardijn et de la J.O.C.

(13) J. DERMINE, *L'autorité de la lettre pastorale des Evêques de Belgique*, dans *Collationes diocesis Tornacensis*, t.XXXII, n°4, mars 1937. Communiqué par Mr. Alain Dantoing que nous remercions.

(14) J.E. VAN ROEY, *Au service de l'Eglise*, t.III, p. 126.

(15) *Revue de l'Ordre Corporatif*, t.III, n°4 (janv. 1937), pp. 193-197 : "... Dans le domaine politique ou temporel, l'Eglise, qui doit régler ses attitudes d'après les circonstances de temps et de lieu, distingue la thèse de l'hypothèse; la doctrine, des faits. L'épiscopat belge, dans l'intérêt des âmes et attentif à des contingences qu'il estime encore durables, croit devoir préférer le régime d'opinion, c'est-à-dire la démocratie issue du suffrage universel, à un régime qu'un mauvais français en honneur à la faculté de Droit de Louvain, désigne sous le nom de "totalitaire". Parce qu'il y a un puissant parti catholique qui a défendu et qui défend encore les intérêts religieux, il n'est pas permis, dans l'hypothèse démocratique sous laquelle nous vivons, de diviser ou d'émietter ce parti; il n'est surtout pas permis à des catholiques de s'en séparer. C'est une consigne que nous comprenons fort bien ... Nous craignons qu'en voulant enfermer le problème politique dans des fron-

Les élections législatives de mai 1936, qui s'étaient soldées par l'entrée à la Chambre de 21 députés rexistes et le doublement des sièges du V.N.V., avaient laissé fort mal en point l'*Union Catholique* et ses vieux *standen* : le nombre sièges catholiques était tombé de 79 à 61 (auxquels s'ajoutaient cependant deux démocrates-chrétiens), défaite d'autant plus sensible que les effectifs de la Chambre venaient d'être portés à 202 sièges, et, par rapport aux élections de 1932, le nombre de voix était descendu de 900.521 à 675.941 (une chute de 38,55 à 27,67 %). Le centre de gravité du parti s'était déplacé : les trois quarts de ses 63 représentants étaient Flamands et si les éléments définis comme démocrates avaient pu garder leur représentation de 1932, soit 24 sièges, l'aile conservatrice et francophone faisait les frais de la "dissidence rexiste" (16).

tières strictement belges, Nos Seigneurs les Evêques se soient soustraits à une vue d'expérience qui, sous toutes les latitudes, lie le destin des démocraties du type français à l'hégémonie des instincts et à la haine des classes..."

Légion Nationale, 1-I-37 : "... Les Evêques croient que "les forces anticommunistes sont assez nombreuses et solides dans ce pays pour rendre illusoire tout danger, à condition qu'elles visent au même but et fassent oeuvre de construction en vue du bien général". Nous le croyons aussi, mais nous sommes convaincus que, sous le régime actuel des partis et des politiciens, c'est l'unité d'action et "l'oeuvre de construction en vue du bien général" qui doivent être considérés comme illusoires. Que si les Evêques ont cru reconnaître ce faisceau de forces nationales dans la combinaison ministérielle actuellement au pouvoir, nous répondrons qu'en ce qui concerne les avis de l'Episcopat sur les problèmes politiques et sociaux, les catholiques eux-mêmes ne sont tenus qu'à la déférence et gardent la liberté qui appartient à chacun dans ce domaine. Ils ont le droit d'estimer, par exemple, que la tripartite belge ressemble étrangement au "concentrationnisme" qu'encouragea naguère l'Eglise espagnole !..."

(16) Carl-Henrik HÖJER, *Le Régime Parlementaire belge de 1918 à 1949*, reprint, Bruxelles, CRISP, 1969, p. 247 : J. WILLEQUET, *La Politique intérieure de 1926 à 1965*, dans *Histoire de la Belgique Contemporaine 1914-1970*, in-4°, Bruxelles, 1974, pp. 123-125.

Sur le caractère de dissidence catholique attribué au rexisme, voir les mots d'ordre du Cardinal au Congrès de Malines de septembre 1936 et la déclaration collective des Evêques du 13 décembre 1936 au sujet des attaques rexistes contre la presse catholique (Fr. BALACE, *Fascisme et catholicisme politique dans la Belgique francophone de l'entre-deux guerres*, dans *Handelingen van het XXXIIe Vlaamse Filologencongres-Leuven 1979*, pp. 146-164). Pour Emmanuel Gerard, par contre, le Cardinal visait par ses propos à favoriser une concentration politique de tous les catholiques, Rex et V.N.V. inclus E. GERARD, *La responsabilité...*, p. 74 et *De Katholieke Partij in crisis. Partijpolitiek leven in België (1918-1940)*, in-8°, Louvain, 1985, pp. 469-470. Pour une description détaillée du Congrès de Malines, voir Joseph CHARLIER, *Aux origines du Bloc Catholique Belge et particulièrement du Parti Catholique Social (1935-1937)*, mémoire de licence en histoire, Université de Liège, 1971-72, pp. 75-98.

Dans ces conditions, la survie de l'*Union Nationale*, à tout prix, est la seule possibilité de continuer la défense des intérêts spécifiquement catholiques, comme l'avoue ingénûment Léopold Levaux, président d'*Unitas Catholica* fondé pour inviter le rexisme "à la soumission ou à la disparition" :

"...Numériquement, les catholiques constituent donc, depuis un an, à cause de la dissidence rexiste (sans parler de la dissidence nationaliste flamande), le second et non plus le premier parti belge. Si le gouvernement "d'union nationale" de M. van Zeeland vient à tomber, selon la règle du jeu traditionnelle c'est un socialiste qui devra être appelé par le Roi à la charge de Premier Ministre. Dès ce moment, les forces antichrétiennes déclarées et occultes aidant, la tentation peut surgir, pour le socialisme et pour le libéralisme, de faire alliance contre les catholiques et de déchaîner une lutte contre l'Eglise, contre l'Action catholique et contre l'école catholique (17)..."

On peut certes voir dans l'*Union Nationale*, d'abord simple alliance gouvernementale, une sorte d'union mystique des tenants de l'ordre démocratique face au danger rexiste, union qui se renforcera à chaque menace (accord Rex-V.N.V. d'octobre 1936, "marche sur Bruxelles" du 25 octobre 1936), pour atteindre un sommet avec la candidature unique de Van Zeeland face à Degrelle. Mais pour de nombreux hommes politiques catholiques, ce mariage de raison n'est pas un mariage d'amour, et les tentations d'adultère sont nombreuses. Dès les lendemains des élections de 1936, des efforts de "concentration des droites catholiques" avaient eu lieu entre Rex, Charles-Albert d'Aspremont-Lyden, président de la *Fédération des Cercles*, Gustave Sap, des V.N.V. modérés comme Hendrik Borginon et Gérard Rommée, et Joris Van Severen, *Leider* du *Verdinaso* (18).

(17) Léopold LEVAUX, *Devant le Rexisme*, in-8°, Bruxelles, 1937, p. 31. Le Comité Directeur d'*Unitas Catholica* comprenait surtout des catholiques liégeois L. Levaux, Joseph Mansion, Walthère Dewé, Guy de Pierpont et Alphonse Bartholomé mais était soutenu par Charles du Bus de Warnaffe, Giovanni Hoyois, H. de la Barre d'Erquelinnes, J. Bodart et A. Verbist. A la fois antirexiste et ouvert à une politique de réconciliation et de réintégration des rexistes dans les rangs catholiques, ce groupe laissa ses membres prendre des options fort divergentes sur la guerre d'Espagne. Pour ne citer qu'un exemple, Hoyois et de la Barre d'Erquelinnes seront parmi les signataires de l' "Appel des 32" contre les bombardements franquistes de Barcelone tandis que Guy de Pierpont faisait partie de l'association de secours pro-franquiste A.P.E.

(18) BALACE, *Fascisme et Catholicisme...*, p. 163; Pierre DAYE, *Mémoires*, ch. XXXV, p. 819 (C.E.R.H.S.G.M.): "...Nous entretenions d'assez bons rap-

Rien d'étonnant à ces prises de contact : à la veille des élections encore, on affecte de considérer rexistes et V.N.V. non comme des dissidents mais comme des *standen* un peu particuliers (19). Même après le succès électoral rexiste, un Pierre Nothomb se réjouira de voir ainsi renforcer "le front de défense religieuse au Parlement" (20) et lancera le 2 août 1936 un "émouvant cri d'alarme. Contre les forces de la révolution et de la guerre, unissons nous!", auquel Charles-Albert d'Aspremont-Lynden fera écho le 5 août au Comité directeur de la *Fédération des Cercles*, au nom de la lutte nécessaire contre le communisme (21).

C'est sous l'influence directe des événements d'Espagne que le Sénateur de Dorlodot, "catholique indépendant" depuis d'épiques conflits avec Pierlot et l'*Union Catholique* (22), lance le 31 août 1936 un appel à "l'union des forces d'ordre" qui engloberait les catholiques traditionnels, les démocrates-chrétiens mais aussi les libéraux, Rex

ports, malgré nos outrances verbales, avec un certain nombre de membres du vieux parti catholique. Gustave Sap, qui venait parfois déjeuner chez moi et qui y rencontra notamment Henri Borginon, Gérard Romsée, Léon Degrelle et Joris Van Severen, était avec le comte Charles-Albert d'Aspremont-Lynden, parmi ceux sur lesquels nous pensions pouvoir compter, à cause de leur jeunesse d'esprit, de la vivacité de leur intelligence et également de l'ardeur de leur ambition..."

Voir aussi une lettre de Carl Doutreligne à Frantz Van Dorpe du 17 août 1936 : "...Je viens d'écrire à Pierre Daye que M. Van Severen, tout en souhaitant et en voyant l'intérêt d'une rencontre avec M. Degrelle aimerait que celle-ci soit discrète et que peu de personnes y assistent..." (Papiers Van Severen, Studie en Documentatiecentrum Joris Van Severen, Aartselaar; cité dans Patricia JANSSENS, *les Dinassos Wallons 1936-1941*, mémoire de licence en histoire, Université de Liège, 1981-82, p. 160).

(19) Voir notamment la déclaration du Sénateur Baron Henri Delvaux de Fenffe au Sénat le avril 1936 : "...Il y a aujourd'hui dans le Parti catholique [...] des stands, des sous-stands et autres subdivisions [...] Ils se divisent en six catégories : les traditionnels, les démocrates-chrétiens, les agriculteurs, les classes moyennes, les frontistes et les rexistes..."

(20) Discours de P. Nothomb à Arlon le 30 mai 1936 : "...Les voix données aux rexistes [...] ont envoyé au parlement trente hommes qui ne sont pas tous des excités. Elles ont renforcé plutôt qu'affaibli, si nous regardons le nombre des élus, le front de défense religieuse au parlement. Elles ont donné aux vieux partis et le nôtre en particulier un salutaire et bienfaisant avertissement. Mais, au passif, il y a l'affaiblissement numérique du Parti Catholique..." (*Avenir du Luxembourg*, 2-VI-36, cité dans Pascale LEYDER, *Le Rexisme dans la province du Luxembourg 1935-1940*, mémoire de licence en histoire, Université de Liège, 1983-1984, p. 44).

(21) *Avenir du Luxembourg*, 4-VIII-36 (*idem*, p. 97), CHARLIER, *op.cit.*, pp. 73-74.

(22) CHARLIER, pp. 34-36; E. GERARD, *De Katholieke Partij in crisis...*, pp. 428-431.

et le V.N.V. A la même époque, Sap tente de rallier Marcel-Henri Jaspas à ce type de coalition droitiste. Dans l'ensemble, les réactions à l'appel du Baron de Dorlodot seront négatives : des feuilles comme *La Libre Belgique* ou *La Gazette de Liège* y voient une dangereuse provocation à la formation d'un front populaire, Pierre Nothomb lui-même verra dans le Congrès de Malines l'occasion pour les Catholiques de "resserrer leurs rangs pour opposer à tous les extrémismes un programme de saine démocratie politique" tandis que pour la L.N.T.C. Rex est "un danger plus pernicieux que le communisme" (23). L'extrême-droite belgiciste condamne le projet Dorlodot comme ne reposant que sur une arithmétique parlementaire, fermant les yeux aux réalités, et suggère un "front national des antimarxistes en dehors et au dessus des partis" (24). Quant à Rex, il est prisonnier de son slogan *Rex ou Moscou* et du monopole qu'il s'est attribué : Dorlodot, Nothomb et les catholiques de droite devront "trouver autre chose et ne plus fouler les plates-bandes d'autrui. La concurrence est âpre dans le métier. Chacun pour soi et la Providence pour tous (25)".

Or, ce n'est pas d'un jardin aux plates-bandes bien ordonnées mais d'un maquis aux ronces enchevêtrées que le catholicisme politique et la droite belge en général vont offrir l'image en septembre-octobre 1936, en dépit de l'appel du Cardinal Van Roey, à la clôture du Congrès de Malines à l'union des catholiques face au communisme, dans un "esprit d'entente et de concorde", "là où cette entente est la plus nécessaire en ce moment, c'est-à-dire dans la vie publique et dans le domaine politique (26)".

Le 7 septembre, dans un discours radiodiffusé, le Premier Ministre Van Zeeland s'est prononcé contre la formation de deux blocs antagonistes et en faveur d'une politique de concentration nationale des trois partis traditionnels, ce qui lui vaudra de la part de Sap l'accusation de tendre à la formation d'un nouveau parti centriste. Inquiète de la prépondérance socialiste au sein du Cabinet, l'aile catholique conservatrice reproche à Van Zeeland d'avoir "gauchi" l'*Union Nationale* (27). Les événements de France, les massacres d'Espagne permettent d'agiter l'épouvantail communiste et de tenter

(23) CHARLIER, p. 74; E. GERARD, *idem*, p. 465; *Libre Belgique* 1-IX, 4-IX, 8-IX-36 et 3-IX-36 : *Avenir du Luxembourg*, 2-IX-36; LEYDER, pp. 98-100.

(24) *Nation Belge*, 2-IX-36 "Bonne idée, mauvaise méthode"; *Légion Nationale*, 5-IX-36 "Formons Bloc. Le communisme ne passera pas!" et 12-IX-36 "Pour l'union des véritables hommes d'ordre".

(25) *Pourquoi Pas?*, 4-IX-36, p. 2521.

(26) *Actes du VIe Congrès Catholique de Malines*, t.I., pp. 183-185.

(27) E. GERARD, *De Katholieke Partij...*, p. 465 n. 29.

un regroupement à droite, que les incohérences rexistes vont brouiller à souhait.

La logique interne au slogan *Rex ou Moscou* semblait devoir fermer la porte à toute réconciliation avec les partis gouvernementaux (28). Face aux roudomontades de Degrelle, ces derniers exorcisaient leur peur en entretenant un climat de violence ambiante pendant le mois de septembre avec des enquêtes, des perquisitions judiciaires à la recherche de stocks d'armes, de "camions blindés", tandis que l'attentat de Seraing contre Degrelle le 15 septembre permettait aux rexistes de se déchaîner contre la mollesse gouvernementale envers le danger communiste. C'est dans ce climat tendu que Degrelle va se rapprocher en septembre 1936 de l'extrême-droite belgiciste et anti-parlementaire, et en particulier de la Légion Nationale qui le boudait depuis la rupture par Rex en avril 1936 d'un projet électoral de *Front Corporatif National*. Le mouvement de Paul Hoornaert possédait ce qui faisait alors cruellement défaut à Degrelle : des milices bien entraînées. Parallèlement, des milieux anciens combattants ralliés à l'idée d'une monarchie autoritaire — état-major de l'U.F.A.C. et certains *Croix du Feu* — caressent un projet de "coup d'état préventif" anti-marxiste en liaison avec Rex, la Légion mais également certaines sphères de l'armée et de la gendarmerie (29).

Mais Degrelle gardait simultanément plusieurs fers au feu. Le 1er octobre, le député rexiste Wyns confiait à un prêtre ami — qui le communiquait immédiatement à Mgr. Van Roey — qu'un accord était imminent entre "l'Association des Cercles Catholiques, certains groupements démocratiques, les Nationalistes et les Rexistes, et un

(28) *Pays Réel*, 7-IX-36 : "...REX OU MOSCOU. Il n'y a plus d'autres choix. LE PARTI SOCIALISTE est aux ordres de l'étranger et capitule devant toutes les exigences de Paris et de Moscou. LE PARTI LIBERAL n'existe plus. LE PARTI CATHOLIQUE vieux, usé, divisé, flétri, ne parviendra plus jamais à grouper les honnêtes gens. CONTRE LE BOLCHEVISME, tueur d'enfants, déterreur de cadavres, incendiaire et barbare..."

(29) Voir entre autres Walter DE BOCK, *L'Extrême-droite et l'Etat*, in-8°, Berchem-Bruxelles, 1981, pp. 11-57; Ghislain LAHAYE, *Le Parti Rexiste dans l'arrondissement de Liège 1935-1940*, mémoire de licence, Université de Liège, 1979-80, pp. 48-52, 86-87; Alain COLIGNON, *Les Anciens Combattants en Belgique francophone 1918-1940*, in-4°, Liège, 1984, pp. 146-155; Guy DELMOTTE, *La Légion Nationale 1922-1942*, mémoire de licence en sciences politiques, U.L.B., 1965, pp. 228-250.

Lettre de P. Hoornaert à F. Dirix — 1er oct. 1940 (doc. personnelle) : "...Au cours des deux principales entrevues que j'ai eues avec lui, en mars et en octobre 1936 [...] mêmes propositions concrètes : Vous Hoornaert, vous prenez la Milice. Les hommes passent sous votre autorité..."

assez grand nombre de libéraux modérés" (30). Parallèlement à cette vaste concentration de droite, des pourparlers s'ouvrent à Lokeren le 4 octobre au domicile du Professeur louvaniste Prosper Thuysbaert, vice-président du Congrès de Malines, entre des délégués de l'*Union Catholique*, du V.N.V., du *Verdinaso*, de la *Vlaamse Concentratie* (organisée autour de Gaston Eyskens et de son hebdomadaire *Nieuw Vlaanderen*). Les délégués de *Rex-Vlaanderen* étaient absents mais avaient marqué leur accord sur la réunion (31). Enfin, depuis les élections de mai 36, des contacts avaient eu lieu entre des V.N.V. et des Rexistes, s'étaient renforcés en septembre et avaient abouti à l'accord "historique" Rex-V.N.V. du 6 octobre 1936, dont l'existence fut révélée au grand public le 8 mais dont la teneur exacte ne sera publiée que le 10 avril 1937 (32).

L'existence de cet accord, volontairement vague et dont on ne connaît pas la teneur exacte (structure fédérale, processus d'absorption de *Rex-Vlaanderen* dans le V.N.V.) permet toutes les suppositions, fait craindre un coup d'état totalitaire en liaison avec l'Allemagne, et surtout entraîne une redistribution des cartes. (33) Du côté des comploteurs belgicistes, où l'on s'était trop hâté d'annoncer en septembre l'arrêt de "toutes querelles et polémiques secondaires qui seraient de nature à rendre plus difficile le combat commun contre la subversion", on est désormais contraint à "l'expectative avec l'espoir que les rexistes pourront ramener les nationalistes flamands dans la communauté nationale". A Bruxelles, légionnaires et rexistes en viendront même aux mains et quand Degrelle procèdera le 25 octobre à sa mal inspirée "marche sur Bruxelles", il sera seul, les an-

(30) Lettre de Th. Teyn à Mgr. Van Roey, 2 octobre 1936, citée dans E. GERARD, *De Katholieke Partij...*, pp. 466-468. L'auteur suggère comme "démocratiques" Vindevogel, E. Allewaert et Duchâteau, député de Dendermonde.

(31) E. GERARD, pp. 471-473; G. VAN HAVER, *Onmacht der Verdeelden...*, n-8°, Berchem, 1983, pp. 155-156.

(32) G. VAN HAVER, pp. 156-160; Jean-Michel ETIENNE, *Le Mouvement rexiste jusqu'en 1940*, in-8°, Paris, Cahiers de la Fond. Nat. des Sciences politiques n° 165, 1968, pp. 96-102. Le Père L.J. Callewaert aurait favorisé les rencontres et la signature de l'accord.

(33) Le texte de l'accord fut publié par le *Pays Réel* le 10 avril 1937 à la veille de l'élection partielle Van Zeeland-Degrelle (publié dans ETIENNE, annexe 4, pp. 179-80), mais la substance en fut télégraphiée à Berlin le 10 octobre déjà (Politisches Archiv, Belgien, vol.5). Voir Emile KRIER, *Rex et l'Allemagne 1933-1940*, dans *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale*, n° 5, 1978, pp. 189-190). La diplomatie allemande recommandait la prudence suite aux remous provoqués dans la presse belge par la visite de Degrelle à Berlin les 26-27 septembre 1936.

ciens combattants manifestant de leur côté, séparés des rexistes par d'imposantes forces de l'ordre. (34)

Du côté catholique, l'accord Rex-V.N.V. a accéléré l'enterrement de la vieille *Union* et la création d'un nouveau *Bloc Catholique Belge*, via la constitution d'un Directoire chargé d'en préparer les statuts, sur base de la disparition des *standen* et d'une réorganisation fédérative en *Parti Catholique Social* et *Katholieke Vlaamse Volkspartij*. E. Rubbens en formulera l'idée le 8 octobre, le jour même où l'accord Rex-V.N.V. est annoncé dans la presse. La gestation sera longue et difficile et ce n'est que le 18 avril 1937 que les catholiques francophones adopteront les statuts du *Bloc* et du P.C.S. (35).

A l'assemblée générale de la *Fédération des Cercles*, tenue le 14 octobre, les leaders conservateurs, tels d'Aspremont-Lynden, Nothomb, de Dorlodot, défendront l'idée du maintien d'un parti unitaire, pour éviter de voir le P.C.S. aux mains de la seule démocratie chrétienne. D'Aspremont en profitera même pour relancer son appel à un accord avec le rexisme, "force vivante qui répond dans une large mesure aux aspirations fondamentales de l'opinion publique". (36) Publié le 18 octobre, le manifeste du P.C.S., oeuvre du Directoire, proclame : "Egalement opposés à la démagogie et à la dictature, nous nous écarterons de toute imitation servile de l'étranger qui entraînerait aux pires réactions et l'engagerait dans une voie aux termes de laquelle apparaissent déjà la violence et la guerre civile. Le communisme a son tour menace d'écraser l'Europe sous une effroyable servitude où la famille, la religion, et l'ordre social péri-

(34) Pour l'évolution des positions de Paul Hoornaert, voir *Légion Nationale*, 29-VIII, 5-IX, 10-X, 17-X, 24-X, 2-XI-36; déclarations et interviews dans *Le Soir*, 18-IX-36; *Midi-Journal*, 12-X-36; *XXe Siècle*, 17-X-36; *Journal de Liège*, 19-X-36. En dépit des bagarres entre légionnaires et rexistes le 22 octobre à Bruxelles (*Journal de Liège, Express*, 23-X-36), la presse légionnaire gardera le silence et Hoornaert notera le 28 octobre dans une lettre à l'ambassade d'Italie : "Du côté Fraternelles, l'accord se scelle, avec promesses de contingents disciplinés, puissants et sacrificiels. Du côté Rex, le contact se maintient..." (doc. personnelle). La rupture totale interviendra début décembre 1936.

Sur le 25 octobre, voir ETIENNE, pp. 119-122; COLIGNON, p. 153; DE BOCK, pp. 47-52.

(35) E. GERARD, *De Katholieke Partij...*, pp. 473-474 et 485-506; J. CHARLIER, *op.cit.*, pp. 98-105 et 3e partie (p. 106-184); Jean BEAUFAYS, *Les Partis catholiques en Belgique et aux Pays-Bas 1918-1958*, in-8°, Bruxelles, 1973, pp. 113-121.

(36) J. CHARLIER, p. 110; DE BOCK, pp. 35-36; *Libre Belgique*, 15-X-36.

raient. Nous nous dresserons contre lui de toutes nos forces. (37)" C'étaient déjà là les deux paramètres — violent anticommunisme et opposition aux tentations totalitaires en Belgique — que définira un mois plus tard la lettre collective des Evêques de Noël 1936. Van Zeeland lui-même, dans un nouveau discours radiophonique prononcé le 22 octobre pour contrecarrer le rassemblement rexiste du 25, s'engage contre le "danger communiste", "toute velléité de dictature de gauche" et "les agissements de ceux qui voudraient déchaîner sur notre pays les horreurs qui en ont ensanglanté d'autres". "Mais en même temps, ajoute-t-il, je vous dis : Prenez garde ! Les méthodes que certains voudraient voir employer dans les luttes contre le communisme sont les plus inefficaces et les plus dangereuses qui soient!"

La formulation du contre-slogan *Ni Rex ni Moscou* par le gouvernement d'*Union Nationale* rencontrera l'adhésion de l'immense majorité des catholiques, même si un Pierre Nothomb par exemple, bien que traîné dans la boue par la presse degrellienne, se refuse encore à mettre les deux dangers sur le même pied (38).

La guerre d'Espagne est cependant constamment présente en filigrane au sein de cette *Union Nationale* face au duo Rex-V.N.V. La cohésion gouvernementale à sauvegarder arrête les socialistes dans l'aide aux Républicains et leur fait abandonner le thème du "front populaire", mais elle empêche la droite de s'exprimer sans ambages en faveur des nationalistes espagnols, en conformité avec son anticommunisme tant de fois proclamé. Au début de décembre 1936, la *Revue de l'Ordre Corporatif* dénoncera cette auto-censure et cette hypocrisie permanentes des partis gouvernementaux :

"...Tous, en effet, viennent de se découvrir une sagesse insigne, une modération ingénue. Les révolutionnaires d'hier se font bé-

(37) J. CHARLIER, annexe IX, p. 204-207.

(38) Le 27 septembre, dans un discours à Langlier, Nothomb se demandait "comment pourraient se détester et se combattre des hommes de bonne volonté qui vivent la même foi et veulent défendre la même patrie", huit jours après la très violente "Lettre ouverte à M. Pierre Nothomb, Ecrivain national, Sénateur-baron, Rexiste de coeur, Anti-rexiste opportuniste" publiée par Raphaël Sindic dans le *Pays Réel* du 18 septembre. Après l'accord Rex-V.N.V., Nothomb s'en prendra à ceux qui ont négligé l'appel des catholiques pour s'unir aux "ennemis de la Patrie" mais critiquera le slogan *Ni Rex ni Moscou* : "...Je n'aime pas pour ma part cette formule qui met sur le même pied une doctrine monstrueuse et un mouvement qui eût pu être magnifique...Je n'ai qu'un ennemi : le communisme. Je combats Rex dans les rangs duquel je compte tant d'amis parce que, sans le vouloir, mais inévitablement, il y conduit..." (*Avenir du Luxembourg*, 25-26-X-36, cité dans LEYDER, *op.cit.*, p. 101).

nins et répudient Moscou. Les libéraux se font conservateurs. Les conservateurs se font libéraux. Les communistes eux-mêmes défendent la légalité. Un cri unique les rapproche : liberté. Tous sont du parti de la vertu : celle qui est au milieu. Ni Berlin, ni Moscou, profèrent-ils après M. Spaak. Ni Rex, ni Moscou, chantent-ils après M. Bovesse. Ni communisme, ni état totalitaire, prononcent-ils gravement après M. Van Zeeland [...] Il y a là un conservatisme merveilleux qui se fortifie des dangers ambiants [...] C'est ce conservatisme, justifié par des fictions libérales qui assure à l'heureux M. Van Zeeland des majorités dociles, massives... Bien entendu, tout n'est pas égal dans cette docilité des corps élus et tout n'y est pas durable. A côté des nantis vigoureux qui s'accrochent à pleines mains au pouvoir et aux partis, il y a les nantis résignés qui votent et voteront toujours dans le sens de leur tranquillité et à qui toute réaction est refusée, parce qu'il leur devient impossible de voter contre le gouvernement sans se trouver uni à la seule opposition que le tripartisme a fait naître : celle des rexo-flamands. Nous en connaissons plus d'un parmi ces pauvres représentants de la droite qui affirment et qui reconnaissent la déchéance du régime, mais qui sont actuellement incapables de sortir de la discipline que la commodité et l'horreur de Rex leur imposent. [...] S'il est catholique, une singulière inquiétude s'ajoute à son désarroi. Le "delenda Carthago" lancé par le Vatican contre le communisme et par le Primat de Belgique au Congrès de Malines n'est repris avec aucune ampleur, ni aucune conviction par ces hommes de presse ou de gouvernement et les cadres de la démocratie chrétienne ont fait des vœux pour la défaite de Franco [...] Homme providentiel, M. Van Zeeland couvre tout, y compris une somme impressionnante d'abdications, et l'unité de la droite, ce n'est ni l'Encyclique, ni l'épiscopat qui la fait, c'est lui, parce qu'il supplée, avec ses mamelucks, aux volontés et aux imaginations défaillantes. Cela durera tant que les statistiques feront taire l'honneur; mais quand les statistiques auront cessé de parler, l'honneur sera perdu [...] Sans doute, la victoire de Franco aura eu de résultat inattendu, en faisant siffler le vent du désastre aux oreilles des chambardeurs chevronnés, de leur inspirer cette modération qui les rend aujourd'hui si conformistes (39)..."

(39) *Revue de l'Ordre Corporatif*, t.II, n°3, déc. 1936, "La Situation Politique", par *** pp. 129-139.

On a souvent décrit la position difficile du P.O.B. déchiré entre ses sympathies idéologiques pour les Républicains et le souci d'une cohésion gouvernementale à maintenir, au prix de la non-intervention officielle dans les affaires d'Espagne (40). On a justement souligné l'hypothèque que ces dernières firent perpétuellement peser sur la survie de l'*Union Nationale*, avec l'incident Vandervelde-Bovesse de décembre 1936 au sujet des volontaires, bientôt suivi des retombées politiques de l'affaire de Borchgrave et de la démission de Vandervelde, couvrant en grande partie par l'alibi moral du soutien à l'Espagne républicaine le fossé idéologique qui se creuse de plus en plus en politique *intérieure* entre le vieux "Patron" et les "socialistes nationaux" De Man et Spaak (41).

Or, s'il est aisé de décrire le contraste entre l'engagement idéologique et matériel effectif de la gauche socialiste en faveur de l'Espagne et la position de réserve volontaire de ses représentants au sein du gouvernement, c'est en vain que l'historien chercherait dans la vie politique ou parlementaire de 1936-1937 des preuves concrètes de ce soutien massif à Franco de la part des milieux catholiques, se retrouvant sur ce plan aux côtés de Rex et du V.N.V., qui a été décrit par les ouvrages classiques (42). Si la presse d'opinion catholique voue aux gémonies les Rouges d'Espagne et s'indigne à longueur de colonnes des atrocités et massacres de religieux, les représentants *politiques* du catholicisme font preuve d'une prudence de Sioux : il faut éviter tout incident qui, mettant en péril l'*Union Nationale* et Van Zeeland, risquerait de ressusciter le fantôme du "cartel athée" socialo-libéral de 1912, pour ne pas parler du cauchemar d'un *Front Populaire*. Ce n'est pas un hasard si les premières interpellations sur la politique espagnole du Gouvernement, le recrutement de volontaires ou le trafic d'armes sont l'oeuvre du Baron de Dorlodot, "catholique indépendant", au Sénat (18 novembre 1936) et du député rexiste de Verviers, Henri Horward, à la Chambre le 24 novembre. Lors de l'affaire de Borchgrave, d'Aspremont-Lynden

(40) J. GOTOVITCH, *La Belgique et la guerre civile espagnole : un état des questions*, dans *Revue Belge d'Histoire Contemporaine* 1983/3-4, pp. 497-532 (p. 504) : "...Le problème *politique* majeur posé par la guerre d'Espagne en Belgique se situe, sans démonstration nécessaire, au sein du Parti socialiste, déchiré entre ce que, pour simplifier, on peut appeler le mouvement naturel du coeur et des convictions de ses militants, et sa participation gouvernementale..."

(41) J. WILLEQUET, *op.cit.*, p. 125.

(42) HÖJER, *op.cit.*, p. 257; Theo LUYCKX, *Politieke Geschiedenis van België van 1789 tot heden*, in-8°, Bruxelles-Amsterdam, 1964, p. 375; Els WITTE et Jan CRAEYBECKX, *Politieke Geschiedenis van België sinds 1830*, in-8°, Anvers, 1981, p. 249.

interpellera le premier Spaak le 4 février, mais le relais sera pris avec plus d'agressivité par de Dorlodot le 9 février 1937, par Howard, une nouvelle fois, les 22-23 mars 1938 (43).

Le véritable "boeuf sur la langue" que s'imposent les parlementaires catholiques sur les affaires d'Espagne suscitera même l'étonnement du député libéral Van Glabbeke, très hostile à toute aide aux Républicains, et dont les propos reflètent bien la position difficile des libéraux belges, coincés entre leur anticommunisme viscéral, leurs préventions envers une rébellion militaire et cléricale et, surtout, leur crainte d'un *Front Populaire* et d'un glissement à gauche :

"...Je regrette, au cours de ce débat, le vif enthousiasme qui s'est manifesté au sein du parti socialiste, au cours de l'interpellation de M. Relecom, parlant pour le parti communiste. Je dois dire, d'autre part que je regrette un peu le silence de la droite catholique au cours de l'interpellation rexiste. Lorsque les églises sont brûlées en Espagne et qu'on y massacre les curés, je comprends cependant que la droite et que les rexistes en éprouvent ensemble un profond regret et, voudraient, éventuellement, intervenir dans la mesure de leurs moyens, directement ou indirectement, pour influencer l'issue de la lutte terrible qui se mène actuellement en Espagne (44)..."

Sur le plan purement théorique de l'arithmétique parlementaire, il existait bel et bien une majorité potentielle qui aurait pu, au hasard d'une interpellation, faire tomber le Gouvernement sur sa politique espagnole, ou, plus tard, au moment des débats sur la reconnaissance de Burgos, imposer sa volonté. A la Chambre, sur 202 sièges, les partis dont les organes de presse se réclamaient de la "vieille civilisation chrétienne" célébrée par Mgr. Van Roey pouvaient frôler la majorité avec 100 sièges (63 catholiques, 21 rexistes, 16 V.N.V.). Si même des éléments démocrates-chrétiens, style Jean Bodart, faisaient faux bond, il ne manquerait pas de libéraux de droite pour fournir l'apport nécessaire. Au Sénat, sur 167 sièges, un regroupement des droites ne trouverait que 78 voix (57 catholiques, 12 rexistes, 9 V.N.V.) et six voix libérales au moins (le tiers environ du groupe sénatorial) seraient indispensables à une éventuelle majorité de rechange sur l'Espagne.

Le souci d'unité qui formait, en dépit des tiraillements divers, la

(43) GOTOVITCH, p. 508 et p. 510, note 36. Voir les communications de Michel Vincineau et Jean Salmon.

(44) *Annales Parlementaires, Chambre*, 24-XI-36, pp. 195-196.

base du *Bloc Catholique* imposait de rejeter la recherche d'une telle majorité : la L.N.T.C. et la C.S.C. "se refuseraient absolument à une alliance révoltante entre eux et les adversaires certains de la classe ouvrière en général", "la nation serait divisée en deux camps ennemis : au front de droite et bourgeois dit "front national anticommuniste" répondrait instantanément un front de gauche et ouvrier ou "front populaire", "une lutte ouverte et aussi inhumaine qu'antichrétienne éclaterait" et surtout :

"...les catholiques seraient mortellement divisés, et les meilleurs, parce que les meilleurs, se trouveraient littéralement pris entre deux feux. Parce que tels, en effet, ils ne pourraient se rallier ni à la tentative "fasciste" (ouverte ou larvée), ni à la riposte de "front populaire" même si à celle-ci, par malheur, s'adjoignaient des éléments chrétiens. C'est ici qu'il faut consulter les statistiques qui chiffrent des réalités s'étalant sous nos yeux. Elles nous disent que, même groupés et unis, les catholiques et la somme de leurs forces contrôlables, en Belgique 1937, ne contrebalancent plus, ou à peine, la somme adverse des forces catholiques ou anticatholiques (45)..."

Il n'y avait pas dans cette prudence extrême des catholiques conservateurs que le seul souci de maintenir l'*Union nationale* face à la coalition Rex-V.N.V. et d'empêcher la formation d'un cabinet plus à gauche. Il y avait aussi le souci de défendre leur position personnelle au sein du nouveau *Bloc Catholique* et tout particulièrement du P.C.S. en gestation. La "dissidence rexiste" avait eu pour effet de faire des démocrates-chrétiens le moteur essentiel du nouveau parti : la *Fédération des Cercles* faisait place à une vague Fédération Bourgeoise et le groupe conservateur sera officiellement absent à l'Assemblée Constitutive du P.C.S. qui dût finir par concéder la reconnaissance de ses seules associations locales. En Wallonie, les députés et sénateurs catholiques conservateurs savaient très bien qu'ils n'avaient pu garder leur siège en mai 1936 que par l'apport des voix de la L.N.T.C. Le cas liégeois est particulièrement clair : "A Liège, les démocrates-chrétiens ont voté pour la liste catholique, ce qui a eu pour conséquence — les conservateurs devenant rexistes —

(45) L. LEVAUX, *Devant le Rexisme*, pp. 32-33 : "...Certains, pour parer à ce danger (sans préjudice de leur promotion personnelle), ont préconisé une concentration de droite, qui engloberait, le parti catholique. Rex, le V.N.V. et peut-être un groupe de libéraux dépourvus d'anticléricalisme. Cette concentration serait — croient ceux-là — la force numériquement et socialement la plus considérable du pays. Elle tiendrait le socialisme et le communisme en respect..."

de faire élire un député réactionnaire, M. Philippart, et d'éliminer les candidats démocrates chrétiens. Les troupes de M. Philippart sont chez M. Degrelle et les troupes de MM. Tschoffen et Depresseux chez M. Philippart (46)." En mai 1937, le nouveau P.C.S. liégeois compte 5.000 adhérents dont 2.000 conservateurs, alors que ceux-ci étaient près de 18.000 dans l'ancienne *Union Catholique* locale. Les nouveaux affiliés viennent en masse de la Ligue des Travailleurs Chrétiens (47).

B.C.B. et P.C.S. unifiés à grand peine n'avaient pas fait disparaître complètement l'action du vieux *stand* conservateur animé par d'Aspremont-Lynden. La *Fédération des Associations et Cercles Catholiques* se réunit à Bruxelles le 2 décembre 1937, le même jour que le Directoire du B.C.B., et entend à propos de l'Espagne une véritable autocritique formulée par Pierre Nothomb :

"...Vis à vis de l'Espagne Nationale, nous avons commis un péché grave et nous devons de déplorer. Nous avons péché contre la vérité lorsqu'on a toléré au parlement belge des interpellations socialistes au sujet de l'Espagne, lorsque nous n'avons pas riposté avec éclat contre les massacres et les martyrs! (48)..."

Un an, très exactement, sépare le réquisitoire de la *R.O.C.* de décembre 1936 du *mea culpa* de Nothomb. Trois groupes de faits, se succédant chronologiquement, expliquent et justifient cette évolution :

- 1) la disparition de l'hypothèque politique Rex-V.N.V. sur la vie gouvernementale et parlementaire et sur l'attitude de la hiérarchie catholique (de la Lettre pastorale de Noël 1936 à la dénonciation de l'accord Rex-V.N.V., en passant par l'échec électoral de Degrelle le 11 avril 1937 et la condamnation formelle du rexisme par Mgr. Van Roey).
- 2) le renforcement de l'engagement de la hiérarchie catholique, et en particulier du Cardinal, aux côtés de l'Episcopat et des nationalistes espagnols, tout particulièrement par la diffusion impérative en août 1937 de la lettre collective des Evêques d'Espagne du 1er juillet 1937.

(46) G. COUTURE dans *Terre Wallonne*, juin-juillet 1936, pp. 182-183.

(47) CHARLIER, *op.cit.*, p. 159 d'après des notes manuscrites de Giovanni Hoyoïs, à une réunion du bureau de la F.A.C.C. (18 mai 1937) et du Directoire du P.C.S. (28 mai 1937).

(48) Cité dans van der BURCH, *Le Calvaire Ibérique. Témoignage*, in-12, Bruxelles, 1938, pp. 20-21. Le texte de l'intervention Nothomb reproduit dans la presse catholique (*Gazette de Liège*, 2-XII-37) est un peu plus édulcoré : "...Nous devons aller à Salamanque. Je ne dis pas qu'il faut abandonner le gouvernement Valence-Barcelone. Car ici aussi nous avons des inté-

3) la chute le 25 octobre 1937 du Cabinet Van Zeeland. "On glissait de l'union nationale (dont le sommet avait été l'élection du 11 avril) dans un simple tripartisme (49)".

* * *

Le premier groupe de faits est trop bien connu pour que nous entrons dans des détails inutiles. En novembre-décembre 1936, profitant de sa récente autonomie au sein du *Bloc* et de son organisation plus rapide que celle de l'aile francophone, le K.V.V. avait repris des projets de concentration flamande et s'était rapproché du V.N.V. Un accord de principe fut même signé le 8 décembre 1936 sur des bases essentiellement flamandes et vaguement corporatistes. Prenant ses désirs pour des réalités, Pierre Daye voyait dans l'existence des deux accords Rex-V.N.V. et K.V.V.-V.N.V. le noyau possible de la vaste concentration de droite et de la bipolarisation politique, libéraux inclus, dont il rêvait (50). L'hostilité des dirigeants du *Bloc* et surtout celle de ceux de l'A.C.W., la condamnation implicite de Rex et du V.N.V. par l'Episcopat le 25 décembre tuèrent la *concentratie* dans l'oeuf. Le K.V.V. recula et suspendit ses négociations avec les nationalistes flamands "à cause du programme autonomiste de ceux-ci" début janvier 1937, plaçant dans une position difficile Rex qui continuait à prétendre que son accord — toujours secret — du 6 octobre avait "sincèrement rallié les V.N.V. à l'unité belge" (51).

La véritable haine qui animait Gustave Sap, l'influent propriétaire du *Standaard* à l'endroit de ses ex-collègues du gouvernement, les inquiétudes de Charles-Albert d'Aspremont-Lynden devant

rêts..." Sur cette réunion de la F.A.C.C., voir ci-dessous note 113.

(49) WILLEQUET, *op.cit.*, p. 129.

(50) P. DAYE dans *Je Suis Partout*, 19-XII-36: "...Accord récent entre le groupe de Degrelle et celui des nationalistes flamands. Cette étape française, on arrive, aujourd'hui, à la concentration flamande qui fait beaucoup parler d'elle. Elle est aujourd'hui faite, encore qu'elle ne doive pas se manifester tout de suite sur le terrain parlementaire. Les Catholiques Wallons suivront. D'autres aussi, sans doute, et ainsi l'on arrivera, qu'on le veuille ou non, à un regroupement général, que j'avais depuis longtemps annoncé, à un front antimarxiste, tandis que de l'autre côté se soudera le bloc des gauches. De cette manière, le pays sera rentré, par un détour assez innatendu, dans la vraie conception parlementaire : deux partis seulement..."

(51) E. GERARD, *De Katholieke Partij*., pp. 475-478; G. VAN HAVER, pp. 161-165; CHARLIER, p. 146. L'occasion de la rupture fut le message de Nouvel An de Staf De Clercq réclamant "l'autonomie politique de la Flandre". (*Libre Belgique*, 5-I-37).

l'évolution du parti catholique, vont, en dépit de la Lettre pastorale de Noël 1936, maintenir en vie des espoirs de concentration des droites, espoirs entretenus par les fissures de plus en plus apparentes dans l'*Union Nationale* et le cabinet Van Zeeland, accusés tantôt de "gauchisme" tantôt de déviation centriste. Le 27 février 1937, au cours d'une réunion groupant Degrelle, Wyns, Daye, Sap et d'Aspremont a été conçue l'idée d'une élection partielle à Bruxelles, provoquée par la démission d'un député rexiste et une candidature de Degrelle lui-même qui "forcerait les électeurs à prendre parti et permettrait ainsi de nous dénombrier (52)". Le dirigeant des *Cercles*, dont le rôle véritable n'apparut pas à l'époque (53), avait tout à gagner dans l'aventure : un succès de Degrelle provoquerait la concentration de droite tant désirée, ou tout au moins un coup de barre conservateur au sein de la tripartite, un échec de Rex entraînerait sans doute sa rentrée dans le giron catholique et, par là même, un renforcement de l'aile conservatrice face à la démocratie chrétienne.

Le 7 mars, Degrelle lance le défi en ajoutant imprudemment "mettez vous tous ensemble, si vous voulez (54)", et, sous la pression des socialistes surtout, le Premier Ministre relève le gant. Van Zeeland n'ignore pas, qu'outre l'alliance Rex-V.N.V., il devra compter avec les "suiveurs résignés" de son propre parti (il cite d'Aspremont, Crokaert, Coelst et Leyniers) et avec la possibilité du vote blanc envisagé le 15 mars par la *Libre Belgique* comme une solution acceptable par les consciences catholiques (55) L'argument du "silence de

(52) P. DAYE, *Mémoires*, ch.XXXVI, p. 844, fixe la réunion le 27 février dans un restaurant bruxellois au retour d'une cérémonie funèbre à Brassaat. Léon Degrelle (L. NARVAEZ, *Degrelle m'a dit*, éd. 1961, p. 279) confirme la date mais parle d'une réunion près d'Anvers à la table de Sap.

(53) Daye révéla le rôle de d'Aspremont-Lynden dans un article de *Cassandre* du 1er janvier 1944 qui stupéfia ses anciens collègues du B.C.B. : "...Montrer après la guerre à Monsieur Van Zeeland [...] jour bien peu favorable sur certaine personne qui fait partie du Bloc et préside également la fédération des Associations et Cercles ... Cela me paraît une véritable trahison politique ..." (lettre de la Barre d'Erquelinnes à G. Hoyois — 15 janvier 1944, Papiers Hoyois, U.C.L., communiquée par M. Alain Dantoing que nous remercions). Voir aussi E. GERARD, *De Katholieke Partij...*, p. 478, n. 72.

Or, la F.A.C.C. avait décidé en février 1937 de constituer un service de propagande sur le thème "union et dignité nationale, réforme de l'Etat, confiance à Van Zeeland" et d'en confier la direction à Pierre Nothomb ! (CHARLIER, *op.cit.*, p. 136, n. 3).

(54) *Pays Réel*, 7-III-37, éditorial de L. Degrelle.

(55) Lettres de P. Van Zeeland à Mgr. Van Cauwenbergh et de ce dernier au Cardinal — 15 mars 1937. Archives de l'Archevêché de Malines, Fonds Van Roey, IX-3 (transmises par Mr. Alain Dantoing que nous remercions).

Malines" invoqué par Degrelle dans un meeting du 7 avril provoque des démarches pressantes de Van Zeeland et du Ministre de l'Intérieur du Bus de Warnaffe auprès du Cardinal, et, finalement, le célèbre "coup de crosse" publié le 9 avril fixant "le devoir de tout catholique loyal dans l'élection du 11" et réprouvant toute abstention. D'autre part, Degrelle a été obligé, après une série de faux-fuyants, de publier le 10 avril le texte de son accord avec le V.N.V. et s'est aliéné une grande partie de son électorat bruxellois patriote, sans pouvoir compter entièrement sur une contre-partie de voix nationalistes flamandes (56).

On connaît l'écrasante défaite du 11 avril : Van Zeeland obtient environ 276.000 suffrages (soit 75,8 %), Degrelle 69.000 (19 %) et il y a 18.000 bulletins blancs ou nuls. Quelques jours après la victoire du Premier Ministre, une crise grave secoue le *Bloc Catholique Belge* : n'ayant pu faire adopter certaines modifications de statuts souhaitées par la *Fédération des Cercles*, d'Aspremont-Lynden donne le 14 avril sa démission de membre du Directoire provisoire du P.C.S. et engage les adhérents de la F.A.C.C. à boycotter l'Assemblée constitutive du nouveau parti. Cette consigne de sécession ne sera pas suivie par tous les membres de la F.A.C.C., dont certaines personnalités de premier plan, comme du Bus de Warnaffe, seront présentes à l'acte de naissance du P.C.S. le 18 avril 1937 (57).

Le lendemain même de sa défaite électorale, Degrelle était entré en contact avec le Cardinal Van Roey par l'intermédiaire de Charles-Albert d'Aspremont-Lynden, se déclarant prêt à la soumission à l'Eglise. En contre-partie, il recevrait une sorte d'absolution qui lui permettrait de rentrer dans les rangs catholiques, formant bloc avec la F.A.C.C. ou renforçant celle-ci face à la démocratie chrétienne. Le 13 mai, toujours par l'intermédiaire de d'Aspremont, Degrelle déclare par écrit se soumettre à la Lettre pastorale de Noël 1936, dont les passages concernant Rex lui avaient été transmis soulignés de la main même du Cardinal. Ce dernier, soumis de divers côtés à des pressions hostiles à une absolution trop rapide et dangereuse pour

(56) J.M. ETIENNE, *op.cit.*, pp. 133-140; E. GERARD, *De Katholieke Partij...*, pp. 479-480 et *La responsabilité du monde catholique...*, p. 75. Sur le rôle des deux associations rivales de *Croix du Feu* (F.N.C.F. et U.N.C.F.) dans l'affaire, voir la polémique et les documents publiés dans *Le Phare-Dimanche*, du 24-IV au 14-VIII-1949.

(57) E. GERARD, *De Katholieke Partij...*, pp. 480 en 493-494; Jean BEAU-FAYS, *op.cit.*, pp. 120-121, J. CHARLIER, *op.cit.*, pp. 106 en 120-121. Le *XXe Siècle* du 17-IV-37 faisait ressortir l'étrange attitude de d'Aspremont, votant les statuts du Directoire quand il y siégeait et les attaquant ensuite devant les assemblées de la F.A.C.C.

l'unité des catholiques, n'y répondra jamais (58). Sans doute le Cardinal a-t-il peu apprécié les indiscretions de Degrelle qui, pour enrayer la débandade de son mouvement, joue à fond du thème des "pourparlers avec Malines" et publie dans la presse rexiste l'ouverture de négociations qui auraient dû rester secrètes (59) !

Sur le plan politique, la "récupération" des rexistes posait de graves problèmes. Pierre Nothomb, fidèle à son rôle de propagandiste officiel du "zeelandisme", ouvrait les bras aux rexistes mais les fermait à Degrelle (60). Charles du Bus de Warnaffe, qui avait obtenu la condamnation archiépiscopale d'avril, n'avait pas hésité à rencontrer Degrelle pour attendre les 29 avril et 5 mai une sorte d'accord ou de pacte de non-agression réciproque entre catholiques et rexistes, puis avait rompu les contacts le 6 mai après que Degrelle ait affirmé dans un meeting ne rien vouloir changer à son programme (61). Le 14 mai, un éditorial du *Pays Réel* avait confirmé l'intransigeance du Degrelle (62), alors même que la veille il avait adressé au Cardinal une soumission écrite. Dans les rangs rexistes, cette attitude provoqua une série de démissions, dont la plus retentissante fut celle de Hubert d'Ydewalle, rédacteur en chef du *Pays Réel*, le 10 juin, après que, devant le Conseil Politique de Rex, Degrelle se soit, le 5 juin, exclamé "on s'en fout" à la lecture de la let-

(58) L. Degrelle à Mgr. Van Roey — 12 avril 1937 et Bureau Politique de Rex à Mgr. Van Roey — 15 avril 1937; L. Degrelle à Mgr. Van Roey — 13 mai 1937 et Ch. A. d'Aspremont à Mgr. Van Roey, — 14 avril 1937 (E. GERARD, *De Katholieke Partij...* pp. 481-482 et *La responsabilité...*, pp. 75-76 avec publication intégrale de la lettre de Degrelle du 13 mai).

(59) *Pays Réel*, 17-IV-37: "... Rex, dès le lundi 12, s'est mis à la disposition des Autorités religieuses pour aider à un apaisement..."; 17-V-37: "Même à cette heure, où des pourparlers très importants ont lieu..."

(60) Dans le *XXe Siècle*, Nothomb demandait "Comment M. Degrelle peut-il combattre celui qui s'occupe de réaliser le grand rêve dont le rexisme est né?" et souhaitait "la réconciliation de tous les hommes au coeur droit, pour la défense de la Patrie commune, autour d'un Paul Van Zeeland qui est digne d'incarner pour tous la jeunesse et l'idéal de la nation!" Après la victoire du 11 avril, il manifestera ses regrets de voir "une jeunesse admirable égarée par M. Degrelle s'acharner contre un candidat qui répond si bien [...] aux aspirations primitives du mouvement rexiste", mais "ils vont quitter le rexisme car ils sont chrétiens et le rexisme est condamné dans ses méthodes et dans ses principes fondamentaux, c'est-à-dire tout entier!" (*Avenir du Luxembourg*, 18-19-IV-37). Texte cités dans P. LEYDER, *op.cit.*, p. 104.

(61) E. GERARD, *De Katholieke Partij...*, p. 480 d'après les mémoires inédites de Charles du Bus.

(62) *Pays Réel*, 14-V-37, éditorial "Pas d'eau dans notre vin!" par L. Degrelle.

tre d'un évêque belge estimant que "une vraie soumission et un arrangement définitif restent quoi qu'on dise très problématiques" (63). Le 4 juillet, à Anvers, Degrelle rompait les derniers ponts: "Nous réintégrer dans un parti confessionnel? Cela jamais (64)!"

Cela n'empêchait pas d'Aspremont-Lynden de souhaiter le 18 juillet l'union contre le socialisme et le communisme "non seulement de tous les membres du parti, mais aussi de ceux qui hier encore étaient chez nous et qui nous ont quittés (65)" et d'insister le 7 juin encore auprès du Cardinal sur "les bonnes dispositions" de Degrelle qui revenait à la charge (66). La grande concentration B.C.B.-Rex-V.N.V. dont rêvait d'Aspremont s'évanouissait en fumée: rupture K.V.V.-V.N.V. en janvier 1937, exclusion de Gustave Sap des rangs de la droite parlementaire pour avoir, le 16 mars, interpellé Van Zeeland sur l'affaire de la *Banque Nationale* (thème que Degrelle ne sut pas exploiter avant le 11 avril) (67), et enfin suspension puis rupture unilatérale par le V.N.V. de l'"accord historique" du 6 octobre 1936 (68).

Désespérément à la recherche d'un second souffle, au milieu d'une cascade de démissions et de défections, Degrelle reprend à son compte pendant l'été 1937 la campagne contre Van Zeeland et les "scandales de la *Banque Nationale*". Sur la question de l'amnistie des activistes 14-18, il effectue une série de chassés-croisés et d'évolutions contradictoires qui réussirent à scandaliser à la fois les belgicistes et les milieux flamingants. S'étant ainsi fermé la porte à tout rapprochement avec les catholiques aussi bien qu'avec les

(63) Voir les lettres publiées par Hubert d'Ydewalle dans *La Libre Belgique*, des 11-VI et 18-VI-37.

(64) *Pays Réel*, 5-VII-37.

(65) E. GERARD, *idem*, p. 494, n. 25.

(66) Lettre de Ch. A. d'Aspremont-Lynden à Mgr. Van Roey, 7 juin 1937 (Fonds Van Roey, IX 1-2), communiquée par A. Dantoing. Le comte d'Aspremont préparait dans doute la voie à la dernière démarche directe de Degrelle, une lettre du 14 juin 1937 au Cardinal demandant "un éclaircissement définitif" car "la confusion s'aggrave de plus en plus" (publiée dans E. GERARD, *idem*, p. 482). Cette démarche avait sans doute été provoquée par la démission le 10 juin de Hubert d'Ydewalle.

(67) HÖJER, p. 266; J.M. ETIENNE, p. 151153; E. GERARD, p. 479; P. DAYE, *Trente-deux mois chez les députés*, pp. 58-81.

(68) "Suspendu provisoirement" le 25 juin 1937, l'accord Rex-V.N.V. fut enterré définitivement le 17 septembre 1937. Un éditorial de *Volk en Staat* du 28 juin avait reproché à Degrelle de n'avoir pas su se cantonner à la seule Wallonie et surtout de "flotter au gré des vagues accroché à une bouée de vessies de porc patriotardes". Voir ETIENNE, p. 101 en G. VAN HAVER, *Onmacht der Verdeelden...*, p. 199.

V.N.V., *Rex est mort*, comme certains l'affirment d'ailleurs depuis le 11 avril, et un tract catholique de septembre 1937 établit son constat de décès politique: "s'il nous a paru nécessaire de combattre de près ce mouvement "dangereux pour le pays et pour l'Eglise", nous pouvons certes nous occuper moins de lui depuis qu'il est engagé sur la pente descendante (69)".

Ce déclin et ses dissensions internes n'empêchent pas Rex de détenir toujours une force parlementaire de 20 députés. L'impossibilité d'atteindre un consensus avec les autres forces de droite sur le plan de la politique intérieure rend impossible le torpillage de l'*Union Nationale* ou la formation d'une majorité de rechange sur les seules questions de politique extérieure et d'Espagne.

* * *

Est-ce pur hasard chronologique si c'est au moment où Rex cesse d'être le danger dénoncé à la Noël 1936 et formellement condamné en avril 1937, que le Cardinal Van Roey jette toute son autorité personnelle dans la balance en faveur des nationalistes espagnols et fait de leur soutien une obligation morale pour les catholiques belges, obligation presque aussi contraignante que la répudiation de Rex ?

On pourrait aisément comparer l'attitude de l'épiscopat belge en décembre 1936, partagé entre sa crainte d'un succès des tendances totalitaires *en notre pays* et son adhésion au thème de la *lutte à mort* entre communisme et catholicisme, et celle de la Curie romaine à la même époque. De même que certains craignent en Belgique une radicalisation des conflits gauche-droite et une polarisation qui entraîneraient des croyants également sincères dans des camps antagonistes, de même le Vatican, sur un plan plus général, redoute la division de l'Europe et des fidèles en camps irréductibles au nom de l'anti-fascisme et de l'anti-communisme, avec le danger supplémentaire de voir ce dernier gangréné par l'idéologie néo-paganiste du national-socialisme allemand (70).

(69) Joseph DEMARTEAU, *Un déclin sans gloire*, tract édité par la Centrale d'édition et de propagande en septembre 1937.

(70) L'article récent de Peter C. KENT, *The Vatican and the Spanish Civil War*, dans *European History Quarterly*, vol. 16 (1986), pp. 441-464, a le mérite de replacer cette attitude dans une perspective plus vaste que la seule question espagnole. Pour une interprétation plus classique et plus sévère de l'attitude du Saint-Siège, voir A.F. MANNING, *De Heilige Stoel en de Spaanse Burgeroorlog*, dans *Tijdschrift voor Geschiedenis*, 1968/5, pp. 479-492.

Certes, recevant le 14 septembre 1936 en audience 600 religieux et laïcs espagnols réfugiés du territoire républicain, Pie XI n'avait pas hésité à attribuer aux "forces de la subversion" et au programme du *Frente Popular* la responsabilité du déchaînement de la guerre civile (71), mais cela était loin de signifier un soutien effectif à la cause des Nationalistes. En décembre 1936, Franco s'était plaint de cette tiédeur auprès de la diplomatie italienne, tiédeur qui s'expliquait par le fait qu'après l'échec de la marche sur Madrid les opérations s'étaient transportées dans les provinces basques et que l'Eglise avait désormais des fidèles dans les deux camps aux prises. L'ambassadeur d'Italie auprès du Vatican suggéra une condamnation des Basques, sans succès, mais le Saint-Siège proposa une médiation entre Aguirre et Franco, médiation qui fut confiée au Cardinal Goma y Tomas dont l'intransigeance unitariste fit échouer toute possibilité d'arrangement sur une base autonomiste. Cela permit toutefois au Vatican, en l'absence d'un Nonce, de faire du Primat d'Espagne son représentant auprès de Franco, de façon officieuse d'abord, puis comme chargé d'affaires à partir de février 1937. Sur le fond, l'attitude officielle de l'Eglise restait dans l'expectative : une série d'articles de l'*Osservatore Romano* en janvier 1937 souligna l'attitude centriste que le Vatican entendait maintenir dans "la guerre civile internationale" et mettait dans la lutte contre le communisme l'accent sur les "vertus morales" et les réformes sociales plutôt que sur le recours aux armes. Cette même attitude se retrouvera en mars quand l'encyclique *Divini Redemptoris* condamnant le "communisme athée" sera publiée le 19, deux jours seulement avant la dénonciation du national-socialisme par *Mit Brennender Sorge* dont, caractéristiquement, Franco empêcha la diffusion en Espagne (72).

Un appel à la mobilisation des consciences catholiques aux côtés des Nationalistes espagnols ne viendra donc pas du Saint-Siège, mais du Primat d'Espagne qui avait épousé avec passion la cause de la *Cruzada*. C'est le 23 novembre 1936 que l'Archevêque de Tolède publie une lettre pastorale sur les affaires d'Espagne dans laquelle il affirme qu'il ne s'agit pas d'une lutte à propos de la forme du gouvernement, de la monarchie ou des problèmes régionalistes, mais d'une croisade pour le maintien de la foi catholique indissolublement liée à la tradition historique et à l'unité de l'Espagne, d'un soulèvement réellement *national* et *populaire*, d'une lutte "entre deux idéaux, deux civilisations, deux conceptions du monde" pour conclu-

(71) H. THOMAS, *La Guerre d'Espagne*, p. 364; MANNING, p. 483.

(72) KENT, pp. 449-450.

re à l'adresse des pays étrangers : "Ne faites pas de pacte avec le mal, pas même sous prétexte de revendications sociales. Voyez les ruines accumulées en Espagne : elles sont le fait des idées bien plus que du canon". (73)

Ce document parvint en Belgique à la fin de décembre 1936 et influença peut-être les passages de la Lettre Pastorale de Noël consacrées à l'Espagne. Certaines feuilles catholiques y virent une confirmation de source autorisée de leurs propres thèses sur le conflit espagnol (74) tandis que les milieux pro-républicains prenaient l'initiative de faire imprimer fin 1936 à Bruxelles, sur les presses de l'Imprimerie *Lucifer*, une *Réponse de Leocadio Lobo (vicaire de la Paroisse de Ginès à Madrid) à la lettre pastorale de l'archevêque de Tolède*. Lobo, qui se définissait comme sociologue, était venu en Belgique avec José Gallegos, chanoine de Cordoue, pour participer en septembre 1936 au Congrès du *Rassemblement Universel pour la Paix*, auquel assista la *Passionaria*. Ardemment républicains, il prirent la parole au cours de diverses réunions socialistes et finirent par être expulsés du territoire belge le 15 novembre 1936, deux jours après que le Cardinal Van Roey leur ait signifié l'interdiction de célébrer la messe en Belgique (75). Manifestement, la lettre pastorale du

(73) Cette lettre pastorale fut réimprimée en brochure de propagande destinée au public francophone I. GOMA y TOMAS, *Le Cas de l'Espagne*, in-8°, Pampelune, 1936.

(74) Voir notamment *Courrier de l'Escaut*, 31-XII-36 : "...Une lettre émouvante de l'archevêque de Tolède dénonce les ignobles méfaits du bolchévisme contre la nation espagnole... On y retrouvera, émanant d'une des plus éminentes autorités de l'Eglise d'Espagne, la confirmation des faits maintes fois exposés ici sur la foi de témoignages concordants..."; voir aussi K. WOUTERS, *op.cit.*, pp. 58-59.

(75) Sur l'incident, voir J. GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 508, note 31 et A. DE SMET, *Les partis politiques belges...*, p. 701. Le cas fut évoqué au Sénat le 18 novembre 1936 et à la Chambre le 24. Le Ministre de la Justice Bovesse prit la responsabilité de l'expulsion et attribua à une simple coïncidence la prise de cette décision le 13, le jour de l'interdit prononcé par le Cardinal (*Annales Parlementaires, Chambre*, 24-XI-36, p. 192). Le Ministre affirmait être intervenu pour empêcher des conférences d'orientation pro-nationaliste données par des Espagnols en milieu catholique, ce qui expliquerait peut-être l'étonnant silence de la propagande pro-franquiste pendant les premiers mois de la guerre : "...J'ai eu l'honneur de rencontrer la personnalité qui dirige de grandes conférences dans un autre milieu et j'ai invité l'abbé dirigeant cet organisme important à faire en sorte qu'une série de conférences, qui devaient être données par des personnalités plutôt de droite, relativement à des objets d'ordre étranger, n'eussent pas lieu. Elles n'auront pas lieu. C'est ainsi qu'un prélat espagnol devait venir à l'Université de Louvain, que j'ai vu les autorités compétentes, qui se sont inclinées bénévolement et que le prélat espagnol n'a pas pris la parole devant une as-

Cardinal Goma y Tomas portait car Angel Ossorio y Gallardo, ancien ministre catholique d'Alphonse XIII rallié à la République et ambassadeur à Bruxelles puis à Paris, publia le jour de Noël 1936 dans *Le Soir* un grand article "Où sont les catholiques d'Espagne?" qui se terminait par une surprenante conclusion : (76)

"...Il a pu paraître, à certains moments, qu'un conflit existait entre les républicains espagnols et la religion catholique. Heureusement, il n'en est rien [...] En résumé, on peut conclure qu'il n'existe pas de lutte ayant un caractère religieux en Espagne. Par conséquent, ceux qui se prétendent vraiment catholiques et conservateurs doivent être du côté du gouvernement de Valence."

La polémique était lancée et les milieux pro-franquistes sentaient bien que seule la voix des évêques espagnols pourrait ébranler l'apathie des catholiques étrangers. Le 16 décembre, dans un interview à un journal italien, Mgr. Goma y Tomas réaffirmait le caractère de croisés des nationalistes (77). Il n'en resta pas là. Nombre de ses collègues de la zone nationaliste avaient eux aussi publié des lettres pastorales dont un recueil en traduction française fut aussitôt publié avec une préface du Primat d'Espagne :

"... Au grand étonnement de ceux qui sont convaincus de la justice de notre cause, qui est la cause de Dieu, celle de la civilisation et celle de l'Espagne, nous avons compté de très rares amis parmi nos voisins. Nos "homogènes" de race, de civilisation, de croyance, de danger, eux-mêmes ont passé leur temps à nous causer des ennuis par leur pensée, par leurs paroles et par leurs agissements. L'oeuvre de notre disqualification devant le monde a été atroce. Le mensonge a supplanté la vérité, l'intérêt et la passion ont supplanté le jugement serein. Les hauts-parleurs de communisme ont parlé en Espagne, et la Presse et les Radios d'Europe leur ont

semblée. Voilà pour le principe..." Dans sa brochure, Lobo reprochait au Cardinal Goma d'avoir "laissé le bâton pastoral pour prendre l'épée du combattant, et le pourpre sacrée pour la cote du guerrier" et jouait habilement sur les conflits entre catholicisme et totalitarisme : "...Peut-on lancer des anathèmes contre "l'âme tartare", contre "l'internationale communiste" et passer sous silence d'autres âmes et d'autres internationalismes? Pourquoi la juste colère des chrétiens n'atteint-elle pas depuis Marx jusqu'à l'hitlérien Rosenberg, depuis Staline jusqu'à Gentile, depuis le communisme jusqu'au fascisme, qui est aussi totalitaire, anti-individualiste, anti-chrétien?..." (op.cit., pp. 2-4).

(76) A la Chambre, le 24 novembre, F. Brunfaut avait lu pendant une demi-heure les textes de conférences d'A. Ossorio et du Père Lobo (*Annales Parlementaires, Chambre*, pp. 185-186).

(77) MANNING, op.cit., p. 484; K. WOUTERS, p. 65.

servi de diffuseurs. Pour nos gestes, pour nos revendications, pour notre pensée et pour nos projets, nous n'avons trouvé que des oreilles bouchées et des murs cloisonnés. Cela nous a causé un préjudice énorme... "Cosas de Espana". Tel a été peut-on dire le commentaire le plus bienveillant. Et nos voisins ont fermé leurs portes sur eux (78)..."

Si même certains estimaient la situation fort différente entre la France où hiérarchie et clergé sympathisaient avec la cause basque et la Belgique où les mêmes milieux penchaient en faveur de Franco (79), les propagandistes nationalistes ne cessaient d'incriminer la passivité des catholiques belges :

"...Le sentiment quasi unanime était donc qu'un groupe de généraux factieux avait dressé des embûches contre la république espagnole, avec le sinistre projet de l'étrangler et d'enlever au peuple ses libertés durement conquises dans la légalité. La suppression totale de la religion, le massacre de prêtres, de personnes des deux sexes appartenant surtout à la bourgeoisie et aux classes moyennes, la destruction d'édifices rappelant la grandeur de l'Espagne, tout cela n'était qu'un tissu de mensonges colportés par les réactionnaires espagnols appuyant les militaires rebelles, lesquels s'étaient engagés, en cas de victoire, à leur rendre des privilèges désuets. Non, il était vraiment peu utile de vouloir contribuer à modifier ici le critérium qui prévalait dans tous les milieux. C'était s'user misérablement avec le surcroît de nombreux déboires à supporter, l'inertie et l'indifférence des uns, les médisances des autres, etc. Mais, Monsieur, nous disait-on, les catholiques belges sont eux-mêmes convaincus que la cause que vous voulez défendre est absolument mauvaise. Ont-ils tendu une main secourable au Général Franco, que vous déclarez protecteur de la religion et des ministres du Seigneur et au service de la Civilisation ? Non, n'est-ce pas ! (80) ..."

L'aspect religieux l'emporta donc sur tous les autres aspects de la propagande. Le recueil de lettres pastorales préfacé en février 1937 par le Primat d'Espagne fut publié à Bruxelles par l'officine *Bureau Universel de Presse* avec le titre caractéristique *Les Evêques ont*

(78) *Le Glorieux Mouvement Rédempteur d'Espagne Appuyé avec enthousiasme par la Hiérarchie Catholique Espagnole. Fragments de Pastorales, Allocutions et Circulaires pris dans les Bulletins officiels ecclésiastiques de différents Diocèses*, in-8°, s.l.n.d. préface du Cardinal Goma datée de Pampelune le 4 février 1937.

(79) KENT, p. 454.

(80) Comte van der BURCH, *Le Calvaire Ibérique*, pp. 14-15.

Parlé! *Les Catholiques doivent soutenir la cause Franco* par le très agissant Abbé Vincent de Moor qui publia à la même époque la brochure *España* entièrement consacrée à la réfutation de l'article d'Angel Ossorio dans *Le Soir* (81).

La question basque restait la principale pierre d'achoppement de la propagande franquiste. C'est une nouvelle fois le Cardinal Goma, désigné par le Saint-Siège comme médiateur, qui se lança dans la bataille en publiant une lettre ouverte au Président basque José Aguirre (82). La cause basque avait un représentant à Rome en la personne de Mgr. Mugica, évêque de Vitoria en exil, mais elle perdait lentement du terrain et le Secrétaire d'Etat, le Cardinal Pacelli, lui était hostile, et ne reçut que pour la forme deux prêtres basques venus à Rome décrire le bombardement de Guernica (83) Avec la victoire en vue, Franco rejeta tout accommodement avec les Basques et au début de juin 1937, le Vatican abandonna toute idée de médiation en Espagne.

La chute de Bilbao, le 19 juin, clarifia la situation. Le 1er juillet, en partie à la demande de Franco et sans doute aussi pour forcer la main du Saint-Siège et hâter la reconnaissance formelle de Burgos, le Cardinal Goma y Tomas prit l'initiative d'expédier une lettre collective de l'épiscopat espagnol "aux évêques du monde entier". Ce document, signé de tous les évêques survivants à l'exception de ceux de Taragone et de Vitoria, accréditait le thème d'un complot ourdi par le Komintern, affirmait que le soulèvement militaire devrait en fait être appelé "civico-militaire" grâce à "la collaboration d'un peuple sain" dans un "mouvement national de défense des principes fondamentaux de toute société civilisée" mais restait délibérément vague quant aux accusations de totalitarisme ou de dictature (84).

(81) Sur la personnalité de l'Abbé De Moor et le rôle du *B.U.P.*, voir la 2e partie de ce travail.

(82) *Une Réponse Nécessaire. Lettre ouverte du Cardinal Archevêque de Tolède à M. José Antonio Aguirre, à Bilbao, président du Gouvernement Basque*, Pampelune, 10-1-37. Voir WOUTERS, pp. 233-237 et la brochure du *B.U.P. La Question Basque et la Guerre Civile en Espagne*, in-8°, Bruxelles, 1937.

(83) H. THOMAS, p. 426; KENT, p. 454; Herbert R. SOUTHWORTH, *La destruction de Guernica. Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, in-8°, Paris, 1975, pp. 198-201.

(84) "...L'Eglise, néanmoins, ne s'est pas rendue solidaire des actes, des tendances ou des intentions qui, dans le présent comme l'avenir, pourraient défigurer la noble physionomie du mouvement national dans son origine, ses manifestations et ses buts [...] Nous serions les premiers à déplorer que l'autocratie irresponsable d'un Parlement fût remplacée par celle autrement redoutable d'une dictature n'ayant pas ses racines dans la nation. Nous gardons le légitime espoir qu'il n'en sera pas ainsi..."

"Il va de soi que l'idée de Croisade ne pouvait guère être défendue au-delà des des frontières espagnoles que si elle recevait l'approbation pleine et entière de l'Eglise. La sympathie agissante de la majeure partie des prêtres espagnols, l'évidente bonne volonté du Vatican ne sont pas suffisantes. Il faut attendre la publication, en juillet 1937 seulement, de la *Lettre collective des évêques espagnols* pour que leur ralliement prenne une forme quasi officielle. Encore faut-il remarquer que le mot de Croisade n'y est pas utilisé (85)."

La lettre collective de l'épiscopat espagnol fut accueillie avec faveur par les évêques d'Autriche, de Suisse, d'Irlande, d'Angleterre, etc... Pour la propagande franquiste, c'était une arme de premier plan (86) mais il serait exagéré d'y voir la cause de l'établissement de relations diplomatiques officielles entre le Vatican et Burgos, qui ne furent formelles qu'en mai 1938. (87)

En Belgique, la *Lettre Collective* ne sera publiée en français et en flamand par les soins de l'*Information Espagnole* qu'à la fin de 1937, bien après sa publication dans la presse (88). Pour les catholiques favorables à Franco, comme le rédaction de la *Revue Catholique des Idées et des Faits*, ce "véritable document-massue pulvérise littéralement tous les sophismes dont furent abreuvés les lecteurs de certaines publications catholiques [...] Les catholiques qui, de très bonne foi évidemment et avec des intentions apologétiques excellentes,

(85) Emile TEMIME, 1936. *La Guerre d'Espagne commence*, in-12, Paris, 1986, p. 115.

(86) KENT, p. 455-456; MANNING, pp. 487-488; THOMAS, pp. 454-455; Herbert R. SOUTHWORTH *Le mythe de la Croisade de Franco*, Paris, 1963, p. 130 sq. L'importance de la lettre collective de l'épiscopat espagnol est telle qu'elle fut encore publiée in-extenso dans la brochure de propagande *The Church and the Spanish Civil War*, éditée en 1956 à Madrid par le service officiel d'information de l'Etat espagnol.

(87) Hugh Thomas exagère en écrivant: "mais le 28 août, le Vatican reconnut formellement les "autorités de Burgos" [...] Il envoya un nonce dans la capitale castillane. Dès lors, tout catholique qui prenait parti pour la République ou même, comme Maritain, professait que l'Eglise devait rester neutre était virtuellement en état de rébellion contre le Pape". En réalité, Mgr. Antoniutti fut mal accueilli parce qu'il était chargé d'enquêter sur le sort du clergé basque, parce que le Cardinal Goma y Tomas le détestait et surtout parce que le Vatican n'avait pas rompu ses relations avec le gouvernement de Valence. Ce n'est qu'en octobre 1937 qu'après l'occupation de tout le territoire basque Antoniutti fut nommé Chargé d'Affaires. En mai 1938 seulement, Mgr. Cicognani fut nommé nonce à Burgos tandis qu'un ambassadeur franquiste était accrédité auprès du Saint-Siège (KENT, pp. 455-457).

(88) *Lettre collective des évêques espagnols à tous les évêques du monde*, in-8°, Liège, Information Espagnole, 1937 (édition postérieure à Bruxelles) et

faussèrent la mentalité de leurs coreligionnaires, voudront bien, espérons-le reconnaître qu'ils se sont trompés (89)." Dans notre pays, c'était surtout *La Cité Chrétienne* de l'Abbé Jacques Leclercq qui était ainsi invitée à la soumission (90).

Gemeenschappelijk schrijven van der Spaansche Bisschoppen aan de Bisschoppen der wereld betreffende den oorlog in Spanje, in 8-^o, Bruxelles, Information Espagnole, 1937.

(89) *Revue Catholique des idées et des Faits*, 6-VIII-37.

(90) Voir la communication du Père Sauvage. *La Cité Chrétienne* avait cependant déjà considérablement évolué par rapport à ses positions de 1936. Le nouveau tournant eut lieu en mars 1937 arguant de la persécution constante des catholiques en zone républicaine et surtout du fait que "tout l'épiscopat espagnol s'est rallié au gouvernement du général Franco. Les évêques basques n'ont pas fait exception et ils ont condamné l'attitude de leur peuple. Nous avons lu notamment en Belgique les lettres du cardinal archevêque de Tolède qui ont été reproduites par la presse. Nous ne sommes pas de ces catholiques qui ne défèrent aux enseignements de l'Eglise que lorsque ces enseignements concordent avec leurs opinions [...] Nous avons le désir de suivre l'Eglise en tout, et nous accueillons avec la plus déférente sympathie tout ce qui nous vient de la hiérarchie. Aussi dans la question présente, l'unanimité de l'épiscopat espagnol est pour nous d'un grand poids (*Cité Chrétienne*, 20-III-37).

Sans aucun doute, le prêtre qu'était Jacques Leclercq dut probablement se soumettre à des consignes venues de la hiérarchie belge, et sans doute de Malines. C'est le sens de divers témoignages d'anciens collaborateurs de la feuille recueillis par le Père Sauvage. Dans ses *Mémoires* (p. 159), André Molitor écrit "lorsque les évêques de Belgique, dans une lettre pastorale collective, prirent nettement position en faveur de l'insurrection, notre position devint intenable". Il y a concordance chronologique presque parfaite entre la lettre de Noël de l'épiscopat belge et la diffusion dans notre pays du *Cas de l'Espagne* du Cardinal Goma y Tomas du 23 novembre 1936, et, sans doute, confusion dans les souvenirs d'André Molitor entre ces deux documents, et même plus probablement avec l'adhésion de Mgr. Van Roey à la lettre collective de l'épiscopat espagnol du 1er juillet 1937. En effet, en dépit de ses paroles de soumission aux évêques, l'article de Jacques Leclercq du 20 mars 1937 restait très ferme sur certaines positions antifranquistes qui n'étaient pas en opposition formelle avec les vues de la hiérarchie : "...Nous sommes accueillis par des catholiques qui proclament Franco, c'est mourir pour le Christ. Ici, nous nous rebifions...", "...Par la suite, une sorte de mystique catholique s'est développée dans l'armée nationaliste. Mais cette mystique était peu rassurante. On voyait les troupes partir au combat avec des étendards religieux; on entendait parler de prêtres qui faisaient le coup de feu en violation des devoirs essentiels de leur vocation, et, en même temps, les massacres opérés par les troupes blanches n'étaient guère moins cruels que ceux de leurs adversaires...", et, surtout, "... D'autre part encore, l'étroite dépendance du général Franco à l'égard des gouvernements de Rome et de Berlin n'est pour nous inspirer une confiance sans réserve. Lorsque le général Franco adresse au gouvernement allemand l'expression sans réserve de sa plus entière admiration, au moment même

Le Cardinal Van Roey et son collaborateur immédiat le Chanoine Lecléf, qui ne dissimulaient pas leur soutien aux nationalistes espagnols (91), allaient prendre en charge la diffusion en Belgique de la Lettre collective de l'Episcopat d'Espagne et lui attribuer la valeur d'une prise de position officielle de la hiérarchie catholique belge. Dans une lettre du 16 janvier 1938 au Primat d'Espagne, le Cardinal tenait à lui rappeler "combien moi-même et nos vénérés Collègues de l'Episcopat belge nous sommes associés à vos douleurs et combien nous nous sommes efforcés de faire connaître et de soutenir la cause de l'Espagne Catholique", citant in extenso les paragraphes de la Lettre pastorale de Noël 1936 et signalant avec fierté qu'elle avait été écrite "plusieurs mois avant la Lettre Collective de l'Episcopat espagnol". Mais surtout :

"...Quand Votre Eminence m'eût fait parvenir le texte espagnol de votre Lettre Collective, je me suis empressé de la faire traduire en français et en flamand, et, dès le 7 août, je l'ai adressée à toute la presse catholique belge, en priant celle-ci de la publier in extenso, parce qu'elle constitue pour juger de la guerre d'Espagne

où ce gouvernement exerce à l'égard des catholiques une persécution odieuse, comment veut-on que nous voyons en lui le défenseur de la foi?".

La *Revue de l'Ordre Corporatif*, dans laquelle Robert Poulet et Charles Anciaux poursuivaient l'ex-maurrassien Leclercq d'une haine féroce et tenace, saisit l'occasion pour faire un appel non déguisé à une intervention de la hiérarchie, appel qui prévoyait d'ailleurs la proche soumission de la *Cité Chrétienne* : "...Après avoir franchi les limites de l'insolence, M. Leclercq franchit des limites du grotesque. Il ne lui suffit pas que Franco rende la liberté aux cultes et à l'enseignement religieux, qu'il préside aux actions de grâce et aux supplications d'un peuple torturé, qu'il encourage la ferveur religieuse de ses troupes; non! Il a remercié et admiré Hitler et Mussolini et ceci efface entièrement cela. Escobar n'était pas Espagnol: il était Belge [...] Le cas de M. l'abbé Leclercq n'est pas original. Il n'est pas le premier prêtre qui confond l'ordre social avec la subversion démocratique, et l'on n'a pas plus oublié ces malheureux curés espagnols qui conduisaient les paysans voter pour la République que ce chanoine de Valladolid qui avait vu les bombes pleuvoir sur Guernica. Mais là où il sévit, M. l'abbé Leclercq est plus dangereux qu'un autre: car, c'est l'intelligence qu'il corrompt. Pour tout dire, il n'est pas le seul responsable. Si M. Leclercq ne jouissait pas de l'impunité que lui assure une presse catholique et bourgeoise, hébétée devant son arrogance et muette devant les appuis dont il prétend se couvrir, il y aurait longtemps qu'il eût mis une sourdine à ses débordements. Car il n'est pas de ces hommes dont la doctrine résiste à tous les climats." (*Revue de l'Ordre Corporatif*, mai 1937, pp. 494-499: *La Guerre d'Espagne vue par un abbé démocrate* par Fabricius (Charles Anciaux).

(91) Mr. William Ugeux a raconté dans l'émission RTBF de Jacques Cogniaux consacrée à la Belgique et à la guerre d'Espagne, comment il fut mandé à Malines et tancé pour avoir envoyé des correspondants du *XXe Siècle* en zone républicaine aussi bien qu'en zone nationale.

un document de la plus haute importance et vraiment décisif. Tous nos journaux et nos grandes revues catholiques l'ont publiée intégralement et je puis donner l'assurance que la conscience catholique de notre pays est toute entière d'esprit et de coeur à vos côtés (92)..."

Le propagande franquiste en Belgique ne manqua pas d'insister sur la caution morale de l'Archevêque et sur son rôle personnel dans la diffusion du document (93). Ce dernier avait été traduit par le Chanoine Leclef lui-même et, comme le montre Christian Grogard dans sa contribution, la *Revue Catholique des Idées et des Faits* put la publier dès le 6 août (94). Le Chanoine Leclef, dont le nom seul valait tous les *imprimatur*, n'en resta pas là : quelques semaines plus tard, *L'Information Espagnole*, agence franquiste de Bruxelles, publiait le mandement de Carême 1937 du Primat d'Espagne, autre manifeste plus politique que religieux, traduit par le chanoine et enrichi d'une préface dans laquelle il n'hésitait pas à comparer Mgr. Goma y Tomas au Cardinal Mercier (95). Un an plus tard, Leclef traduira et publiera dans la *R.C.I.F.* une nouvelle lettre pastorale de l'Archevêque de Tolède (96).

Pour le Cardinal Van Roey, il s'agit bien, en diffusant la Lettre

(92) Editée dans J.E.VAN ROEY, *Au Service de l'Eglise*, t.IV, pp. 431-433.

(93) La lettre de l'Episcopat espagnol est publiée en entier dans VAN DER BURCH, *Le Calvaire Ibérique...*, in-12, Bruxelles, 1938 (ouvrage terminé en décembre 1937), pp. 219-242, avec la mention "transmise traduite au Clergé et aux journaux par les soins de Son Eminence le Cardinal Van Roey le 5 août 1937".

(94) Voir la communication de Mr. Christian Grogard : l'Abbé Van den Hout précisait que le texte espagnol était arrivé au début de la semaine et avait aussitôt été traduit par "un ami". La traduction parut signée E.L. (Edmond Leclef) et M.D. dans le n° du 6 août. Si même le *R.C.I.F.* en eut la primeur et put se contenter de la composer typographiquement, le même texte traduit par Leclef fut envoyé le 5 août à tous les journaux et revues.

(95) *L'Espagne Héroïque. Ascèse de notre guerre*, in-8°, Bruxelles, Information Espagnole, s.d. (1937), préface et traduction du chanoine E. Leclef, pp. 1-2 : "...C'est la gloire de la Hiérarchie catholique d'avoir, dans ses circonstances particulièrement difficiles, mis en relief les droits imprescriptibles de la justice et de la vérité, et élevé les âmes vers les cimes par la pratique héroïque des vertus chrétiennes. Nous avons eu chez nous un impérissable exemple en la personne du Cardinal Mercier, au cours de la Grande Guerre. Nous saluons aujourd'hui avec respect et admiration l'épiscopat espagnol, si éprouvé, et son éminent Primat, défenseurs du droit et de la civilisation chrétienne contre le communisme athée [...] Unis à nos frères d'Espagne, redisons souvent avec l'auteur de cette lettre... "Lève-toi, ô Christ, et aide-nous; sauve l'Espagne pour la gloire de ton nom !" Malines, 17 septembre 1937..."

(96) *Revue Catholique des Idées et des Faits*, 16-IX-1938.

Collective de ses collègues espagnols, d'imposer aux catholiques et au clergé belges ses propres directives. Fidèle à l'esprit de la Lettre Pastorale de Noël 1936, il place en quelque sorte son intervention en faveur des Nationalistes espagnols en parallèle avec celles qu'il a déjà effectuées, au détriment de Rex et du V.N.V., dans la vie politique belge :

"...Dans les conférences que j'ai données à nos prêtres pendant les retraites sacerdotales des mois d'août et de septembre, conférences dont le texte a été publié dans notre revue diocésaine de janvier 1938 et commenté dans toute la presse, j'ai insisté de nouveau sur l'intervention des évêques espagnols en parlant du pouvoir des évêques. J'ai cité, e.a., "la position très nette prise par l'Episcopat espagnol dans la Guerre Civile contre le frente populaire gouvernemental" et j'ai ajouté : "En prescrivant aux fidèles leur ligne de conduite dans ces cas et dans d'autres pareils, l'autorité hiérarchique ne sort nullement de son rôle spirituel, elle ne fait point de la politique, elle ne dépasse pas les limites de sa compétence, elle remplit tout simplement sa mission propre, qui consiste à veiller aux droits de l'Eglise et au bien des âmes" (97)..."

C'est avec docilité que les feuilles d'apostolat religieux s'empressèrent de suivre les recommandations du Cardinal et de publier la lettre de l'épiscopat espagnol, le plus souvent sans commentaires tout en signalant que la publication était faite à la demande de Malines. D'autres feuilles insistèrent sur la grande importance du document, en particulier le Père Jésuite F. De Raedemaeker dans *Streven* (98). Mais c'est surtout auprès des publications catholiques dont l'attitude envers Franco était hésitante ou réticente que l'intervention de Malines en soutien des évêques espagnols sera déterminante : *La Libre Belgique* (99) et surtout *La Cité Chrétienne* de l'Abbé Jacques Leclercq dont l'hostilité au franquisme faisait scandale dans les milieux bien-pensants. Le 30 août 1937, l'Archévêque de Tolède n'avait pas hésité à lui envoyer une lettre personnelle de reproches l'invitant à lire et méditer la lettre collective de l'épiscopat d'Espagne. Quand le Cardinal Van Roey lui-même se fut prononcé de façon non équivoque, "le résultat, ce fut, après un

(97) *Au Service de l'Eglise*, t.IV, pp. 431-433.

(98) K. WOUTERS, *op.cit.*, pp. 109-111, citant les *Etudes Religieuses*, les *Collationes Dioecesis Tornacensis* et la *Godsdienstige week van het bisdom Gent*. Sur *Streven*, voir *idem*, p. 110 et B. FOUBERT, *op.cit.*, pp. 79-80.

(99) *Libre Belgique*, 7-VIII-1937. Publié dans *Cité Chrétienne*, 5-X-1937, voir communication du Père Sauvage.

article embarrassé de M. Leclercq, le silence, un silence qui nous pèse terriblement (100)". Embarrassé, l'article l'était certainement mais il témoignait surtout de la volonté d'orthodoxie et de soumission de la *Cité Chrétienne*: "...les évêques d'Espagne ne font d'ailleurs que développer, confirmer ou préciser ce que M. l'abbé Leclercq avait à plusieurs reprises déjà exposé dans nos colonnes (101)..." et une introduction collective de la rédaction au document espagnol concluait qu' "après cette lettre, la discussion n'est plus possible au sujet de l'attitude qui s'impose aux catholiques" (102).

La soumission apparente de la *Cité Chrétienne*, couplée par ailleurs avec le maintien de ses réticences à l'égard du système politique et des méthodes de guerre franquistes (102), ne lui valut que sarcasmes ou même bordées d'injures de la part des catholiques conservateurs qui n'avaient pas attendu les consignes du Cardinal pour prendre parti (103). Des sommets de l'invective, ahurissants pour le lecteur de 1986, furent atteints (104).

(100) A. MOLITOR, *Souvenirs. Un témoin engagé dans la Belgique du 20e siècle*, p. 159.

(101) *Cité Chrétienne*, 5-20-VIII-1937.

(102) *Idem*, 5-20-IX-1937: "...Nous croyons utile d'attirer l'attention de nos lecteurs sur la manière dont les évêques distinguent leur adhésion au mouvement national nécessaire au salut de l'Eglise, d'une adhésion, soit à des procédés de guerre qui peuvent être condamnables même au service d'une bonne cause, soit à une forme de gouvernement et, à fortiori, à un gouvernement totalitaire..."

Le 5 novembre 1937, l'Abbé Leclercq tint une nouvelle fois à prendre ses distances vis-à-vis d'une "conception totalitaire de l'Etat", "de formules qu'on condamnerait formellement chez nous au nom des principes chrétiens" (voir communication du Père Sauvage).

(103) *Revue Catholique des Idées et des Faits*, 27-VIII-1937 "Oui, on aura tout vu... Et le "d'ailleurs" de notre confrère est, dans genre, magnifique".

Revue de l'Ordre Corporatif, nov. 1937 "... Il faut, n'est-ce pas, que la *Cité Chrétienne* éprouve pour ses lecteurs un mépris sans nuance pour les inviter froidement à voir là les jugements "confirmés", "précisés" et "développés" par la lettre de l'Episcopat espagnol... Il n'y a pire crime contre l'esprit que cette désinvolture dans l'adaptation, ou que cette aisance à se renier chez un homme dont le prestige en quelque sorte sublime est dans la droiture ou la constance de l'idée. Ce n'est d'ailleurs pas la seule preuve que M. Leclercq ait donnée de ces habilités..."

(104) *Revue de l'Ordre Corporatif*, avril 1938, pp. 452-: "...Figure au premier rang un abbé bruxellois, croisé rondouillard de la Révolution, pour qui le drame présent est volupté. Ce faquin, qui s'émerveille de la puissance de son estomac et qui se prend pour un chef d'œuvre d'équilibre, eût bien voulu lancer les catholiques belges à la remorque des gouapes sanglantes de Barcelone [...] Il y a une réaction à laquelle l'abbé n'a pas songé. C'est le coup de pied dans des fondements qu'il a charnus et fascinants. Nous y songeons d'autant plus que cet admirable chrétien trouvera là l'occasion d'offrir

Si l'engagement du Cardinal Van Roey avait imposé à la presse catholique une conformité d'attitude, il y avait, sur le plan de l'action politique et parlementaire, encore fort à faire.

* * *

En effet, au moment où le Cardinal Van Roey faisait diffuser dans la presse la Lettre Collective de l'épiscopat espagnol, le Cabinet Van Zeeland avait été secoué par une série de crises graves : remous violents autour de la question de l'amnistie, chassé-croisé libéral autour de la personnalité de Victor de Laveleye, mini-crise gouvernementale du 13 juillet 1937. De plus en plus, l'*Union nationale* n'était plus qu'un slogan : l'amnistie et les incidents d'Enghien dressaient contre Van Zeeland une grande partie de l'opinion wallonne et, si le P.O.B. pouvait passer pour le soutien le plus ferme du ministère, c'était précisément là ce qui provoquait la méfiance de éléments libéraux envers une politique étatiste et celle des catholiques conservateurs. Les incidents relatifs à la *Banque nationale* et au rôle personnel de Van Zeeland dans l'affaire de la "cagnotte" fournirent un terrain de choix à la presse d'opposition : une crise gouvernementale faillit éclater à la fin de l'été, puis en septembre, et, finalement le Cabinet Van Zeeland fut démissionnaire le 25 octobre 1937, six mois après sa victoire sur Degrelle (105).

La longue crise gouvernementale qui s'ouvrit alors abonda en péripéties instructives. Comme on pouvait s'y attendre, le Roi fit d'abord appel au P.O.B., parti le plus fort à la Chambre, et chargea le 28 octobre Emile Vandervelde de former un gouvernement d'*Union Nationale*, souhaitant même y voir associés des membres "modérés" de l'opposition comme Borginon ou Paul De Mont. Vandervelde refusa fermement et se récusait comme formateur, désireux de garder sa liberté d'action dans les questions internationales, et notamment dans les affaires d'Espagne (106). Un tour de piste d'Henri De Man échoua le 30, à la suite d'une exclusive des libéraux qui, par ailleurs, désiraient le maintien de la tripartite. De Man avait espéré

à Dieu une humiliation d'un choix très rare [...] Fermez-donc ça, l'abbé (Pardonnez-moi, mesdames, d'employer avec cet apôtre du Christ, un langage que les chiens comprennent)..."

(105) HÖJER, pp. 261-268; LUYCKX, pp. 376-378.

(106) E. VANDERVELDE, *Carnets 1934-1938*, in-8°, Paris, 1966, p. 56-57 (6 nov. 1937, rapportant une conversation avec le Roi le 26 octobre), et p. 58. Le désistement de Vandervelde pour garder sa liberté de parole sur l'Espagne avait déjà été prévu le 22 septembre 1937 par le Bureau du Conseil Général du P.O.B. (*idem*, pp. 50-51, 24 septembre 1937).

pouvoir constituer un gouvernement composé de socialistes et de démocrates-chrétiens et libéraux, puis, après son échec, aurait, selon Vandervelde, penché vers une bipartite avec les catholiques conservateurs dont d'Aspremont-Lynden. La balle passa chez les catholiques mais Hubert Pierlot échoua le 3 novembre et le Roi s'adressa le lendemain à Paul-Henri Spaak qui faillit réussir, puis échoua le 10 après une dérobade de Pierlot et du Bus l'estimant trop inféodé au P.O.B. Dans ses carnets, Vandervelde notait qu'il avait été question de confier les affaires étrangères à un catholique, Pierlot ou Carton de Wiart, "ce qui ne promet rien de bon pour l'Espagne (107)". C'était la première allusion à un éventuel changement de politique ou à des desiderata formulés par le parti catholique. Après une tentative P.E. Janson qui échoua à la suite d'une exclusive socialiste dirigée contre Henri Jaspar, la crise perdurait et Léopold III dut intervenir personnellement: "la situation actuelle ne peut se prolonger". Après de nouveaux intermédiaires Tschoffen et Brunet, le Souverain fit de nouveau appel à P.E. Janson qui constitua le 23 novembre une tripartite (6 P.O.B., 5 catholiques, 3 libéraux et le Général Denis). "En somme, le Gouvernement Janson était un gouvernement Van Zeeland sans M. Van Zeeland (108)" mais il traduisait aussi un glissement vers un équilibre plus flamand. Mais surtout, à gauche comme à droite, le cœur n'y était plus et les nouveaux partenaires ne cessaient de s'épier et de se suspecter, sans vouloir toutefois prendre l'initiative d'une rupture (109). "Le vice congénital de l'esprit partisan reprit le dessus dès que la politique électoraliste ne fut plus directement menacée (110)."

Après une très difficile gestation, le P.C.S. s'était constitué le 18 avril 1937 mais la fronde de la *Fédération des Cercles* s'était poursuivie. De longues négociations aboutirent aux accords du 28 août et du 22 septembre qui permettaient à la F.A.C.C. de voir reconnaître ses organisations locales. Ce ne fut que les 16-17 octobre que le *Bloc Catholique Belge* fut enfin en mesure de tenir son premier congrès. Derrière la façade d'unanimité, au delà du système des "adhésions individuelles", la F.A.C.C. et la L.N.T.C. continuaient à manoeuvrer deux ailes bien distinctes d'un même catholicisme politique. Au Congrès d'octobre 1937, des incidents éclatèrent encore entre le Comte

(107) *Idem*, p. 71, 9 novembre 1937.

(108) HÖJER, p. 272. Sur la crise gouvernementale, voir HÖJER, p. 267-272; E. VANDERVELDE, p. 52-75.

(109) E. VANDERVELDE, Carnets, p. 74 (16 novembre 1947): "...Je lui (De Brouckère) dis que je crois comme lui "L'union nationale" condamnée, mais qu'à mon avis — ce qui est d'ailleurs l'avis général — mieux vaut laisser aux adversaires l'initiative et la responsabilité d'une rupture..."

d'Aspremont-Lynden et Léopold Levaux (111). "La vieille Droite, de conservatrice devient réactionnaire, et plus d'un à la Fédération des Cercles ne rejette pas en principe un accord avec le groupe rexiste. D'ailleurs, elle est impuissante faute d'argent, de discipline, de cadres, d'organisation centrale; elle sombre dans l'anarchie (112)"

Anarchique en effet, ou à tout le moins brouillonne apparaît bien l'action de la droite catholique en faveur des nationalistes espagnols. Les encouragements précieux venus de Malines ne peuvent que très difficilement contrebalancer une évidence : la Belgique n'est gouvernable que par une tripartite dont la composante essentielle — le P.O.B. — a sur les affaires espagnoles des vues diamétralement opposées. Aussi, en attendant une évolution militaire ou diplomatique des *cosas de Espana*, l'action parlementaire en faveur de Franco continuera à n'être que la formulation de vœux pieux ou que le fait de paladins à la Pierre Nothomb.

Le lente agonie du Cabinet Van Zeeland, puis les péripéties de la longue crise gouvernementale belge avaient relégué l'Espagne à l'arrière-plan. A peine le Cabinet P.E. Janson s'est-il constitué que les conservateurs catholiques semblent redécouvrir le problème. Le 2 décembre 1937, à la suite d'un "malentendu", les délégués de la *Fédération des Cercles* se réunissent à *Patria* à l'heure même où se tient une réunion du Comité du *Bloc Catholique*. La déclaration gouvernementale et la politique étrangère belge sont à l'ordre du jour de la réunion présidée par d'Aspremont-Lynden. C'est en quelques sorte le *mea culpa* des catholiques belges et l'autocritique de leur passivité vis à vis des nationaux espagnols que prononce Pierre Nothomb :

"...Et enfin, nous devons être à Salamanque [...] Vis-à-vis de l'Espagne nationale, nous avons commis un péché grave et nous devons le déplorer. Nous avons péché contre la vérité lorsqu'on a toléré au Parlement belge des interpellations socialistes au sujet de l'Espagne, lrosque nous n'avons pas riposté avec éclat contre les massacres et les martyrs ! [...] Le gouvernement Franco est un gouvernement d'honnêtes gens ! [...] Et si nous demandons la reconnaissance de Franco, c'est parce qu'elle représente autre chose que l'abominable pouvoir rouge que défend M. Vandervelde (113) ..."

(110) Raymond VERLAINE, *Sans Haine et Sans Gloire*, in-8°, Liège, 1945, p. 116.

(111) J. CHARLIER, *op.cit.*, pp. 106, 119-121, 187.

(112) J. BEAUFAYS, *op.cit.*, p. 127.

(113) Comte van der BURCH, *Le Calvaire Ibérique*, pp. 20-21. Le texte de l'intervention de Nothomb noté par l'envoyé spécial de la *Gazette de Liège*

Seul Paul Struye s'oppose à Pierre Nothomb, en grande partie à cause de vieilles divergences quant à la reconnaissance de la conquête de l'Éthiopie par l'Italie, mais aussi sur l'Espagne. Il estime que les rapports avec Salamanque doivent être précédés de la reconnaissance aux Nationalistes des droits de belligérance : "le droit international nous oblige à nous en tenir à cette reconnaissance bien que le général Franco occupe le plus grande partie du territoire et s'y défende avec des troupes régulières". Le Comte d'Aspremont-Lynden, qui présidait la séance, met fin au débat :

"...Enfin, en ce qui concerne Franco, nous sommes tous d'accord. Nous sommes avec les honnêtes gens contre la canaille et nous voulons être avec la triomphatrice de demain, l'Espagne de Franco (114)."

Ce même 2 décembre 1937, à l'occasion d'un débat à la Chambre sur la déclaration gouvernementale en politique extérieure, Henry Carton de Wiart plaide en faveur d'une politique de "sage et prudent réalisme" qui, sans rompre avec ce "qui était avant-hier le gouvernement de Madrid, hier celui de Valence et aujourd'hui celui de Barcelone" tiendrait "compte des relations d'affaires que nous avons avec l'Espagne d'aujourd'hui et que nous devons entretenir avec l'Espagne de demain" par des "contacts directs et réguliers avec le gouvernement de fait qui siège à Salamanque". Peu soucieux de voir ce problème remettre en cause une cohésion gouvernementale si, péniblement réalisée, Vandervelde lui lance un "Je ne vois aucun inconvénient à ce que vous disiez tout ce que vous venez de dire, mais le jour où le gouvernement voudrait entrer dans cette voie, nous reprendrions ce débat (115)" qui empêche la question d'être posée et la

(2-XII-37) est beaucoup plus nuancé : "...Nous devons aller à Salamanque. Je ne dis pas qu'il faut abandonner le gouvernement Valence-Barcelone. Car ici aussi nous avons des intérêts. Mais soyons donc indépendants et ne négligeons pas la puissance du général Franco. Nous avons, vis-à-vis des catholiques espagnols, laissé se propager des erreurs et des mensonges. Nous avons manqué de courage. Nous devons, vis-à-vis des martyrs, réparer l'erreur commise. Est-ce que l'on ne sait pas que Hollande, Suisse, Pologne y sont déjà ? Nous ne demandons pas la reconnaissance du gouvernement Franco mais imitons donc l'Angleterre. Qui nous retient ? La peur des socialistes, comme l'a encore démontré discours de M. Vandervelde hier à la Chambre. Il faut que cela cesse car nous avons le plus grand intérêt à nous entendre mais, paraît-il, nous ne pouvons pas être les premiers à entrer dans cette voie. Nous pouvons au moins faire un geste au sein du Conseil de la S.D.N. où nous avons le droit de voter européenement..."

(114) *Gazette de Liège*, 2-XII-37; VAN der BURCH, p. 21.

(115) *Annales parlementaires, Chambre*, 2-XII-37, p. 87 :

"M. Carton de Wiart — Bien volontiers, mais dès maintenant je veux qu'il

place délibérément "au frigo".

Les parlementaires catholiques sortaient-ils de leur long silence ? Du côté des propagandistes franquistes et de l'Archevêché, on l'espérait, en attribuant d'ailleurs ce changement d'attitude aux persévérants efforts de la propagande et à l'intervention personnelle du Cardinal. "De juin à décembre 1937, l'eau a coulé sous les ponts et pour employer une expression de Son Eminence le Cardinal Van Roey, contenue dans une lettre qu'il nous a fait l'honneur de nous écrire, "la propagande pour la vérité" a ouvert bien des yeux (116)" notait avec satisfaction le Comte van der Burch.

L'événement décisif fut plus à notre sens la chute du Cabinet Van Zeeland et d'une certaine conception de l'"Union Nationale" face à Rex que le résultat des sympathies non équivoques du Cardinal. Il est caractéristique en effet de constater qu'en dépit des préférences clairement exprimées par ce dernier, il faudra attendre la fin de la crise gouvernementale et la formation du Cabinet Janson pour que certains membres de la droite catholique osent, et avec quelle prudence, évoquer l'éventualité de relations avec Franco, relations qu'un froncement de sourcils de Vandervelde ajournera *sine die*.

Ce n'est que deux mois après la timide intervention de Carton de Wiart que le Directoire du *Bloc Catholique Belge* — ce qui engage l'ensemble des organismes qui en font partie, y compris la L.N.T.C. — se résoudra à demander "que pour pouvoir intervenir éventuellement auprès des deux belligérants en vue de l'humanisation de la guerre et pour la sauvegarde des intérêts belges en Espagne nationaliste, la Belgique soit représentée auprès du gouvernement de Burgos (117)", motion votée à l'unanimité. Alors même qu'une campagne systématique de meetings est organisée à travers le pays par les organisations pro-franquistes en faveur de la reconnaissance de

soit bien entendu que la droite ne partage pas votre sentiment."

"M. Vandervelde — Il doit être entendu aussi que nous faisons à cet égard les réserves les plus expresses."

"M. Carton de Wiart — Vous n'ignorez pas cependant que non seulement la France et l'Angleterre ont des relations directes et constantes avec les autorités de Salamanque, mais qu'il en est de même d'autres pays, comme la Suisse, la Hollande et la Norvège, tout aussi fidèles que nous aux principes et aux devoirs de la Société des Nations. Nous ne demandons pas autre chose. Nous vous demandons simplement d'être pratiques et de ne pas sacrifier nos intérêts d'aujourd'hui et de demain à des préoccupations idéologiques qui peuvent être respectables, mais qui, à notre avis, ne doivent pas dominer les intérêts de nos relations extérieures..."

(116) Van der BURCH, p. 21.

(117) *Libre Belgique*, 6-II-1938. La réunion était présidée par Hoyois et Verbist.

Burgos, ce n'est qu'après le vote du B.C.B. que la F.A.C.C. leur emboîtera le pas avec un grand meeting organisé le 5 mars 1938 à la salle *Patria* sous la présidence de Paul Crokaert et Charles d'Aspremont-Lynden (118).

Un incident mineur qui se déroula au début de mars 1938 montre bien la position délicate des *Travailleurs Chrétiens* enfermés entre les consignes impératives d'union des catholiques sur le plan politique émanant de la hiérarchie épiscopale (Noël 1936 et avril 1937), l'engagement total du Primat de Belgique aux côtés des évêques espagnols (août 1937 et janvier 1938) et enfin la décision du *Bloc Catholique* de réclamer une politique de présence auprès des deux partis belligérants en Espagne.

Dans le cadre de la campagne organisée par le trio Terlinden-Desonay-Hoornaert en faveur de la reconnaissance du gouvernement franquiste, un grand meeting eut lieu le 5 mars 1938 dans la salle des fêtes du Collège Saint-Servais, collège jésuite qui était un des centres de la propagande franquiste à Liège (119). *La Cité Nouvelle* publia une lettre de protestation envoyée au Père Recteur par Antoine Delfosse au nom du bureau d'arrondissement de la L.T.C. :

"...Ce n'est pas le fond de la conférence qui nous a étonnés — nous savons qu'à cet égard les évêques d'Espagne ont pris, en connaissance de cause, une position publique que nous connaissons et à laquelle vient de se rallier le Bloc Catholique Belge. Mais ce qui paraît devoir appeler nos plus extrêmes réserves, c'est le choix des orateurs. Ceux-ci sont les protagonistes d'un parti politique qui lutte sans relâche contre le parti catholique [...] Tout ceci nous paraît cadrer mal avec les instructions que nous avons reçues à maintes reprises de l'Episcopat visant l'union des catholiques sur le plan politique [...] Peut-être, direz vous, qu'il faut savoir établir des distinctions et discerner les nuances, mais les Travailleurs Chrétiens que nous représentons sont des hommes tout d'une pièce. Pour eux, on est pour ou contre [...] En nous faisant les échos de cette émotion, que nous estimons motivée, veuillez croire, Révérend Père, que nous n'avons d'autre but que de contribuer à renforcer l'union des catholiques sans équivoque et sans nuance (120)..."

(118) *Pourquoi Pas ?*, 11-III-38, p. 730.

(119) Le Collège abritait plusieurs Jésuites espagnols dont le R.P. J. de Rafael, cousin du Général Mola, qui y organisa une cérémonie funèbre en son honneur en juillet 1937. Le Père De Groot, ancien aumônier 14-18 et ami personnel d'Hoornaert, faisait partie du Comité de patronage du meeting du 5 mars.

(120) *Cité Nouvelle*, 5-III-38.

On imagine les hurlements de la Légion Nationale contre "MM. les démo-chrétiens" et en particulier contre Delfosse, Consul du très salazariste et franquiste Portugal. "Nous nous demandons ce que les autorités portugaises peuvent penser d'une pareille intervention de leur représentant à Liège (121)" Ainsi mis en cause, Antoine Delfosse se sentit obligé de protester de l'orthodoxie de ses vues sur la question espagnole :

"...C'est à tort que vous dites que j'ai protesté contre une conférence ayant pour objet la reconnaissance du Gouvernement de l'Espagne Nationale [...] Mon attitude sur la question des relations diplomatiques [...] est nette, sans ambiguïté et elle a été rendue publique voilà plusieurs semaines. Je fais partie du Directoire national du Bloc Catholique; j'y ai voté avec l'unanimité de mes collègues une motion en faveur de la normalisation de nos rapports avec l'Italie et en faveur de l'envoi d'une représentation diplomatique auprès du Gouvernement Franco [...] Quant aux "rouges" d'Espagne, je suis si loin d'encourager leur propagande que j'ai fait plusieurs conférences — et encore tout récemment — dans des milieux ouvriers pour dénoncer leur ignominie [...]. On fait trop souvent passer les "travailleurs chrétiens" pour des socialistes arrosés d'eau bénite pour que je néglige l'occasion de marquer une fois de plus que notre conception de la vie morale, sociale ou nationale est résolûment hostile au marxisme et strictement fidèle aux enseignements de la hiérarchie catholique (122)..."

Les démocrates-chrétiens ont bel et bien eu les mains liées, par Van Roey d'abord, par le Directoire du B.C.B. ensuite. Le 16 mars 1938, lors du débat relatif au budget des Affaires Etrangères, le député rexiste Wyns a invité ses collègues catholiques à être logiques avec eux-mêmes et à conformer enfin leur attitude au Parlement à leur position en dehors de celui-ci :

"...Je m'étonne même que nos collègues de la droite n'apportent pas plus d'empressement à défendre le point de vue du Bloc Catholique. Un organe de la démocratie chrétienne a déclaré que les catholiques ne peuvent pas ignorer une partie importante de l'Espagne et que le gouvernement a tort de ne pas pratiquer la seule politique raisonnable : celle de la présence. Dans ces conditions, conservateurs et démocrates ne devraient-ils pas conformer leurs actes à leurs déclarations publiques ? Il y a au sein du Par-

(121) *Légion Nationale*, 12-III-38.

(122) *Idem*, 26-III-38.

lement une majorité favorable à la normalisation de nos rapports avec Rome comme avec l'Espagne nationale. Pourquoi tarde-t-elle à se manifester (123)...?"

Cet appel du pied est entendu mais, une nouvelle fois, en dehors du Parlement. Le 19 mars, après une réunion du Directoire, une délégation composée de Hoyois, Verbist, Van Overbergh et Dewinde se rendit chez P.E. Janson pour "rappeler au Premier Ministre les revendications du Bloc et ce qui concerne une politique de présence de la Belgique auprès des deux partis belligérants en Espagne (124)." Mais, à la Chambre trois jours plus tard, c'est fort mollement qu'Henry Carton de Wiart interviendra dans ce sens, basant son argumentation sur les seuls aspects juridiques et commerciaux, avec beaucoup de précautions oratoires et en déplorant les bombardements aériens de Barcelone (16-19 mars) qui viennent de scandaliser l'opinion internationale peu habituée aux méthodes de la guerre totale (125). Paul-Henri Spaak a beau jeu de saisir la perche qui lui est inconsciemment tendue et de faire ressortir l'isolement des rexistes face aux catholiques (126). Quant au fond :

"...En ce qui concerne nos relations avec l'Espagne, messieurs de la droite, je suis maintenant forcé de faire appel à votre tolérance et je suis certain de la rencontrer. Je ne puis pas, je vous le déclare très nettement pour qu'il n'y ait pas d'équivoque, vous donner satisfaction. Il n'est pas question pour moi d'envoyer un représentant à Burgos [...] Je vous ai entendu, je l'avoue avec un peu d'étonnement, invoquer la position prise par vous dans la reconnaissance de la République des Soviets. Messieurs, il a fallu dix-huit ans à la majorité de cette Chambre pour reconnaître la Ré-

(123) *Annales Parlementaires, Chambre*, 16-III-38, pp. 1056-58.

(124) *Gazette de Liège*, 21-III-38.

(125) *Annales Parlementaires, Chambre*, 22-III-38, pp. 1105-1109. Les raids furent effectués à l'insu de Franco par l'aviation italienne et le Caudillo les fit suspendre dès le 19 mars par crainte des "complications à l'étranger" (H. THOMAS, *op.cit.*, pp. 524-525).

(126) Spaak : "D'ailleurs, je vous le demande, quand nous parlons de l'Espagne, n'avons nous pas autre chose à dire ? Vous l'avez fait, M. Carton de Wiart, et je vous en remercie [...] Je sais bien qu'il y a eu des excès de tous les côtés, mais ils étaient sinon excusables, tout au moins explicables, au début d'une guerre civile. Mais quelqu'un parmi nous peut-il concevoir un tel acharnement dans les violences. Peut-on admettre qu'une ville ouverte, comme Barcelone, soit bombardée cinq, dix fois par jour et que ces bombardements y tuent des centaines et des milliers d'enfants, de vieillards, d'innocents. Ne devons-nous pas être tous d'accord pour protester contre une telle barbarie ? [...] Je ne comprend pas le silence qu'observe le groupe rexiste lorsque je proteste contre des actes pareils ..."

publique des Soviets, et c'est après dix-huit mois que vous me demandez de reconnaître comme un fait acquis la rébellion espagnole [...] Je ne veux pas me lancer dans les prévisions, mais il me paraît prématuré d'admettre dès maintenant que la victoire de Franco est assurée et définitive (127) ..."

Se garantissant auprès de sa gauche, laissant la porte entrouverte à droite, Spaak réussit à mettre le problème "au frigo". Lors du vote, son budget sera voté par 117 oui contre 26 non (V.N.V. et extrême-gauche), seuls deux catholiques, l'anversois Koelman et le verviétois Sandront, rejoignant le groupe rexiste dans une abstention motivée par le refus d'envoyer un représentant à Burgos (128). L'extrême-droite pro-franquiste s'indigna de cette reculade qui, aux yeux de certains observateurs, pourrait correspondre à une des péripéties de la lutte que continue à mener la F.A.C.C. à l'intérieur du *Bloc Catholique* (130). L'irritation est d'autant plus vive à l'extrême-droite que, sous l'impression des bombardements de Barcelone, 32 personnalités catholiques (dont *horresco referens* des dirigeants du *Bloc* et de la F.A.C.C.) viennent de publier un appel adjurant "les dirigeants responsables du mouvement nationaliste espagnol de renoncer à des méthodes de guerre indignes de la cause chrétienne dont ils se déclarent les champions (131)." La virulente ligue *Action*

(127) Les mots sont mis en relief par nous. A rapprocher de la dépêche de Van Langenhove à Everts du 11 mars 1938, après avoir pris l'avis du cabinet de Spaak, expliquant que "pas de représentant à Burgos" "veut dire évidemment : pas dans les circonstances actuelles" (AM.A.E.B., 11.169, cité dans GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 530).

(128) *Annales Parlementaires, Chambre*, 22-III-38, p. 1148. Vandervelde et Truffaut se joignirent aux abstentions mais pour des raisons (neutralité et S.D.N.) n'ayant rien à voir avec l'Espagne.

(129) *Légion Nationale* 26-III et 2-IV-38.

(130) *Pourquoi Pas*, 25-III-38, p. 912 : "La vieille Fédération des Associations et Cercles Catholiques manifeste, depuis quelque temps, une activité de petite folle. M. d'Aspremont Lynden est parti en guerre contre tout et contre tout le monde, contre la tripartite [...] veut faire la nique au Bloc Catholique [...] Quoi qu'il en soit, le B.C.B. est dans de jolis draps. D'autre part, il y a les dangereux mouvements de menton de M. d'Aspremont-Lynden, grand admirateur de Franco [...] ce pauvre Carton de Wiart ballotté entre tant d'idéologies contradictoires..."

(131) "Convaincus d'être les interprètes des catholiques belges", les 32 faisaient appel au Gouvernement pour qu'il intervienne dans les deux camps en liaison avec Paris et Londres pour mettre fin aux bombardements aériens d'objectifs civils. A la Chambre, le 22 mars, Spaak avait déclaré qu'il avait déjà posé les jalons de cette démarche auprès des gouvernements français et britannique et qu'il était heureux de rencontrer "l'approbation et l'appui de l'immense majorité de la Chambre belge" (*Annales Parlementaires, Chambre*, p. 1110). L' "Appel des 32" était signé par Jacques Basyne,

et *Civilisation* publie immédiatement une longue réponse aux "32 Tartuffes, 32 dupes, naïfs ou fous authentiques qui n'avez pas compris combien les ennemis du christianisme allaient tirer parti de votre lamentable et triste papier, 32 faux-bonhommes, sans autorité, sans crédit, sans cerveau, 32 Pharisiens qui durant 20 mois observez le silence le plus profond (132)", car le moment est venu de stigmatiser l'immobilisme des parlementaires catholiques :

"...La grande majorité des Parlementaires représente la masse anti-marxiste de Belgique : Catholiques, Libéraux, Rexistes, Nationalistes flamands qui possèdent 123 sièges contre les 79 des socialo-communistes. Cette majorité écrasante se laisse manoeuvrer par la minorité rouge agissante.

Sans doute, quelques-uns, tels les Crokaert, d'Aspremont-Lynden, Pierre Daye ont pris nettement position en faveur de Franco. Honneur à eux. Mais la plupart, même des catholiques, genre Carton de Wiart, se montre d'une faiblesse et d'une couardise remarquables. Il leur a fallu 18 mois pour se décider en faveur de Franco ! Et encore ont-ils dissimulé leurs sentiments — dont ils semblaient ressentir une certaine honte au fond d'eux-mêmes — derrière l'intérêt commercial et les raisons industrielles qui intéressaient le Pays [...] Quel est le parlementaire catholique qui soit allé porter aux Nationalistes le salut des catholiques belges ? Qui y a parlé à la Radio ? Quel est le groupe d'étudiants ou de jeunesse chrétienne qui soit allé admirer et remercier les Phalangistes et les Requetés ? Faut-il dire que ces parlementaires sont des lâches ou des maladroits (133)..."

Elie Baussart, Oscar Behogne, Jules Chomé, Antoine Colens, Prof. Dabin, Prof. De Greef, Comte de la Barre d'Erquelinnes, Léon Délaiisé, Berthe de Lalieux de la Ricq, André De Slaeve, Franz De Voghel, Horace Gérin, Angèle Grégoire, Van Oppens, Marcel Grégoire, Albert Janssen, Pierre Janssens, Abbé Jacques Leclercq, Chr. Linart de Guertechin, Robert Maistriaux, Fernand Passelecq, Henri Pauwels, Abbé Ryckmans, Paul Struye, Charles Tschoffen, Jacques Ugueux, Hubert Van Parrys, Charles Van Reepinghen, Prof. Voldekens, Giovanni Hoyois et Louis Delvaux.

(132) Commandant de LAUNOY, *Les Bombardements de Barcelone?*, in-8°, Bruxelles, Action et Civilisation, 1938, p. 3.

(133) *Idem*, pp. 6-7. La brochure fut publiée peu après la séance de la Chambre du 22 mars : "... On les a vu à la Chambre l'autre jour. Spaak, le camarade Ministre des Affaires Etrangères, prononçait ces paroles : "Soyons d'accord pour protester contre les abominables attentats, contre les acharnements de violence et de barbarie auxquels on assista". Il visait les bombardements de Barcelone. Les catholiques ont applaudi. Ont-ils bien fait ? Même si les bombardements de Barcelone avaient été ce que l'on veut qu'ils

Ecartée temporairement de la Chambre, la question des relations avec Franco gagna la haute assemblée où une majorité s'était dégagée au sein de la commission sénatoriale des Affaires Etrangères en faveur de l'officialisation des relations commerciales avec l'Espagne nationale "sans pour cela reconnaître le Gouvernement Franco ni *de jure* ni *de facto* (134)". En séance publique, d'Aspremont-Lynden affecta d'abord de ne pas se placer "sur le terrain idéologique" mais sur celui du commerce et de l'industrie. Retournant contre Spaak l'argument des bombardements de Barcelone et d'une démarche belgo-franco-britannique, il estimait qu'il "faudrait pour être pratique, pour que la démarche soit efficace, qu'elle pût être faite en même temps à Barcelone et à Salamanque. Dès lors, nous avons tort de ne pas être représentés à Salamanque. Si, vraiment, nous poursuivons un but humanitaire, soyons des deux côtés (135)", tandis que Pierre Nothomb sonnait le ralliement des catholiques :

"...J'ai été profondément étonné d'entendre nos collègues de la gauche reprocher au comte d'Aspremont-Lynden, qui s'était cantonné dans le terrain des réalités économiques, d'avoir pris comme thème et comme argument de la politique qu'il recommande, les intérêts matériels qu'un pays comme le nôtre doit sauvegarder. J'ai entendu, dis-je, avec quelque stupeur, sur les bancs de l'extrême-gauche, reprocher à la droite de ne pas tenir compte, en cette affaire, des éléments moraux [...] Comment serait-il possible, à cette tribune où l'on a semblé dire que le droit et la morale étaient de l'autre côté, d'oublier la lettre pastorale des évêques espagnols, disant qu'il est impossible, après avoir vu ce qu'on a vu, qu'un seul catholique dans le monde n'ait pas choisi le camp des blancs? Les catholiques peuvent-ils oublier que le Pape lui-même a rompu avec Valence et noué des relations avec le Général Franco (136)"

Dans sa réponse, Spaak insista sur les relations politiques que Franco ne manquerait pas d'exiger en contrepartie des liens consulaires. "Dans l'état actuel des choses, vu les passions qui sont soulevées, un gouvernement d'union nationale comme le nôtre doit se montrer circonspect [...] Le moment n'est pas venu, je pense,

aient été [...] était-il bien opportun de verser de l'eau dans le moulin rouge?..."

(134) *Documents Parlementaires, Sénat*, n°137, 1-IV-38, pp. 7-8 : "...En Espagne nationale, nous avons actuellement quinze agents consulaires, mais il importe que chez nous un agent de cette partie d'Espagne puisse normaliser les relations encore existantes ou aider à les développer..."

(135) *Annales Parlementaires, Sénat*, 6-IV-38, pp. 1146-50.

(136) *Idem*, p. 1169.

d'envoyer un délégué en Espagne [...] Je fais ici appel à la majorité pour me faire confiance." La question de solidarité des partis gouvernementaux implicitement posée n'empêcha pas, à la fin de la séance du 6 avril, le dépôt d'un amendement, ajoutant au budget "les frais de l'envoi d'un agent commercial près de la junte de Burgos" déposé par le sénateur catholique bruxellois Leyniers (sorti par d'Aspremont "d'un passé woestien et poussiéreux (137)") et contresigné par Nothomb, d'Aspremont, le Père Rutten mais aussi par les sénateurs libéraux Gillon et Lippens (138).

La nuit porta conseil. Lors de la discussion du 7 avril, Leyniers se défendit d'avoir voulu intimer au Gouvernement "une injonction quelconque":

"...Nous sommes non moins profondément convaincus que la thèse que nous défendons, et je le souligne, n'a rien à voir avec l'idéologie [...] Nous ne posons aucun acte de méfiance, nous ne faisons aucune injonction au gouvernement. Nous désirons simplement exprimer publiquement ce que nous croyons être la vérité et faire acter, en nous comptant, dans un acte authentique, ce que nous dicte notre conscience et prouver indiscutablement au gouvernement qu'au Sénat, la majorité souhaite l'envoi, le plus rapidement possible, d'un représentant belge à Burgos (139)..."

Malgré cette déclaration lénitive, une mise en minorité du gouvernement à travers Spaak pouvait conduire à une crise grave (140) et Spaak contra habilement le danger :

"...L'amendement n'est pas inadmissible, mais il est inutile; car,

(137) *Pourquoi Pas?*, 25-III-38, p. 912.

(138) *Annales Parlementaires, Sénat*, 6-IV-38, pp. 1174-77.

(139) *Idem*, 7-IV-38, p. 1205.

(140) Le sénateur rexiste De Mont avait pourtant déclaré d'emblée "Wij zullen nooit zoeken de regeering te doen struikelen over een kwestie van nationaal belang" mais le socialiste limbourgeois Demarré avait fait un appel pressant à la solidarité de la tripartite: "...Dit amendement is ondertekend door de heeren Leyniers, d'Aspremont-Lynden en Nothomb. Dat begrijp ik. Maar dat de heeren Rutten, Gillon en Lippens zich bij dit verdacht manoeuvre aansluiten, op dit ogenblik, dat begrijp ik veel minder ... Hier stelt men nu een amendement voor waarvoor, op dit oogenblik, geen overbrugging mogelijk is. En dan vraag ik aan de regeering en in 't bijzonder aan de drie laatste, ondertekenaars van het amendement: als het amendement hier gestemt wordt, gaat gij een meerderheid hebben van regeeringsgetrouwen? Neen; dan gaan de Vlaamsche nationalisten en rexisten tegen de regeering stemmen met de niet-regeeringsgetrouwen, namelijk met de conservatieve katholieken, en gaan hier de meerderheid vormen met de gedachte een einde te stellen aan de regeering. Aan dit slecht gemachineerde spel mogen de regeeringsgetrouwen niet meedoen" (*Idem*, p. 1206).

en réalité, le crédit, tel qu'il est libellé, me permettrait parfaitement, *au moment où je l'aurais décidé*, sous ma responsabilité, et avec l'accord de mes collègues, d'envoyer éventuellement un représentant commercial à Burgos [...] Vous avez voulu faire une manifestation, messieurs, je l'ai fort bien compris [...] Je constate que l'amendement est signé par les représentants de deux partis au moins de la majorité. Laissez-moi vous dire que la démonstration que vous vouliez faire est accomplie par le dépôt de l'amendement. Mais comme cet amendement, malgré les explications que vous avez données, reste équivoque, je demande très instamment aux signataires de le retirer (141)..."

Au nom de "la droite toute entière", Carton de Tournai, soutenu par Gillon pour la gauche libérale, prit acte des "déclarations et promesses" de Spaak et, "soucieux de ne rien faire qui puisse contrarier l'action du gouvernement", annonça le retrait de l'amendement, les débats ayant démontré l'existence d'une majorité sénatoriale — l'opposition et deux partis de la majorité — en faveur de Burgos. Pour le rexiste De Mont, cette attitude des catholiques était une dérobade due à des "arrangements de couloir", et, se refusant toutefois à en faire une question de confiance, il demandait le maintien de l'amendement Leyniers, repris et soutenu par Rex (142).

Une suspension de séance permit, à la rentrée, deux coups de théâtre : reprise de l'amendement par le V.N.V. Van Dieren et question de confiance officiellement posée par Spaak au nom du gouvernement, Libéraux et Catholiques préconisant quant à eux l'abstention pour "tout en maintenant la confiance dans le gouvernement, contribuer à accentuer la manifestation par une démonstration mathématique". Lors du vote, aux 59 "non" de la gauche s'opposèrent 58 abstentions catholiques et libérales et 17 "oui" (V.N.V., rexistes orthodoxes et dissidents et le sénateur catholique bruxellois Georges Cools) (143). Une double démonstration était faite : existence au Sénat d'une majorité de rechange sur l'Espagne mais aussi impossibilité pour cette question seule de mettre sérieu-

(141) *Idem*, p. 1207.

(142) *Idem*, pp. 1207-1208. De Mont : "...Je n'étonnerai personne en disant que l'intervention de l'honorable M. Carton de Tournai m'a déçu. Si vous voulez me permettre de parler franchement, j'ai eu exactement la même impression pénible que j'avais au front lorsque je sentais qu'un camarade flanchait sans excuse. Je veux parler sans passion. Vous n'avez même pas attendu que le ministre des affaires étrangères vous invitât à reculer. J'avais posé une question claire. Je la répète pour permettre au pays, par la voix de ses représentants de se prononcer, ce qui est la vraie tradition parlementaire et non des arrangements de couloir..."

(143) *Idem*, p. 1210.

sement en danger la cohésion des partis gouvernementaux d'*Union Nationale*.

Dans ses mémoires, Carton de Wiart décrira la reculade du 7 avril comme une mise en demeure adressée à Spaak par les catholiques et les libéraux (144). Pour les milieux ardemment pro-franquistes, il s'agissait bel et bien d'une dérobade et Robert Poulet stigmatisait "les héros de l'abstention" (145) tandis qu'on s'interrogeait sur une éventuelle intervention du Cardinal en faveur du maintien de la cohésion du gouvernement et des catholiques (146).

Comment expliquer le coup de poker réussi par Spaak en posant la question de confiance? Depuis la mi-mars 1938, dans les milieux de l'*Internationale Ouvrière Socialiste*, certains sont convaincus de la très proche défaite de la République espagnole. Vandervelde était demeuré relativement optimiste, estimant que l'avance franquiste serait enrayée dans les régions montagneuses. Le 1er avril, le "Patron" notait dans son journal "on est découragé et on ne donne plus un mois à la résistance [...] Ai-je tort de ne pas désespérer de l'issue finale (147)?", alimentant ses espoirs par l'échec subi devant Tortosa par une offensive italienne, par l'arrivée de matériel soviétique et la "perméabilité" accrue de la frontière française. C'est sans doute ce regain d'espoir, combiné avec le limogeage du défaitiste Indalecio Prieto le 30 mars, qui permet à Spaak d'affirmer le 6 avril "le moment n'est pas venu" et de poser la question de confiance le

(144) CARTON DE WIART, *Souvenirs politiques 1918-1951*, in -8°, Bruxelles, 1981, p. 199: "...En vain, le 7 avril, dans un débat au Sénat où il (Spaak) avait posé la question de confiance à ce sujet, catholiques et libéraux lui signifiaient-ils, par leur abstention, leur volonté d'une solution trop longtemps différée. Il demeurait coincé entre son devoir de Ministre et son rôle de partisan..."

(145) *La Nation Belge* avait d'abord consacré le 8 avril un article à "Une manifestation significative au Sénat en faveur de l'envoi d'un représentant à Salamanque" mais le lendemain 9, un éditorial de Le Huron (Robert Poulet) fustigea "Les Héros de l'Abstention".

(146) *Pourquoi Pas ?*, 15-IV-38, p. 1193: "... On allait voir ce qu'on allait voir: c'est à dire rien du tout — comme dans l'affaire de Burgos, où la victoire de MM. Carton (de Tournai) et consorts fut en réalité celle de la minorité rexo-flamingante qui reprit l'amendement abandonné par les messieurs susnommés à la suite d'une habile manœuvre de Paul-Henri, particulièrement brillant ce jour-là. Voici qu'on affirme que la Droite n'est pas si libre qu'elle le proclame et que Mgr. de Malines n'est pas étranger à maints retournements de veste qui laissent ahuri le commun des fidèles ... Son Eminence, qui n'a rien d'un Innitzer, s'efforce de tenir la balance égale entre démocrates, conservateurs flamands, rexistes pieux, agriculteurs et autres membres du Bloc-Sacré-Bloc !..."

(147) E. VANDERVELDE, *Carnets 1934-38*, in-8°, Paris, 1966, pp. 82-84.

lendemain. On peut se demander s'il aurait pu tenir le même langage le 8 ou le 9 avril : victoires franquistes en Catalogne et isolement de Barcelone par le nord le 8 avril et, le même jour, chute à Paris du deuxième gouvernement Blum. Le 15 avril, les troupes navarraises atteignent la Méditerranée et coupent en deux la zone républicaine : "la fin de la guerre sembla toute proche (148)". Le 3 mai, Van Langenhove, Secrétaire Général des Affaires Etrangères commence une série d'entretiens exploratoires avec Ernesto de Zulueta, l'émissaire et représentant officieux de Burgos à Bruxelles, qui ne lui dissimulera pas que son gouvernement exige des relations politiques officielles et non seulement commerciales (149).

La cohésion de la majorité gouvernementale et celle des catholiques n'avaient doublé le cap de la question espagnole que pour mieux sombrer sur le roc de la politique intérieure belge. La politique fiscale du Ministre Soudan divisait la base parlementaire du Cabinet P.E. Janson : la gauche voulait l'accompagner de mesures plus draconiennes, la droite exigeait en contre-partie une réduction du budget de l'Etat et des dépenses sociales. Le 6 mai, à la Commission des Finances, les catholiques conservateurs votaient avec l'opposition. Le 11 mai, un ordre du jour libéral chèvrechoutiste mais continuant la confiance au gouvernement recueillait 101 voix contre 76 et huit abstentions, mais 6 libéraux et 32 catholiques avaient voté contre. Un net glissement à gauche de la majorité se constatait : 64 socialistes, 16 libéraux et 21 catholiques (dont 20 démocrates-chrétiens). Une majorité de rechange existe sur la politique fiscale mais elle entraînerait la division des catholiques. Le 12 mai, s'estimant désavoués par le vote de la droite, trois ministres catholiques démissionnaient, bientôt suivis par le démocrate-chrétien Marck au nom de l'unité du parti. Le 13 mai, le Cabinet Janson était démissionnaire et le jour même, après des consultations royales rapides, Paul-Henri Spaak devenait formateur. En un temps record, il constituait dès le 15 mai un gouvernement réduit à onze ministres (4 socialistes, 4 catholiques dont un extraparlémentaire, 3 libéraux dont deux techniciens) (150). Premier cabinet de l'histoire de Belgique à être présidé par un socialiste, il consacrait en fait un net glissement à droite de l'*Union Nationale*, glissement que Spaak accompagnera à la Chambre les 17 et 18 mai de la répudiation de la lutte des classes et de l'appel à un renforcement

(148) H. THOMAS, *op. cit.*, p. 531.

(149) J. GOTOVITCH, *La Belgique et la guerre civile espagnole...*, p. 530.

(150) Sur la chute du Cabinet Janson, voir HÖJER, pp. 273-276; WILLEQUET, p. 129; VANDERVELDE, *Carnets*, pp. 85-87.

de l'Exécutif (151).

En réalité, les partis gouvernementaux sont comme ces vieux couples déchirés mais qui continuent à cohabiter par habitude ou par nécessité, en fermant délibérément les yeux sur ce qui pourrait aviver leurs blessures (152). Dès le 14 mai, Spaak est allé expliquer à Vandervelde que le Roi exigé le maintien de l'*Union Nationale* mais que lui-même, sur la question espagnole, "s'il sacrifiait son idéologie à des nécessités gouvernementales, était bien résolu à ne pas se soumettre à l'idéologie des autres (153)".

La déclaration gouvernementale serait donc muette sur la question de Burgos et ce silence était constamment invoqué par Spaak en réponse aux inquiétudes de la gauche socialiste (154). Lors de la discussion de cette déclaration à la Chambre le 17 mai, c'est du bout des lèvres que Carton de Wiart réintroduira dans le débat les relations commerciales avec Burgos en prenant prétexte d'un appel de Spaak au développement des marchés extérieurs. Le lendemain, en réponse à Vandervelde qui y voit une dangereuse transition vers une reconnaissance politique, Carton de Wiart évoquera le vote du 7 avril au Sénat, s'attirant de Fischer un menaçant "Il y a aussi une majorité contre les subsides scolaires. Ne soulevez pas de questions irritantes" et un véritable ultimatum de Vandervelde :

"...Pour un gouvernement tel que celui qui vient de se constituer, il n'y a qu'une attitude possible : écarter une question à ce point litigieuse qu'il ne pourrait tenter de la résoudre sans se disloquer [...] J'ajoute que si ce gouvernement cherchait une majorité de

(151) Voir notamment le rapport de l'ambassadeur allemand von Richthofen du 23 mai 1938 (Bonn, Auswärtiges Amt, Belgien, Pol. 5/2) : "...Wie mir eine der am Sturz des Kabinetts Janson schuldigen katholischen Rechten mit einiger Uebertreibung, aber nicht ganz unrichtig, kürzlich sagte, verdankt Herr Spaak seinen Erfolg zum grössten Teil dem Eindruck, dass er eine "faschistische" Rede gehalten habe. Jedenfalls erhofft man sich in weiten Kreisen von der neuen Regierung eine Art "Autoritärer" Regierung. Die Sozialisten sind natürlich weniger glücklich. Die unentwegten Doktrinäre des Marxismus fühlen sich mit Recht in den Hintegrund geschoben und grollen, vermögen aber gegen die Richtung Spaak und den sich abzeichnenden "nationalen Sozialismus" nicht mehr anzukämpfen..."

(152) E. VANDERVELDE, *Carnets*, p. 94 : "... Spaak se vente d'être le Premier Ministre d'un Gouvernement d' "union nationale" dont les participants ne songent qu'à s'entre-dévorer et qui ne tiendrait pas huit jours s'il y avait une autre formule gouvernementale possible..."

(153) *Idem*, p. 88 (14 mai) et 90-91 (17 mai).

(154) *Annales Parlementaires, Chambre*, 17-V-38, p. 1618; 18-V-38, pp. 1647-48, Spaak : "Personne n'a jamais demandé la reconnaissance de la junte de Burgos".

rechange en se mettant d'accord avec d'autres groupes, dont l'opposition factieuse qui ne dissimule pas ses préférences pour les régimes fascistes ou philofascistes, il compromettrait son existence (155)..."

Point n'était besoin de cette menace. L'ordre du jour de confiance contresigné par Carton de Wiart et Vandervelde recueillit 132 voix contre 38 et 15 abstentions (dont trois socialistes de gauche incriminant le manque de fermeté de Spaak sur la question de Burgos). Un ordre du jour rexiste (Daye, Wyns et Horward) demandant d'établir immédiatement avec Franco "les relations qui s'imposent" avait été rapidement écarté par assis et levé (156).

La partie s'annonçait plus rude au Sénat où la droite ardemment franquiste avait trois représentants de poids avec d'Aspremont-Lynden, de Dorlodot et Nothomb. Le 19 mai, le sénateur de Charleroi annonça qu'il refuserait la confiance au Gouvernement à cause de l'imprécision de sa position quant aux relations avec Burgos et engagea les libéraux et les catholiques à l'imiter. Partie trop tôt, en début de séance, la manoeuvre fut habilement déjouée "au nom de la majeure partie des membres de la droite" par J.J. De Clercq et le comte de la Barre d'Erquelines qui, après des vœux pieux en faveur de l'établissement de relations commerciales et diplomatiques avec Burgos, demandèrent un vote de confiance au gouvernement. Le comte de la Barre posa franchement les raisons qui imposaient aux catholiques la conclusion d'un "pacte" de "loyal concours" avec Spaak : "nous nous rendons compte, cependant, qu'un ministère où l'influence est partagée entre les trois partis traditionnels est la seule combinaison politique qui réponde à la vérité de la situation actuelle. La perte de notre prépondérance numérique au sein du parlement, depuis les élections de mai 1936, est un fait, provoqué par la division rexiste, et si douloureux qu'il soit, il n'en demeure pas moins une réalité devant laquelle nous sommes placés (157)". Dans ces conditions, l'intervention de d'Aspremont-Lynden rappelant le

(155) *Idem*, p. 1648.

(156) *Idem*, 18-V-38, p. 1653; *Compte-Rendu analytique, Chambre*, p. 609; *Pays Réel*, 19-V-38.

(157) *Annales Parlementaires, Sénat*, 19-V-38, p. 1396. Ces paroles résignées sont à comparer à celles de Vandervelde à la Chambre la veille : "En présence de l'impossibilité certaine d'une autre formule gouvernementale, il nous reste, à des hommes dont les conceptions sont aussi divergentes que celles de MM. Max, Carton de Wiart ou moi-même, pas d'autre choix, à cette heure difficile, qu'entre deux attitudes : la confiance dans le gouvernement nouveau ou bien une politique d'aventures, à travers des passes dangereuses, pour laquelle nous nous refusons à assumer des responsabilités..." (*A.P., Chambre*, 18-V-38, pp. 1647).

vote du 7 avril et sommant Spaak d'apporter une réponse précise dont dépendrait le vote d'"un grand nombre de membres de la droite" n'était plus qu'une péripétie. "Vous n'avez pas été assez agressif pour m'exciter beaucoup" lui lança le Premier Ministre en commençant une importante mise au point, habilement construite, opposant les tâches institutionnelles et économiques qui attendaient son gouvernement à la minceur du problème de Burgos, louvoyant entre le "jamais" des socialistes et le "tout de suite" de la droite, reprochant à cette dernière de vouloir surtout brimer et humilier le partenaire P.O.B. avant de terminer par la formule célèbre qu'avec la reconnaissance de Burgos "aura disparu la seule pelure d'orange sérieuse qui existe pour le gouvernement" et l'objurgation "Assez discuté. Laissez nous travailler" (158). L'ordre du jour de confiance fut voté par 118 voix contre 22 (dont de Dorlodot et Nothomb) et 7 abstentions (dont d'Aspremont et Crokaert), après qu'Henri Rolin ait tenu à réaffirmer que si la reconnaissance de Burgos venait un jour s'ajouter au "pacte" défini par le comte de la Barre, il y aurait rupture avec une partie des socialistes (159).

L'habileté de Spaak avait été de rassurer tous ceux qui ne demandaient qu'à l'être, faisant constater à la gauche que la porte était toujours fermée et laissant entendre à la droite qu'il ne demandait pas mieux que de l'ouvrir un jour. Le livret de la "comédie de Burgos" était écrit, il n'y aurait plus désormais que des "variations sur un même thème". Car c'est bien d'une comédie, où tous sont à la fois acteurs et dupes, qu'il s'agit. Se méfiant des promesses verbales de fermeté faites par Spaak (160), Vandervelde tiendra à rappeler son irréductible opposition dans un éditorial du *Peuple* du 22 mai :

"...Nous avons, dès lors, cru devoir dire clairement, dès les premiers pas d'un gouvernement qui se qualifie "d'union nationale" que sur une question vitale pour tous les démocrates, nous ne nous laisserions point faire la loi par une majorité de hasard. Je n'en dis pas plus. A bons entendeurs, salut ! (161)"

A la fin de son discours au Sénat, Spaak avait tendu à la droite catholique l'appât en promettant de soumettre l'affaire à la Commis-

(158) *A.P., Sénat*, 19-V-38, pp. 1398-1401.

(159) *Idem*, pp. 1404-1405.

(160) VANDERVELDE, *Carnets*, p. 91 (17 mai) : "Bref, il (Spaak) ne marchera pas. Néanmoins, je ferai dans *Le Peuple* de dimanche prochain (22 mai) un nouvel article sur cette question..."

(161) *Peuple*, 22-V-38, "La question de Burgos" par E. Vandervelde. L'article s'en prenait aux "rexistes et nothombistes" et rappelait, pour mieux lier les mains de Spaak, les déclarations qu'il avait faites au Sénat en avril.

mission des Affaires Etrangères et en affectant l'insouciance (162). Il fallait gagner du temps vis à vis de la gauche mais il était déjà, s'il faut en croire des confidences de Van Langenhove à l'ambassadeur d'Allemagne, gagné à l'idée de l'envoi d'une mission commerciale en Espagne nationaliste (163).

Certains s'étaient interrogés sur le peu de combattivité des ténors catholiques du franquisme lors de la discussion au Sénat (164). Ce n'est qu'en novembre 1938 qu'au cours d'une de ses interpellations sur Burgos, Pierre Nothomb révélera ingénument comment ses amis et lui-même avaient à deux reprises été bernés par les promesses et engagements provenant de membres catholiques de l'équipe ministé-

(162) "J'ai osé hier une image qui n'était peut-être pas très élégante en disant que j'étais un gros terre-neuve sur lequel certains cherchaient des puces [...] Evidemment, pour vous, la question de Burgos est une énorme puce, mais je crois que vous vous trompez [...] Vous savez, moi, à Canossa, à Burgos, moi, cela m'est égal [...] Je répète donc que je compte réunir à bref délai les commissions des affaires étrangères du Sénat et de la Chambre pour leur exposer cette situation complexe..." (*Annales Parlementaires, Sénat, 19-V-38, p. 1400-1401*).

(163) Rapport de von Richthofen du 23 mai 1938 (loc.cit.): "...Herr Spaak, im Senat von der Rechten auf die Frage angesprochen, hatte es nicht leicht, Scylla und Charybdis zu umschiffen. Er stellte die ganze Frage als von nebeneordneter Bedeutung hin und kündigte schliesslich an, dass der Auswärtige Ausschuss sich dem nächst damit zu befassen haben werde. Wie mir Generalsekretär van Langenhove mit der Bitte um vertrauliche Behandlung mitgeteilt hat, steht die Belgische Regierung bereits durch Vermittlung des früheren hiesigen spanischen Botschaftsrats mit der nationalen spanischen Regierung wegen der Entsendung eines Handelsvertreters nach dem nationalen Spanien in Verhandlung. Die Schwierigkeit besteht, wie Herr Van Langenhove mir sagte, darin, dass die weissen Spanier die Sache als politischen Erfolg ihrerseits aufziehen möchten, während belgischerseits ein Interesse besteht, die Sache zu minimalisieren, um Herrn Spaak allzu grosse Schwierigkeiten mit seinen Parteigrössen zu ersparen..."

(164) *Pourquoi Pas?*, 27-V-38, p. 1747: "...Donc la Droite et la Gauche libérale ont été roulées dans l'affaire de Burgos comme frites dans la friture. Ce qui devait, au Sénat du moins, provoquer l'agonie du Ministère, aura été pour le chef du gouvernement l'occasion d'un de ses plus beaux discours et d'un de ses plus grande triomphes. Car M. Spaak a proprement mis en poche ceux-là qui, depuis des semaines, annonçaient la fin du monde pour le jour où le ministère déclarerait positivement de pas envoyer un représentant commercial en Espagne nationaliste. Tandis que le Premier, prenant le taureau par les cornes, leur disait poliment "zut", on pouvait, de la tribune de la presse, suivre la mimique de MM. Carton de Tournai, Nothomb et consorts. Le rouge de la colère leur montait au front, leurs têtes s'agitaient en signe de dénégation. Puis, ce fut tout. Quelques timides interruptions, de-ci de là quelques abstentions motivées dans le bruit, c'est à cela que se bornèrent la défense et la contre-offensive des terribles ennemis de Valence..."

rielle, une première fois lors du retrait de l'amendement Leyniers, une seconde lors du vote de confiance au gouvernement Spaak :

"...J'ai été le rédacteur de l'amendement au budget qui impliquait l'envoi d'un agent à Burgos. Ai-je besoin de vous rappeler dans quelles circonstances cet amendement a été retiré? [...] Vous avez mesuré vous-même aussi l'importance écrasante de notre majorité. Mais vous vous souviendrez que pour obtenir ces déclarations, nous avons retiré notre amendement. Et sans relater les péripéties de nos conciliabules, je puis dire que nous ne sommes pas des enfants et que chacun savait bien que ceux qui avaient déposé l'amendement, avec le certitude de recueillir la majorité, ne l'avaient retiré que parce qu'ils avaient reçu aussi des assurances officieuses. Je n'en dirai pas davantage.

Lorsque s'est produit ce que vous appelez le pacte gouvernemental, lorsque vous avez été chargé de former le ministère, et que vous avez brillamment réussi, car cette fois-là vous avez respecté les règles du jeu parlementaire, on a prétendu l'autre jour, à la Maison du Peuple, que la question de Burgos n'a pas figuré dans le pacte gouvernemental. Eh bien, Messieurs, je me permets de dire que si c'est exact dans les mots, et qu'il n'est pas question de l'affaire de Burgos dans la déclaration gouvernementale, ce n'est pas exact en réalité [...] La question de Burgos a été implicitement comprise dans le pacte gouvernemental [...] S'il n'en était pas ainsi, j'arriverais à douter de la parole des chefs de la droite. Et pourrais-je en douter? Je devrais douter de mes yeux et de mes oreilles. Je devrais croire que le bloc catholique, dont on demandait la participation au pouvoir a, ce jour-là, renié sa volonté unanime. Mais il me suffira de vous rappeler les conversations et les engagements qui précédèrent la déclaration ministérielle [...] Les déclarations faites, à ce moment-là, ont été trop officielles pour que je puisse les appeler des déclarations de couloirs. *Vous ne pouvez nier que vous avez chargé un membre catholique de votre futur gouvernement de venir nous dire, avant le vote, que nous pouvions avoir toute confiance dans l'affaire espagnole. Toute la droite a cru à cette parole et a voté la confiance.* Je suis le seul, avec je crois, M. le Baron de Dorlodot, qui est, lui, un objecteur professionnel, à avoir voté ainsi, mais en indiquant mes raisons, en soulignant que mon opposition ne s'adressait ni à votre personne, ni à votre avenir, ni à vos possibilités, mais que je devais voir préalablement si, sur ce problème crucial et symbolique, et qui constituait en quelque sorte une pierre de touche, vous alliez continuer à être indépendant comme vous disiez vouloir l'être (165)..."

Soumis au moment de la formation de son ministère à un véritable "pilonnage" de motions de branches du *Comité Central Industriel*, et même du *Boerenbond*, réclamant la reconnaissance de Burgos au nom des intérêts économiques belges (166), Paul-Henri Spaak va avoir l'habileté suprême de feindre céder à l'argumentation commerciale constamment brandie par la droite, et, retournant l'argument contre elle, de prétendre voir sa bonne volonté freinée par l'impatience même des pro-franquistes et par l'exigence formulée par Burgos d'une reconnaissance diplomatique, *de facto* ou *de jure*, simultanée. Début juin 1938, à la Commission sénatoriale des Affaires Etrangères, Spaak jouera à fond de cette arme, se couvrant ainsi face à sa gauche où existe un *non possumus* formel sur les relations politiques (167) et face à la droite qui, à moins d'avouer que les intérêts économiques ne sont qu'un paravent à une solidarité idéologique avec Franco, est forcée, par un curieux réflexe nationaliste, de soutenir le Premier Ministre dans sa résistance aux exigences franquistes. Après le retrait en avril de l'amendement Leyniers et le vote de confiance du Sénat le 19 mai, c'est pour la droite catholique une nouvelle "journée des dupes", un piège dans lequel, victime de sa propre argumentation à base économique, elle va s'enfermer.

Un Pierre Nothomb lui-même, signataire d'un virulent manifeste de mai 1938 en faveur d'une reconnaissance *politique* de Franco (168), tire du "contact amical" avec Spaak en Commission l'idée augurée de relations avec les deux Espagnes simultanément et se cabre patriotiquement devant les préalables franquistes (169). Même

(165) *Annales Parlementaires, Sénat*, 15-XI-38, p. 14. On remarquera que le Baron de Dorlodot avait, dès la séance du Sénat du 19 mai, signalé que "chez les catholiques, les membres du gouvernement prétendent, au contraire, qu'il y aura très prochainement une représentation" (*Annales Parlementaires, Sénat*, 19-V-38, p. 1392).

(166) J. GOTOVITCH, *op. cit.*, p. 531 a relevé quinze messages rédigés en termes identiques réclamant la reconnaissance de Burgos et adressés à Spaak entre le 9 et le 19 mai (A.M.A.E.B., n°11. 169).

(167) *Peuple*, 3-VI-38.

(168) Notamment la pétition organisée par *Action et Civilisation* en mai 1938 et transmise par le Palais aux Affaires Etrangères le 2 juin.

(169) *Avenir du Luxembourg*, 6-VI-38 "L'affaire de Burgos" par P. Nothomb : "...Mais même si le gouvernement de Burgos a, comme on le prétend de divers côtés, commis la faute de réclamer des Belges le minimum d'une reconnaissance *de facto*, n'est-il pas certain, du moment qu'on désire renouer de part et d'autre, que l'on pouvait trouver bien vite une formule souple et satisfaisante qui aurait tout arrangé sans nous obliger à abandonner nos relations, nécessaires, aussi, avec le gouvernement rouge dans le territoire duquel nous conservons tant d'intérêts [...] Je suis persuadé pour ma part que M. Spaak ne négligera rien après son contact amical avec la commis-

son de cloche dans la plupart des feuilles de droite (170). Bref, c'est "l'embrassade générale" et la temporisation (171), et seul *Le Pays Réel* restera dans son rôle, jouant les trouble-fêtes et les censeurs vertueux, tout en se ralliant cependant à l'idée de la double représentation diplomatique (172)!

Dans les milieux pro-républicains, on va jouer sur l'impossibilité de dissocier les relations commerciales et la reconnaissance diplomatique refusée par le P.O.B. pour mettre la droite parlementaire devant ses responsabilités: agiter la question de Burgos, c'est faire le jeu de Rex et, à travers la fin de l'*Union Nationale*, ruiner le parti catholique (173). Ce genre d'argumentation pouvait trouver quelque

sion des Affaires étrangères, pour y parvenir. Je suis persuadé aussi que le chavaleresque et réaliste général Franco s'appliquera, en pensant à tant d'amis qu'il a en Belgique, et à tant d'intérêts que l'Espagne de demain aura elle aussi chez nous, à ne pas lui rendre sa tâche trop ingrate..."

Au Sénat, le 15 novembre, Pierre Nothomb tiendra à rappeler: "Nous avons été les premiers à déclarer que si l'on imposait à la Belgique n'importe quelle attitude humiliante, si on lui faisait une situation différente de celle que M. Patyn acceptait pour la Hollande ou M. Bénès pour la Tchécoslovaquie, nous étions d'accord pour résister..." (A.P., S., 15-XI-38, p. 14).

(170) Voir notamment *Libre Belgique*, 6-VI-38; *Bien Public*, 7-VI-38; *Gazette*, 6-VI-38; *Gazette de Liège*, 8-VI-38, etc...

(171) *Pourquoi Pas*, 10-VI-38, p. 1936: "... Il paraît donc que tout va très bien et même de mieux en mieux. La seule pelure d'orange que Paul-Henri redoutait, à savoir l'orange de Valence-Burgos, a été retirée de ses pas, la semaine dernière, au cours d'une embrassade générale dont fut témoin la Commission des Affaires étrangères. Notre Talleyrand national a mis dans sa poche tous ceux qui juraient sa perte immédiatement à la seule pensée que la question espagnole ne serait pas résolue le jour même. Habile homme, M. Spaak a retourné leurs vestes et préparé une sorte de front commun contre les Franquistes..."

(172) *Pays Réel*, 7-VI-38, "La Belgique et l'Espagne Nationale", par le Baron Vincent Ernst de Bunswyck: "...Car ce n'est pas au ministre des Affaires étrangères seul que l'on doit jeter la pierre en la circonstance. Etant tenu en lisière par les socialistes, il n'a pu se montrer homme d'Etat. Mais les représentants des partis libéraux et catholiques avaient derrière eux leurs électeurs et la majorité du pays. Ils pouvaient faire pression suffisante pour obtenir satisfaction. Craignant pour leurs intérêts personnels, ils ont préféré se laisser bernier. La Droite traditionnaliste n'est pas moins coupable, elle s'est prodiguée en belles paroles, mais n'a jamais passé aux actes. Et l'attitude du clergé? Combien décevante en l'occurrence [...] Malgré les atrocités et les meurtres commis par les Rouges contre le clergé et les habitants, aucune intervention directe de nos évêques ne s'est produite. Cependant, une pression de leur part sur les représentants catholiques n'eut été qu'humaine [...] La reconnaissance de l'Espagne blanche ne doit pas nous obliger à rompre avec l'Espagne rouge, pour le moment. Nous devons y garder notre représentation tant que le gouvernement s'y maintiendra..."

(173) La brochure du catholique de gauche Emile HAMBRESIN, *Faut-il*

aliment dans les déclarations de d'Aspremont-Lynden à Bruges, promettant une grande victoire à Burgos et un "accord avec d'autres groupements qui ne portent peut-être pas le même nom, mais sont animés également de sentiments catholiques (174)".

Sorti du placard aux accessoires, le fantôme d'une coalition des droites effraie-t-il encore? On peut en douter. Le Congrès rexiste de Lombeek-Notre Dame, le 10 juillet 1938, a confirmé la fascisation du mouvement et le culte du "Chef", et la révocation du bourgmestre rexiste organisateur de ce "Nuremberg du pauvre" a montré que les réflexes de l'*Union Nationale* style 1936 jouaient encore (175). La presse catholique francophone s'était déchaînée contre les listes communes K.V.V.-Rex qui s'élaboraient en vue des élections communales. Début août, sans remettre en cause les alliances déjà conclues, Verbist, Heyman et Giovanni Hoyois se sont prononcés contre tout accord entre les catholiques, Rex et le V.N.V.

Spaak avait profité des vacances parlementaires d'une part pour mettre en veilleuse les répercussions politiques de la "question de Burgos", de l'autre pour charger le conseiller d'ambassade Delcoigne

nommer un agent commercial à Burgos?, in-12, Bruxelles, 1938, pp. 26-27 est révélatrice: "...Dans certains milieux, il y a la volonté non équivoque de soutenir la cause nationaliste. Il est significatif que dans de nombreuses réunions publiques où la question était traitée, les auditeurs ont fait le salut fasciste et crié: Vive Franco! montrant par là que leur sympathie pour les franquistes les déterminait bien davantage dans leur position que le souci de défendre les intérêts de la Belgique... Notre Premier Ministre, M. Spaak, a fort bien défini la deuxième raison de cette agitation. Il a déclaré au Parlement que cette question de Burgos était la seule pelure d'orange sur laquelle l'opposition de droite pouvait espérer faire tomber le gouvernement actuel. La coalition gouvernementale, unie sur un ensemble de problèmes importants, est divisée au sujet de l'Espagne. Dès lors, il était tentant pour l'opposition de gonfler artificiellement, par une agitation factice, un problème qui pouvait provoquer la dislocation de l'Union Nationale. On a spéculé très habilement sur le fait que le P.O.B. ne pouvait à aucun prix consentir à un acte ayant un contenu politique aussi évident et que M. Spaak, à moins de renier tout son passé, ne pouvait non plus, alors que l'issue de la guerre espagnole reste douteuse, s'associer à une mesure qui, quoiqu'on en dise, facilite la tâche des insurgés franquistes. En exagérant systématiquement l'importance économique de la question, en mettant à l'avant-plan une question qui divise le gouvernement, l'opposition d'extrême-droite était dans son rôle. Elle nous a habitués à de tels procédés. Mais on peut s'étonner que de si nombreux membres de la majorité aient donné, tête baissée, dans une manœuvre aussi visible et acceptent, sans s'en douter de faire bénévolement le jeu de leurs propres ennemis.."

La brochure d'Hambresin fut distribuée dans le courant d'août 1938.

(174) *Pourquoi Pas ?*, 17-VI-38, p. 2036.

(175) J.M. ETIENNE, *Le mouvement rexiste jusqu'en 1940*, p. 156.

d'une enquête en Espagne nationaliste sur la situation réelle des avoirs et des exportations belges, et pour reprendre avec les autorités de Burgos les négociations entamées au Ministère avec Ernesto de Zulueta. A la fin juillet et dans les premiers jours d'août, un "vent favorable" avertit le Baron de Dorlodot de ces négociations qu'il révéla dans sa feuille, *Le Rappel*, reprise par la libérale mais très franquiste *Gazette*. La presse communiste et la progressiste *Avant-Garde* poussèrent les hauts-cris et la presse socialiste laissa passer plusieurs jours avant de publier des articles d'Arthur Wauters, félicitant Spaak "de ne pas avoir établi de contact direct ou indirect avec Burgos" (*sic*) (176). Le Premier Ministre était désormais victime de son propre jeu, et de Dorlodot avait commis un pas de clerc (177). L'intransigeance socialiste s'expliquait par la situation militaire: les forces républicaines avaient victorieusement contre-attaqué et franchi l'Ebre le 25 juillet 1938. Si leur avance est enrayée le 2 août, ce ne sera toutefois que le 30 octobre, trois mois plus tard, que les Nationalistes passeront à l'offensive et c'est le 18 novembre seulement qu'ils repasseront l'Ebre. Un vent de défaitisme souffla à Burgos et même à Rome où Mussolini prédisait le 29 août à Ciano la défaite de Franco (178).

En Belgique, c'est à la fin d'août qu'avec un synchronisme troublant les feuilles de droite repartirent à l'offensive sur la question de Burgos (179), comme si un succès politique pouvait compenser le pessimisme militaire, ce qui entraîne la formulation par Vandervel-

(176) Marcelle SIMON-RORIVE, *La presse gauche éditée ou diffusée à Liège face à la deuxième République d'Espagne (1931-1939)*, mémoire de licence, Université de Liège, 1970, pp. 282-283; *Le Peuple*, 11-VIII-38; *La Wallonie*, 12-VIII-38; *Pourquoi Pas ?*, 12-VIII-38, p. 2758; 19-VIII-38, p. 2829.

(177) Voir notamment les propos de Pierre Nothomb au Sénat le 15 novembre: "... Et quand *Le Rappel*, le journal de M. de Dorlodot, a publié à la fin de juillet, car il sait tout, ce diable d'homme! que vous aviez envoyé là-bas un diplomate et quand il a dit son nom, tous vos officieux ont dit à qui voulait l'entendre et sont venus me répéter à moi-même jusqu'au fond de ma province: "M. de Dorlodot a encore gaffé! En parlant de M. Delcoigne et de Burgos, il a empêché la reconnaissance qui était imminente. Voilà que nous devons attendre la rentrée parlementaire!" Car le jeu est tel qu'on vient nous demander pendant la session d'attendre les vacances parlementaires, pour pouvoir mieux agir nationalement, et que, quand les députés et les sénateurs sont en vacances, on demande, par déférence respectueuse pour les parlementaires, d'ajourner toute décision jusqu'à la rentrée des Chambres..."

(178) H. THOMAS, pp. 545-555 et 560-4; CIANO, *Journal Politique 1837-1938*, in—8° Paris, 1949, pp. 238-239.

(179) *Le Rappel*, 26-VIII-38; *La Nation Belge*, 30-VIII-38; *La Métropole*, 29-VIII-38 et même *L'Indépendance Belge*, 30-VIII-38.

de d'un nouveau *non possumus* dans *Le Peuple*. On notera toutefois combien, pour certains secteurs de la droite catholique, "Burgos" pouvait recouvrir des réalités différentes. C'était tout particulièrement le cas pour *La Libre Belgique* où, à trois jours de distance seulement, le lecteur voyait Paul Struye prôner les intérêts économiques et répudier toute sympathie pour le régime franquiste (180) et le correspondant en Espagne François Maret rejeter l'échec des négociations avec Franco sur le fait que ses partisans belges "dans leur grande majorité catholiques, spiritualistes, ont peut-être trop exclusivement appuyé sur l'argument économique (181)".

La crise internationale qui conduira à Munich, le P.P.R., les élections communales du 16 octobre 1938 vont faire disparaître la question de Burgos de l'avant-scène. Certes, le fait que Rex n'existait pas lors des communales de 1932 et que les femmes n'avaient pas voté lors des législatives de 1936 rendait fort hasardeuse toute interprétation détaillée des résultats. Il n'en reste pas moins qu'ils reflétaient une chute du rexisme qui selon les villes perdait de 30 à 50 % de ses résultats électoraux de 1936. Pour l'ensemble du pays, Rex ne représente plus que 10,5 % des électeurs environ contre 18 % en 1936. Dans le canton électoral de Bruxelles, ce recul est confirmé : 10,9 au lieu de 18,72 %; dans une ancienne citadelle rexiste comme Liège-Ville, on passe de 28 % en 1936 à 15 %. "Le peuple belge a voté pour le système au pouvoir (182)", note-t-on à l'ambassade d'Allemagne. Bien qu'entamés par les votes rexistes, les partis libéral et catholique se sont bien défendus : 31,5 % des voix aux libéraux et 21 % aux catholiques tandis que les socialistes avec 28 % n'ont été que très légèrement atteints par un progrès communiste. Rex essaye de dissimuler sa défaite derrière le slogan "cinq millions et demi d'électeurs se sont prononcés pour une nouvelle majorité anti-socialiste (183)", mais on sent que ses jours sont comptés et

(180) *Libre Belgique*, 3-IX-38, "Un nouveau "non possumus" de M. Vandervelde" par Paul Struye : "... faire justice de la confusion que M. Vandervelde persiste à établir entre la fidélité démocratique et le refus de traiter avec Burgos . Que certains éléments nationalistes veuillent qu'on négocie avec Franco pour le plaisir de faire de l'"antimarxisme", je le concède bien volontiers. Mais la grande majorité de ceux qui, tant chez les libéraux que chez les catholiques, désirent voir la Belgique représentée à Burgos sont animés par le seul souci de l'intérêt général du pays. Et il est de notoriété publique que pas mal d'entre eux n'ont qu'une sympathie limitée pour les procédés et les méthodes de guerre des nationalistes d'Espagne..."

(181) *Libre Belgique*, 6-IX-38, "L'Espagne Retrouvée" par F. Maret.

(182) Rapport de von Bülow-Schwante, 19 oct. 1938 (Bonn, Auwärtiges Amt, Belgien Politik II.5/2); ETIENNE, p. 156-158.

(183) *Pays Réel*, 17-X-38.

qu'en cas de dissolution et de nouvelles élections, un succès catholique et libéral peut être escompté, d'autant plus que les "listes mixtes" présentées çà et là n'ont pas obtenu le succès espéré. Rex a été victime des articles anti-tchèques de Degrelle qui ont facilité la propagande l'assimilant au nazisme.

Aussi y-a-t-il une véritable courbe rentrante: le 28 septembre, Degrelle a annoncé son intention de ne plus donner de meetings "pour aider à l'unité morale de la Nation". La veille, Paul De Mont et Pierre Daye ont été, avec l'accord de Degrelle, proposer à Spaak d'accorder "un concours effectif" à l'action gouvernementale. Du côté catholique, d'Aspremont-Lynden lui-même embouche la trompette de l'anti-rexisme et lui reproche des sympathies envers l'hitlérisme (184).

Débarrassée de l'hypothèque rexiste, la droite catholique peut voir l'avenir avec plus de confiance. Ralliée à l'*Union Nationale* comme à un moindre mal évitant à la fois l'aventure, un "front populaire" et une cassure gauche-droite du parti, tirant de sa participation des avantages et compromis en matière scolaire, elle a pendant deux ans évité d'entraîner sur la question espagnole une chute en quelque sorte accidentelle du gouvernement. Une crise sur l'Espagne aurait, avant octobre 1938, conduit à l'impossibilité d'un accord avec les socialistes et à une difficile union, sur le plan linguistique notamment, avec les libéraux. Minoritaire à moins d'élections hasardeuses, cette union aurait de surcroît, provoquée par la seule question espagnole, été difficilement acceptable par la vieille base anti-cléricale et maçonnerie du libéralisme. Après octobre, une crise sur Burgos ne serait qu'une péripétie, que la situation internationale et le bruit des bottes d'Outre-Rhin retarderait sans doute, mais qui, en cas d'élections, se solderait par le retour au giron catholique d'une grande partie des égarés rexistes et, en définitive, une part plus importante des sièges parlementaires.

Pour les socialistes, la situation est inverse et leur position au sein de l'*Union Nationale* n'est pas sans analogie avec celle des catholiques en 1936-37. Tomber sur Burgos est tentant au point de

(184) *Pays Réel*, 28-X-38; P. DAYE, *Trente-deux mois chez les députés*, pp. 101-104; d'ASPREMONT-LYNDEN, *Considérations sur les élections communales*, dans *Revue Générale*, nov. 1938, p. 602 sq: "... Faire l'apologie déguisée de l'hitlérisme au moment précis où celui-ci pourchasse et persécute des milliers de citoyens pour les croyances qu'ils nourrissent et le culte qu'ils exercent, est une provocation dirigée contre le bon sens des populations catholiques [...] Demander aux rexistes, dont les neuf dixièmes sont catholiques et croyants, de combattre un parti dont ils partagent la doctrine, en matière d'enseignement, c'est s'exposer soit à être abandonné par ses troupes, soit à affaiblir précisément la politique que l'on veut faire triompher..."

vue du confort idéologique, mais combien dangereux pour la défense des acquis sociaux. La majorité théorique catholico-libérale obtenue par l'addition des pourcentages électoraux aux communales ne se reproduirait-elle pas en cas d'élections législatives, avec même un succès accru si la débandade rexiste se confirmait ? La trêve proposée par Rex fin septembre n'est-elle pas l'amorce d'une évolution en faisant un parti comme un autre, un membre possible d'une coalition droitière ?

Du côté des milieux pro-franquistes, la pression reprend à la veille même des élections communales. Le 12 octobre, le groupe de l'*Information Espagnole*, organisé autour du Vicomte Charles Terlingen, lance le premier numéro de l'hebdomadaire *La Nation Espagnole* qui, jusqu'à l'établissement de relations officielles, va mener un double combat : contre toute idée de médiation et pour la reconnaissance de Burgos. Le 15 octobre, veille du scrutin, la campagne de presse reprend dans *La Nation Belge*, *Le Courrier de l'Escaut* et s'amplifie ensuite, à la suite du silence opposé par Spaak, le 13 octobre, à la demande formulée par Pierre Daye de communication du "dossier Delcoigne" à la Chambre.

On connaît désormais fort bien le film, de plus en plus fécond en rebondissements, de la "bataille pour Burgos". Le 28 octobre, à la Commission des Affaires Etrangères du Sénat, Spaak se déclare, au vu du "dossier Delcoigne" convaincu de la nécessité d'envoyer un agent général en Espagne nationaliste (185) et un communiqué dans ce sens est rédigé malgré l'opposition du Rolin. Le Congrès du P.O.B. du 5 ou 7 novembre, mit le Premier Ministre en difficulté, l'obligea à promettre que toute décision serait soumise à un nouveau Congrès et, revirement ultime, approuva en bloc sa politique étrangère, ce qui entraîna la démission de Vandervelde de la présidence du P.O.B. Mais le parti catholique ne tient pas à faire tomber le gouvernement et une demande d'interpellation de Nothomb déposée le 8 novembre sera reportée au 15. sous la pression des parlementaires de droite (186). Le 15, les passions peut-être refroidies, les évé-

(185) La veille de la réunion de la Commission, Spaak avait déclaré à Vandervelde qu'il était "acculé" (VANDERVELDE, *Carnets*, p. 101).

(186) *Pourquoi Pas*, 11-XI-38, p. 3757 : "...Sa mission s'avérait assez délicate, depuis que ses amis quelques heures plus tôt, avaient décidé de le soutenir comme la corde soutient le pendu. Ce fut toute une histoire et la régie des téléphones a dû y gagner bien de l'argent. Toute la droite en effet, s'était suspendue au bout de son fil. On l'avait adjuré d'être prudent, de ne point aller trop vite en besogne, faute de quoi il risquait de couper irrémédiablement les pont et de devenir indésirable au sein du Bloc. Rien à faire, M. le Sénateur était inflexible ! C'est alors qu'on suggéra à Paul-Henri Spaak de lui donner en personne un coup de téléphone. La manoeuvre réus-

nements militaires d'Espagne semblant marcher à une solution par la disparition à plus ou moins brève échéance du gouvernement républicain, Nothomb, auquel s'étaient joints comme interpellateurs de Dorlodot, Van Dieren et le libéral Gillon, ne provoqua guère d'effet en rappelant les diverses promesses de Spaak à la droite, les variations sur la date d'envoi de la mission Delcoigne. Comme il avait affirmé d'emblée souhaiter la continuation du gouvernement Spaak, ce dernier eut beau jeu de minimaliser le problème et de demander "quinze jours de répit", s'engageant à définir le 29 novembre sa politique espagnole. Fidèle à sa promesse — et ayant il est vrai épuisé toute possibilité de nouveaux délais — le Premier Ministre annoncera le 29 sa décision ferme d'entamer dès le lendemain les négociations avec Burgos. Le 5 décembre, un nouveau Congrès du P.O.B. rejette Burgos. Couplée avec la crise provoquée par le départ de Max-Léo Gérard du Ministère des Finances, cette décision va amener Spaak à demander un vote de confiance qu'il obtiendra à la Chambre le soir du 6 décembre : il recueillera 110 voix contre 49 et 21 abstentions, mais c'est une étrange majorité : seuls 18 socialistes, pour la plupart flamands, ont voté en sa faveur et sa victoire est celle d'une majorité de hasard : 56 catholiques, 19 libéraux (contre 4)... et l'ensemble des rexistes présents soit 17. (187)

Ce vote du 6 décembre montre combien l'espoir d'une division dans les rangs libéraux, évoquée par Buset et Rolin au Congrès du P.O.B. de novembre, était vain. Mais la majorité n'avait été obtenue que par la scission des socialistes eux-mêmes, un apport de voix qui manquerait à la formation d'une nouvelle équipe gouvernementale sans participation P.O.B., à moins qu'elle n'englobât le V.N.V. C'était là l'épouvantail — un gouvernement sans participation socialiste — que Spaak agitera du Congrès P.O.B. de novembre 1938 à celui du 15 janvier 1939, avec le succès que l'on sait, surtout du côté de la C.G.T.B., des mutuelles et des Flamands. Le 8 décembre, "considérant l'intérêt du pays et de la classe ouvrière", le Conseil Général du P.O.B. a, tout en rappelant la décision négative du 5 décembre sur Burgos demandé, aux ministres socialistes de rester en place. C'est la trêve, qui permit à Spaak de continuer ses négociations avec Burgos (puisqu'il n'y avait pas officiellement de "relations") et de préparer simultanément l'élargissement de son Cabinet ... où siègera à partir du 21 janvier 1939 Charles-Albert d'Aspremont-Lynden lui-même. La mort du vieux "Patron" le 27 dé-

sit ... Pierre Nothomb consentait enfin à ne pas exiger l'urgence pour mardi...".

(187) Sur l'attitude rexiste le 6 décembre, voir DAYE, *Trente-deux mois...* p. 104 et 143-146.

cembre, l'inéluctable agonie de la République espagnole ont fait disparaître les derniers obstacles. Le 16 janvier 1939, les relations avec Burgos étaient officialisées et un "agent général" désigné. La reconnaissance *de jure* suivra, le 21 mars, une semaine à peine avant l'entrée des nationalistes à Madrid...

Il avait donc fallu à la droite parlementaire belge trente mois pour obtenir d'un gouvernement auquel elle ne cessa d'appartenir une politique extérieure conforme aux sympathies que sa presse manifestait sans ambages. Pour sortir de sa politique de *masterly inactivity*, il lui faudra une prise de position non équivoque de l'Archevêque en faveur des Nationalistes et surtout la levée de l'hypothèque que depuis mai 1936 le danger rexiste fait peser sur sa propre existence et sur les intérêts catholiques classiques. Pour vraiment agir, il faudra que la confirmation de la débâcle rexiste se précise encore et laisse envisager avec confiance de nouvelles élections. Même alors, les seuls parlementaires à ne pas craindre de manipuler le "pelure d'orange" seront des marginaux, des éternels francs-tireurs comme Nothomb, d'Aspremont-Lynden et de Dorlodot.

IIe PARTIE : L'ACTION

I. GROUPES DE PROPAGANDE ET DE PRESSION

Nous venons de souligner le fossé séparant les expressions de sympathies envers les Nationalistes espagnols dans les organes de presse catholiques ou de droite de l'extrême retenue de la formulation de ces opinions sur le terrain parlementaire. Au plan de l'*action* en faveur de Franco, le même fossé existera au sein de la droite belge entre des sympathies somme toute fort platoniques, exprimées sur le même mode de 1936 à 1939 et le fait que toutes les concrétisations de ces sympathies aient été, jusqu'à la fin de 1938, circonscrites à des secteurs bien précis de la droite, à des groupes en quelque sorte marginaux.

Il faut toutefois se garder de l'anachronisme qui consisterait à chercher dans l'action en faveur de Franco et des Nationalistes d'Espagne une sorte de préfiguration ou de répétition générale de ce que sera la collaboration en Belgique occupée, anachronisme entretenu par ceux qui voudraient pouvoir définir le choix des attitudes

en 1940 par rapport à un clivage pré-existant et dans lequel la défaite et la présence allemande n'auraient rien à voir :

"...Après l'affaire d'Ethiopie vint l'affaire d'Espagne. En un clin d'oeil, les passions à demi-éteintes se rallumèrent. De droite à gauche, l'on recommença à se traiter comme de turc à more parce que des voisins, des parents, de vieux camarades, n'avaient pas la même opinion sur les mérites respectifs du phalangisme et du Frente Popular, des brouilles éclataient; on se lançait à la tête d'effroyables injures. Un fossé s'ouvrait qui ne se refermerait plus (1) ..."

Or, si cette analyse pourrait à la limite correspondre au cas de la France, les lignes de partage étaient beaucoup plus floues en Belgique. A l'exception de groupes fascisants- qui admirent plus la Phalange que Franco — mais dont l'antigermanisme foncier empêchera tout amalgame facile, à l'exception de petites chapelles qui ne voient dans le soutien aux Nationalistes que l'occasion d'une campagne anti-maçonnique et anti-sémite, c'est le caractère de *croisade* catholique qui conditionne l'engagement actif en faveur de Franco et qui va recruter des hommes dont l'attitude en 1940-44 sera aux antipodes de la collaboration, tandis que, paradoxalement, les futurs collaborateurs seront souvent tièdes ou réticents dans la concrétisation de leurs sympathies franquistes.

REX

Ce serait péché d'anachronisme, le pire en histoire, que de juger les positions du rexisme, ou celles de Léon Degrelle ce qui n'est pas la même chose, à la lumière de ce que nous savons du parangon de la croisade antibolchevique de 1941, de celui qui se proclama le fils spirituel de Franco après avoir été celui d'Hitler et au travers d'un filtre déformant constitué par les légendes du rexisme pendant la guerre et les simplifications de l'anti-rexisme depuis.

Pendant les premiers mois du conflit, les positions rexistes sur le soulèvement nationaliste, le *Frente* dit *Crapular*, le rôle attribué à la franc-maçonnerie et les atrocités en zone républicaine ne se distinguent guère de ce qu'on trouvait dans les feuilles conservatrices et catholiques. Quand l'*alzamiento* se produit en juillet, Degrelle vient d'entamer sa grande campagne *REX OU MOSCOU*, aussi saisit-il avec empressement ce nouveau thème de propagande :

(1) Robert POULET, *L'Oiseau des Tempêtes. Mémoires inédites*, p. 71 (communiqué par Alain Dantoing que nous remercions).

"...De grâce, Belges, soyez donc moins aveugles, n'attendons point que le socialisme et le communisme aient frappé à mort le pays pour essayer de refouler son agonie ! Belges, entre Rex et cela, il est temps de choisir. Ou vous périrez avec eux ! Ou vous vous sauverez avec nous (2) !"

Or, le lecteur de la presse rexiste avait jusqu'en juillet 1936 été soumis à d'étranges revirements dans les analyses rexistes de la situation hispanique. Au lendemain des élections espagnoles, Degrelle avait écrit : "il ne faut pas exagérer l'importance de la victoire des gauches en Espagne. Cette victoire est celle d'une concentration quelque peu factice et qui déjà se décompose". *El Jefe* Gil Robles, qui avait été l'idole de Rex en 1933-35 et dont la C.E.D.A. était citée en exemple aux catholiques belges (3), se voit attribuer la responsabilité de la défaite par son recours au style fasciste :

"...C'est déjà trop que les apparences [...] On comprendra dès lors tout l'enseignement que nous pouvons nous mêmes retirer de cette expérience et combien nos entreprises diffèrent heureusement de celles du leader espagnol (4) ..."

Un an plus tard, pendant la campagne pour l'élection partielle d'avril 1937, Robles le fascisant est devenu pour Rex l'allié des "socialo-communistes et des judéo-maçons (5)", une sorte de précur-

(2) *Pays Réel*, 20-VII-36, "Les gauches au pouvoir, c'est la guerre civile !" par Léon Degrelle.

Le 12 août 1936, le député rexiste Gustave Wyns alla négocier à Berlin la livraison de rotatives pour l'impression d'un million d'exemplaires gratuits de la presse rexiste à distribuer le dimanche dans les milieux ouvriers : "Les répercussions de la situation espagnole et française pèsent à un tel point sur la vie politique belge que les industriels qui ont rejoint le parti rexiste ont décidé d'accepter ce sacrifice" (rapport du département de presse de l'Auswärtiges Amt, 13 août 1936, publié dans Emile KRIER, *Le Rexisme et l'Allemagne 1933-1940. Une documentation*, dans *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale*, n° 5, 1978, p. 202).

(3) *Soirées*, 30-VI-33; 1-XII-33 : "... Quand nous avons indiqué notre ami Gil Robles et le groupe issu de la magistrale équipe formée par notre autre ami Angel Herrera à *El Debate*, comme le seul espoir d'une régénération espagnole, beaucoup ont pensé que nous obéissions davantage à notre affection personnelle pour ces jeunes hommes qu'à une saine compréhension du problème. Aujourd'hui nous avons bien le droit de triompher..."

(4) *Rex Illustré*, 26-II-36.

(5) Tract électoral "Sa Sainteté le Pape Pie XI invite de façon pressante les fidèles à lutter contre le COMMUNISME [...] Des milliers de catholiques n'ont pas tenu compte de ce saint avertissement aux dernières élections es-

seur du "zeelando-marxisme". Outre l'évidente radicalisation et fascisation du mouvement, ces textes montrent bien que la guerre d'Espagne est avant tout pour Rex un facile argument de propagande en politique *intérieure* belge, un moyen de dissocier les partis de la majorité (6).

En effet, à côté des rodomontades *REX OU MOSCOU*, le mouvement de Degrelle va, jusqu'à la mi-1937, s'imposer une sorte de retenue dans la formulation de son admiration pour Franco, et éviter d'être impliqué directement dans l'aide à ce dernier. Le député rexiste Gustave Wyns avait éludé à la mi-août 1936 une demande allemande d'appui de Rex à la *Ligue Anti-Komintern* et d'envoi d'une délégation féminine rexiste à Genève où, à propos des événements d'Espagne, devait se réunir la "ligue féminine internationale contre la guerre et le bolchévisme" (7). Cette prudence se renforça sans doute quand Degrelle put s'apercevoir des armes qu'il fournissait à ses adversaires en semblant s'aligner sur Franco et en renforçant l'hypothèse d'une conjuration fasciste internationale. En septembre 1936, René Lust, le chef de Rex-Bruxelles, effectua en Espagne un voyage de reportage et fut reçu par Franco. *Le Pays Réel* s'empressa de publier en première page un portrait signé du généralissime, accompagné du titre flamboyant "Je suis sûr que Rex gagnera sa bataille comme nous gagnerons la nôtre" et une interview aux termes manifestement sollicités (8), qui fournit aux adversaires

pagnoles en votant pour les Azanas et démocrates chrétiens à la Gil Robles, la main dans la main avec les socialo-communistes et les Judéo-maçons pour le FRENTE POPULAR. Ils ont signé eux-mêmes leur arrêt de mort. CATHOLIQUES, écoutez la voix de Sa Sainteté et votez CONTRE MOSCOU quel que soit le visage derrière lequel il se cache". Un autre tract, signé par deux abbés liégeois P. Ansiaux et E. Closset, tirait argument de l'encyclique *Divini Redemptoris* de mars 1937, pour, avant le "coup de crosse" de l'Archevêque, souligner que "c'est une trahison de la part de certains dirigeants de droite, de lier partie avec l'ennemie de leur propre cause contre l'un des défenseurs de cette cause, et de s'exposer ainsi à faire en Belgique le lit de la Révolution rouge dont la Russie, l'Espagne et même la France nous étalent les horreurs" (Archives de Malines, pièces communiquées par Mr. Alain Dantoing, que nous remercions).

(6) DE SMET, *Les partis politiques belges et la Guerre civile espagnole*, p. 702; GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 516; ETIENNE, *Le mouvement rexiste...*, p. 115-116.

(7) Rapports de l'ambassade des 17 et 21 août 1936, cités dans KRIER, *La Rexisme et l'Allemagne*, p. 179.

(8) *Pays Réel*, 23-IX-36, photo simplement signée mais grand titre en rouge. Le texte des paroles de Franco est peu crédible : "J'aurais voulu (Degrelle) recevoir moi-même et lui dire mon admiration. Je connais bien le mouvement rexiste. Est-il besoin de vous dire qu'il a toute ma sympathie? Je suis sûr que Rex gagnera sa bataille comme nous gagnerons la nôtre car le Rexisme est une mystique et la foi force la victoire".

du rexisme une contre-propagande facile, au moment même où l'opinion s'indignait de l'accord Rex-VNV et du voyage de Degrelle à Berlin (9). Peu après, des déclarations imprudentes de Degrelle à une journaliste de l'hebdomadaire français *Marianne* alimentaient la polémique et confortaient les tenants d'un vaste complot international ourdi par Berlin et dont Degrelle et Franco seraient les exécutants (10).

Il y eut donc une courbe rentrante du rexisme, imposée par ailleurs par le fait que l'essentiel de ses campagnes portait désormais sur les embauchages de volontaires et les livraisons d'armes organisées par les partis de gauche et d'extrême-gauche en faveur des Républicains. Réclamer des poursuites contre les "charognards" au nom de la politique officielle de non-intervention obligeait Rex à une vertueuse neutralité dans le conflit espagnol, réclamant la répression de *tout* recrutement. A la Chambre, interpellant Kamiel Huysmans à propos de son voyage à Valence, Pierre Daye, par ailleurs actif dans les groupes de pression franquistes, tiendra encore à déclarer en février 1937 : "Nous sommes remplis d'horreur en lisant tous les jours les faits qui se passent là-bas. Je ne prends ici parti ni pour l'un ni pour l'autre camp (11)".

A partir du printemps 1937, le ton va se durcir et toute équivoque disparaître. Léon Degrelle lui-même prend la plume pour stigmatiser en mai 1937 "La Franc-Maçonnerie, tyran de l'Espagne (12)".

(9) Marcel-Henri JASPAR, *Souvenirs sans Retouches*, t.I., Paris, 1968, p. 205 et 213 montre bien l'utilisation de ces propos par l'anti-rexisme. Il signale p. 205 le voyage de Lust et les *propos* de Franco mais reproduit plus loin le texte du discours prononcé à la tribune de la Fédération bruxelloise du Parti Libéral le 10 octobre 1936 : "Est-ce cela qu'ont voulu les 300.000 Belges qui ont voté pour Rex le 24 mai. Se rendent-ils compte de ce qu'il y a d'insensé et d'odieux dans la publication dans *Le Pays Réel* d'une photo, offerte à M. Lust, chef de Rex-Bruxelles, par le général Franco et qui porte comme dédicace : "Je vaincrai en Espagne comme Rex vaincra en Belgique ?" Se rendent-ils compte de la formidable duperie dont ils ont été les jouets ?"

(10) *Marianne*, 28-X-36 : "La France [...] va être encerclée par les pays qui ont une autre idéologie que la sienne : Italie, Allemagne, Espagne, il ne manque plus que la Belgique pour fermer le cercle... Et c'est moi qui le fermerai". Sur l'utilisation de ces paroles, voir F. DENIS, *Rex est mort*, in-12, Bruxelles, 1937, p. 68 et la réplique du sénateur communiste Noël au Baron de Dorlodot qui agitait les craintes provoquées par le vieil article du *Peuple* "Après l'Espagne, la France; après la France, la Belgique": "c'est Degrelle qui a dit : "Après l'Espagne, je fermerai le cercle des pays fascistes autour de la France" (*Annales parlementaires, Sénat*, 128-XI-36, p. 40).

(11) *Annales parlementaires, Chambre*, 10-II-37, p. 603.

Aux thèmes traditionnels de l'anticommunisme, des atrocités des Rouges et de la défense des catholiques espagnols viennent s'adjoindre l'identification idéologique de Rex et de la Phalange (13) et la proclamation de Franco comme "apôtre" de la croisade anti-marxiste (14).

Rex ne se démarque guère en cela des positions de la droite et de l'extrême-droite belges. Mais ce qui reste sa caractéristique, c'est l'utilisation constante des événements d'Espagne pour les besoins de la politique *intérieure* belge et de la lutte contre les partis traditionnels. C'est sous cet angle, et non celui d'un soutien aux thèses franquistes proprement dites, qu'il agit (15), et que souvent il commet des pas de clerc. Les interpellations musclées de novembre 1936 sur les affaires de recrutements et de fournitures d'armes avaient été solidement charpentées et documentées grâce à des "infiltrations", à des papiers dérobés ou à des "fuites" provenant des milieux judiciaires ou policiers sympathisants. En revanche, on peut se demander pourquoi Rex, et Léon Degrelle en particulier, se lancèrent tête baissée en janvier 1938 dans une campagne d'une extrême violence contre le Professeur Allard de l'ULB et les ministres Arthur Wauters et Marcel-Henri Jaspar à propos d'une affaire remontant à 1936 de livraison d'avions déclassés de la *Sabena* aux Républicains, livraison jamais effectuée et antérieure à la politique de non-intervention (16). A la fin de décembre 1937, un fonctionnaire du Ministère de la Santé Publique (17) avait fourni à Degrelle la photographie de deux lettres d'Allard à Wauters, de juin-juillet 1937, relatives à une intervention auprès du Ministre des Transports afin que l'argent versé par les Espagnols pour les avions bloqués puisse être transformé en camions et vivres, dont l'exportation était légale (18). Croyant de bonne foi, ou feignant de croire, à des manoeuvres pour tourner la législation belge et fournir les avions (confondus avec des avions neufs de Gosselies), Degrelle va lancer fin janvier de violentes attaques, d'autant plus mal venues que le mèche avait été éventée par

(12) *Pays Réel*, 11-V-37.

(13) *Idem*, 23-IV-37.

(14) *Idem*, 3-IV-38.

(15) DE SMET, *op.cit.*, p. 702.

(16) Sur cette affaire compliquée, où l'on retrouve le munitionnaire Bollanos, l'intermédiaire hollandais Perel et dans laquelle la *Sabena* eut un rôle controversé, voir la communication de Michel VINCINEAU *Les exportations belges d'armes*.

(17) Sur les nombreuses "fuites" en provenance de ce Ministère à destination des rexistes, voir Achille DELATTRE, *Souvenirs*, in-8°, Cuesmes, 1957, pp. 198-208.

(18) Les deux lettres sont publiées dans *Le Pays Réel*, 29-I-38.

un écho de *Cassandre* le 25 décembre et surtout un article du *Popolo d'Italia*. Déclenchées simultanément le 27 janvier dans le *Pays Réel* et par une interpellation de Leruitte à la Chambre (qui se termina par un pugilat et l'exclusion de Sindic) (19), les attaques rexistes vont être repoussées sans peine par Wauters et Jaspar, soutenus par le Premier Ministre Janson le 1er février (20). Le Gouvernement interdira le meeting rexiste qui devait exploiter l'affaire, qui sombrera dans le ridicule avec des explications embarrassées de Degrelle se prétendant victime d'une provocation policière et d'une intoxication à l'aide de faux (21). Que le Gouvernement ait monté l'affaire pour déconsidérer Degrelle a parfois été avancé (22), qu'il l'ait laissé s'enfermer lui-même est plus probable. Les milieux les plus engagés dans le soutien à Franco jugeaient sévèrement la légèreté de Degrelle (23), le groupe rexiste de la Chambre s'était désintéressé de

(19) Voir le numéro spécial du *Pays Réel*, 27-I-38 et celui du lendemain après les incidents violents de la Chambre (*Annales Parlementaires, Chambre*, 27-I-38, pp. 545-548).

(20) *Pays Réel*, 29-I-38, 30-I-38, 2-II-38, 5-7-II-38, etc...; *Annales Parlementaires, Chambre*, 1-II-38, pp. 565-575.

(21) *Pays Réel*, 4-II-38: "...C'est dans le courant de décembre qu'on nous fit prendre connaissance des documents Allard. Au début, la signature des photos nous avait induit en erreur. Nous croyions lire le nom Collard. Il fallut quinze jours de recherches avant de découvrir l'Allard aujourd'hui célèbre. On mit quinze jours encore à vérifier l'authenticité des documents..." Cela est d'autant plus étonnant que les deux documents étaient sur papier à en-tête des services du Professeur Allard à Liège et à Bruxelles et qu'il n'y avait qu'un seul professeur de sciences appliquées enseignant dans les deux universités! La suite des "explications" de Degrelle devient rocambolesque au sujet de deux autres documents fournis par son informateur: "...Jusqu'au lundi, nous multiplâmes les recherches. Nous fûmes frappés, ce jour là, par l'insistance avec laquelle le personnage du Ministère de la Santé était revenu deux fois nous voir pour nous pousser à utiliser sa lettre au Parlement le lendemain. Cette insistance nous parut si louche qu'après avoir cuisiné à fond l'individu, devant témoins, nous fûmes pris de doutes tels que de nouvelles vérifications furent entamées, la nuit de lundi à mardi. A onze heures du matin, des graphologues extrêmement compétents étaient parvenus à établir que l'écriture était une écriture truquée. En même temps, nous avions appris que le faussaire avait rencontré des policiers la veille et que l'un d'eux s'était même rendu personnellement le soir à son domicile particulier. Si nous avions cédé à une certaine nervosité ou à de la passion, nous fussions tombés dans le piège et les documents Allard semblaient dans cette machination..."

(22) ETIENNE, *op.cit.*, p. 115 note 75 citant Robert Poulet.

(23) *Légion Nationale*, 5-II-38: "...Il est regrettable qu'au sujet de cette affaire, on ait alerté la presse étrangère, promettant des révélations sensationnelles, d'une portée européenne. Il semble bien que le chef de Rex a cédé. — contrairement, nous dit-on, aux sages conseils de certains parle-

l'affaire (24) et c'est sans conviction que De Mont l'avait portée au Sénat (25). La grogne gagna même les étudiants rexistes de Liège qui tinrent à faire savoir "Il ne faut pas se le dissimuler, il y a des moments où Monsieur Degrelle nous décourage. Nous voulons qu'on sache une fois pour toutes qu'il y a des romans policiers auxquels nous ne croyons pas (26)".

Degrelle n'eut pas beaucoup plus de chance avec l'autre campagne "espagnole" entreprise en 1938, l'exhibition dans les meetings rexistes préparatoires aux élections communales, de la Flandre (27) au fond des Ardennes (28), de combattants déçus des Brigades Internationales (29). L'un d'eux, Lemoine, sera arrêté à deux reprises, en mars 1939 pour propagande nazie et en janvier 1940 pour espionnage, et ses liens avec le rexisme ne manqueront pas d'être exploités par les adversaires de Degrelle (30).

Au sein de l'extraordinaire *melting pot* de tendances contradictoires (d'un ouvriérisme chrétien exacerbé au fascisme en passant par les vestiges maurrassiens) qu'est le parti rexiste en 1936, l'action en

mentaires rexistes — à la tentation de déclencher un immense tapage, sans s'être assuré préalablement de la signification réelle et complète des documents qu'il détenait et sans envisager les conséquences du "coup", s'il ra-tait..."

(24) *Pourquoi Pas ?*, 4-II-38, p. 334 : "...Il est visible que cette campagne de M. Degrelle a surtout jeté le désarroi dans son équipe parlementaire. M. Pierre Daye ne s'est pas montré au Parlement... Seul, M. Leruitte a donné la réplique, et l'on sait comment, aux ministres transformés en accusateurs. A ce moment déjà, la moitié du double peloton rexiste avait disparu de l'hémicycle..."

(25) *Idem*, 11-II-38, p. 411; 18-II-38, p. 497 : "...M. de Mont mit les rieurs de son côté en comparant respectivement à un saumon et à une sardine la préparation tintamaresque de l'affaire dans le "Pays Réel" et son déballage au Parlement [...] Le leader degrellien fit un acte de foi dans le Chef, dont il déclara ne vouloir jamais se désolidariser, mais qu'il venait de couvrir de coups d'épingle un quart d'heure durant..."

(26) Article de *Vlan* cité dans *Gazette de Liège*, 26-27-III-38. A la suite de cet article, le journal de "Rex-Univ" fut expulsé du local rexiste (G. LA-HAYE, *Le Parti Rexiste dans l'Arrondissement de Liège, 1935-1940*, mémoire de licence, Université de Liège, 1979-80, pp. 130-131).

(27) Rudi VAN DOORSLAER, *Les volontaires gantois pour les Brigades Internationales en Espagne*, dans *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale*, n° 6, 1980, p. 176.

(28) Pascale LEYDER, *Le Rexisme dans la province de Luxembourg 1935-1940*, mémoire de licence, Université de Liège, 1983-84, p. 128.

(29) ETIENNE, p. 115.

(30) Ph. THAYSE, *Le Parti Rexiste aux élections de 1939*, mémoire de licence, U.L.B., 1973-74, p. 177; ETIENNE, p. 165.

faveur de Franco va surtout être l'oeuvre de Pierre Daye, qui occupe au sein du mouvement une position marginale, à la fois mentor et aîné, chargé des affaires *sérieuses* mais aussi celui dont les positions politiques sont à la fois modérées par rapport aux outrances verbales des éliacins de son parti et proches des positions vieille-droite de la *Fédération des Cercles* (31). Au sein de la Commission des Affaires Etrangères, il intervint dès juillet 1936, aux lendemains immédiats du soulèvement, en faveur d'une reconnaissance de Franco et revint ensuite régulièrement à la charge (32). Le 9 février 1938, sa demande d'interpellation du président de la Chambre, Kamiel Huysmans, au sujet d'un discours prononcé à Barcelone en faveur du *Frente Popular*, provoqua entre députés une bagarre, au sens physique du terme, restée célèbre (33).

On notera toutefois que ce militantisme de Daye passait pour très personnel (34). Il est l'unique rexiste à fréquenter assidûment les "déjeuners pour l'Espagne" d'*Action et Civilisation* et des *Amitiés*

(31) P. DAYE, *Mémoires*, chap. XXXV, pp. 819-820 (C.E.R.H.S.G.M.).

(32) *Idem*, p. 821 : "...Je faisais partie de la Commission des Colonies [...] et aussi de celle des Affaires Etrangères. Je suis fier d'avoir, dès le mois de juillet 1936 déjà, posé au ministre Spaak, des questions au sujet du général Franco, qui venait de prendre la tête de la révolution espagnole. Depuis ce moment, et jusqu'au triomphe de l'entreprise phalangiste [...] je ne cessai d'ailleurs jamais de profiter de chaque occasion pour plaider en faveur d'une reprise des relations entre la Belgique et l'Espagne nouvelle. Accueilli au début par des refus catégoriques et pleins d'ironie de Spaak, je devais avoir la joie de voir celui-ci peu à peu évoluer..."; DAYE, *Trente-deux mois chez les députés*, in-12, Bruxelles, 1942, p. 43 : "...J'avais aussitôt saisi l'occasion de la première réunion de la Commission des Affaires Etrangères pour poser au ministre, qui était M. Paul-Henri Spaak, des questions relatives à l'attitude du gouvernement belge vis-à-vis de cette grave affaire. M. Spaak, avec le ton de supériorité qu'il affectait, trancha : "La question ne se pose pas. Mes services me signalent que le général rebelle (c'était Franco) n'a aucune chance. Nous avons les meilleurs rapports avec le gouvernement de la république espagnole. Je désire que l'on ne nous fasse pas perdre du temps à examiner des problèmes aussi inopportuns. "C'était net et M. Louis Piérard approuva M. Spaak..." Lors de la séance de la Chambre du 24 novembre 1936, le socialiste Louis Piérard fera allusion à cette demande d'un député rexiste fin juillet 1936, mais sans citer le nom de Daye (*Annales Parlementaires, Chambre*, 24 nov. 1936, p. 194, c. 1).

(33) DAYE, *Mémoires*, ch. XXXVI, pp. 842-843 et *Trente-deux mois...*, pp. 44-47; H. CARTON DE WIART, *Souvenirs politiques (1918-1951)*, in-8°, Bruxelles, 1981, p. 198.

(34) On remarquera que la brochure du Commandant de Launoy, *Les Bombardements de Barcelone*, in-°, Bruxelles, 1938, p. 3 le cite parmi les exceptions qui ont "tels les Crokaert, d'Aspremont-Lynden, Pierre Daye pris nettement position en faveur de Franco".

Belgo-Espagnoles, où il rencontre ses amis Paul Crokaert et Charles d'Aspremont-Lynden (35). Quand le 5 mars 1938, il participera à leurs côtés et avec le député permanent libéral Jules Hansez à un meeting organisé salle *Patria* en faveur de Franco, on y verra moins une prise de position rexiste que l'amorce d'un ralliement de Daye au parti catholique, ralliement qui n'interviendra, comme on le sait, qu'en mars 1940 (36).

D'ailleurs, quand Daye effectue en avril 1938 un "voyage triomphal" en Espagne, ce n'est pas en tant que délégué de Rex mais comme reporter de *Je Suis Partout* et en compagnie de Pierre Gaxotte et de José-Félix de Lequerica, le futur ambassadeur d'Espagne. Il put ainsi interviewer les généraux Davila, Vigon, Queipo de Llano et Franco lui même. "A ma rentrée, et tout brûlant encore des grands spectacles révolutionnaires qu'en Espagne j'avais contemplés, je fis plusieurs causeries dans la capitale et dans d'autres villes du pays, et j'apportai même mon message à des meetings rexistes qui se tenaient au Palais des Sports (37)."

C'est du reste le journaliste de renom international bien plus que l'homme politique Daye qui fut reçu par Franco. Le Caudillo, qui attendait sa reconnaissance par la Belgique officielle, ne tenait pas à se compromettre avec l'opposition rexiste : en juin 1938, Casa Rojas, directeur des Affaires Etrangères de Burgos, expliqua à Delcoigne, notre envoyé officieux en zone nationaliste, que Franco avait à plusieurs reprises refusé des demandes d'audience de Degrelle et ce

(35) DAYE, *Mémoires*, ch. XXXVIII, pp. 867-868.

(36) *Pourquoi Pas ?*, 11-III-38, p. 730 : "...Tout cela était d'ailleurs charmant, même le discours de ce bon M. Hansez, député permanent libéral, dont on se demandait ce qu'il venait faire dans cette galère catholique. Mais ce qui était plus drôle, c'était de voir trôner, au milieu de la scène de *Patria*, Pierre Daye, en personne, très à son aise parmi les conservateurs catholiques, et leur adressant mille risettes, mille petits bonjours. Le général Franco se trouvait, samedi, en très bonne compagnie avec M. d'Aspremont. Mais M. Pierre Daye faisait un peu tache dans ce milieu très bien pensant, à la place qu'occupe généralement M. Corneille Fieullien. Est-ce à dire vraiment que M. Pierre Daye soit prêt, comme on l'a affirmé, à rentrer le giron du vieux parti de Woeste..." Sur le passage de Daye à l'Association Catholique de Bruxelles en mars 1940, voir J. GERARD-LIBOIS et J. GOTOVITCH, *L'An 40*, p. 33, note 20.

(37) DAYE, *Mémoires*, pp. 868-878. Le reportage fut publié dans *Je Suis Partout*, 27-V-38 sous le titre "Victoires d'Espagne" et republié ensuite comme ch. VII du livre de Daye *Par le Monde qui Change*. Voir aussi Pierre-Marie DIOUDONNAT, *Je Suis Partout 1830-1944. Les Maurrassiens devant la tentation fasciste*, in-8°, Paris, 1973, p. 147. Au cours de leur séjour, Daye et Gaxotte rencontrèrent le pilote belge Rodolphe de Hemricourt de Grunne, de la chasse franquiste (lettre de R. de Grunne du 5 mai 1938, communiquée par Mr. J.L. Roba).

dans le but de hâter sa reconnaissance par le gouvernement belge (38).

Même lorsque la victoire franquiste sera proche et la reconnaissance *de jure* imminente, ce n'est qu'avec beaucoup de difficulté et à l'intervention directe de la Phalange que le "Chef de Rex", envoyé spécial de l'hebdomadaire français *Gringoire*, pourra effectuer un séjour de dix jours en Espagne et être reçu par Franco (39). Sa préten-

(38) Rapport Delcoigne du 30 juin 1938 (A.M.A.E.B., n°11.169), cité dans J. GOTOVITCH, *La Belgique et la guerre civile espagnole...*, p. 516, note 55.

(39) *Pourquoi Pas ?*, 10-III-39, pp. 766-767 : "...Parlons plutôt des Pâques 1938. En ce temps là, Léon Degrelle était travaillé depuis des mois par une furieuse envie d'aller voir ce qui se passait exactement de l'autre côté des Pyrénées. Curiosité bien légitime d'ailleurs et que comprendront tous les chefs de parti soucieux de leur avenir. Il ne suffit pas cependant de vouloir et de demeurer rue des Chartreux, confiné comme un moine dans sa cellule. Bouclons nos valises ! Oui, bouclons-les, mais annonçons-nous au préalable, pour être poli et bien reçu. Et c'est ainsi qu'un beau jour, M. Paderos, secrétaire du cabinet diplomatique de Queipo de Llano, séant à Séville, apprit qu'un certain M. Léon Degrelle, de Bruxelles, se disposait à lui faire visite. Le *senor Paderos*, assurément très flatté qu'on fit le voyage transpyrénéen pour le venir voir, ouvrit son cœur à un de ses vieux amis belges — Nous devons recevoir ici un de vos compatriotes...Léon Degrelle..Vous connaissez? Il paraît que c'est un homme politique..Quel protocole faut-il sortir pour ce type-là? [...] On n'en sortit aucun et le seigneur Paderos n'eut point l'honneur de présenter ses hommages à Léon. Et pour cause ! A plusieurs reprises déjà, et surtout à partir de cette époque, le chef de Rex avait exprimé le désir d'aller en Espagne. Pas comme tout le monde s'entend : avec pompe, ostentation et interviews radiophoniques, autant que possible. Le bon M. Zulueta, agent officieux de Burgos chez nous, avait reçu ses confidences réitérées. Mais, à chaque coup, le bon M. Zulueta tâchait de l'éconduire poliment, de retarder la réponse favorable. Le moment était bien mal choisi, une offensive était imminente et les occupations du général Franco allaient devenir si absorbantes qu'il ne pourrait avoir le très grand plaisir de recevoir M. Degrelle avec tous les égards des à sa haute situation en Belgique; mieux valait dès lors, attendre des temps meilleurs. Le chef de Rex n'était point insensible à de tels arguments. Il attendit. Il attendait, d'une semaine à l'autre, que la fin des imminentes opérations de guerre permit au général de l'accueillir comme il se devait. Tout de même, le glorieux militaire prenait son temps... Entre nous, Franco n'avait aucune envie de nouer des relations avec notre homme au moment où le débat relatif à l'envoi d'un agent belge à Burgos battait son plein au Parlement de Bruxelles. Il savait combien la négociation était délicate et que tout serait prétexte à nos marxistes pour l'entraver. Léon fut provisoirement sacrifié...Cela pouvait durer éternellement. La patience des hommes politiques a des limites. Et lorsqu'en janvier dernier, l'offensive de Catalogne fut déclenchée, Degrelle n'y tint plus. Le bon M. Zulueta et ses acolytes s'efforcèrent en vain de le retenir [...] Mais si le gouvernement nationaliste ne lui était guère favorable, la direction politique de la Phalange lui serait peut-être plus accueillante. Elle siégeait à Valladolid, la direction politi-

tion, à laquelle la presse rexiste faisait écho, de s'y présenter comme "ambassadeur de la Belgique", sa faconde et son "hypertrophie du moi" provoquèrent des réactions aussi étonnées qu'irritées (40).

Au sein des rexistes de stricte observance, c'est Jean Denis, l'idéologue officiel du parti, qui sera le spécialiste des *cosas de España*, publiant *Romancero 1938*, recueil des hauts faits d'armes des Nationalistes, de ton quasi hagiographique, et *Une Révolution dans la Guerre* consacrée à la doctrine sociale de la Phalange et publiée la même année par un éphémère "Centre d'Etudes Hispaniques" sis à Renaix. Jean Denis publiera plus tard *Espagne Immortelle*, autre recueil de prouesses guerrières, et *L'Heure de Vérité*, roman consacré au thème éternel des frères ennemis sur fond de guerre civile espagnole (41).

Quant à Henri Horward, député rexiste de Verviers, c'est sans doute sa qualité de membre des commissions de la Défense Nationale et de l'Intérieur qui le conduisit à être le vigoureux interpellateur de novembre 1936 sur les affaires de recrutement et de trafics d'armes et à proposer des modifications du Code pénal en ces matières (42). Parti lui aussi en voyage en Espagne au moment de la victoire franquiste, il s'y trouvait encore en mars 1939 (43).

Il importe enfin de souligner qu'à l'exception de Pierre Daye aucune personnalité rexiste de premier plan ne fut active au sein des groupes de pression ou des oeuvres en faveur des nationalistes et que ce n'est que fin 1938 que l'on verra quelques journalistes ou mandataires communaux rexistes manifester enfin quelque activité

que...Degrelle prit son stylo et lui adressa dare-dare un télégramme ainsi conçu : "Je désire entrer en Espagne après un an d'attente". Le lendemain, une Packard de la Phalange faisant la navette entre l'Espagne et Hendaye embarquait lestement et discrètement Léon Degrelle qui franchissait la frontière au nez et à la barbe des autorités gouvernementales..." Sur le séjour de Degrelle, voir L. NARVAEZ, *Degrelle m'a dit*, éd. 1961, p. 13-18; ETIENNE, p. 116; *Gringoire*, 2-III-39; *Pays Réel* du 5 au 12-II-39.

(40) *Pays Réel*, 8-II-39, "L'Ambassadeur de Belgique en Espagne Léon Degrelle" par José Streel insistant sur le fait qu'un grand défilé militaire eut lieu en son honneur. Sur divers incidents, voir *Pourquoi Pas ?* 10-II-39, p. 417 "Son excelzwanze Léon Degrelle" et 17-III-39 "Le collégien de Burgos" d'après des confidences de Paderos.

(41) J. DENIS, *Une révolution dans la guerre. Préface à l'étude de la tragédie hispanique*, in-8°, Renaix, 1938; *Romancero 1938*, in-12, Bruxelles, Ed. Rex. 1938; *Espagne Immortelle*, in-12, Bruxelles, Ed. Ignis, 1941 (écrit avant guerre); *L'Heure de Vérité*, in-12, Paris-Bruxelles, Ed. L'Essor, 1943.

(42) *Le Parlement Belge-Chambre 1936*, Bruxelles, 1937.

(43) Ph. THAYSE, *op.cit.*, p. 103, d'après *Gazette de Liège* du 10-III-39.

à l'Information Espagnole ou à l'Union Hispano-Belge (44).

ORGANISATIONS ANTI-COMMUNISTES

Comme José Gotovitch l'avait bien fait remarquer sur base d'études de Chris Celis et Luk Kongs, la droite belge n'avait pas attendu l'assassinat de Calvo Sotelo et le soulèvement militaire pour faire de la République espagnole et du *Frente Popular* la cible de ses attaques (45). Pour elle, les événements d'Espagne sont une "leçon de choses (46)" qui démontre la faiblesse de la démocratie parlementaire face à la subversion marxiste et peut, face au danger, refaire l'union des catholiques. Les émeutes antireligieuses, les incendies d'églises sont des leviers puissants que l'on ne se privera pas d'utiliser, le "traitement homéopathique du voisin espagnol (47)".

L'Espagne permet de réactualiser le thème quelque peu usé du bolchévique au couteau entre les dents, avec d'autant plus de succès que les victimes sont des catholiques, ce qui aide les identifications inconscientes. Le Père Morlion, vigoureux prédicateur de cette nouvelle croisade, "spécule sur la curiosité de la masse flottante, la plus exposée à la propagande communiste. La plupart des hommes se laissent aisément conduire par leur imagination et leurs sentiments. Il faut donc créer une imagination et un sentiment anti-communiste. C'est à dessein qu'ainsi la première affiche donne dans le genre macabre. Une église en feu, des cadavres mutilés, des ruines, le tout associé à l'idée du communisme (48)".

(44) On notera cependant un meeting contradictoire à Aubange, le 29 octobre 1937 entre Léon Degrelle et Paul Nothomb, ancien des Brigades Internationales — en fait l'escadrille Espana — et fils du sénateur catholique (LEYDER, *op.cit.*, pp. 113 en 163). Citons encore comme "cas" d'ancien volontaire des Brigades Internationales recruté par la propagande rexiste celui du réfugié allemand Schmitz à Verviers (voir Octave PETRY, *Prisons Allemandes. Récits d'un journaliste belge prisonnier de la Gestapo*, in-8°, Verviers, 1944, p. 32).

(45) J. GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 513; Chris CELIS, *De Belgische publieke opinie ten overstaan van de Spaanse Burgeroorlog (1936-1939) in 1936. Persstudie*, mémoire de licence, K.U.L., 1973.

(46) Lettre de l'Abbé van den Hout à Gonzague de Reynold, septembre 1936 citée dans la communication de Christian Grognaard.

(47) R. VERLAINE, *Sans Haine et Sans Gloire*, in-8°, Li-ge, 1945, p. 124.

(48) "Rapport de la Réunion anti-communiste tenue à Liège le jeudi 18 mars 1937", dactylographié (Séminaire d'Histoire Contemporaine, Université de Liège). Etaient présents plusieurs chefs d'entreprise d'opinion catholique : Henri et Paul Doat (*Cie Générale des Conduites d'Eau*), Francken (*Espérance-Longdoz*), Houbaer (*Cockerill*), Paquot (charbonnages Espérance-

La guerre d'Espagne est pour le Père Félix-André Morlion un thème essentiel de propagande anti-communiste dans les colonnes de sa feuille bi-hebdomadaire *De Waarheid*, tirant à 20.000 exemplaires, éditée par les Dominicains de la Ploegstraat d'Anvers et diffusée dans les villages des Flandres par les soins de la *Katholiek Perscentrale* et des *Offensief-Brigades* fondées en 1933 pour combattre, au besoin à coups de poing, l'immoralité des spectacles (49). Abondamment illustrée, dotée de gros titres en rouge, utilisant un langage populaire, *De Waarheid* publiera des numéros spéciaux sur la "croisade" d'Espagne (50), louant Franco mais préférant dans son camp les "démocrates" de l'*Accion Popular* et de *Renovacion Espanola* aux "totalitaires" de la Phalange et des Réquetés (51). Le Père Morlion et ses confrères utilisent le cas espagnol pour combattre le communisme en Belgique (52), et plus particulièrement en Flandre, mais leurs appels aux jeunes catholiques pour qu'ils soient, si besoin était, prêts à combattre, "à avoir le courage de se battre pour défendre la religion (53)" resteront purement oratoires, sans applica-

Bonne Fortune), Léonard (*Angleur-Athus*), Timmermans (*Ateliers de la Meuse*), Goffart (charbonnages du Gosson), de Spirlet (chemins de fer du Nord-Belge), de Lannoy (*Banque de Bruxelles*), le Baron van Zuylen et Sadzot. Parmi les excusés le Sénateurs Hanquet et les dirigeants de *Phénix-Works*, *Englebert*, *Tubes de la Meuse*, *Vieille Montagne*, charbonnages de Wérister, etc...

(49) Sur le Père Morlion, né à Dixmade en 1904 et son action au sein du DOCIP (*Documentatiecentrum voor de Cinematografische Pers* fondé en 1932, de la K.F.L. (*Katholieke Film Liga*) et de la K.P.C. créées en 1932, des éditions *Geloofsverdediging* et de l'*Offensiefbeweging*, voir G. VAN HAVER, *Onmacht der Verdeelden*, pp. 122-124; W. DE BOCK, *Les plus belles années d'une génération*, in-8°, Berchem-Bruxelles, 1983, pp. 45-53; M. VAN WOUWE, *Katholieken en Boljewisme 1933-1940. Organisaties en personen uit de Katholieke Wereld tegenover het begrip boljewisme in de vooroorlogse crisistijd*, mémoire de licence, Rijksuniversiteit Gent, 1976, pp. 83-89.

(50) Notamment celui du 15 juillet 1937 *Een jaar godsdienstoorlog*.

(51) Sur les opinions exprimées par *De Waarheid* (dont l'édition destinée à la West-Flandre portait le titre *Voorwaarts !*) voir Beatrijs FOUBERT, *De Spaanse Burgeroorlog in Katholiek en rechts Vlaanderen (1936-1939): Katholieke en rechtse stellingnamen onderzocht in de periodieke pers*, mémoire de licence, V.U.B., 1984, pp. 135-139 et 241-243; Karin WOUTERS, *Denken en doen van de Katholieke Kerk in België in confrontatie met de Spaanse Burgeroorlog (1936-1939)*, mémoire de licence, Rijksuniversiteit Gent, 1984-85, pp. 126 et 133.

(52) Le titre de *De Waarheid* du 15 septembre 1936 est caractéristique: "Na Spanje, België? NA SPANJE, PUNT!".

(53) *De Waarheid*, 15-VII-37, p. 19 et un texte de Morlion cité dans M. DE WILDE, *L'Ordre Nouveau*, in-8°, Paris-Gembloux, 1984, p. 46.

tion immédiate en faveur d'un recrutement pour l'Espagne.

L'action de Morlion via ses *Offensief-Brigades* restait circonscrite à des milieux catholiques et prêchait des convaincus. Il était indispensable de l'élargir aux autres organisations anti-communistes non-confessionnelles et à des bailleurs de fonds non-catholiques, sans risquer toutefois d'associer la lutte anti-communiste à des conceptions idéologiques trop particulières (54).

En 1936-37, la coordination souhaitée était loin d'être réalisée. Un pacte d'*Union des Forces Anticommunistes* avait été conclu en 1933 entre le Général de Ceuninck d'*Action et Civilisation*, Paul Hoornaert de la Légion Nationale, le Prince Jean de Mérode de la *Ligue Nationale Belge contre le Communisme* et G. Cuissart de Grelle de la "Section Belge du CILACC" mais n'avait pas été suivi de réalisations concrètes, si ce n'est la tenue en commun de quelques meetings (55). Pendant la guerre d'Espagne, *Action et Civilisation* d'une part, la Légion Nationale de l'autre s'engageront à fond en faveur de Franco et développeront leur action dans des domaines particuliers, que nous analyserons séparément.

Quant au CILACC, *Comité International de Lutte Active contre le Communisme*, il avait été fondé en 1929 par un Belge rapatrié d'URSS, Joseph Douillet, auteur du livre à succès *Moscou sans voiles*, assisté de son fils Victor et du futur journaliste rexiste d'origine russe Serge Doring. En dépit de son titre ronflant le CILACC avait une activité limitée, menée avec un nombre réduit d'agents d'origine

(54) "Rapport de la réunion anticommuniste .. 18 mars 1937" : Monsieur Francken note qu'il y a ici uniquement des catholiques et demande qu'on élargisse autant que possible le comité à constituer. Approbation générale sur ce point; Le Père Morlion fait remarquer que les documents pontificaux eux-mêmes demandent à tous les hommes de bonne volonté de participer à la lutte contre l'ennemi commun : le communisme. Monsieur Paquot indique que plusieurs organisations anti-communistes-existent déjà; par exemple, Sepes, la Légion Nationale, et d'autres encore, Il faudrait réaliser l'unité entre ces activités. Le Père Morlion répond que la coordination ne peut se faire que lorsqu'il s'agit de forces distinctes et qu'il faut prendre garde à ne pas associer cette action anti-communiste à des conceptions politiques déterminées et libres, mais qu'elle doit se faire sur une base humaine très large, sur laquelle tout le monde pourra se rejoindre."

On notera à cet égard que le Père Morlion, qui avait entretenu d'excellents rapports avec Degrelle quand Rex était en 1933 un mouvement d'Action Catholique (*Soirées*, 25-VIII-33), fut approché à la mi-1936 pour une action commune dans la campagne *Rex ou Moscou* mais refusa (DE BOCK, p. 47; FOUBERT, p. 136, VAN HAVER, pp. 122-123).

(55) *Légion Nationale*, 2 et 9-VI-33; *CILACC-Documentation anti-communiste*, 1-V-33.

russe : revues de presse, surveillance des immigrés et parfois intoxication des milieux patronaux pour obtenir des subsides. A partir de janvier 1932, les Douillet éditérent un mensuel *CILACC. Documentation Anti-Communiste*, qui eut une édition néerlandaise dès 1933 mais consistait surtout en informations sur l'URSS. La section belge (CILACC-SB) présidée par Cuissart de Grelle, ancien diplomate belge à Saint-Petersbourg, avait surtout pour but d'accréditer la fable de groupes nationaux actifs et de drainer des subsides. Enfin, en 1930, les Douillet suscitérent la création de la *Ligue Nationale Belge contre le Communisme* qu'ils dirigèrent derrière le paravent de personnalités comme le Prince de Mérode, le Baron Vaxelaire et le R.P. Carlos Lefevre et qu'ils abritèrent dans leurs locaux. Par le même principe des vases communicants, ces trois personnalités seront, avec le Commandant de Launoy, du CILACC, parmi les fondateurs d'*Action et Civilisation* (56). En 1936, le CILACC était un peu en perte de vitesse mais les grèves belges, le Front Populaire en France et la guerre d'Espagne lui rendirent une vigueur qui le prolongea jusqu'au début des années 1970. Sa *Documentation anti-communiste* fut abondamment déversée sur la France de Léon Blum (57), et, à partir de mai 1937, les organes français et flamands de la Légion Nationale ouvriront largement leurs colonnes à la reproduction des numéros spéciaux du CILACC sur les menées de l'URSS en Espagne (58).

La guerre civile espagnole va également faire l'essentiel des publications du *Mouvement National Belge contre le Communisme* dont l'organe *Le Front National* affirmait tirer à 100.000 exemplaires mais ne vécut què de septembre 1936 à janvier 1937, mettant l'accent sur les exhumations de cadavres de Carmélites. Nous n'avons pu identifier le groupe se cachant derrière l'éditeur responsable L. Gobet (59). Quant au Comte Guy d'Aspremont-Lynden, frère du leader de la *Fédération des Cercles*, il était depuis 1932 en contact avec la *Ligue Anti-Komintern* de Berlin (60) et l'occasion espagnole lui parut bonne pour lancer un appel à la réconciliation avec

(56) Sur le CILACC, voir Michel MARY, *Introduction aux relations Belgo-Soviétiques (mars 1935-1939). Relations sans Illusions*, mémoire de licence, U.C.L., 1985, p. 208 et surtout les "révélations" d'un agent russe blanc déçu A. REŞANOV, "*Cilacc*" sans voiles. *Sous le drapeau de la "Lutte Active contre le Communisme"*, in-12, Paris, 1933; G. VAN HAVER, *op.cit.* p. 124).

(57) *Pourquoi Pas ?*, 4-XII-36, p. 3495.

(58) *Légion Nationale*, 12-VI-37, 21-III-37; *Het Legioen*, 22-V-37, 7-VIII-37, 14-VIII-37, 21-VIII-37, 18-IX-37; 25-IX-37, 8-I-38; FOUBERT, *op.cit.*, p. 120.

(59) Voir la collection du *Front National* à la B.R. (cote J81047).

(60) M. DE WILDE, *op.cit.*, p. 46.

l'Allemagne au nom de l'anti-communisme (61), ce qui lui valut les foudres des patriotes sourcilleux de la Légion Nationale (62). Tout en continuant ses activités propres, cette dernière prit l'initiative de diffuser auprès de bailleurs de fonds éventuels un appel à la constitution d'un *Fonds de Lutte contre le Péril Communiste* dont la présidence fut confiée au Vicomte Charles Terlinden, professeur à l'Université Catholique de Louvain (63).

Nous reviendrons sur le rôle joué par Terlinden comme véritable "chef d'orchestre" de toute l'action pro-franquiste en Belgique et comme animateur de campagnes de presse et de meetings. Quoique n'appartenant pas officiellement à la Légion Nationale, il passait pour en être un des inspirateurs, voire un des "chefs occultes (64)". Son bon sens lui fit comprendre que le *Fonds de Lutte* dû à une initiative de la Légion risquait de ne guère enthousiasmer les industriels, aristocrates et bourgeois effarouchés par les formations pa-

(61) *Tribune Libre de l'Opinion Publique*, 2-XII-36: "...C'est donc à l'initiative privée qu'il appartient d'organiser la défense. Pour cela, il faut nous mettre en rapport intime et constant avec les organismes anticommunistes de tous les pays. Il faut créer chez nous des groupes de patrouilleurs habiles qui renseigneront sur les intentions de l'ennemi. Il faut aller apprendre, dans les pays qui ont su expulser les Soviets de chez eux, comment il faut s'y prendre. Il faut soutenir par tous les moyens possibles une *Ligue Internationale Anticommuniste* [...] Tous les sentiments nés de la guerre de 1914 doivent s'effacer devant la seule véritable menace: celle de la destruction de notre civilisation. Espérons que l'histoire enseignera à nos petits-enfants que la Paix Mondiale a été rétablie en 1937; par la réconciliation des anciens ennemis ayant mené, coude à coude, le bon combat contre le monstre rouge..."

(62) *Légion Nationale*, 1-I-37.

(63) Tract du "*Fonds de lutte*", s.d. (début 1937), documentation de l'auteur: "Pour organiser cette offensive anti-marxiste il faut de PUISSANTES RES-SOURCES FINANCIERES [...] appel à tous les citoyens belges sans distinction d'opinions politiques ou religieuses. VOUS QUI VOULEZ EVITER A VOTRE PAYS LES HORREURS D'UNE GUERRE CIVILE, QUI VOULEZ LE RESPECT DE VOS LIBERTES, DE VOS FOYERS, DE VOS BIENS. VOUS FEREZ LE SACRIFICE FINANCIER QUI S'IMPOSE. EN DEHORS ET AU DESSUS DES PARTIS ET GROUPES, DEBOUT CONTRE LE COMMUNISME !"

(64) Le Vicomte Terlinden était en contact permanent avec Paul Hoornaert (correspondance de ce dernier, documentation de l'auteur) et prenait fréquemment la parole dans les meetings légionnaires. Au début de l'occupation, il joua un grand rôle dans le passage de la Légion Nationale à la résistance active et comme "idéologue" de la Légion Belge. Sur son rôle de "chef occulte", mais connu de tous, voir le rapport du Lieutenant René Gallant, un des fondateurs de la L.B., au Lieutenant-Colonel Marissal-Londres, 28 oct. 1942, p. 17 et Jean BLUME, *Drôle d'Agenda*, t.I, Bruxelles, 1985, p. 64.

ramilitaires et les bagarres de rues. Aussi se rapprocha-t-il du Père Morlion qui venait de tenir trois réunions avec des industriels à Liège, Anvers et Bruxelles. Le 2 juin 1937, Terlinden réunit à son domicile une série de représentants de la grosse industrie et des milieux économiques et politiques et les "techniciens" de l'action anti-communiste de la DOCIP et de la SEPES (*Société d'Etudes Politiques, Economiques et Sociales*) dont le titre anodin couvrait une véritable agence de police privée anti-marxiste. On ignore au juste qui répondit à l'invitation de Terlinden (65). Son correspondant verviétois, le Vicomte Simonis, lui suggérait d'inclure dans le comité de l'organisation en gestation "un certain nombre de libéraux, comme des Solvay, Lippens, Boël, etc... car quand nous demanderons de l'argent, il ne faut à aucun prix que cela ait l'air d'une oeuvre confessionnelle ou même catholique (66)".

Des patients efforts de Terlinden et du père Morlion va finalement naître au printemps 1938 la COPAC (*Concentration de la Propagande Anticommuniste*), groupe d'abord informel, sans dirigeants apparents et qui sert de collecteur de fonds et de courroie de liaison entre la "Centrale Catholique de Presse", la tête, et la SEPES, le bras et les oreilles (67). Un bulletin *Rassemblement* est lancé en mai

(65) Circulaire d'invitation, Papiers Terlinden, U.C.L., farde p. 36, citée dans M. MARY, *op.cit.*, p. 209, adressée au Vicomte Simonis, Baron de Lannoit (*Ougrée-Marihaye*), Greiner (*Cockerill*), Doat (*Conduites d'Eau*), G. Theunis, A. van der Burch, Plissart, Toback, Le Maigre, Duvieusart, Max-Léo Gérard, M. de Roover, comte H. de Hemptinne, Comte de Liedekerke, H. Story, Général Greindl et Commandant Spiltoir (SEPES), R.P. Moulin (DOCIP), R.P. Van Rooy, etc...

(66) Lettre du Vicomte Simonis au Vicomte Terlinden — 8 juin 1937 (MARY, p. 219, note 107).

(67) Rapport du Dr. Klein, attaché de presse de l'Ambassade d'Allemagne sur l'activité de la Centrale Catholique de Presse et du Père Morlion — 30 mai 1938 (Bonn, Auswärtiges Amt, Belgien, 19, Akten der deutschen Botschaft in Brüssel, Presseabteilung): "...Der Leiter des Unternehmens ist ein flämischer Ordensgeistlicher, R.P. Morlion, der auch die Seele der in enger Verbindung mit der Pressestelle stehenden anti-kommunistischen Propagandastelle COPAC (Concentration de la Propagande Anticommuniste) ist, die ihrerseits in Gemeinschaft mit der SEPES (Société d'Etudes Politiques, Economiques et Sociales) steht und kürzlich die ersten Nummern der in einer Massenaufgabe erschienenen Monatschrift "Rassemblement" herausgebracht..."

Rassemblement-Tract 1938/1 (en fait le premier numéro) affirmait: "...La COPAC n'est pas un secrétariat, une direction ou un comité; c'est l'union souple et vivante de convaincus appartenant à tous les milieux sociaux et venus de tous les coins de l'horizon, dans le pays entier. Nous ne voulons pas palabrer ici au point de vue politique, ni nous attarder sur le point de vue philosophique [...] Allez-vous inscrire au nombre des mobilisés volontai-

1938, devient mensuel, avec une édition flamande *De Volkswacht*, pendant que la souscription d'abonnements de soutien permet la diffusion des feuilles *Le Populaire* ou *Volksblad*, lancée par la SEPES, dans les "milieux menacés" par la presse communiste (68). Parallèlement, le Père Morlion et ses collaborateurs ont réalisé leur rêve de 1937 : une campagne d'affichage, sur fond de guerre d'Espagne et d'église en flammes, avec le slogan "Le communisme, dictature du massacre et de la ruine" (69).

En novembre 1938 enfin, la COPAC se constitua en ASBL fournissant aux groupements le désirant documentation et conférenciers "destinés à promouvoir l'idée de paix sociale et à combattre les principes de lutte des classes et de guerre civile". Terlinden en devint président, avec comme secrétaire le journaliste Charles Janssens (gérant des *Editions Populaires/Volksuitgaven* qui publiaient la presse de la SEPES et de la COPAC) et comme trésorier le commandant Emile Stappaerts, de la SEPES (70). L'osmose entre cette dernière et la COPAC se renforcera en février 1940 quand René de Mal, trésorier adjoint de la SEPES depuis avril 1938, remplacera Jans-

res de la garde de notre peuple pour l'action d'épuration nécessaire..." Ce tract fut tiré à 100.000 exemplaires (l'éditeur reponsible étant Verbauwhe-

(68) *Rassemblement*, n°2, mai 1938 "En payant "Rassemblement", tu payes notre autre journal "Le Populaire"... C'est pourquoi nous te demandons de prendre plutôt l'abonnement de propagande de 20 fr. : Cet abonnement permettra de passer régulièrement "Le Populaire" à tes frères, tandis que toi-même tu recevras le numéro avec son supplément. Tu reçois deux journaux "Rassemblement" et "Le Populaire", le premier est pour toi, le second pour ton voisin. Si tu peux te permettre un effort plus grand et si tu veux bien placer ton argent en payant une prime à l'assurance contre les troubles sociaux (*sic*), prends donc l'abonnement de soutien (50 francs ou plus). Il assurera la diffusion du "Populaire" dans tous les milieux menacés et permettra d'opposer à la propagande communiste une propagande plus puissante, non seulement par le journal, mais encore par le tract, l'affiche comme celle que tu as pu voir déjà sur les murs de toutes les grandes villes et des gros bourgs..."

Le tirage de *Rassemblement* et de ses succédanés à 100.000 exemplaires répondait au désir du R.P. Van Rooy de contrebalancer les tirages spéciaux de la presse communiste (lettre au Vicomte Terlinden du 19 janvier 1938; MARY, *op.cit.*, p. 219, note 106.)

(69) "Rapport de la réunion anti-communiste...18 mars 1937" prévoyant 4.000 affiches, soit 20.000 francs, pour la région liégeoise avec ce slogan, et d'autres affiches ensuite pour un total de 70.000 francs. D'après *Rassemblement*, n°2, quatre affiches tirées chacune à 25.000 exemplaires avaient été placés avant mai 1938.

(70) *Moniteur Belge*, 1938, partie ASBL, p. 850, acte n°1817 du 7 nov. 1938. Parmi les cinq fondateurs, trois (Charles Janssens, De Bueger et Frans Verelst) se donnaient comme journaliste ou publiciste.

sens comme secrétaire (71).

Outre des articles souvent bien documentés — photos à l'appui — sur les "meneurs" étrangers du communisme en Belgique, l'activité de la COPAC et de la *Centrale Catholique de Presse* va se consacrer à deux aspects particuliers de la guerre d'Espagne : l'exploitation du mécontentement d'ex-volontaires déçus des Brigades Internationales et de leur ressentiment à l'égard de l'appareil communiste d'une part, une campagne contre l'agitation communiste au port d'Anvers, et en particulier les sabotages de navires allemands et italiens par l'organisation "Wollveber", de l'autre (72). Deux fois par semaine, les services de la CCP/KPC du Père Morlion publiaient des "Dossiers de Presse" et un bulletin de nouvelles, contenant des articles complètement rédigés que la presse catholique pouvait reproduire. Cette sorte d'agence réussissait à toucher des feuilles de droite non catholiques, et notamment la presse rexiste et V.N.V. Dès la fin mai 1938, la CCP avait fait diffuser l'interview d'ouvriers belges rapatriés d'Espagne (73), et le Consul-Général d'Allemagne à Anvers notait avec amusement, trois mois plus tard, le rôle de la CCP dans la publication d'articles alarmistes sur le rôle des communistes au port d'Anvers dans des feuilles aussi différentes que *Volk en Staat*, *La Métropole* et le rexiste *De Nieuwe Staat* (74). La COPAC allait surtout prendre en main les anciens Brigadistes, recueillir des subsides à leur profit auprès des milieux industriels et susciter la création de la *Fraternelle des Anciens Combattants d'Espagne* (75). A partir d'un

(71) *Moniteur Belge*, 1940, p. 89, acte n°291 du 20 février 1940. En démissionnant de ses fonctions, Janssens déclarait rester membre de l'association.

(72) Sur ces activités, voir Rudi VAN DOORSLAER, *Anti-Communist Activism in Belgium 1930-1944* dans *Socialist Register*, 1984, pp. 114-129; Rudi VAN DOORSLAER et Etienne VERHOEYEN, *L'Allemagne Nazie, la police belge et l'anticommunisme en Belgique (1936-1944)* dans *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, XVII, 1986, 1-2, pp. 61-125; H. DANKAART et Rudi VAN DOORSLAER, *De Aktiviteiten van een kommunistische sabotageorganisatie in Antwerpen en Rotterdam. De organisatie Wollveber (1933-1939)*, dans *VMT-Cahier* 1, 1979.

(73) Rapport Klein du 30 mai 1938, *loc.cit.*, p. 10 : "...In der Berichtstattung über Spanien hat die C.C.P. von Anfang an die Sache Francos sich zu eigen gemacht...", joignant en annexe le bulletin de presse CCP du 25 mai 1938 sur le rapatriement des brigadistes. Ce bulletin se retrouve, entre autres, dans *La Métropole* du 27-V-38, pendant que toute une campagne à partir du même texte se développait dans *La Nation belge* du 24 au 31-V-38.

(74) Rapport du Consulat Général d'Allemagne à Anvers, 1er août 1938 (Bonn, Auswärtiges Amt, Belgien, Pol. II.5/2) avec annexes de *Volk en Staat*, 26-VII-38, *La Métropole* et *De Nieuwe Staat* du 29-VII-38.

(75) Rudi VAN DOORSLAER, *Les volontaires gantois pour les Brigades In-*

noyau d'ex-volontaires hennuyers et d'un autre de gantois, la COPAC allait de l'été à l'automne 1938 organiser divers meetings, distribuer des tracts à la veille des élections communales et se livrer, de préférence dans *Le Populaire* destiné aux milieux ouvriers, à une violente campagne contre le P.C.B. et accessoirement Emile Vandervelde (76).

Dans toute cette action, c'est la SEPES qui sera le moteur en obtenant des milieux industriels non-catholiques l'indispensable nerf de la guerre tandis que la CCP du père Morlion sert d'organe de diffusion vers la presse (77). Mais la SEPES va beaucoup plus loin que les activités de propagande, elle est une véritable agence de police privée anti-communiste, en liaison étroite avec l'*Entente Internationale contre la IIIe Internationale* fondée à Genève en 1924 par le bâ-

ternationales..., pp. 171-178. Le numéro 5 (août 1938) du *Rassemblement et De Volkswacht* est, de même que l'encarté *Le Populaire et Volksblad*, entièrement consacré à cette "révolte" des anciens d'Espagne et à la constitution de la *Fraternelle*. Cette dernière se constitua en ASBL le 8 novembre 1938 (le lendemain de la COPAC !), avec siège *Au Cygne* à Bruxelles. Les fondateurs sont Victor Barrachin, Jan Pirot, Octave Degreve, Lievin Versleys et Pierre Lemoine (dont nous avons parlé à propos de Rex). En mars 1939, Barrachin, Degreve et Lemoine démissionnèrent, Pirot devint président, aidé de J. Rockhout, G. Coubeaux et G. Van Herreweghe (*Moniteur Belge*, 1938, partie ASBL, p. 838-839, acte n°1707 du 8-XI-38 et 1939, p. 305, acte n°955 du 22-III-39).

(76) *Le Populaire*, 2 et 9-VI-38. "L'enquête" dans le Hainaut fut effectuée par Zénon Schaefs, un ex-communiste dont la brochure *Les aventures d'un ouvrier belge à la recherche du paradis sur terre* avait été abondamment diffusée par la SEPES et connu de nombreuses éditions. La SEPES fut derrière le procès intenté à Charleroi et plaidé le 11 juin 1938 opposant des ex-brigadistes à des dirigeants communistes. Sur la suite de la campagne, particulièrement à Gand, voir *Populaire*, 4-VIII, 25-VIII-38, *Volksblad*, 1-VIII-38; VAN DOORSLAER, *Les volontaires gantois...*, pp. 174-175 sur la campagne de tracts et de meetings de septembre-octobre 1938. Un tract diffusé au nom de la *Fraternelle* au moment des élections du 2 avril 1939 est reproduit dans W. ADRIAENS, *Vrijwilligers voor de Vrijheid. Belgische antifascisten in de Spaanse Burgeroorlog*, in-4°, Louvain, 1978, p. 123.

(77) Lettre du Cdt Spiltoir à Ch. Terlinden, 20 nov. 1937 (U.C.L., Papiers Terlinden, p. 36) : "...Actuellement, la Sepes se trouve en contact et en collaboration amicale avec des centaines de groupements représentant des intérêts spirituels, matériels, sociaux et nationaux appartenant à tous les secteurs de l'opinion comme aux diverses classes de la société. Cela lui a permis de provoquer une série de concentrations dont la Copac est la plus récente réalisation..." Il semble que la SEPES essayait de tirer la couverture à soi car les "services de presse atteignant 1.000.000 lecteurs de journaux non-marxistes... et desservant 700 hebdomadaires, organes et revues atteignant ensemble plus de 4.000.000 de personnes" (*Rassemblement*, mai 1938) sont évidemment l'apport de la CCP et non de la SEPES.

tonnier Théodore Aubert. La SEPES naît à Anvers en avril 1925 sous l'impulsion du Commandant BEM Jean Spiltoir, un des dirigeants de *L'Union Civique Belge*, une ligue de "supplétifs" assurant depuis 1921-22 les transports publics et certaines activités industrielles ou commerciales en cas de grève (78). Outre ses *Populaire* et *Volksblad*, à l'origine petites feuilles distribuées gratuitement, ou auxquelles les patrons pouvaient abonner leurs ouvriers, où s'entremêlaient volontairement colombophilie, recettes de cuisine et informations antisoviétiques, la SEPES éditait mensuellement un *Bulletin* dont chaque numéro formait un dossier complet sur tel ou tel aspect du communisme, souvent remarquablement documenté, notamment sur les journaux d'entreprise ou de cellules. Les dirigeants d'entreprise pouvaient également s'abonner à l'*Office de Documentation* qui diffusait un *Bulletin Confidentiel* stencillé, "listes noires" de militants communistes ou syndicalistes trop remuants. De 1925 à 1933, la SEPES dirigea une organisation parallèle, la S.A. SURCOMIN (*Sûreté Commerciale et Industrielle*) qui instruisait et fournissait aux entreprises des "chefs-gardes" recrutés parmi les anciens sous-officiers de gendarmerie et de l'armée. Après 1933, des liens moins apparents existèrent avec les services de *Garde et Secours* et diverses "milices patronales" (79). Toujours dans la mouvance de la SEPES — et dirigés par le même personnel — nous

(78) Jean Spiltoir (1885-1953), avait commencé une carrière militaire brillante (sorti premier de l'École Militaire et premier de l'École de guerre) interrompue par une grave blessure et la capture devant Namur. Interné en Suisse de mai 1916 à décembre 1918, il put y connaître Aubert. Pensionné en mars 1921, il entre dans les affaires (carburants, charbons, synthétiques, etc.). Nous remercions sa famille de nous avoir fourni de nombreux documents biographiques.

Sur l'*Union Civique*, voir le livre de Jean SPILTOIR, *Les Unions Civiques*, in-8°, Bruxelles-Paris, 1922, la brochure de Georges DE LEENER, *Les Unions Civiques et le droit de grève*, Bruxelles, 1921; Michel DUMOULIN, *L'Union Civique Belge* dans *Les Grands Événements du XXe Siècle en Belgique*, Bruxelles, 1987, p. 93; *Le Fascisme en Europe. Rapport présenté à la Commission Internationale de défense contre le fascisme*, in-17, Bruxelles, L'Eglantine, 1930, pp. 20-22. Sur la "Ligue Aubert", devenu ensuite EIA (*Entente Internationale Anticomuniste*), voir Claude TORRACINTA, *Genève 1930-1939. Le Temps des Passions*, in 8°, Genève, 1979, p. 51; Jules HUMBERT-DROZ, *Le Couronnement d'une vie de combat 1941-1971*, pp. 10-12.

(79) Sur l'organisation et les activités de la SEPES, voir VAN DOORSLAER *Anti-Communist Activism...*, pp. 117-119; VAN DOORSLAER et VERHOEYEN, *op.cit.*, pp. 63-66 et 88-93; interview de Carl Peters par José GO-TOVITCH, mars 1972 (C.E.R.H.S.G.M., 828, 83 p.); J. BLUME, *op.cit.*, p. 64; MARY, *op.cit.*, pp. 216-217.

trouvons depuis 1935 le SSS (*Service de Solidarité Sociale*) qui s'occupe des "cas intéressants" d'ouvriers en difficultés, les aide médicalement et financièrement et place dans les entreprises amies du personnel "sûr", et l'*Ecole d'Orientation et d'Education Professionnelle* qui, sous couvert d'ergologie, forme des contremaîtres (80). Toutes ces activités sont financées par des contributions patronales, d'abord volontaires, puis au prorata du nombre d'ouvriers employés, via SURCOMIN puis, après 1933, par un budget annuel directement fourni par le *Comité Central Industriel* (81).

La SEPES se transforme en ASBL en juillet 1931 et les actes officiels font apparaître une partie des dirigeants: le Lieutenant-Général Baron Greindl qui prend la présidence, le Commandant Spiltoir comme secrétaire général, le Major BEM Emile Stappaerts, condisciple de Spiltoir et élève de Greindl à l'Ecole de Guerre, comme trésorier. A ces trois officiers pensionnés viennent s'adjoindre le Vicomte Gaëtan van de Werve, le journaliste catholique Erasme Gillard de la *Gazette de Liège*, l'ingénieur Yves de Pierpont et le chimiste Auguste Haeck, associé de Spiltoir aux *Carburants Belges* (82). Restent dans l'ombre le vice-président Comte Adrien van der Burch, infatigable animateur de ligues nationalistes belges et surtout secrétaire général de l'*Union Civique* (83), et

(80) Manuscrit de Jean SPILTOIR, *Le Service de Solidarité Sociale et la Résistance*, 31 p. (doc. personnelle) et son livre *La Technique du Commandement. Manuel du Contremaître*, Bruxelles, s.d.

(81) Interview C. Peters, pp. 5-8; VAN DOORSLAER et VERHOEYEN, *op.cit.*, p. 65 utilisant des circulaires du CCI.

(82) *Moniteur Belge*, partie ASBL, 1931, acte n°896 du 15 juillet. Le Général Baron Léon Greindl (1867-1944), ancien professeur à l'Ecole de Guerre, commandant du génie de l'armée en 1918, pensionné en 1921 appartenait comme administrateur à la Banque de Bruxelles. Le Major BEM Emile Stappaerts (1883-1964) avait été le condisciple de Spiltoir en 1911-13 et avait été prisonnier en Allemagne de 1914 à 1918, quittant l'armée en 1925. On remarquera que Gaëtan van de Werve est un ancien combattant, fils de l'ancien Gouverneur de la province d'Anvers. Sur Erasme Gillard, auteur d'ouvrages sur la politique soviétique, voir L. BERTELSON, *Dictionnaire des Journalistes-Ecrivains de Belgique*.

(83) Adrien van der Burch (1877-1954), administrateur de diverses sociétés, président du Comité belge des Expositions et du Comité de Propagande Nationale, ex-officier volontaire de guerre, avait appartenu au *Comité de Politique Nationale*, à l'*Action Nationale* et au *Comité Belgo-Rhénan* de Pierre Nothomb. Il deviendra président de l'A.O.C. (*Amicale des Officiers de la Campagne*) et sera en 1939-40 un des fondateurs de la neutraliste *Ligue de l'Indépendance Nationale*. Sur son rôle à l'*U.C.B.* et à la SEPES, voir MARY, *op.cit.*, pp. 209-214. D'abord secrétaire général de l'*Union Civique* en 1926 sous la présidence du Général Jacques de Dixmude, il continuera à ce poste jusqu'en 1938, date à laquelle il succèdera au Général Constant comme président de l'*U.C.B.*

l'administrateur Lieutenant-Général Louis Moulin qui dirige également le secteur des Flandres de cette dernière organisation (84). En revanche, parmi les fondateurs de juillet 1931 apparaît un "publiciste" qui est en réalité le chef des services secrets de la SEPES : Carl Peters, alias Carl Suzanne, un ancien officier de la Sûreté Militaire en Allemagne occupée qui a quitté l'armée après avoir été l'organisateur du "putsch" séparatiste rhénan d'Aix-la-Chapelle (85).

En faisant appel à d'anciens membres de la Sûreté Militaire, Peters a réussi à établir en Belgique un trentaine d'"antennes" chargées du renseignement. Pour les services allemands du RSHA, la SEPES serait même un "camouflage" des organismes militaires dissous après l'affaire du "faux d'Utrecht". Peters dirige également des équipes qui volent des documents et listes au siège du Parti Communiste ou d'organisations syndicales, s'y infiltrent ou s'efforcent même de noyauter la JOC. Les renseignements recueillis sont diffusés dans les bulletins, l'officiel et le confidentiel, après avoir été pas-

(84) Outre le Général Moulin, divers dirigeants provinciaux de l'U.C.B. appartenaient à la SEPES ou à la COPAC comme le futur Général Boël, Guy d'Aspremont-Lynden, etc... Sous l'impulsion de van der Burch, qui deviendra en 1934 un des administrateurs de la *Ligue de Protection Aérienne*, l'U.C.B. consacra plus d'activité dans les années 1930 à l'organisation de la défense passive qu'à son rôle original de "briseur de grève" (voir Yves BASTIN, *La protection antiaérienne passive des populations civiles en Belgique (1931-28 mai 1940)*, mémoire de licence, Université de Liège, 1982-83, pp. 108-118. On notera cependant que les liens avec la SEPES ne se bornent pas à avoir les mêmes dirigeants. Le *Bulletin de l'U.C.B.* de novembre 1938 est entièrement composé du dossier constitué par la SEPES sur les activités communistes au port d'Anvers.

(85) Né en 1894, grièvement blessé comme patrouilleur sur l'Yser, attaché au service de presse du G.Q.G. en 1918, puis successivement aux services de censure, au BRP (*Bureau de Renseignements Politiques*) et à la Sûreté Militaire de l'Armée d'Occupation. Sur son rôle dans le séparatisme rhénan et dans le "putsch" du 20 octobre-2 novembre 1923, voir ses mémoires Carl SUZANNE, *Historique de la question rhénane*, in-12, Bruxelles, 1929; Sigrid ROSKAMP, *L'occupation belge d'Aix-la-Chapelle 1918-1924*, mémoire de licence, Université de Liège, 1980-81, pp. 72-74 et 109-131; Anne DE SMEDT, *La question rhénane et l'opinion belge (1918-1923)*, mémoire de licence, Université de Liège, 1986-87, pp. 103-105, 141-142, 156-157. L'ouvrage allemand d'inspiration nazie de Will HERMANN, *Stadt in Ketten. Geschichte der Besatzungs- und Separatistenzeit 1918-1929*, Aix, 1933, pp. 160-163 et 209-252 le dépeint, photo à l'appui, comme la terreur de la population. Devenu rexiste dès 1936, président de la G.N.A.C.R. en 1938, il sera sous l'occupation un des organisateurs des *Formations de Combat* de Rex et servira au N.S.K.K. et à la SS-Wallonie. Auteur en 1959 d'un mémoire justificatif *Commentaires en marge de l'histoire* (C.E.R.H.S.G.M.).

sés prioritairement à la Sûreté, aux polices judiciaires des Parquets ou aux organismes étrangers, officiels ou privés, en liaison avec l'EIA d'Aubert. On notera même que le Ministère des Affaires Etrangères recevait de la SEPES le compte-rendu des réunions du bureau politique du P.C. (86). En 1937 et 1938, deux affaires délicates mettront au grand jour les méthodes d'infiltration et de renseignement des agents de Peters. Soucieuse de défendre la réputation du port d'Anvers présenté par la SEPES comme la plaque tournante de l'espionnage et du sabotage communistes, la police communale d'Huysmans exposera les méthodes d'infiltration (87), tandis que la Sûreté s'inquiétera soudain "du caractère semi-commercial de cette entreprise et du rôle provocateur joué par certains de ses agents (88)".

A ce moment, Carl Peters était déjà sur la touche. Le CCI, bailleur de fonds de la SEPES, avait peu apprécié de le voir devenir vice-président des anciens combattants rexistes et surtout prendre la parole aux côtés de Degrelle au Palais des Sports pendant la campagne électorale contre Van Zeeland (89). Le poste de directeur général de la SEPES lui échappa et il fut mis en préavis. D'après des déclarations d'après-guerre devant la justice belge, Peters fut licencié pour avoir refusé d'espionner Rex de l'intérieur et de fournir aux commanditaires de la SEPES des preuves des relations et subsides allemands de Degrelle (90).

Le départ de Peters entraîna la réorganisation de la SEPES. Chaque dirigeant se vit muni d'une "doublure": les deux Généraux

(86) Interview Carl Peters, pp. 7-29; VAN DOORSLAER, *Anti-communist activism...*, pp. 118-120; VAN DOORSLAER et VERHOEYEN, pp. 65 et 86-93; MARY, p. 217; "Rapport de la réunion anti-communiste...Liège, 18 mars 1937"; DE BOCK, *Les plus belles années...*, pp. 48-50.

(87) Deux agents de la SEPES, Pierlon et Faucon, furent arrêtés pour avoir volé des listes de l'O.N.P.C. début 1937 pour découvrir les affiliés à des syndicats d'extrême-gauche (MARY, p. 217). Sur l'affaire de l'agent de la SEPES Léon De Ridder, infiltré dans les organisations communistes sous le nom de Léon Noël, et son exposition par les *Bijzondere Opdrachten* de la police anversoise, voir VAN DOORSLAER et VERHOEYEN, pp. 87-90.

(88) Rapport de la Sûreté du 6 octobre 1938 en réponse à une demande des Affaires Etrangères inquiètes des articles de la presse italienne sur l'agitation communiste à Anvers (A.M.A.E.B., dossier 11382/2).

(89) Interview Peters, pp. 32-34, attribuant son éviction à l'intervention de la *Société Générale* auprès de Spiltoir. On notera à ce propos que le CCI, bailleur de fonds de la SEPES, est alors dirigé par l'homme politique libéral Charles Graux, que Jacques Solvay, financier de la campagne de *Belgique-Toujours* contre Degrelle en avril 1937, est au CCI et que le Vicomte Terlin-den est administrateur des établissements Solvay.

(90) P.V. d'interrogatoire de C. Peters, 18-IX-45, pp. 3-5 (doc. personnelle).

Greindl et Moulin à la présidence, Spiltoir et van de Werve au secrétariat, Stappaerts et un nouveau venu, René de Mal, lui aussi major en retraite, à la trésorerie. Le même organigramme se retrouvait au SSS et à l'*Ecole d'Orientation et d'Education Professionnelle* (91). En novembre 1938, le Major Stappaerts devint directeur général de la SEPES qu'il cumulera avec les fonctions de trésorier de la COPAC, tandis que le Commandant Spiltoir deviendra en mars 1940 le directeur général de *Demain/Toekomst* une ASBL chargée depuis mai 1939 de l'éducation physique et morale de la jeunesse belge et dont les promoteurs sont, comme par hasard, le Vicomte Charles Terlinden et Marcel de Roover, véritables inspirateurs pendant près de cinquante ans de toute l'action anti-communiste en Belgique (92). Depuis 1936-37, de Roover, directeur de la *Sogechim* liée à l'U.M.H.K. et à la *Société Générale*, tire les ficelles de la SEPES, sans que son nom apparaisse officiellement. En mai 1938, avec Greindl, van der Burch, Spiltoir, Moulin, Terlinden, Stappaerts et les R.P. Morlion et van Rooy, il a participé au Congrès de l'EIA d'Aubert (93). Fin 1938, il effectuera un voyage d'une vingtaine de jours en Espagne, qui lui permettra de porter la "bonne parole" sur "les enseignements à tirer" dans les milieux économiques et nationalistes belges (94).

La SEPES n'avait pas attendu le soulèvement franquiste pour se déchaîner contre la République espagnole. Dès mai 1936, son *Bulletin* publie un numéro spécial, abondamment illustré de photographies *Quand le "Front Populaire" est Roi ! Ce que veut cacher la cen-*

(91) *Moniteur Belge*, 1938, p. 459, acte n°1064 du 27 avril et acte n°1065 de la même date. Le SSS est organisé comme suit : Greindl président, Spiltoir administrateur, de Mal directeur, Stappaerts gérant; l'*Ecole* a Spiltoir comme administrateur, de Mal directeur des Etudes et Stappaerts gérant (manuscrit Spiltoir, *Le Service de Solidarité Sociale...*, p. 2-3).

(92) *Moniteur Belge*, 1938, p. 884, acte n°1877 du 16 novembre; 1940, p. 35 et 490, actes n°101 et 1254 du 17 janvier et du 18 novembre. Sur *Demain/Toekomst*, voir *idem*, 1939, p. 274, acte n°1132 du 10 mai; 1940, pp. 142-143, actes n°466-467 des 7 et 20 février 1940.

Sur Marcel de Roover (1890-1971), voir la notice biographique de L. LEDERER dans *Biographie Belge d'Outremer*, t. VII/A, c. 402-408; DE BOCK, *op.cit.*, pp. 123-128 et *passim*; M. DE WILDE, *L'Ordre Nouveau*, pp. 45-47; BALACE, *Psychologie de l'officier belge devant la défaite juin 1940-automne 1941*, dans *Actes du Colloque d'Histoire Militaire Belge (1830-1980)*, Bruxelles, 1981, pp. 339-361 (en particulier pp. 349-350).

(93) MARY, *op.cit.*, p. 218, note 102; VAN DOORSLAER, p. 118. Dans son enquête de la *Voix du Peuple* (3 et 6-I-39), Jean Blume l'avait cité parmi les financiers de la SEPES.

(94) Conférence sous ce titre à la tribune de *Mars et Mercure* de Bruxelles du 20 novembre 1938 et article dans *Légion Nationale* du 21-I-39.

sure espagnole, et la SEPES passe un accord avec le *Nouvelliste de Lyon* pour diffuser à bas prix en Belgique le reportage de Pierre-François Arminjon *La Terreur Rouge en Espagne* (95). Un autre cahier spécial *L'Espagne contre Moscou!* sera publié en novembre 1937, tandis que d'autres fascicules s'en prennent aux "naïfs" du *Rassemblement Universel pour la Paix* ou reviennent inlassablement sur le thème de l'Espagne, banc d'essai d'une révolution dont l'objectif ultime est la Belgique (96). Cet aspect explique l'attention toute particulière portée par la SEPES aux *Brigades Internationales* : le SSS de Spiltoir prend en main la récolte de fonds en faveur de la *Fraternelle* anti-communiste (97), *Populaire* et *Volksblad* tonnent depuis fin 1936 contre les "marchands de chair humaine", allant en 1939 jusqu'à prétendre que 5.000 Belges avaient été tués en Espagne (98) ! Quant aux brigadistes rentrés, la SEPES voit en eux *Les troupes de choc de la guerre civile en Belgique* (99).

Hormis toute cette propagande, qui visait surtout à détourner les classes populaires du communisme en Belgique, la SEPES eut-elle une action directe en faveur de Franco ? On peut considérer que l'agitation qu'elle entretenait à propos de la pénétration communiste au port d'Anvers, si elle nuisait aux intérêts commerciaux et maritimes locaux, contribua à l'action des autorités belges, P.J. du Commissaire Celis et Georges Block, contre l'organisation "Wollweber" dont le but était le sabotage des navires allemands, italiens ou même japonais ravitaillant les Franquistes (100). On ne peut évidemment évaluer le rôle des informations transmises par Carl Peters à Celis et profitant indirectement à la sécurité de la logistique des Nationalistes (101), ni prouver l'origine SEPES des informations fournies à la justice belge et à la presse sur le chargement de navires suspects destinés cette fois aux Républicains (102). On notera

(95) *Bulletin de la SEPES*, n°XII/3, 15-V-36 et feuillet publicitaire.

(96) *Idem*, n°XIII/5 nov. 1937; n°XIII/2, mai 1937 *Le RUP ou un nouveau "Club d'innocents"*; n° spécial 1938 *Les Codes communistes appliqués en Belgique* (avec passage sur "le rôle prochain des Brigades Internationales d'Espagne"); b°XII/5, sept. 1936 *Les 3 Echelons de la Révolution. Belgique-France-Espagne*, etc...

(97) Appel du SSS dans *Rassemblement*, n°5, août 1938.

(98) *Volksblad*, 15-XII-36 "De menschenhandelaars krijgen 1200 fransche frank per vreemdeling uitgeleverd aan de spaansche rode militie"; *Populaire* 2-III-39.

(99) *Bulletin de la SEPES*, n° de mars 1938, janvier et février 1939.

(100) VAN DOORSLAER et VERHOEYEN, *op.cit.*, pp. 74-82 et 88-90 (pour les dissensions avec les B.O. d'Huysmans).

(101) Sur les liens Peters-Celis, voir son interview p. 18.

(102) Notamment l'affaire du vapeur mexicain *America* affrété par le Se-

que Peters déclarait ne pas se souvenir d'activités spéciales en rapport avec la guerre civile espagnole (103), ce qui peut s'expliquer par son départ d'Anvers et son limogeage de la SEPES à la mi-1937. En revanche, Peters entretenait bien avant la guerre d'excellents rapports avec Luis Mercader, un des dirigeants de la Phalange bruxelloise, devenu ensuite fonctionnaire de la *Casa de Espana*. Au début de l'occupation, Peters, devenu dirigeant des *Formations de Combat* rexistes, organisa avec Louis Dumoulin, son ancien agent de la SEPES, un service de renseignements anti-communiste dont les fiches étaient régulièrement transmises à Mercader (104). C'est à ce dernier que Peters dut sa libération par la Sipo qui l'avait arrêté et incarcéré sept semaines, partie pour son rôle en Allemagne avant 1925, partie pour ses révélations sur le passé trouble de Fernand Rouleau, adjoint de Degrelle, pendant la guerre d'Espagne (105). Peter mit-il sa documentation à la disposition de Mercader pendant la guerre civile déjà ?

C.A.U.R. ET LEGION NATIONALE

Dans leur action, la SEPES et le COPAC avaient été guidés par un anti-communisme alimenté avant tout par le conservatisme social et le souci d'unir aux forces catholiques traditionnalistes les représentants des milieux industriels et du libéralisme national, quitte à répudier ceux que séduisaient le rexisme. Nous abordons maintenant un autre groupe de pression, qui justifiera son action par la

cours Rouge International (septembre 1936), celle du *Lodewyck* en août 1936, etc... Voir *Annales Parlementaires, Chambre*, 24-XI-36, Les liens existant entre la SEPES et Emile Deckers, président de la CEPA (*Centrale des Employeurs du Port d'Anvers*) permettaient de suivre de près les mouvements portuaires (MARY, p. 218, note 102; VAN DOORSLAER, p. 119).

(103) Interview C. Peters par J. Gotovitch, p. 29.

(104) *Idem*, p. 10, 24, 36-38; P.V. d'interrogatoire de T. Simonis, 17-VII-46 et 28-VII-46; L. Richard, 28-VI-46 et C. Peters, 18-IX-45 (doc. personnelle). D'après un rapport du 16-I-46 de la Sûreté de l'Etat (doc. personnelle), Luis Mercader-Mallol, né à Barcelone en 1893, aurait appartenu, en compagnie d'autres dirigeants de la Phalange de Bruxelles à Abteilung VI du RSHA en Belgique (service Baus et Zschunke).

(105) Interview C. Peters, p. 37, attribuant les informations sur le rôle de Rouleau à Mercader. Le P.V. de 1945, pp. 6-7 est plus précis "Je connaissais depuis de nombreuses années ce nommé Rouleau [...] J'ai appris à le connaître au moment où je dirigeais la SEPES... Rouleau avait tripoté avec les rouges espagnols et avait de ce chef un dossier assez lourd à la Phalange espagnole de Bruxelles..."

solidarité idéologique avec la Phalange Espagnole. Ce n'est point ici le lieu de recommencer l'éternel débat historique sur les parts respectives du national-socialisme allemand et du fascisme italien dans la formation idéologique des J.O.N.S. et de la Phalange, de faire de cette dernière un "fascisme de gauche" ou "de droite" ou de démontrer par le menu les liens financiers de José-Antonio Primo de Rivera avec les services de propagande et de renseignement de Mussolini en 1935 (106). Il est en revanche certain que si des Belges conurent et admirèrent avant juillet 1936 la Phalange, c'est par l'intermédiaire de l'Italie.

Mussolini avait affecté longtemps d'insister sur le caractère spécifiquement national du fascisme, de nier toute prétention à l'universalité de sa doctrine, à un *pan-fascisme*. Après avoir répété pendant des années que le fascisme n'était pas article d'exportation, le Duce avait encouragé en 1928 les efforts d'Asvero Gravelli et de sa revue *Antieuropa* et ceux du CINEF (*Centre International d'Etudes sur le Fascisme*) auquel collaborèrent d'anciens ministres belges comme Jules Renkin et Rolin-Jacquemyns. En juin 1933, pour coordonner ces activités extérieures et surtout pour mieux les intégrer dans sa nouvelle politique étrangère, Mussolini fait créer les C.A.U.R. (*Comitati d'Azione par l'Universalita di Roma*), dirigés par Eugenio Coselschi, ancien interventionniste de 1915, légionnaire de Fiume, devenu général de la Milice et député. "Pour la formation d'un ordre nouveau capable d'assurer la justice sociale, le progrès et la civilisation entre toutes les nations", il faut prendre le corporatisme mussolinien comme une nouvelle *Pax Romana*, "l'Universalité de Rome comme la norme unitaire de concorde et de liberté pour tous les peuples, pour toutes les races et pour tous les pays du monde". Coselschi a noué ses premiers contacts en Belgique fin 1933 et ses initiatives correspondent aux vœux du Duce, qui après la passe d'armes avec Hitler à propos de Dollfuss commence à lorgner vers l'Ethiopie et encourage la coordination entre les mouvements se réclamant plus ou moins du fascisme italien. Pas toujours avec discernement, Coselschi organise la réunion les 16-17 décembre 1934 dans un hôtel de Montreux et sous les auspices des C.A.U.R. de chefs et délégués de mouvements fascistes de 14 pays, de la Lithuanie à la Roumanie. Une "Commission de Coordination pour le Fascisme Universel" est créée et tiendra trois réunions en 1935

(106) Sur les subsides italiens — en 1935 — à Primo de Rivera, voir Max GALLO, *Contribution à l'étude des méthodes et des résultats de la propagande et de l'information de l'Italie fasciste dans l'immédiat avant-guerre (1933-1939)*, thèse de 3e cycle, Nice, 1968, pp. 150, 224 et *Cinquième Colonne 1930-1940*, in-8°, Paris, 1970, pp. 125-11.

(Paris en janvier, Amsterdam en avril, Montreux en septembre), au cours desquelles le soutien à l'oeuvre coloniale de l'Italie et la condamnation du paganisme et du racisme nazis seront proclamés. Rien ne sortira de ce que l'on a parfois appelé à tort "L'Internationale Fasciste", car nombre de partis affiliés, surtout ceux des pays nordiques, se réclament bien plus du national-socialisme allemand que du fascisme italien, et l'évolution de la politique étrangère italienne après 1936 condamne une "internationale" conçue en 1934 par ses promoteurs dans un sens anti-allemand. Les C.A.U.R. vont, eux, subsister comme couverture commode à des transferts de fonds, à la propagande, à des contacts politiques mais, en dépit de leurs déclarations ronflantes, sont loin de constituer une internationale véritable. Devenu Ministre des Affaires Etrangères, Ciano — qui déteste Coselschi et les C.A.U.R. — règle lui-même les questions de propagande, sans passer par le canal d'Alfieri qui lui a succédé au Ministère de la Presse et de la Propagande, qui deviendra à la mi-1937 l'innétable MINCULPOP de joyeuse mémoire. Coselschi réussira à surnager dans les luttes de clan entre fascistes mais, à partir de 1938, les C.A.U.R. n'auront plus qu'une activité réduite et deviendront la médiocre doublure des services allemands du *Weltdienst* d'Erfurt (107).

Dans le cas belge, il importe de considérer séparément l'activité propre des C.A.U.R. et celle de la Légion Nationale, principale ligue fascisante représentée au Congrès de Montreux et à la "Commission de Coordination", les uns se voulant "italophiles" plutôt que fascistes et tentant de "ratisser large" dans le spectre politique de la droite belge, l'autre se voulant l'apôtre d'un "Ordre Nouveau spécifiquement belge et national" et glissant, au fil des mois, de l'admiration béate pour Mussolini à des réactions hostiles conditionnées par l'anti-germanisme viscéral de ses dirigeants. Par un étrange chassé-croisé, les C.A.U.R. qui en 1935-36 sont les "modérés" et les "pluralistes" du philo-fascisme feront en 1939 figure de "durs", les farouches chemises bleues de la Légion de tièdes (108)...

(107) Sur l'histoire générale et le rôle des C.A.U.R. dans la propagande italienne, voir GALLO, *Contribution...*, pp. 87-102; Michael Arthur LEDEEN, *L'Internazionale Fascista*, in-12, 2e éd. Rome, 1973, pp. 136-173; Ruggero ZANGRANDI, *Le Long Voyage à travers le Fascisme*, in-8°, Paris, 1963, pp. 139-141.

(108) Sur l'histoire des C.A.U.R. en Belgique, voir F. BALACE, *Fascisme et catholicisme politique dans la Belgique francophone de l'entre-deux guerres*, dans *Handelingen van het XXXIIe Vlaams Filologencongres Leuven 1979*, pp. 146-164 (pp. 156-58) et la conférence *La propagande italienne en Belgique 1930-1940* faite en avril 1982 à l'*Instituto Italiano di Cultura*. Il existe aux A.M.A.E.B. un petit dossier sous la cote 11.388 consacré aux C.A.U.R.

C'est le soutien à l'action italienne en Ethiopie et la lutte contre les sanctions de la S.D.N. qui favorisent l'implantation et la croissance des C.A.U.R. en Belgique. D'abord présidés par l'aviateur "Teddy" Franchomme, ils auront rapidement comme figure de proue le Vicomte Charles Terlinden, président de l'*Union Belge contre les sanctions* et de la section belge de la *Ligue pour la Réforme de la S.D.N.*, assisté du philologue Fernand Desonay, de l'Université de Liège, qui a, de ses nombreux séjours romains, été gagné à une certaine esthétique du fascisme et au ravissement des trains arrivant à l'heure : "Ce peuple de *lazzaroni* sur le ventre est devenu un beau peuple fier — et debout" (109). Dans la mouvance des C.A.U.R. — et avec un recrutement identique dans les milieux catholiques, libéraux de droite, fascistes, anciens combattants, coloniaux — il y aura des *Comités Pro Italia*, l'*Ambulance Marie-José* devenue ensuite AIB (*Association des Italophiles de Belgique*). Pour les intellectuels, les C.A.U.R. formeront L.I.O.N. (*Ligue Interuniversitaire d'Ordre Nouveau*) avec le tandem Terlinden-Desonay, puis en 1937 l'U.M.O.N. (*Union Universitaire Mondiale d'Ordre Nouveau*) reliée aux G.U.F. de l'Italie fasciste (110). Comme les C.A.U.R. belges manipulaient des fonds, ils se constituèrent en ASBL le 14 janvier 1937 pour "travailler de commun accord à une oeuvre de paix, de progrès et de haute élévation morale". Les deux professeurs, Terlinden et Desonay, occupaient la présidence et la vice-présidence et parmi les fondateurs de l'ASBL on trouvait l'ingénieur bruxellois René De Mot, l'éditeur Paul Rezette (*d'Action et Civilisation*), le conseiller communal nationaliste Jean Nyssen (président des Volontaires de guerre de Liège), l'avocat Pierre Poirier (secrétaire des *Amitiés Belgo-Italiennes*, l'étudiant Emmanuel Noël et trois militaires : Arnold de Looz-Corswarem et son compagnon de raid aérien Franchomme, et le Colonel Gilly (de l'Université Coloniale) (111). En 1938, les C.A.U.R. belges connaîtront une série de crises : démission de Terlinden et Desonay en janvier, remplacés à la présidence par De Mot, tandis que Georges Rhodius (un ex-légionnaire animateur du CLINABEL (*Centre de Liaison des Organisations Nationalistes*

(109) F. DESONAY, *Fascisme Anno X*, in-12, Louvain, Rex, 1932, p. 116. Sur lui (1899-1973), voir la notice du *Dictionnaire des Belges*, p. 163.

(110) Sur l'action pendant la guerre d'Ethiopie, voir le numéro spécial 1936/1-2 *L'Italie, la Belgique et les Sanctions* de la *Revue Italo-Belge*. Sur l'AIB, qui comptait parmi ses membres Paul Fraeys de Veubeke et Jules Hansez et avait comme vice-président René De Mot, voir *Moniteur Belge* ASBL, acte n°305 du 24 octobre 1936. Sur la L.I.O.N. et l'U.M.O.N., voir *Lutte*, 1-VI-36 et *Légion Nationale*, 30-I-37.

(111) *Moniteur Belge*, ASBL, 1937, acte n°259 du 14 janvier.

Belges), de l'*Institut Belge d'Etudes Corporatives* et des hebdomadaires *Va partout* et *L'Ordre Social*) assurait le secrétariat (112). Cinq mois plus tard, ce sera une véritable débandade: démission de Rhodius, De Mot et du Colonel Gilly, remplacés par l'anversois Paul Van Coppenolle, le journaliste Lucien Offenbergh, Rezette, un certain Moens et l'ex-auditeur militaire Fraeys de Veubeke (113). Sans doute s'inquiéta-t-on à Rome de cette débandade, et le Général Coselschi s'empressa de venir assister en Belgique à diverses cérémonies patriotiques et remettre au Vicomte Terlinden la plaque de Grand-Officier de la Couronne d'Italie. Le célèbre historien accepta de reprendre la présidence des C.A.U.R. belges (114), mais l'idylle fut brève, achevée par l'invasion de l'Albanie en avril et la signature du Pacte d'Acier en mai 1939. Dégoûté — et surtout déçu par l'ingratitude des Italiens à son égard — le Professeur Desonay avait rompu en mars (115), le Vicomte Terlinden refusa en avril d'aller donner à Rome les conférences promises (116). Les C.A.U.R. étaient bien morts en Belgique: en janvier 1939, ils s'étaient transformée en C.E.E.O.N. (*Centre Européen d'Etude de l'Ordre Nouveau*) avec Van Coppenolle, Offenbergh et Rezette tandis que Fraeys de Veubeke

(112) *Idem*, 1938, acte n°115 du 8 janvier. Sur Georges Rhodius-Poncelet (1899-1983), ancien dirigeant du "Front du Travail" de la Légion Nationale, animateur de diverses ligues d'officiers de réserve, résistant MNR et AS, secrétaire général de l'UFAC 40-45, rédacteur à *Septembre* et propagandiste léopoldiste, membre de la Commission Consultative des Prisons (problèmes des inciviques), voir la notice biographique établie par R. Boijen pour le catalogue de ses papiers déposés au Musée Royal de l'Armée et la notice du *Who's who in Belgium*, éd. 1962, p. 848. Sur le CLINABEL et son évolution, voir *Revue Réactionnaire*, déc. 1933, p. 433, *La Wallonie*, 19-VII-35, *Légion Nationale*, 24-XII-38.

(113) *Moniteur Belge*, ASBL, 1938, acte n°1675 du 3 mai. Lucien Offenbergh collaborait à la *Revue Belge* de Pierre Goemaere. Sur Paul Fraeys de Veubeke (1876-1943), voir la notice de *l'Etat Présent de la Noblesse de Belgique*, t. VI, p. 282.

(114) *Légion Nationale*, 16-VII-38.

(115) Lettre de P. Hoornaert à F. Dirix — 23 mars 1939 (doc. personnelle): "... Desonay, lui, faisait de la politique en amateur distingué. Il s'imaginait que la reconnaissance était une chose toute naturelle et que ses efforts seraient appréciés à leur juste valeur. Il a expérimenté la fabuleuse ingratitude et le manque total de parole de gens qu'il avait porté sur le pavois. Je crois vous avoir dit comment il fut roulé dans l'affaire de la décoration qu'on lui avait promise sans qu'il la demandât..."

(116) Voir aux A.M.A.E.B., dossiers 11.382/1-2 la correspondance relative au refus de Terlinden le 15 avril 1939, une semaine après l'invasion de l'Albanie, d'aller parler à Rome et à Naples sous les auspices des *Amitiés Italo-Belges* présidées par le nationaliste Federzoni.

quittait lui aussi la barque qui prenait l'eau (117). Paul Hoornaert, le chef de la Légion Nationale, bien revenu lui aussi de ses enthousiasmes mussoliniens, fit l'épithète des C.A.U.R. :

"...Par leur faute, par leur aveuglement obstiné, les Italiens ont perdu toutes les sympathies qu'ils avaient jadis en Belgique. On ne peut plus les sentir ! Et ce n'est pas le zèle de quelques personnes sans la moindre influence sur l'opinion, thuriféraires des délégués italiens et chasseurs de décorations, qui y changera quelque chose. Les Italiens se sont aliénés leurs anciens amis de Belgique par leur bêtise outrecuidante et par leur ingratitude noire (118)..."

Lancée à Liège le 1er mai 1922 par un groupe d'anciens combattants déçus par les lendemains de Versailles, la Légion Nationale fut d'abord une des innombrables ligues nationalistes — germanophobe, unitariste belge, anti-marxiste — qui foisonnaient dans la Belgique de 1919-1925. Sa principale originalité était l'accent qu'elle mit dès ses débuts, ce qui constituait une innovation dans notre pays, sur l'organisation paramilitaire : S.P. (*Services de Protection*) devenus ensuite G.M. (*Groupes Mobiles*) et enfin, pour tourner la loi de 1934 sur les milices privées, J.G.N. (*Jeunes Gardes Nationalistes*). Ce militantisme, le goût des uniformes, des grades, des défilés, l'aspect physique des "légionnaires" les font d'emblée traiter de "fascistes" par la gauche, épithète d'abord rejetée puis à demi-acceptée après 1925. Depuis 1924, un avocat liégeois venu de la démocratie-chrétienne, ancien animateur de ligues d'anciens combattants (A.N.C., G.C.C., C.C.C.), Paul Hoornaert, brillant officier patrouilleur de 14-18, va lui apporter son talent et son dévouement et s'efforcer de la doter d'une doctrine, dite de "redressement national" qui doit dans les premiers temps plus au "nationalisme intégral" de Maurras qu'au fascisme italien. Après l'échec aux législatives de 1932 — en dépit de succès locaux aux élections communales, dont 8 % des voix à Liège — du *Parti National* qu'elle avait formé avec des associations d'anciens combattants et de classes moyennes, la Légion se mue en organisation ouvertement fasciste, autour du Chef, titre que prend Paul Hoornaert en mai 1934. A cette époque, sa phase de plus grand développement, la Légion se vante d'avoir

(117) *Moniteur Belge*, ASBL, 1939, acte n°91 du 11 janvier 1939; 1940, acte n°390 du 29 février (protestation de Fraeys de Veubeke contre la publication de son nom comme dirigeant du C.E.E.O.N. en 1939).

(118) Lettre de P. Hoornaert à Gaston Jacqumin — 7 avril 1939 (doc. personnelle).

40.000 membres, chiffre qu'il faut sans doute réduire à 15.000 environ, dont quatre à cinq mille J.G.N. en uniforme. La loi sur les milices, des interdictions professionnelles pour les fonctionnaires et, surtout, la concurrence existante après 1935 feront stagner les "légionnaires" à ce noyau dur de 5.000 "chemises bleues". Sans entrer dans le détail des débats d'idées et de personnes, ces milices sont à la fois la force et la raison d'être de la Légion, et sa faiblesse car elles écartent les sympathisants peu soucieux de se risquer dans les combats de rue en plus fréquents avec les J.G.S., l'U.S.A.F., les diverses milices flamingantes. De surcroît, des divergences tactiques séparent souvent Hoornaert et son état-major, "hommes d'ordre", anciens combattants plus nationalistes que "fascistes", et les jeunes qui arborent cette dernière épithète et ne rêvent que plaies et bosses (119).

L'idéologie légionnaire est anti-parlementaire et corporatiste, mais elle ne considère la dictature que comme un expédient provisoire, voire inutile : le renforcement de l'autorité royale suffirait. L'originalité de la Légion est qu'elle ne réclame pas le pouvoir pour elle-même ou ses chefs, mais entend simplement constituer le noyau paramilitaire d'une "autorité forte et responsable" quand la Belgique — et surtout le Roi — se rallieront aux principes d'un "Ordre Nouveau" assez flou. En attendant, elle entend constituer une réserve de force, "une gendarmerie supplétive" selon certains de ses membres, en cas de troubles communistes ou séparatistes. En son sein existent deux services de renseignements, l'un, le MDS (*Mot du Soldat*) surveille en liaison avec l'UFAC et la COFAG la subversion pacifiste ou flamingante au sein de l'armée et en signale les auteurs aux autorités militaires; l'autre, plus politique, est avant tout dirigé contre le communisme et a été, au début des années 30, subsidié par le CCI, et particulièrement par Ougrée-Marihaye, à la condition

(119) Sur l'histoire de la Légion Nationale, voir Guy DELMOTTE, *La Légion Nationale 1922-1942*, mémoire de licence en sciences politiques, U.L.B. 1965; J. WILLEQUET, *Les fascismes belges et la seconde guerre mondiale* dans *Revue d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale*, t. 17, n°66, 1967, pp. 85-109; J. STENGERS, *La Droite en Belgique avant 1940*, Bruxelles, Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., n°468-469, 1970, pp. 9-10; M. DE WILDE, *L'Ordre Nouveau*, pp. 42-48; W. DE BOCK, *Les plus belles années...*, p. 55-1, 120-125; W. DE BOCK, *L'Extrême-Droite et l'Etat*, in-8°, Berchem-Bruxelles, 1981, pp. 15-16, 19-21, 42-53; Fr. BALACE, *Fascisme et catholicisme politique...*, p. 148 et *Pierre Nothomb et les autres Nationalistes Belges, 1924-1930*, dans *Cahiers de l'Académie Luxembourgeoise*, n°8, 1980, pp. 62-78. Sur Paul Hoornaert (Liège 1888-Sonnenburg 1944), voir la notice biographique de J. Willequet dans *Biographie nationale*, Suppléments, t.VII, c.423-425 et celle du *Dictionnaire des Belges*, p. 267.

"d'exister mais de ne pas agir". On pourrait dire que le CCI mène une politique anti-communiste à trois niveaux : la SEPES et la COPAC pour le renseignement et la propagande en période calme, l'Union Civique en cas de grève générale, les milices de la Légion en cas de troubles sérieux (120).

Coselschi et Sirio Contigli, un fonctionnaire du *Fascio* de Bruxelles devenu le *fiduciario* des C.A.U.R. en Belgique, réussirent à persuader Hoornaert de participer au congrès de Montreux de décembre 1934. L'autre invité belge était Charles Somville, un industriel anversois qui dirigeait l'éphémère et violemment antisémite LINACO (*Ligue Nationale-Corporative du Travail*) (121). Hoornaert rentra de Suisse ébloui par les perspectives de "L'Ordre Nouveau Universel" et son hebdomadaire commença à chanter les louanges de Mussolini, à soutenir à fond la politique italienne en Afrique Orientale.

C'est par l'intermédiaire des C.A.U.R. que la Légion et la jeune Phalange Espagnole de José Antonio Primo de Rivera entrèrent en contact. Empêché, Ernesto Gimenez Caballero, chef du Bureau de presse de la Phalange, n'avait pu se rendre à Montreux et Primo de Rivera s'était montré irrité de voir le nom de son mouvement mêlé aux débats du congrès (122). En Belgique même, les retombées de ce

(120) Sur les subsides du CCI à la Légion, voir les documents produits par P.H. Spaak lors du débat sur les milices privées (*Annales parlementaires, Chambre*, 30-I-34, pp. 805-806), sur ceux d'Ougrée-Marihaye, voir *Pays Réel*, 29-VI-38 et pour ceux du début de l'occupation, C.E.R.H.S.G.M., PD10/22. Papiers de Launoit. Un rapport italien du 16 février 1937 notait : "Sussidiata un tempo da alcuni gruppi industriali che, a quanto sembra, la sovvenivano allo scopo di "esistere ma di non agire" e di costituire semplicemente un contraltare delle organizzazioni giovanili socialisti, la Legion ha in seguito perduto i primi appoggi e volge in condizioni pietose..." (Archivio di Stato, Rome, MINCULPOP, dossier "Légion Nationale", n°267, busta I/7-8).

(121) *Comités d'Action pour l'Universalité de Rome. Réunion de Montreux 16-17 Decembre 1934-XIII*, in-8°, Romé, C.A.U.R., 1935, p. 82 sur la controverse Hoornaert-Somville quant à la question juive. Voir aussi LEDEEN, *op.cit.*, pp. 157-160. Sur la LINACO, qui disparaîtra en 1936 et se fondera partie dans le Verdinaso, partie dans *Volksverwering*, voir W. HAAS, *Europa will leben, Die nationalen Erneuerungsbewegungen in Wort und Bild*, in-°, Berlin, 1936, pp. 72-78 et Patricia JANSSENS, *Les Dinassos Wallons 1936-1941*, mémoire de licence, Université de Liège, 1982-83, pp. 40-45.

(122) Gimenez Caballero, venu du groupe *La Conquista del Estado*, était le plus "mussolinien" des leaders phalangistes (cf. Christian RUDEL, *La Phalange*, in-8°, Paris, 1972, pp. 63-65). Sur les réactions à sa participation avortée au congrès de Montreux, voir *Réunion de Montreux...* p. 15 et LEDEEN, *op.cit.*, p. 165.

Une première trace de relations entre Légion Nationale et Phalange se trouve dans *F.E.*, 1-II-34.

dernier avait été mouvementées : attiré par l'odeur des liras à venir, Eugène Van den Bossche, un pittoresque aventurier qui s'était hissé à la tête de la Légion à Bruxelles, s'était efforcé de supplanter Hoornaert dans les bonnes grâces des services italiens (123). Une fois l'escroc expulsé, Hoornaert se rendit à Rome dissiper toute équivoque et le 29 juin 1935 s'ouvrit à Bruxelles l'exposition de l'*Ordre Nouveau Universel* organisée par la Légion avec l'aide des C.A.U.R. et des mouvements étrangers ayant participé au congrès de Montreux. Ponce de Leon, secrétaire à la propagande de la Phalange, vint en avion y apporter le matériel du stand espagnol (124), il y eut échange de télégrammes et de lettres avec Primo de Rivera qu'Hoornaert rencontra personnellement à la mi-septembre 1935 lors de la 3e réunion à Montreux de la "commission de coordination" chargée d'élaborer les statuts définitifs et de préparer le premier *Congrès de l'Ordre Nouveau Universel* ... qui n'eut jamais lieu (125). Des liens étroits entre Phalange et Légion ne purent toutefois s'établir : élections et troubles en Espagne suivis de l'incarcération de Primo de Rivera, échec en Belgique du projet d'un *Front Corporatif national* (L.N. — Rex — Front Unique — Burgerstrijd) torpillé par Degrelle, succès électoraux de ce dernier en mai-juin entraînant pour la Légion une crise d'effectifs et de numéraire.

C'est en s'identifiant à la Phalange, "lâchée" elle aussi par les conservateurs espagnols qui ont préféré la C.E.D.A. de Gil Robles et sa démagogie proche de celle de Degrelle, que la Légion trouve des consolations (126). Après le déclenchement de la guerre civile en Es-

(123) Lettre d'E. Van den Bossche à Mussolini — 18-II-35 (doc. personnelle) "...Je suis profondément convaincu que l'avocat Hoornaert n'est pas un fasciste. La relation qu'il a faite du Congrès de Montreux aux chefs de la Légion nationale n'est pas exacte [...] Le fascisme lui fait peur... Or les Légionnaires sont des Fascistes et veulent le proclamer, ce que l'avocat Hoornaert ne veut pas ! Dans ces conditions, j'estime que l'avocat Hoornaert prend une attitude déplacée à l'égard du Fascisme dont l'Universalité a été proclamée par le Congrès qui s'est tenu à Paris le 30 janvier 1935..."

(124) *Légion Nationale*, 6-VII-35, 8-X-35.

(125) *Idem*, 1-VIII-36 "...J'avais eu l'occasion de rencontrer en Suisse le jeune Chef de la Phalange"; lettres de Primo de Rivera à Hoornaert publiées dans *idem*, 6-XI-37 et 16-VII-38). Sur la réunion de septembre 1935, *idem*, 28-IX-35.

(126) *Idem*, 25-IV-36 "...En Espagne, il y avait un Degrelle que l'on appelle Gil Robles. Il y avait une "Phalange Espagnole". Il y avait un Front Populaire menaçant. Les électeurs ont voté pour Gil Robles et le communisme est maintenant à la veille de triompher en Espagne... A moins que la Phalange Espagnole ne lui barre le chemin [...] C'est entre le mouvement de la Phalange et le Front Populaire que la véritable, la seule bataille décisive s'engagera [...] En Belgique aussi, l'heure de la Légion Nationale, retardée

pagne et l'établissement du Front Populaire en France, elle revien-
dra inlassablement sur ce thème, qui est une sorte d'appel du pied
financier en faveur de la "seule organisation solide en Belgique qui
soit capable, le cas échéant, de parer à la menace communiste et de
rallier autour de lui, au moment voulu, les immenses forces saines
encore éparses. La Légion Nationale, c'est quelque chose d'analogue
à la Phalange Espagnole — telle qu'elle était quelques mois avant le
déchaînement du *Frente Popular* (127)". Pour elle, le conflit espagnol
n'est pas une guerre civile entre gauche et droite mais "la guerre
hispano-soviétique" mettant aux prises "le véritable peuple espa-
gnol" et des envahisseurs étrangers (128). La propagande en faveur
des Nationalistes utilisa les thèmes habituels des atrocités rouges,
photos à l'appui, du bolchévisme asiatique et s'en prit surtout aux
recrutements pour les Brigades Internationales et aux livraisons
d'armes. Aux sein du camp nationaliste, toutes ses sympathies sont
réservées à la Phalange (129). Ce n'est qu'en juin 1938 qu'elle
s'intéressera au carlisme (130). Quant à Franco, son portrait
n'apparaîtra qu'assez tard dans les colonnes de la *Légion Nationale*
et la Jeunesse Légionnaire avait, avec un humour inconscient, com-
paré à Charles Martel celui dont une grande partie des troupes
étaient, en 1936, composées de *Regulares* marocains (131)...

Ces sympathies, comme celles exprimées par le reste de la droite
belge, n'auraient sans doute pas eu de concrétisation active si les
C.A.U.R. belges n'avaient pris l'initiative d'organiser à Bruxelles le
4 septembre 1936 le Congrès de la *Ligue pour la Réforme de la*

par la duperie du rexisme, sonnera bientôt. La Légion sera le point de ral-
liement des forces saines..." Voir aussi *idem*, 6-XI-37 à propos d'un tract
d'appel de fonds édité par la Phalange avant 1936 : "Ce tract est une leçon
pour ceux qui étant en mesure de nous aider agissent vis à vis de nous de
la même façon que naguère les "hommes d'ordre" d'Espagne vis à vis de la
Phalange..." Sur ce thème, voir aussi *idem*, 29-VIII, 26-IX, 31-X-36, etc...

(127) *Idem*, 11-XII-37.

(128) *Légion Nationale*, 15-VIII, 12-X, 10-X, 24-X-36, etc...

(129) Sur l'attitude de la presse légionnaire (*Légion Nationale et Het Le-
gioen*) voir G. DELMOTTE, *op.cit.*, pp. 282-285 et Beatrijs FOUBERT,
op.cit., pp. 118-123 et 229-233.

(130) *Légion Nationale*, 11-VI-38 et reportage de Max Oblin "Pour Don Car-
los?" 18 et 25-VI-38.

(131) Photos de Franco dans *idem*, 2-X-37 et 16-VII-38. *Force et Jeunesse*,
déc. 1936, "Contre la Barbarie-Lettre ouverte de la Jeunesse Légionnaire au
Général Franco" : "...Et votre nom, clair comme une victoire, Francisco
Franco, rejoint ainsi dans la glorieuse histoire du monde civilisé, un héros
très pur de chez nous qui fut aussi chargé par le Destin d'écraser la barba-
rie menaçante, Charles Martel vainqueur de Poitiers..."

S.D.N., dont la section belge était présidée par le Vicomte Terlinden. Il y fut fort peu question de S.D.N. car le Congrès avait surtout pour but de protester contre le *Rassemblement Universel pour la Paix* qui se tenait dans la capitale belge et auquel participait une délégation espagnole dirigée par la célèbre "Passionaria". La fine fleur de l'extrême-droite des pays francophones avait envoyé son adhésion ou fait le déplacement (132). Du côté belge, il y avait pour les C.A.U.R. les Professeurs Terlinden et Desonay, l'étudiant Emmanuel Noël, pour la Légion Paul Hoornaert et son adjoint Fernand Dirix (133), le rexiste Paternoster au nom de Degrelle "empêché". Le 5 septembre, c'est d'Espagne qu'il fut question et des "combattants héroïques qui luttent non seulement pour leur propre patrie, mais pour la civilisation menacée dans tous les pays". Desonay lança l'idée d'une souscription, sous les auspices des C.A.U.R., en faveur de l'Espagne Nationale et des "victimes de la barbarie marxiste", "des assassins, des déterreurs de Carmélites, des voleurs et des lâches". A cette réunion, qui fut la première manifestation d'une aide concrète de la droite belge à Franco, assistaient Ernesto de Zulueta, conseiller de l'Ambassade d'Espagne à Bruxelles, et Garcia Conde, Consul d'Espagne, qui venaient de rompre avec le gouvernement de Madrid et allaient représenter officieusement les Nationalistes en Belgique (134).

La Légion se lance à fond dans cette aide à l'Espagne "blanche": souscriptions, pull-overs tricotés pour les Phalangistes par les "dames légionnaires", mais aussi activités au port d'Anvers de son réseau de renseignements particulier, campagne contre les recruteurs du Front Populaire et les livraisons d'armes. En dépit des oburgations d'Hoornaert qui veut garder ses troupes en main pour ré-

(132) Georges Claude, Xavier Vallat, Claude Farrère, Jean-Marie Musy, ancien président de la Confédération Helvétique, avaient envoyé leur adhésion. Raoul Follereau, alors dirigeant de l'*Union Latine*, Darquier de Pellepoix, conseiller municipal de Paris et le fasciste suisse Georges Oltramare étaient venus à Bruxelles.

(133) Fernand Dirix (1910-1983), commandant national des J.G.N. (1935-40) puis secrétaire général de la Légion Nationale (1940-41), commandant du groupe Hoornaert-Dirix de l'Armée Secrète, officier d'active après guerre.

(134) *Légion Nationale*, 12-IX-36. Ernesto de Zulueta, né en 1892 à Barcelone, avait été en 1916-17 attaché auprès du Marquis de Villalobar à l'ambassade d'Espagne à Bruxelles. Ensuite en poste à Paris, il revint à Bruxelles en 1931 comme conseiller. Il démissionna le 25 juillet 1936 alors qu'il était chargé d'affaires a.i. Il était le gendre du Premier Ministre Eduardo Dato, assassiné à Barcelone en 1921. Voir ses notices biographiques dans VAN der BURCH, *Le Calvaire Ibérique*, in-12, Bruxelles, 1938, pp. 209-216 et *La Nation Espagnole*, 16-II-39.

sister au "grand soir" en Belgique, ou installer une "dictature royale", certains légionnaires partiront combattre pour Franco à titre individuel et une tentative de provocation impliquant Fernand Dirix et l'ex-diplomate de Zulueta dans des embauchages militaires n'aboutira à rien (135). Par de Zulueta, des relations s'établissent avec le gouvernement de Burgos (136) et surtout avec la Phalange qui a créé à Bruxelles une antenne dirigée par Graciano Cantelli, lui aussi ancien fonctionnaire de l'ambassade d'Espagne, antenne que viendront gonfler pendant la guerre civile les réfugiés "blancs" et les adhésions souvent intéressées d'ex-républicains ou de membres de la colonie espagnole. L'identification idéologique Légion-Phalange ne cesse d'être soulignée (137), et correspond à la réalité de l'action en Belgique où en 1937-1938 le monopole de la propagande franquiste appartient à la Légion et au tandem Terlinden-Desonay issu des C.A.U.R.

Avec l'aide de ces derniers, la Légion va développer une activité particulière : les expositions sur "L'Espagne nationale", tenues dans les locaux légionnaires des grandes villes, là où la présence continue des J.G.N. à chemises bleues empêchera les réactions d'hostilité de la gauche.

Cette exposition itinérante se tint d'abord à Bruxelles du 25 septembre au 20 octobre 1937, puis à Liège du 30 octobre au 20 novembre, à Tournai du 18 décembre au 3 janvier, et enfin à Gand en juin 1938 (138). Lors de l'inauguration à Liège, rehaussée par la présence de Mgr. Berjon, un évêque espagnol qui se livrait dans la Cité Ardente à une violente propagande (139), étaient présents les

(135) Voir ci-dessous p.

(136) Lettre de remerciements à la Légion de Serat, secrétaire des Affaires extérieures du Gouvernement de Burgos, 30 octobre 1936 dans *Légion Nationale*, 21-XI-36.

(137) Voir l'article "Un Belga os habla..." de F. Dirix dans *Amanecer*, journal de la Phalange du 28-XII-36, envoyé via de Zulueta (lettre de Dirix à ce dernier du 29-XI-36, doc. personnelle): Graciano Cantelli, né à Binemes en 1895, était en 1936 chasseur de l'ambassade et gérant de la *Casa de España*. Selon la presse socialiste, il aurait été chassé pour avoir fourni aux agents franquistes des documents importants (*Wallonie* 18-19-II-39).

(138) *Légion Nationale*, 25-IX, 2-X, 23-X, 6-XI, 13-XI, 20-XI, 18-XII, 25-XII-37, 4-VI-38.

(139) Mgr. Antonio Berjon publia à Liège en 1938 *La Prière des Exilés Espagnols à la Vierge du Pilar* qui se passe de commentaires : "Vers vous, ô Marie, Reine de la Paix, nous revenons toujours, nous, les fidèles enfants de Votre préférée, l'Espagne, aujourd'hui abaissée, outragée, souillée par le Bolchevisme criminel, dépouillée par le Marxisme juif et méprisée par le Communisme barbare. Nous vous implorons, les larmes aux yeux, de venir à notre secours, d'accorder le triomphe final aux glorieuses armées du Libérateur de l'Espagne, le nouveau Pelayo, le Caudillo ! Vive le Christ-Roi !"

milieux patronaux favorables à la Légion et à un anti-communisme militant, les Généraux Leclercq et Mozin et diverses personnalités catholiques (140). La Phalange et Franco lui-même envoyèrent leurs remerciements à la Légion (141), qui récidiva en 1938 en promenant à travers le pays l'exposition *Le véritable visage du communisme*, conçue par le sénateur et ancien ministre français Henry Lémery, proche des C.A.U.R. (142). Une des quatre salles était entièrement consacrée aux horreurs de la guerre d'Espagne (143). La presse de droite — *Nation Belge, Gazette, Rappel, Métropole*, etc... — fit un large écho à ces deux séries d'expositions.

A partir de décembre 1937, la Légion, en liaison étroite avec le tandem Terlinden-Desonay, va se lancer dans une nouvelle activité, une campagne de meetings et de pétitions en faveur de la reconnaissance du Gouvernement Franco par la Belgique, campagne qui coïncide chronologiquement avec la sortie de leur apathie des catholiques conservateurs de la *Fédération des Cercles*. Le 6 décembre 1937, le Professeur Desonay a "rôdé" devant les légionnaires bruxellois la conférence, accompagnée de films venant d'Espagne, qu'il répétera par la suite, tonnait contre Maritain et Mauriac, louant Bernanos, assimilant Jacques de Borchgrave et Calvo Sotelo (144). Voulant frapper un grand coup, la Légion annonça pour le 2 février 1938 un grand meeting dans la salle du manège du palais d'Egmont, avec Terlinden, Desonay, Hoornaert, suivi d'un défilé dans les rues de Bruxelles, le tout avec l'autorisation du bourgmestre Adolphe Max. La *Voix du Peuple* se déchaîna dès le 21 janvier, rejointe le 28 par le *Peuple* qui appelait à la mobilisation des socialistes et des

(140) *Gazette de Liège*, 1-XI-37; *Légion Nationale*, 6-XI et 13-XI-37. Etaient présents les industriels Englebert, Desoer (*Ougrée-Marihaye*), Doat (*Conduites d'Eau*), Witmeur, Sadzot, Vincens, etc.. La présence des deux généraux — en retraite — donne lieu à une protestation de René Delbrouck en mars 1938 lors de la discussion du budget de la Défense Nationale.

(141) *Légion Nationale*, 13-XI (lettre de la Phalange du 2 novembre) et 20-XI-37.

(142) Henry Lémery, né en 1874, député puis sénateur de la Martinique, ministre de la Justice en octobre-novembre 1934. Proche du Maréchal Pétain, il était président de la ligue *Les Amis de la Russie Nationale* et directeur de *l'Indépendant* qui consacra le 22 janvier 1938 un reportage à la Légion nationale. Sur lui, voir GALLO, *Contribution...* p. 166; *Dictionnaire des Parlementaires Français*, t. VII, p. 2229-2231; *Légion Nationale*, 29--38.

(143) Catalogue *Le Véritable Visage du Communisme*, in-8°, Bruxelles, 1938; l'exposition se tint à Liège du 14 mai au 5 juin, à Bruxelles du 18 au 27 juin, à Anvers du 2 au 17 juillet 1938 (*Légion Nationale* 16-V, 11-VI, 25-VI, 16-VII-38).

(144) *Légion Nationale*, 11-XII-37 (conférence du 6 décembre), 15-I-38, 19-II-38 (à Anvers le 16 février).

syndicats contre le meeting. Des troubles étaient à craindre d'autant plus que devait se tenir le même 2 février à la Maison des Tramwaymen un meeting suivi de cortège à l'occasion du retour de combattants des Brigades Internationales, et que les autorités venaient d'interdire le meeting rexiste prévu au palais des Sports sur l'affaire des livraisons d'avions. Le bourgmestre Max interdit le soir du 28 janvier le meeting légionnaire et le rassemblement de gauche, et maintient l'interdiction à propos d'un meeting "privé" de remplacement que la Légion voulait tenir le 9 février à l'Atrium. Finalement, les trois orateurs pro-franquistes parleront du 9 au 11 février au cours de trois meetings organisés dans les locaux de la Légion à Bruxelles (145). Hoornaert avait prêché le calme à ses hommes (6), mais ceux-ci se défoulèrent en allant troubler la projection du film *Terre d'Espagne* au Palais des Beaux-Arts (147).

La leçon de Bruxelles avait porté ses fruits : placer un meeting pro-franquiste sous étiquette légionnaire et le tenir dans un lieu public entraînerait des menaces de contre-manifestations suivies d'interdiction. Aussi le meeting suivant du trio Terlinden-Desonay-Hoornaert eut-il lieu le 5 mars 1938 à la salle des fêtes du Collège Saint-Servais à Liège (148), un comité de patronage de notables liégeois fut constitué et, tout en assurant le service d'ordre, les légionnaires se firent discrets (149), ce qui n'empêcha pas la protestation

(145) Tract légionnaire "A la Population Bruxelloise" (A.M.A.E.B., dossier 11.169); *Légion Nationale*, du 15-I au 26-II-38, chaque numéro étant quasi entièrement consacré à la correspondance officielle, aux articles de presse hostiles ou favorables à ce meeting du Palais d'Egmont.

(146) P. Hoornaert à F. Dirix — 29 janvier 1938 (doc. personnelle): "...J'insiste encore pour que vous exploitiez la situation actuelle, non point par une tentative d'agitation illégale, ce qui serait la pire des fautes, mais en remuant ciel et terre pour donner de la publicité à la mesure d'interdiction prise, tout en soulignant que le meeting était assuré, d'ores et déjà, du plus grand succès..."

(147) *Légion Nationale*, 19-II-38, Les incidents commencèrent à chaque projection à partir du 11 février.

(148) *Idem*, 5, 12, 19 et 26-III-38. "Il est évident qu'en choisissant et en louant cette salle, la Légion n'a posé aucun acte de nature politique ou confessionnelle. Nous savions que cette salle était celle qui convenait le mieux dans les circonstances présentes. En effet, il est probable que tout autre choix d'une salle publique quelconque, aurait déterminé les effort acharnés des rouges pour obtenir l'interdiction de la réunion par le chantage et la menace. La manoeuvre devenait moins aisée, lorsqu'il s'agissait d'une salle privée".

(149) Dr. Coheur, A. Collinet, l'ancien bâtonnier Maurice Decroon, Emile Detroz, Colonel Delrez, Paul Doat, Généraux Lewuillon et Mozin, "Papa" Merx et Armand Nagelmackers des Volontaires de guerre, avocat Jean-Armand Meyers, R.P. De Grootte, doyen des Aumôniers Militaires 14-18.

d'Antoine Delfosse au nom de la L.T.C., non sur le fond de la conférence mais sur la présence d'Hoornaert et de ses hommes. La police liégeoise tint à distance une contre-manifestation du C.V.I.A., de J.G.S. et de communistes (150). A Anvers, un meeting en faveur de la reconnaissance de Franco, avec Hoornaert et l'avocat Arthur Rotsaert, fut d'abord interdit, puis autorisé dans une autre salle par le bourgmestre Huysmans (151), tandis que Desonay parlait sans encombre à Tournai (152).

Jusqu'à la mi-1938, la Légion eut donc le monopole de l'action publique en faveur de Franco. Dans les rues, ses troupes ne cessaient d'affronter celles de la gauche ou de prendre des initiatives en dehors des ordres des dirigeants. C'est ainsi que le 27 juillet 1938 un groupe d'un quarantaine de J.G.N. bruxellois mit à sac l'exposition organisée à l'*Atrium*, au Botanique, par la Fédération du P.O.B. sur "Le Fascisme en Espagne et en Chine", sous prétexte qu'elle insultait "des chefs d'Etat étrangers" et surtout en représailles de diverses interdictions de meetings ou d'attributions de salles pour les expositions légionnaires (153). L'autre but était d'attirer l'attention des autorités sur les "étrangers indésirables", dont des Républicains espagnols, commis à la garde de l'exposition. "Police-

(150) *Idem* 12-III-38. "Organisant une réunion dont l'objet était précis et qui était de nature à rallier les personnes de toutes opinions politiques, la Légion Nationale se garda de transformer la conférence en un meeting de propagande légionnaire [...] Nos hommes, la chemise bleue sous le veston, assuraient un service d'ordre impeccable..."

Cité Nouvelle, 5-III-38; *Wallonie*, 3-I-38; *Action Wallonne*, 15-III-38, etc...

(151) *Légion Nationale*, 2-IV et 9-IV-38. Arthur Rotsaert, avocat libéral d'Anvers, chantre de la "Grande Belgique" et de la création d'une marine de guerre. Volontaire et officier en 14-18, il aurait tenté en novembre 1918 une expédition sur la Flandre zélandaise arrêtée à grand peine par les autorités belges. Membre très actif du C.P.N. de Nothomb, passera à la Légion Nationale au début des années 30. Sur lui, voir Jean BEAUFAYS, *Aspects du Nationalisme belge au lendemain de la Grande Guerre*, dans *Annales de la Faculté de Droit de l'Université de Liège*, 1971, 1-2, p. 159 et BALACE, *Pierre Nothomb et les autres nationalistes belges...*, p. 69 et 77. Il revenait d'un séjour d'un mois en Espagne (mars 1938).

(152) *Légion Nationale*, 23-IV-38, meeting Desonay à Tournai le 19. Il y eut aussi des conférences sur l'Espagne par des chefs légionnaires: Delwaide à Mons le 15 avril (*idem*, 7-V-38) et Dirix à Tirlemont le 26 février (doc personnelle).

(153) Tract "L'Exposition Rouge est détruite!" (doc.personnelle): "Parce que si toute licence est donnée aux rouges pour leur propagande et si aucune permission n'est donnée à la Légion à cause des menaces rouges, les légionnaires sauront défendre la liberté de parole et d'action de leur Mouvement, par représailles si nécessaire".

Secours, malgré toute sa rapidité, ne trouva plus sur place que des décombres frais et des gardiens qui ne l'étaient pas [...] Des personnalités de tout premier plan, des professeurs, des avocats, des religieux, même, nous ont écrit, téléphoné ou télégraphié leurs vives félicitations (154)". La presse de droite — *Gazette, Nation Belge, Pays Réel, Messager de Bruxelles, Echo de la Nation* — approuve, mais les légionnaires avaient été trop loin : le *Peuple* réclama la dissolution de la L.N., Louis De Brouckère y alla d'une "Tribune Libre" vengeresse dans le *Soir*, le *XXe Siècle* lui-même s'indigna. Une longue enquête du Parquet aboutit à l'inculpation de huit légionnaires, dont les deux organisateurs du raid, l'industriel ixellois Georges Beauthier et le dirigeant louvaniste Joseph Smits (155).

Cette "bavure" marquait en quelque sorte la fin du monopole de l'action qu'avait exercé la Légion (156). Les intérêts de la cause franquiste passaient maintenant par l'action parlementaire en faveur de la reconnaissance de Burgos, action qui, comme nous l'avons montré, passait par un accord des libéraux et des catholiques (avec soutien extérieur existant et V.N.V.) sans toutefois remettre en cause l'*Union Nationale*. L'offensive dans la presse et au parlement commença à la fin d'août 1938, avec le soutien de groupes de pression représentant les intérêts économiques. Le lancement par Terlinden de l'hebdomadaire *La Nation Espagnole* à la mi-octobre correspondait à cette stratégie de "concentration" dans laquelle la Légion Nationale n'avait plus que peu de poids. Officiellement du moins, car ses dirigeants bruxellois étaient devenus des employés appointés des services de l'*Information Espagnole*, comme nous le verrons. Sur le plan de la lutte anti-communiste, Hoornaert, tout en continuant les meilleures relations personnelles avec Terlinden, avait un peu l'impression que la COPAC, volontairement pluraliste, mettait la Légion sur la touche (157).

(154) *Légion Nationale*, 6-VIII-38 (voir aussi 30-VII, 20-VIII, etc..)

(155) *Soir*, 30 et 31-VII-38; *Peuple*, 30-VII-38; *Wallonie*, 28-VII, 29-VII, 4-VIII-38; *Journal de Liège*, du 28-VII au 1-VIII-38; rapports de police et tracts du P.O.B. aux Archives de la Ville de Bruxelles, Police, dossier 021/50 (communiqués par J. Gotovitch).

(156) Sur ce monopole, voir GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 517 et DE SMET, *Les Partis politiques belges et la Guerre civile espagnole*,..., pp. 702-703.

(157) Le 23 avril 1938, la *Légion Nationale* avait publié en première page un grand article du Père Morlion "La signification de la concentration anti-communiste" mais en ajoutant "nous applaudissons donc sincèrement aux efforts de la Copac mais nous croyons devoir souligner que la lutte effective contre le péril communiste exige autre chose qu'une propagande anticommuniste. Elle exige avant tout des hommes et une organisation prête au combat et au sacrifice..."

Trop "fasciste" pour les uns, le mouvement légionnaire voyait s'assombrir ses relations avec les C.A.U.R. et avec l'Italie. L'appui financier de cette dernière avait été massivement au rexisme et les promesses de Coselschi ne s'étaient pas matérialisées (158). La germanophobie et la francophilie personnelles d'Hoornaert s'étaient fort mal accomodées du rapprochement du Duce et du Führer et des prétentions italiennes sur le Corse et la Savoie (159), et il avait suivi d'un oeil irrité les avatars successifs des C.A.U.R. belges, transformés en C.E.E.O.N. (160). Sur le plan de l'idéologie, le tournant est net : abandon du faisceau comme insigne légionnaire (161), éloignement du modèle italien (162) jusqu'à la rupture en septembre 1939 (163). Sur la question espagnole, en revanche, rien de changé, si ce n'est un peu de mauvaise humeur après l'adhésion de l'Espagne au

(158) Cf. le rapport de l'ambassade italienne du 16 février 1937 : "... delusi delle promesse di C.A.U.R., e anche personalmente dal Presidente di questi, di aiuti finanziari conspiciui, che in realtà non sono poi mai giunti, salvo che in forma modestissima [...] sono ora animate da resentimento verso il Rexismo che ha certamente oscurato il movimento della "Légion Nationale" e avrebbe inoltre monopolizzato le nostre simpatie..."

(159) Voir notamment un article de la *Légion Nationale* du 31-XII-38 : "...Nous qui ne sommes certes pas suspects d'hostilité envers l'Italie [...] autant nous avons jugé légitime l'expansion italienne en Afrique, autant nous comprenons l'aspiration de ce pays rénové et fort vers la grandeur [...] autant nous jugerions absurde, inconcevable un conflit européen qui serait déterminé par des prétentions italiennes sur des terres françaises..."

(160) Le C.E.E.O.N. publia un "bi-mensuel d'informations européennes" sous la direction de Lucien Offenbergh *La Marche du Monde*, qui ne vécut que du 1er février au 1er août 1939. Le comité de rédaction était composé de Paul Van Coppenole et du Vicomte Terlinden (qui avait pourtant quitté les C.A.U.R.). *La Marche du Monde* publia quelques articles généraux en faveur de Franco mais Hoornaert était furieux : "Que signifie cette publication ? Si, comme je le pense, ce sont encore ces Italiens, maladroits et ignorants de tout ce qui concerne la Belgique qui ont lancé ça, ils ont, une fois de plus, jeté leur argent..."

(161) *Légion Nationale*, 4-IV-38.

(162) "Le mot fascisme prête à équivoque [...] Dans un pays comme la Belgique, l'autorité centrale ne sera pas une dictature mais un pouvoir fort, indépendant et stable. Chez nous, il suffira d'en revenir réellement au principe constitutionnel [...] Nous ne croyons pas que le fascisme italien ou le national-socialisme allemand soient appelés à résoudre les problèmes belges..." (réponse de P. Hoornaert à l'enquête "Où va le monde? Fascisme? Communisme? Séparatisme?" dans la *Revue Belge*, 15-V-38).

(163) Lettre de P. Hoornaert à F. Dirix — 19 septembre 1939 (doc. Personnelle) : "...Depuis des années, je vous ai dit ce que je pense de l'"évolution" du fascisme italien. Cela ne ressemble plus à ce que nous avons admiré jadis [...] Nous n'avons pas changé, mais ceux qui jadis nous inspiraient de l'admiration se sont complètement écartés de leurs propres doctrines..."

Pacte Anti-Komintern italo-allemand (164) et l'accent mis sur "la civilisation occidentale et chrétienne" plutôt que sur l'"Ordre Nouveau" dans les buts de guerre de la Phalange. La situation internationale, Munich, l'affaire Maertens, une campagne xénophobe absorbèrent les activités légionnaires en 1939, puis vint la mobilisation. Les seules manifestations publiques furent un nouveau meeting d'Arthur Rotsaert *Franco 1939* en avril (165), et un déjeûner en l'honneur d'Ernesto de Zulueta le 4 février (166);

La section belge des C.A.U.R., une fois lancée la souscription de septembre 1936, ne n'était plus quère manifestée par une action en faveur de Franco. Celle-ci avait été prise en charge par la Légion d'une part, par la ligue *Action et Civilisation* et ses *Amitiés Belgo-Espagnoles* de l'autre, pendant que le Vicomte Terlinden, président des C.A.U.R. jusqu'au début 1938 au moins, animait l'*Information Espagnole* et des oeuvres comme l'A.P.E., le C.A.B.E.M., *Reconnaissance à l'Espagne*, etc... sur lesquelles nous reviendrons. Tout au plus trouve-t-on dans le bulletin confidentiel des C.A.U.R. belges les vitupérations de René De Mot contre les collectes effectuées à l'U.L.B. en faveur des Républicains (167).

Au moment de la victoire franquiste, les anciens dirigeants belges des C.A.U.R. lancèrent l'idée d'une souscription destinée à offrir à Franco une épée d'honneur. Au premier comité exécutif, on trouvait Fraeys de Veubeke et Arnold de Looz-Corswarem des anciens C.A.U.R., Van Coppenolle du C.E.E.O.N., Arthur Metsers des *Amitiés Belgo-Espagnoles*, le Major Ubaghs de la Légion Nationale et le Baron Gillès de Pélichy (168). En très peu de temps, la direction effective du comité passa au Vicomte Terlinden, président, et à Jean-Armand Meyers le dirigeant de l'*Union Hispano-Belge* (169). Les événements internationaux expliquent que c'est fort discrètement que ce dernier et Fraeys de Veubeke allèrent, fin 1939, remettre au Caudillo l'hommage de ses admirateurs belges (170), oeuvre de

(164) P. Hoornaert à F. Dirix — 19 avril 1939 (doc. personnelle, voir plus loin).

(165) La conférence eut lieu à Anvers le 21 avril 1939, Rotsaert rentrant d'un nouveau séjour d'un mois en Espagne (doc. personnelle).

(166) *Légion Nationale*, 11-II-39.

(167) *Bulletin des C.A.U.R. de Belgique*, déc. 1937; *Légion Nationale*, 18-XII-37. Voir aussi pour des articles sur l'Espagne le *Bulletin des C.A.U.R.* de février 1938.

(168) *Légion Nationale*, 11-III-39.

(169) *Idem*, 27-V-39.

(170) *Idem*, 16-XII-39 (à propos d'une conférence de Terlinden sur "L'Espagne Triomphante") et 17-II-40.

l'orfèvre van Dionant (171).

ACTION ET CIVILISATION

Le troisième groupe est la ligue *Action et Civilisation*, constituée sous forme d'ASBL en juillet 1932 pour "maintenir le culte et le respect de l'ordre traditionnel", défendre les "principes de la civilisation occidentale" et combattre "le lutte des classes", absorbant le groupement de propagande et de conférence *Moscou Attaque!* dirigé par le Commandant Eugène de Launoy et le Commandant de l'armée française Jean Renaud, sous le patronage d'une brochette de hautes personnalités catholiques et libérales et de dirigeants d'associations d'anciens combattants, le nerf de la guerre étant fourni par le parfumeur millionnaire François Coty (172). A sa création, *Action et Civi-*

(171) Après guerre, nommé à la Commission de l'Historique de la Résistance, le Vicomte Terlinden dut démissionner sous la pression de certains, dont Pierre Clerdent, qui lui reprochaient d'avoir présidé à la souscription pour "l'épée d'honneur Franco" (voir à ce sujet *Septembre*, 5-II-50).

(172) Les différents comités de *Moscou Attaque!* se composaient de :

COMITE D'HONNEUR : Prince Jean de Mérode, Comte de Broqueville, Adolphe Max, Emile Francqui, Henry Jaspar, Georges Theunis, Albert Devèze, Paul-Emile Janson, Lieutenant-Général Baltia, Lieutenant-Général Baron Greindl, Lieutenant-Général Pontus, Sénateur Maurice Despret, Mgr. Dugardyn Aumônier Général, Comte Charles de Hemricourt de Grunne, Georges Vaxelaire, Firmin Van den Bosch, Baron Districh de Val-Duchesse, Breugelmans (pdt. des *Amis de la Nation Belge*), Général Hartman (anciens combattants russes), Colonel Haldane (*British Legion*), E. Francfort (anciens combattants français), Neri Papa (anciens combattants italiens).

COMITE EFFECTIF : Présidents : Albéric de Fraipont et Major Guy Reynjtjens; Alcide Duby. Ivan Altenloh, Adrien Barbanson, Edmond Damiens, Baron Jean de Broqueville, Georges de Ro, Georges Hubert, Henry Hollanders de Ouderaen, Commander Kinakan, Jules Loppe, Nestor Poppe, Frans Thys, Comte R. van der Burch.

CONFERENCES : Commandant Eugène de Launoy pour la Belgique, Commandant Jean Renaud pour la France. (Liste tirée de la brochure de Fernand FRANCOIS, *Moscou Attaque!*) Né en 1880, Eugène de Launoy passa dans les cadres de réserve en 1934 et fut nommé major hre en 1938. Jean Renaud, commandant des troupes coloniales, ancien prix Femina, ancien aide de camp d'Albert Sarraut en Indochine, était devenu un des principaux collaborateurs de François Coty au journal *L'Ami du Peuple*. En 1933, il prit la tête de la *Solidarité Française* et, après la dissolution de cette dernière par le Gouvernement du Front Populaire, anima le *Front National*, le *Parti du Faisceau Français* et, sous Vichy, la *Jeunesse de France et d'Outre-Mer*. Acquitté après guerre pour son attitude anti-allemande. Sur lui, voir J. PLUMYENE et R. LASIERRA, *Les Fascismes Français 1923-63*, in-8°.

lisation se veut un groupe de propagande antibolchévique "pluraliste" réunissant les directeurs des principaux journaux conservateurs de la capitale, sous l'impulsion de Cuissart de Grelle de la *Ligue Nationale Belge contre le Communisme* et surtout du Père jésuite Carlos Lefèvre, véritable *deus ex machina* de la lutte contre la IIIe Internationale en Belgique (173). Des officiers et des industriels complètent le comité, qui se dote d'un président décoratif en la personne du Général Baron de Ceuninck, ancien Ministre de la Guerre (174).

Ce dernier démissionnera assez rapidement, de même que les journalistes d'opinion libérale, et on verra apparaître au comité le très fascisant Jean Renaud, le Roumain Lecca, le Suisse Léon Blanc et l'écrivain belge Gaëtan Duwez, ancien officier de l'armée tsariste et des armées blanches. La ligue édite en 1934-35 un éphémère mensuel, *L'Alerte*, mais un tournant idéologique très net est pris avec l'arrivée en juillet 1934 de l'avocat bruxellois Marcel Dessy, grand pourfendeur du judéo-bolchévisme et des noirs complots maçonniques, qui fondera en 1935 l'ASBL *Le Péril Juif* (175). Pen-

Paris, 1963, p. 55-57; H. COSTON, *Partis, Journaux et Hommes Politiques d'Hier et d'Aujourd'hui*, in-8°, Paris, 1960, pp. 62-64 et passim et ses mémoires *L'Agonie de Vichy*, in-8°, Paris, 1949.

(173) Sur le rôle de Cuissart de et du Père Lefèvre, voir RESANOV *op.cit.*, p. 17 et documents annexes 14-15.

(174) Notamment Edouard Ned de la *Revue Générale*, Antoine Matagne de *l'Indépendance Belge*, Alfred Zwanepoel du *XXe Siècle*, Paul Beaupain de *l'Etoile*, Edmond Hoton de *La Gazette*. Parmi les fondateurs, on trouvait Albéric de Fraipont, avocat et fondateur de divers mouvements d'anciens combattants (*Pionniers de la Victoire* devenues plus tard *Croix du Feu*), le Vicomte Roger Le Sergent d'Hendecourt (secrétaire général de l'UFAC jusqu'en 1938), le Baron Adrien del Marmol, officier d'artillerie de réserve, l'industriel Charles Stockmans, le Baron de Giey, etc... (*Moniteur Belge*, ASBL, 1932, acte n°974 du 12 juillet). Le 28 juillet 1932, fut élu président le Lieutenant-Général Baron Armand de Ceuninck (1858-1935), ministre de la Guerre d'août 1917 à novembre 1918 (*idem*; acte n°1017). Le Général de Ceuninck appuyera en 1933 l'affiliation d'*Action et Civilisation* à *L'Union des Forces Anticomuniste*. Sur les activités d'*Action et Civilisation* en liaison avec l'UFAC et des projets de coup d'état, voir W. DE BOCK, *L'Extrême-Droite et l'Etat*, pp. 17-22.

(175) Matagne, Hotton, le comte Guy van der Burch et Albéric de Fraipont démissionnèrent en juin 1933, le Général de Ceuninck et Stockmans en juillet 1934. Sur ces démissions et l'arrivée de nouveau venus, voir *Moniteur Belge*, 1934, acte n°121 du 22 juin 1933 et n°1018 du 2 septembre 1934. Sur l'association *Le Péril Juif*, voir *idem*, acte n°1413 du 30 octobre 1935 et 1936, acte n°42 du 17 décembre 1935. Cette éphémère ASBL était dirigée par Dessy et le peintre Louis Luytens qui sera l'éditeur de la feuille antisémite *L'Ami du Peuple*. Les statuts prévoyaient, en cas de dissolution, le versement du patrimoine au "service mondial", cad le *Weltdienst* nazi, ce

dant la guerre d'Ethiopie, *Action et Civilisation* se lancera dans la propagande pro-italienne et anti-sactionniste, sous l'influence de Neri Papa, président des combattants italiens en Belgique, organisera des déjeuners et conférences, publiera une série de brochures exaltant la fraternité italo-belge dans l'essor colonial (176). Fin 1936, l'éditeur Paul Relette, un des piliers des C.A.U.R. belges, adhère à *Action et Civilisation* qui déménage et va s'installer au 12, rue du Marquis, local qu'elle partagera avec les C.A.U.R., l'U.M.O.N., etc... Arrivent alors au comité directeur et sont bientôt investis de la gestion quotidienne les deux "colonels barons", Henry Hollanders de Ouderaen et Henri d'Oldenneel de Heerenbrinck (177), et l'ingénieur Louis Vanderhulst proche de la Légion Nationale (178).

Dès les premières semaines du conflit espagnol, *Action et Civilisation* se lance dans le soutien actif à Franco, collectant des fonds pour l'envoi de voitures-ambulances et de médicaments aux forces nationalistes (179). Elle remportera, comme nous le verrons plus loin, quelques succès dans ce domaine avant que, une nouvelle fois, le relais soit pris par les "concentrations" apolitiques et pluralistes chères au Vicomte Terlinden. Une autre forme d'activité propre à la ligue est l'organisation des "déjeuners *Pro Espana*" au *Résidence-Palace*, réunions élitistes où se coudoyant membres de la noblesse, des C.A.U.R., l'état-major de la Légion Nationale et quelques leaders de la droite et de l'extrême-droite du Parlement. Le premier de ces banquets se tint le 21 novembre 1936 et le député socialiste Piérard demanda des sanctions de l'Education nationale contre le Professeur Desonay qui y avait prit la parole en tant que vice-président des C.A.U.R. belges (180). Le prix élevé de ces repas en faisaient un lieu

qui fut modifié par la suite, sans doute à la demande d'*Action et Civilisation* qui partageait avec le *Péris Juif* ses locaux de la rue d'Assaut et l'en fit déménager fin 1935.

(176) Citons *L'Enfer Abyssin, Du Congo belge à l'Ethiopie, En regardant l'Italie, etc..* Voir BALACE, *La propagande italienne en Belgique 1930-1940*.

(177) *Moniteur Belge*, ASBL, 1936, acte n°1858 du 23 décembre. Henry Hollanders de Ouderaen, né en 1882, colonel retraité, mort en 1955 et Henry d'Oldenneel de Heerenbrinck (1880-1955), lieutenant-colonel d'artillerie (*Etat présent de la noblesse...*, t. VII, p. 253 et t.XII, p.203).

(178) *Moniteur Belge*, ASBL, 1937, acte n°473 du 17 janvier. Louis Vanderhulst, ingénieur des mines, travaillait en Espagne. Sur ses activités et ses discours, voir *Légion Nationale*, 28-XI et 29-XII-36, 9-XI-39.

(179) *Légion Nationale*, 21-XI-36, 20-III-37, 19-VI-37.

(180) *Idem*, 28-XI-36, 16-I-37; *Annales Parlementaires, Chambre*, 24-XI, p. 194.

de rencontre assez fermé. Bientôt, *Action et Civilisation* crée un nouvel organisme *Les Amitiés Belgo-Espagnoles*, au but anodin "entretenir des relations amicales entre des Belges et des Espagnols". Parmi les fondateurs, Marcel Dessy, l'exportateur Maximilien Polchet, le Dr. Gérard Deblock, le Baron Charles d'Udekem d'Acoz, Arthur Metsers et René Laloire, un jeune licencié en sciences commerciales qui deviendra plus tard professeur à l'U.C.L., de Launoy et les deux "colonels barons". Avec Dessy comme secrétaire général, Hollanders de Ouderaen comme trésorier et de Launoy comme président, *Amitiés Belgo-Espagnoles* et *Action et Civilisation* sont interchangeables (181). La tradition des déjeuners se continue et permet à Paul Crokaert, Charles d'Aspremont-Lynden et Pierre Daye de se rencontrer dans la même ferveur pro-franquiste (182). C'est de là que sortira l'idée du grand meeting en faveur de la reconnaissance de l'Espagne nationale réunissant le 5 mars 1938 à la salle *Patria* Crokaert, Daye, d'Aspremont et le député permanent libéral Jules Hansez sous les auspices des *Amitiés Belgo-Espagnoles* qui y étaient représentées par l'inquiétant Dessy (183). C'était la première fois que des parlementaires s'engageaient.

L'effervescent Commandant de Launoy n'hésite pas à payer de sa personne. Il aura quelques ennuis avec l'Auditorat Militaire pour avoir piétiné un contre-manifestant à l'issue d'une messe célébrée à Anvers à la mémoire du Général Mola mais l'affaire sera classée "sans suites" (184). Il ne pourra assister au meeting organisé le 5 mars 1938 à *Patria* par ses *Amitiés Belgo-Espagnoles*, "empêché par les récents incidents provoqués par la projection d'un film soviétique" (sic), ce qui veut dire que le trop bouillant commandant avait attrapé quelques horions sur le coin de la figure (185). Ses envois

(181) *Moniteur Belge*, ASBL, 1937, acte n°1230 du 30 juin.

(182) P. DAYE, *Mémoires*, chap. XXXVIII, pp. 867-868 (C.E.R.H.S.G.M.): "...Je persistais à défendre la cause du Général Franco. J'en parlais à l'extérieur et notamment dans des conférences ou lors des déjeuners organisés au Résidence-Palace par les "Amitiés Belgo-Espagnoles" où je me rencontrais sur ce même terrain avec mon vieil ami Paul Crokaert, sénateur catholique, et le comte d'Aspremont-Lynden, lequel se sentait tenaillé, de plus en plus, par l'envie de jouer un grand rôle ministériel..."

(183) *Légion Nationale*, 26-II-38; *Pourquoi Pas ?*, 11-III-38, p. 730. Jules Hansez, avocat, avait fait partie des fondateurs de l'*Association des Italo-philés de Belgique* et de l'*Ambulance Marie-José* (*Moniteur Belge*, ASBL, 1936, acte n°305 du 24 octobre 1936) avec René De Mot et Fraeys de Veubeke des C.A.U.R.

(184) Archives du M.R.A., dossier matricule 14.431. Les faits eurent lieu le 17 juillet 1937.

(185) *Pourquoi Pas ?*, 11-III-38, p. 730. Il s'agit sans doute des incidents qui accompagnèrent la projection de *Terre d'Espagne* aux Beaux-Arts.

d'ambulances et de matériel sanitaire en Espagne lui vaudront de subir des perquisitions de la justice belge (186), tandis que le local d'*Action et Civilisation*, rue du Marquis, fut mis à sac à deux reprises, puis eut ses vitres brisées en juillet 1938 en représailles à la destruction de l'exposition de l'*Atrium* par la Légion Nationale (187).

Dirigeant officiel de la ligue et des A.B.E., de Launoy fait de plus en plus figure de prête-nom respectable à des activités qui le sont moins. Sa secrétaire deviendra l'épouse de Cantelli, le dirigeant de la Phalange à Bruxelles (188). Il figure sur les listes de correspondants du *Fichte-Bund* allemand (189), et *Action et Civilisation*, où figuraient jadis généraux et ecclésiastiques, se laissera aller à mettre en vente des insignes à croix gammée, tout en menant "le bon combat contre les adversaires du Général Franco (190)". Le dirigeant véritable est de plus en plus Marcel Dessy, par l'intermédiaire duquel arrivent sans doute à *Action et Civilisation* deux obsédés du péril judéo-maçonnique Léopold Flament, dit "Regulus", et le Dr. Paul Ouwerx.

Les liens entre les trois hommes sont évidents (191). Peut-être est-ce le renforcement de la tendance Dessy qui provoque à la fin de 1937 un véritable exode des membres d'opinion belgiciste ou proches des C.A.U.R. : le vicomte d'Hendecourt, Paul Rezette, Fraeys de

(186) *Légion Nationale*, 19-VI-37.

(187) *Idem*, 6-VIII-38 (communiqué des A.B.E.); Rapport de la 1^e Division de police, 28-VII-38 (Archives de la Ville de Bruxelles, 021/50, signalé par Mr. José Gotovitch, que nous remercions). Craignant des représailles, la police garde la Maison du Peuple de Bruxelles.

(188) Documentation personnelle.

(189) Liste de membres belges du *Deutscher Fichte-Bund* établie le 22 septembre 1939 par le Dr. Kessemeyer (Bonn, Auswärtiges Amt, Gesandtschaft Brüssel, Partei, Propaganda). Voir Dirk MARTIN, *Nazi-Propaganda in België tijdens de Onafhankelijkheidspolitiek*, dans *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale*, n°9, 1985, p. 344. Certains correspondants du *Fichte-Bund* avaient toutefois fait savoir aux Allemands qu'ils se refusaient à toute propagande contraire aux volontés du Roi.

(190) Sur cette affaire des insignes, voir Robert de ROSSIUS d'HUMAIN, *De Bruxelles à Abbeville. Une lettre de cachet sous le signe du triangle*, in-8°, Bruxelles, 1940, p. 10.

(191) Marcel Dessy fut l'avocat du Dr. Ouwerx dans ses procès avec *La Dernière Heure* et Louis Camu à propos de son livre *Les Cagouleurs démasqués* (*Libre Belgique*, 18 et 25-IV-40; *Le Soir*, 10-XII-40). Au début de l'occupation, en février 1941, Dessy s'offrit comme médiateur entre Ouwerx et Flament qui se disputaient le contrôle de la ligue antimaçonnique *L'Épuration* (voir un document cité à la p. 29 de *La Franc-Maçonnerie belge sous l'occupation allemande 1940-1944* dans *Bulletin du Suprême Conseil de Belgique*, n° 66, 1948, pp. 1-66).

Veubeke, Louis Van der Hulst, l'ingénieur Robert Billiard un des plus anciens dirigeants de la Ligue. Le Colonel d'Oldenneel démissionne lui aussi, mais sans doute pour des raisons différentes puisqu'on le trouve trois mois plus tard en tête des fondateurs de la très virulente *Défense du Peuple. Ligue pour la Sauvegarde de la Race et du Sol* présidée par René Lambrichts. Arrivent pour les remplacer au conseil d'administration d'*Action et Civilisation* le Baron Vincent Ernst de Bunswyck et Charles Melchers pendant que de Launoy, jusqu'alors directeur-général, prend la présidence effective de l'A.S.B.L. en même temps que celle des *Amitiés Belgo-Espagnoles* (192). Ces dernières continueront jusqu'à la victoire franquiste leur politique des déjeuners *Pro Espana* au Résidence-Palace, y compris le "Banquet de la Victoire" du 29 avril 1939 organisé en commun avec la Phalange. A cette époque, le siège des A.B.E. a été transféré boulevard de la Cambre, au domicile privé de Marcel Dessy (193).

Au printemps 1938, *Action et Civilisation* mit sur pied une *Union Belge pour la Reconnaissance de Franco* qui s'emploie à recueillir à travers tout le pays des signatures pour une pétition au Roi "lui demandant très respectueusement son auguste intervention pour que la Belgique reconnaisse le gouvernement national espagnol". Les registres, qui totalisaient environ 2.850 signatures furent transmis par le Palais au Premier Ministre Spaak dès le 2 juin 1938 (194).

L'analyse détaillée (195) fait ressortir que le soutien à Franco est (192) *Moniteur Belge*, ASBL, 31-XII-37, acte n°1985 non daté. Robert Billiard, ingénieur A.I.G., appartenait au conseil d'administration d'*Action et Civilisation* depuis juin 1933. Il était président de la Chambre du Commerce extérieur de la Belgique, des Chambres de commerce belgo-portugaise, belgo-brésilienne, administrateur de la Bourse aux Textiles, etc... Sur le passage d'Oldenneel à la *Défense du Peuple*, voir *Moniteur Belge*, ASBL, 1938, p. 300, acte n° 679 du 18 mars 1938. La nouvelle organisation antisémite était surtout active à Anvers. Son chef, l'avocat Lambrichts, venait de la LINACO de Somville, dissoute en 1936. Sur les débuts de la *Défense du Peuple*, voir Wim GELDOLF, *Camille Huysmans en het Joodse volk*, dans *Bijdragen tot het Camille Huysmansonderzoek*, in-12, Anvers, 1971, pp. 229-240.

Sur le Baron Vincent Ernst de Bunswyck, né en 1876, ancien consul général de Belgique, voir *Etat présent de la noblesse...*, t.V, p. 164.

(193) *Nation Espagnole*, 13 et 20-IV-39.

(194) *L'Union* était sous la présidence du Commandant de Launoy, assisté de Marcel Dessy et de H. Hollanders de Ouderaen. Les trois registres aux feuillets non reliés furent transmis par le Palais à Spaak le 2 juin 1938 mais ne parvinrent aux Affaires Etrangères que le 10 janvier 1939. Ils sont conservés aux A.M.A.E.B. sous la cote 11.169/2. Voir J. GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 517, note 56.

(195) Nous remercions nos amis et collaborateurs Jacques Jadoul, Alain Collignon et Jean-Sébastien Vaessen de l'aide précieuse qu'ils nous ont apportée dans la transcription et l'analyse de ces documents.

avant tout affaire de Brabançons et de Wallons, et dans une mesure beaucoup plus faible d'habitants des provinces flamandes. Il est curieux de constater que la province réputée "rouge" de Hainaut fournit à elle seule 62,5 % des signatures récoltées dans les provinces wallones, contre 20,2 % pour Liège et 13,2 % pour le Luxembourg "catholique et rexiste" de l'époque. A l'intérieur du Hainaut, l'arrondissement de Charleroi et la région de La Louvière se taillent la part du lion, peut-être par une prospection plus systématique d'un milieu politiquement restreint ou par l'engagement dans les signatures à la fois des forces catholiques conservatrices locales (le député Ernest Drion du Chinois, le journaliste Jean Valschaerts du *Rappel*, l'avocat Gérard Hupin) et des milieux rexistes (autour de J. Pévenasse). En Flandre, c'est Anvers, sa banlieue et les régions industrielles de Courtrai et du Pays de Waes qui viennent en tête (196).

Une coupe socio-professionnelle est rendue malaisée par l'absence de précisions suffisantes dans plus de 25 % des cas (197). Si, comme on pouvait s'y attendre, négociants et industriels intéressés au développement des relations commerciales avec l'Espagne franquiste

(196) Provenance des signatures :

non identifiée	12,6%	hommes	63,18%
Prov. Brabant	37,70%	femmes	20,4 %
Prov. flamandes	13,43%	non id.	16,4 %
Prov. wallonnes	36,15%		

(197) 1. Non identifiés	26,54%	10. Rentiers, propriétaires	1,16%
2. Négociants, importeurs, commerçants	10,60%	11. Employés	18,65%
3. Industriels et ingénieurs	7,15%	12. Ouvriers	6,91%
4. Professions libérales	5,26%	13. Artisans	3,09%
5. Journalistes, hommes de lettres, artistes	1,16%	14. Fonctionnaires	0,77%
6. Professeurs, instituteurs	1,6%	15. Pensionnés	0,95%
7. Etudiants	0,95%	16. Domestiques	0,98%
8. Ecclésiastiques	0,35%	17. Secteur agricole (fermiers et ouvriers agricoles)	1,72%
9. Politiciens professionnels	0,35%	18. Secteur Horeca (patrons et employés)	1,16%
		19. Emplois féminins (artisanat)	0,53%
		20. Ménagères	2,73%

sont bien représentés, on remarquera l'importance des étudiants, des employés et "les signatures péniblement tracées par des personnes de condition très modeste (198), ouvriers et petits artisans.

On peut évidemment se demander si le caractère "populaire" de cette pétition ne fut pas délibéré, mais l'analyse des noms et signatures ne permet pas de reconstituer par quels canaux ils furent récoltés. Les démarcheurs éventuels sortaient du cadre relativement étroit des groupes pro-franquistes que nous avons étudiés jusqu'à présent. Hormis quelques membres isolés et dont la signature est en quelque sorte accidentelle, La Légion Nationale brille par son absence, ce qui n'a rien d'étonnant puisqu'elle diffusait depuis le début de 1938 ses propres listes qui se rattachaient au groupe Terlingen-Desonay (199). Du côté rexiste, aucun sénateur, député ou dirigeant de premier plan : Henry Marcowitz, trésorier de la *Confédération Rexiste du Travail* et l'avocat Pévenasse, alors en semi-dissidence (200). Les catholiques ont, eux, mieux répondu : le Sénateur Paul Nothomb, son collègue bruxellois Georges-Marie Cools, le député Drion du Chapois, Coomans de Brachène, bourgmestre d'Aarschot. Les milieux de la presse catholique ont bien répondu : toute la direction et la rédaction de *l'Avenir du Luxembourg* (Jean Gyselinxs, Camille Decker, Jean Fosty, Félix Blum) avec à leur suite 18 ouvriers et typographes du journal, Jean Valschaerts pour le *Rappel*, tout un groupe autour de Delforge et de *Vers l'Avenir*, les Desclée de Maredsous du *Courrier de l'Escaut*. Parfois ce sont des corporations entières qui, sollicitées, répondant massivement : à Charleroi, un bloc de 51 membres du barreau local, dont Paul Destexhe, Gérard Hupin; à Neuchâteau le doyen, le vicaire et le sacristain imités par tout le corps enseignant du collège Saint-Michel. Peu de grands noms ou de personnalités de poids : le Prince de Chimay, le Comte de Renesse, le Procureur Général honoraire Baron Meyers, le Baron Forgeur, le Colonel Louis Louveau président de l'U.F.A.C., le courtier anversoïis

(198) GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 517, note 56.

(199) Sur la pétition légionnaire, voir *Légion Nationale* du 5-II au 14-V-38. Le but était de remettre au Roi 100.000 signatures. D'après une lettre de P. Hoornaert à F. Dirix du 26 février (doc. personnelle), on n'avait à cette date recueilli à Liège que 500 signatures et on attendait le meeting du 5 mars pour atteindre le millier. On ignore le sort ultérieure de ces pétitions.

(200) Joseph Pévenasse avait créé en dehors de Rex en septembre 1937 un fantômatique M.N.I. (*Mouvement National Indépendant*) qu'il dut dissoudre dès le 21 septembre parce qu'il ne comptait que 3 membres! (*Moniteur Belge*, ASBL, 1937, p. 707 acte n.1761467 (non daté) et p. 745 acte n°1543 du 21 septembre prononçant la dissolution). On note aussi la signature d'un Jean Teughels, commerçant à Charleroi, qui est peut-être le futur bourgmestre rexiste de l'occupation.

William Grisar un des fondateurs en 1940 de ce qui deviendra l'Armée Secrète, Etienne de la Vallée-Poussin qui n'a rien d'un "fasciste", etc... Il est par ailleurs curieux de constater qu'hormis Dessy et Hollanders de Ouderaen, les cadres d'*Action et Civilisation* et les commensaux ou orateurs des *Amitiés Belgo-Espagnoles* (Daye, d'Aspremont, Crokaert) ne contresignèrent pas leur propre pétition.

Le succès relatif de celle-ci et l'ouverture vers des milieux n'appartenant pas à l'extrême-droite contrastaient avec les autres activités d'*Action et Civilisation* en 1938. Début avril, la ligue publia sous la signature du Commandant de Launoy la brochure *Les Bombardements de Barcelone?*, qui eut immédiatement une traduction néerlandaise et connut deux éditions. A travers les 32 personnalités catholiques belges qui avaient signé un manifeste contre les méthodes de guerre totale de Franco "indignes de la cause chrétienne", la brochure avait surtout pour but de stigmatiser l'immobilisme des parlementaires et des hommes politiques catholiques sur la question de l'établissement des relations avec Burgos et dans le soutien plus général à la cause des Nationalistes (201).

Bien écrite, dans un style à la Léon Bloy, la brochure du Commandant contraste violemment avec deux autres productions qui sortiront peu après aux éditions *Action et Civilisation* sous son nom. Le titre de la première est révélateur du prisme déformant à travers lequel la ligue regardait désormais les forces en présence dans la guerre civile : *L'Action de la Franco-maçonnerie (d'après un document secret), du Judaïsme et des Déterreurs de cadavres en Espagne Soviétique*, une échelle de "responsabilités" à peu près inverse de celle des autres groupes de propagande qui incriminaient avant tout l'action de Moscou et des anarchistes de la F.A.I. Le terrible "document secret" n'était autre que la brochure éditée à Bruxelles en mai 1937 par Ceferino Gonzalez, Grand-Maître adjoint du Grand-Orient d'Espagne *La Franc-Maçonnerie Universelle en face de la grande tragédie de l'Espagne*, qui faisait état de l'aide apportée aux Républicains par diverses loges étrangères. Mais ce qui a servi de "révélation" à l'auteur, c'est l'éditeur : l'imprimerie "Lucifer", qui éditait depuis des années les publications du P.O.B. mais qui, tremblant catholiques, avoue ainsi se placer sous la protection du "nom du dieu

(201) *Les Bombardements de Barcelone?*, in-8°, 16 p. (deux éditions) et *De luchtaanvallen op Barcelona?*, in-8°, 16 p. qui connut également deux éditions, la seconde postérieure à la brochure *L'Action de la Franco-Maçonnerie*. Il existe aux archives de Malines une circulaire envoyée par de Launoy à des membres du clergé et aux dirigeants d'écoles libres leur demandant de protéger leurs élèves du danger communisme (K. WOUTERS, p. 179, note a) mais elle doit être antérieure à 1938.

de la judéo-maçonnerie" (*sic*). Dans un style pesant, où abondent passages en grasses et en capitales, sous-titres accrocheurs, l'auteur se livre à une compilation des "Protocoles des Sages de Sion", d'extraits de la *Revue Internationale des Sociétés Secrètes* et surtout du discours "La vérité sur l'Espagne" prononcé par Goebbels au Congrès de Nuremberg de 1937, pour finir par demander la mise hors la loi des Juifs "cause du malaise mondial".

Quelques mois plus tard, à la veille des élections communales d'octobre 1938, paraît une nouvelle brochure *A l'assaut de notre civilisation. Juifs, Francs-Maçons, Anarchistes à l'oeuvre pour la guerre civile mondiale* dont les grandes lignes et l'argumentation, y compris "Lucifer" et le discours de Goebbels, sont repris à la brochure précédente. Ce qui est neuf, c'est l'utilisation de la campagne menée dans la *Libre Belgique* contre les Loges, du 8 janvier au 28 mai 1938, avec publication de listes de 520 maçons ou supposés tels, et d'autres articles de la feuille catholique sur les responsabilités maçonniques dans la tragédie espagnole (17 mai et 2 juillet) (202). Outre des propositions de mesures antisémites, la brochure se veut surtout argument électoral contre le parti libéral, suspecté de vouloir faire cartel avec le P.O.B., et réclame un "bloc antimaçonnique" des "partis qui ont des principes chrétiens à la base de leur programme", c'est à dire les alliances Rex-K.V.V. ou Rex-"catholiques" qui se présentaient dans diverses villes.

On continue à attribuer ces divagations à de Launoy "pourfendeur patenté des Juifs, des Francs-Maçons et de marxistes (203)", mais il n'en était pas l'auteur. Ce dernier n'était autre que Léopold Flament, ancien secrétaire d'hommes politiques de gauche, journaliste au Bureau de Documentation et Propagande belge de Londres en 14-18. Depuis 1932, Flament se livre dans la presse d'extrême-droite à une chasse aux sorcières judéo-maçonniques, sous divers pseudonymes ("Le Déburreur", A. Baplan, Trajan, Regulus) qui lui servent sans doute à conserver ses fonctions à la S.A. Internationale de TSF

(202) Sur cette campagne, voir Hervé HASQUIN, *Les attaques contre la Franc-Maçonnerie en Belgique dans l'entre-deux-guerres*, dans *Visages de la Franc-Maçonnerie belge du XVIIIe au XXe siècle*, in-8°, Bruxelles, ULB, 1983, pp. 282-296 (pp. 292-293). La document publiée par la *Libre Belgique* provenait de Léopold Flament et du Major Charles Gillis de Sart-Tilman (1897-1977), ancien officier aviateur démissionnaire devenu chef de Rex-St. Josse, qui collectionnait les documents maçonniques imprudemment délaissés. Charles Gillis rompra avec Rex au début de la guerre et fera de la résistance sous le nom "Martinval". Il animera pendant l'"affaire royale" le mouvement *La Croisade*. Ses papiers personnels sont au C.E.R.H.S.G.M. sous la cote PG15, les n°55 à 60 traitant de son action anti-maçonnique.

(203) HASQUIN, *op.cit.*, p. 294; GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 516.

(204). La *Légion Nationale* de Paul Hoornaert, *L'Ordre Social* de Georges Rhodius ont quelque temps réservé une petite place dans leurs colonnes à la prose du "pétulant Léopold (205)". Flament avait réservé à la *Légion* la primeur de ses révélations sur la collusion Ceferino Gonzalez-"Lucifer" (206), mais sans doute Hoornaert n'y accorda-t-il pas l'attention désirée car Flament s'associa avec Guillaume Van der Geeten, un exclu de la *Légion*, pour publier le tract ronéotypé *Quid Novi?*, pâle imitation des textes du *Weltdienst* d'Erfurt (207), puis rejoignit Dessy du *Péril Juif* à *Action et Civilisation*.

Dans un discours prononcé en février 1941 à l'inauguration de l'exposition antimaçonnique organisée par le ligue *L'Épuration* dont il était secrétaire, Flament affirma que *A l'assaut de notre civilisation* avait été publiée "sous le nom du Commandant de Launoy, mais payée et écrite par moi (208). Une note autobiographique rédigée à l'intention des services allemands y ajoutait *L'Action de la Franc-Maçonnerie* (209), ainsi que la rédaction effective des livres du Dr. Paul Ouwerx *Trois Impostures* et *Les Cagouleurs Démasqués*.

(204) Né à Bruxelles en mai 1884, ancien secrétaire du député socialiste Emile Royer et de Herbert Speyer, ancien bibliothécaire du Barreau de Bruxelles, réfugié en Grande-Bretagne. Sous la seconde occupation fonda en septembre 1940 la "Ligue antimaçonnique Belge l'Épuration" avec le Dr. Ouwerx mais en fut exclu en mars 1941 après de sordides conflits financiers. Devenu ensuite SS-mann, recruteur de l'Organisation Todt et indicateur de la Sipo de Liège, publia en 1943 sous son pseudonyme de Regulus une édition des Protocoles des Sages de Sion. Condamné à mort par défaut en 1947 par le Conseil de Guerre de Bruxelles, mourut peu après dans un hôpital de Berlin. Sur lui, voir *La Franc-Maçonnerie belge sous l'occupation allemande 1940-1944, passim*, la note autobiographique dans les archives de la ligue *L'Épuration* au C.E.R.H.S.G.M. (cote C14) et le volumineux "document Krier" ensemble de 18 procès verbaux des interrogatoires de ce membre de la Sipo de Liège (C.E.R.H.S.G.M., Fonds Lejeune, n° 652 et document Jans n°319, p. 151 et 238).

(205) Lettre de P. Hoornaert à F. Dirix — 5 octobre 1940, estimant Flament "capable de gaffes énormes et d'imputations absurdes contre ceux qui n'épousent point intégralement ses marottes" et lettre au même du 4 novembre 1940 "Flament aurait découvert très facilement que mon frère le Jésuite est membre d'une Loge et que le nom "Hoornaert" n'est que le camouflage d'un patronyme hébraïque" (doc. Personnelle)

(206) *Légion Nationale*, 28-VIII et 11-IX.

(207) *Quid Novi?* fut publié à partir de janvier 1937 et dirigé successivement par Guillaume Van der Geesten (qui était chef des services de "sécurité" des tramways bruxellois) puis par V.G. Arnould. Sur les accusations d'Hoornaert concernant les liens avec le *Weltdienst*, voir *Légion nationale*, 20-XI-37, 12 et 26-III-38.

(208) *La Franc-Maçonnerie belge sous l'occupation...*, p. 2, note 2 et p. 15.

(209) "Notes biographiques sur Léopold Flament" (C.E.R.H.S.G.M., C14).

De fait, le style caractéristique de Flament, ses tics d'écriture, ses obsessions se retrouvent dans tous ces ouvrages et, dans une brochure officiellement dûe à de Launoy, il s'oubliera jusqu'à parler du commandant à la 3e personne (210). De plus, Flament, s'il faut l'en croire, "documente la Phalange Espagnole à Bruxelles sur la Franc-Maçonnerie espagnole, fait découvrir un complot maçonnique à Madrid, reçu la plaquette de la Phalange en remerciement (211)".

Sous l'influence de Dessy et Flament, *Action et Civilisation*, qui à sa fondation était vraiment un groupe de propagande pluraliste et honoré de la protection de personnalités politiques de premier plan, sombra dans l'antisémitisme primaire et la monomanie, ressortant du placard aux accessoires un texte aussi ancien que *Le Juif Talmudiste* de l'abbé August Rohling, professeur de théologie à Prague, publié en 1871, et qui contenait des citations tronquées, des accusations de meurtre rituel, etc... (212) *Action et Civilisation* en publiera quatre éditions en 1938-39 avec une préface actualisée :

"...L'oeuvre de redressement de l'Italie, de l'Allemagne, les sacrifices sanglants de l'Espagne Nationaliste auront été vains si l'on n'apprend pas aux peuples les lois criminelles du Talmud, Mussolini, Hitler...passeront, le Juif, avec son or volé, avec sa presse maudite et sa haine inextinguible RESTERA (213)...".

Sans doute, au fil des ans, le comité directeur d'*Action et Civilisation* s'était effrité. Accorder son patronage aux élucubrations rédigées par Flament, et qui se référaient explicitement aux écrits de Goebbels, devenait par trop compromettant. Même si en 1939 la

(210) *A l'assaut de notre civilisation...*, p. 18.

(211) "Notes biographiques...". Les renseignements fournis devaient être de peu de valeur. Selon Hoornaert, Flament aurait "raconté à l'Ambassade d'Espagne et à la Case de Espana (avant le 10 mai) que j'étais franc-maçon" (lettre à F. Dirix du 5 octobre 1940). Sous l'occupation, Flament proposa à Cantelli, chef de la Phalange, la destruction du monument Francisco Ferrer de l'U.L.B.

(212) Le livre de l'abbé Rohling (1839-1931) fut publié à Munster en 1871, suscita de nombreuses polémiques qui se terminèrent par un procès en diffamation. En Belgique, il apparut dès 1888 à la librairie Vromant, dans une traduction de l'abbé Maximilien de Lamarque, avec riposte de Marcus Wolfssohn (voir Isabelle KAROLINSKI, *L'Antisémitisme en Belgique francophone de la "France Juive" d'Edouard Drumont au procès de Rennes 1886-1899*, mémoire de licence, Université de Liège, 1981-82, pp. 70-76). Longtemps oublié, le livre fut republié à Bruxelles en 1936 aux éditions de *La Voix des Nations*, un "organe international bi-mensuel de lutte anti-communiste" dirigé par M. Lechien.

(213) A. ROHLING, *Le Juif Talmudiste. Résumé succinct des croyances et des pratiques dangereuses de la Juiverie...*, 4e éd., Action et Civilisation, p. 17. La première édition entra à la Bibliothèque Royale en 1938.

ligue n'est plus qu'un groupuscule, des passerelles nombreuses encore avec la droite catholique classique. La *Libre Belgique* accueille favorablement les renseignements antimaçonniques fournis par Flament et Ouwerx (214), qui sont crédités d'avoir démasqué le fameux Imianitoff (215) et pendant la mobilisation le Dr. Ouwerx tiendra même la chronique médicale de la revue *Le Lion Belgique* à laquelle collaboraient Charles Terlinden, le Général Huyghe de Mahenge, Charles Gillis de Sart-Tilman, Eugène Mertens mais aussi des personnalités politiques comme Gaston Eyskens et le sénateur libéral F. Demets (216).

L'INFORMATION ESPAGNOLE

A côté des organisations purement belges et dont l'activité en faveur de la cause nationaliste fut spontanée, il nous faut parler des efforts du Gouvernement de Burgos pour diffuser en Belgique une propagande en faveur de la *Cruzada* d'abord, de la reconnaissance de Franco ensuite. Le noyau de cette action était évidemment constitué par les anciens membres du corps diplomatique espagnol ralliés à l'insurrection : Ernesto de Zulueta, le Consul Conde, Graciano Cantelli. Dans la longue et difficile marche vers l'établissement de

(214) Le Dr. Paul Ouwerx, volontaire de guerre, Croix du Feu, médecin à l'Aéronautique militaire pendant 14 ans, il fut, comme Gillis, contraint à démissionner et poursuivit d'une rancune tenace Albert Devèze et à travers lui toute la franc-maçonnerie. Membre-fondateur et commissaire du *Volksfront Rex-Leuven* en 1937. Fondateur de *l'Epuración* en septembre 1940, la dirigea pendant l'occupation, mort en prison en 1946. Sur ses rapports avec la *Libre Belgique*, voir Papiers Gillis. Flament, quant à lui, avait collaboré à la campagne contre les maladies vénériennes menée par André Hoornaert (1884-1953), frère du Chef de la Légion Nationale, journaliste à la *Libre Belgique* et son correspondant en Espagne (notice biographique de L. Flament).

(215) Sur le rôle d'Ouwerx dans cette affaire voir HASQUIN, *op.cit.*, pp. 294-295; V. MEULENIJZER, *Le Docteur Imianitoff*, in-12, Bruxelles, 1942, pp. 81-83 et la brochure d'OUWERX, *Trois Impostures. Le scandale Imianitoff-La Franc-Maçonnerie-La Bolchevisation de la médecine*, grand in-8°, Bruxelles, 1939.

(216) Le premier numéro de *Le Lion Belgique. Organe de défense nationale, coloniale, diplomatique et économique*, parut le 30 avril 1939. La revue vécut jusqu'en mai 1940 sous l'impulsion de Terlinden dans un sens à la fois militariste et partisan de neutralité. Chaque numéro contient un article d'Ouwerx. Sur la collaboration de ce dernier et de Flament à la revue, voir une lettre de Flament à Ouwerx du 25 janvier 1940 citée dans *La franc-maçonnerie belge sous l'occupation...*, p. 3, note 2.

relations commerciales puis diplomatiques entre la Belgique et Burgos, de Zulueta, *persona grata* pour son rôle auprès de Villalobar en 1916-17, diplomate classique, est un élément essentiel. Dès juillet 1937, il est reçu discrètement par un directeur général des Affaires Etrangères, l'année suivante ce sera par Van Langenhove (217). Le 6 novembre 1937, le *Moniteur* publiera les statuts de la *Chambre de commerce nationale espagnole* de Belgique qui, outre ses attributions commerciales, jouera pour les pro-franquistes le rôle d'une légation (218). Enfin, autour de Cantelli, s'est constituée une section de la Phalange avec Mercader, le poète et acteur Ricardo Calvo, la sculpteur Juan Cardellà, le Dr. Louis Villapol, Folch, les frères Figueras, etc.. où l'on savait "fraterniser avec le convaincu, encourager le tiède et accueillir le repent" (219)". Il y avait aussi l'action personnelle de membres du clergé espagnol vivant en Belgique : Mgr Berjon et le R.P.H. de Rafael, cousin du Général Mola (220) à Liège, le R.P. Cavestany à Bruxelles. Les liens personnels avec l'Espagne expliquent, tout autant que les opinions politiques ou religieuses, certaines attitudes : si le journal anversois *La Métropole* se distingue par son zèle nationaliste (221), il faut y voir, outre l'action de la C.C.P. du Père Morlion et de la COPAC, le fait que son propriétaire Laurent Meeus est l'époux de Casilda Baquera, une Espagnole de Malaga (222).

La première tentative d'implanter à Bruxelles un centre de propagande fut celle de l'Abbé Vincent de Moor, alias "Lieutenant Marcel" qui avait été un des fondateurs de la *Libre Belgique* clandestine de 1914-18, et qui avait, au début de la guerre civile, passé six mois en Espagne avec les forces franquistes. Nous reviendrons plus loin sur son rôle d'agent de renseignements. Au début de 1937, il conférençait en Belgique (223) et y organisa le BUP (*Bureau Universel de*

(217) J. GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 528 et 530.

(218) *Moniteur Belge*, ASBL, 1937, pp. 758-759, actes n°1568-1569.

(219) *La Nation Espagnole*, 20-IC-39.

(220) *Allocution prononcée par le R.P. H. de Rafael S.J. à l'occasion du Service célébré à la mémoire du Général D. Emilio Mola le 8 juillet 1937 en l'église des RR.PP. Jésuites à Liège*, in-8°, Liège, 1937 avec imprimatur de Mgr. Kerkhofs, 2x8p. Brochure distribuée par le groupe animé par Jean-Armand Meyers. Voir aussi *Gazette de Liège*, 10-11-VII-37.

(221) Herbert R. SOUTHWORTH, *La destruction de Guernica. Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, in-8°, Paris, 1975, pp. 33 et 108.

(222) *Nation Espagnole*, 20-IV-39 et discours de Meeus "Mes illustres collaborateurs de la *Métropole*.. MM. Van Ostayen, Decerf et Nieberding...ont tous pris position pour Franco dès le premier jour...Il faut tenir compte que des hommes aussi indépendants auraient été incapables de défendre une cause qui ne leur aurait pas paru juste..."

(223) *Légion Nationale*, 30-I-37. Sur l'Abbé Vincent de Moor (1889-1961) et ses activités au cours des deux guerres mondiales et de la guerre d'Espagne, voir la 3e partie de ce travail, note 105.

Presse) sis à Bruxelles, rue Ortelius. Successivement, de Moor y publia *Les Evêques ont parlé! Les Catholiques doivent soutenir la cause Franco*, recueil de trente lettres pastorales ou mandements de la hiérarchie catholique espagnole de septembre 1936 à février 1937, et *Espana* réponse à l'article de l'ambassadeur Ossorio Gallardo dans *Le Soir* du 25 décembre 1936 qui affirmait que le catholicisme n'était pas persécuté par les Républicains. En juillet 1937, après la chute de Bilbao, ce sera, sans nom d'auteur, *La Question Basque et la Guerre Civile en Espagne*: "Bilbao n'est pas tombée, elle a été libérée. Le Pays Basque n'est pas vaincu; il a été sauvé par les mêmes Basques. Il est vainqueur. Et la lutte fratricide entre Basques est terminée (224)". En 1938 enfin, le BUP publiera chez Gabriel Beauchesne à Paris et chez Dewit à Bruxelles le livre de V. de Moor et "Claudek" *L'Horreur Rouge en Terre d'Espagne*, avec préfaces des Généraux Davila, Varela et Moscardo et de l'Abbé Juan Tusquets directeur de la revue *Las Sectas* (225). Le style et les arguments sont proches de ceux d'*Action et Civilisation*, qui n'est donc pas si isolé au sein du pro-franquisme belge. Si tout un chapitre est consacré aux responsabilités de la franc-maçonnerie dans le marxisme espagnol et même à "l'essai d'infiltration maçonnique dans l'Espagne Nouvelle", le ton de l'Abbé de Moor contraste souvent avec les analyses classiques des causes du conflit dans la presse de droite: "La Révolution était inévitable. Il fallait une révolution sociale. Tout le monde peut faire son "mea culpa" [...] Il y avait de trop grandes richesses et de trop nombreuses misères ", "José Antonio Primo

(224) *La Question Basque...*, p. 38. Le BUP faisait une publicité demandant d' "abonner en masse vos amis aux brochures anticommunistes" publiées par lui. Nous n'avons pas trouvé d'autres éditions que celle relatives à la guerre d'Espagne. On notera également que le texte de *Les Evêques ont parlé!* est conforme à celui de la brochure anonyme, sans lieu d'édition *Le Glorieux Mouvement Rédempteur d'Espagne appuyé avec enthousiasme par la Hiérarchie Ecclésiastique Espagnole*.

(225) La maison d'édition Gabriel Beauchesne s'était fait une spécialité de l'édition des ouvrages antimaçonniques du Vicomte Léon de Poncins (1898-1976) *La dictature des puissances occultes* (2934), *Tempête sur le monde* (1934), *SDN super état maçonnique* (1936), *La mystérieuse Internationale Juive* (1936), *La Guerre occulte* (1936), *Histoire secrète de la Révolution Espagnole* (1938), etc... L'Abbé Tuqueta n'y allait pas de main morte: "...La responsable de todos los horrores de la Revolucion, la culpable de la guerra civil, es la Masoneria [...] Nuestra lucha es ante todo contra la Masoneria. Hacer una Espana catolica, justa, unida, muy espanola, y para ello combatir sin tregua el naturalismo masonico y las ingerencias de la Masoneria internacional, es y debe ser el programa del Nuevo Estado. Viva Christo Rey! Muera la Masoneria!"

de Rivera, trop jeune et inexpérimenté, ne sut comprendre le vrai devoir d'un chef, "il aurait fallu d'abord une forte législation sociale, bien appliquée, puis seulement on aurait pu tenter quelque chose" et le clergé espagnol se voit amèrement reprocher de *pauperes non evangelizantur*. Tous les espoirs de redressement et de rénovation sont placés en Franco (226).

L'activité du BUP semble avoir cessé début 1938 avec un nouveau départ du "Lieutenant Marcel" pour l'Espagne (227). Le relais de la propagande avait déjà été pris par le Comte Alexandre van der Burch (228) qui vivait à Madrid au début de la guerre civile et y fut témoin des excès des milices populaires. Rapatrié, il avait commencé dès septembre 1936 sa campagne dans *Le Petit Marseillais*, *l'Indépendant*, *la Renaissance* de Cambrai et l'avait continuée en Belgique, bombardant d'articles les rédactions des journaux catholiques et libéraux : accueillirent sa prose, qui ne tombait jamais dans la polémique grossière, *La Libre Belgique*, *La Métropole*, *Vers L'Avenir*, *La Gazette de Liège*, *La Gazette de Charleroi*, *Le XXe Siècle* mais également *La Flandre Libérale*, *L'Indépendance Belge*, *La Gazette* et *Les Nouvelles* de La Louvière. Sa "propagande pour la vérité", qui lui vaudra les félicitations de Mgr. Van Roey, décrit les horreurs dont il fut témoin, les adaptant à ce qui peut le plus sensibiliser ses lecteurs. C'est ainsi que la *Libre Belgique* publie le 31 octobre 1937 "pour l'édification des jeunes membres de l'Association de la Noblesse du Royaume de Belgique" la longue liste des aristocrates espagnols massacrés, que la *Flandre Libérale* donne des détails sur l'appui accordé par les Nationalistes à l'entreprise belge *Minas y Metalurgia* de Burguillos del Cerro, etc...

Un article du Comte van der Burch, qui gardait manifestement des liens avec la zone franquiste, joua un rôle important. Le 20 août 1937, sous le titre "Epilogue de Guernica", il publia dans *La Libre Belgique* un article contenant la protestation du chapitre de Vitoria contre la lettre du clergé basque au Pape à propos des bombardements franquistes, protestation que les services de propagande de Burgos n'utilisèrent pas car jugée trop floue, et accusant les anar-

(226) V. de MOOR et CLAUDEK, *L'Horreur Rouge en Terre d'Espagne*, in-12, Bruxelles-Paris, 1938, pp. 27-29, 57-74, 86, etc...

(227) V. de Moor était en Espagne en septembre 1938. Il envoya sous son nom de "Lieutenant Marcel" des correspondances de guerre au *Pays Réel*.

(228) Alexandre van der Burch (Gand 1886-Madrid 1946), auteur de divers ouvrages d'économie politique sur l'Amérique Latine, époux de Socorro-Lusmila de Lemoine. Il était aidé dans sa propagande par son fils Raphaël-Adhémar, né en 1910, qui avait épousé à Madrid en septembre 1936, peu avant le rapatriement, Françoise-Salvadora de Penalba Elso (*Etat présent de la Noblesse...*, t.II, p. 322).

chistes d'avoir eux-mêmes dynamité et incendié la ville à l'approche des forces nationalistes. Cet article fut repris en France par Robert Brasillach dans sa campagne contre le "manifeste du 8 mai" de Maritain, Mounier et Mauriac (229). Au milieu de 1938, sortit de presse le livre de van der Burch *Le Calvaire Ibérique. Témoignage*, publié chez Dewit avec préface de Paul Crokaert et épilogue de Maurice Torfs, directeur de la très franquiste *Gazette*(230). Terminé à la Noël 1937, l'ouvrage était une compilation de la plupart des articles publiés en 1936-1937 par l'auteur, avec en appendice une étude statistique des relations économiques entre l'Union Belgo-Luxembourgeoise et l'Espagne arrêtée en décembre 1937 et la fameuse lettre collective de l'Episcopat espagnol du 1er juillet 1937. Le but du livre, c'est de donner un coup d'épaule à l'action parlementaire de la droite catholique sur Spaak dont il souligne "l'indépendance de caractère et la force morale", "nous savons que M. Spaak est un gentleman". Se déclarant ennemi de tous les extrémismes, van der Burch souhaitait pour la Belgique un pouvoir "fort, obéi, conduisant les destinées intérieures et extérieures de la Monarchie, sous les plis uniques de notre vieille bannière aux trois couleurs" et il recommandait la charité — à concurrence de 10 % des revenus — comme barrière anti-révolutionnaire: "Riches, soyez généreux. Il vaut mieux se priver d'une petite partie de son avoir pour améliorer l'existence des dépourvus que de perdre un jour son capital par la violence ou la révolution [...] Les gens aisés doivent penser souvent aux martyrs espagnols". La conclusion de son livre ouvrait à la droite belge pro-franquiste de nouvelles perspectives :

"...Il faut que tous, sous l'égide de notre Monarchie, nous ayons la volonté de savoir pour notre profit ce qui s'est passé exactement en Espagne afin de coordonner les efforts officiels et privés [...] Créons donc un groupement réunissant tous les gens d'ordre. Il organisera la propagande de la vérité, basée sur une documentation étudiée à la source. La certitude acquise étant, en effet, un potentiel pour convaincre. Les réalités ne peuvent pas succomber misérablement devant les mensonges accumulés par le marxisme (231)."

La propagande *officielle* franquiste en Belgique s'était d'abord

(229) *Libre Belgique*, 20-VIII-37 (republié dans *Le Calvaire Ibérique*, pp. 127-132 et également dans la *Revue Catholique des Idées et des Faits*). Sur l'utilisation de l'article en France, voir SOUTHWORTH, *op.cit.*, pp. 216-218.

(230) *Le Calvaire Ibérique. Témoignage*, in-12, Bruxelles, Dewit, 1938. Une recension dans *Légion Nationale*, 30-VII-38 permet de préciser l'époque de parution.

(231) *Idem*, pp. 207-208.

faite à partir de Paris où existait l'agence *Information Espagnole* qui éditait, à destination des rédactions de journaux un *Bulletin*, le B.I.E., qui visait à concurrencer le *Boletín Español de Información*, le B.E.I. qui, lui, était édité par le gouvernement de Valence. A la tête du B.I.E. parisien se trouvait le journaliste catalan Juan Estelrich, qui lança également au début de 1937 le bimensuel franco-espagnol *Occident. Revue de l'Hispanité* et anima le groupe des *Amis de l'Espagne Nouvelle* (232). Dans notre pays, les textes du B.I.E. parisien étaient reproduits par la *Légion Nationale* (233).

C'est à la fin de l'été 1937 et par l'intermédiaire de milieux catholiques conservateurs qu'une filiale de *l'Information Espagnole* s'installa en Belgique, et d'abord à Liège, sans doute près de Jean-Armand Meyers, où s'éditionèrent la première édition de la *Lettre collective des évêques espagnols à tous les évêques du monde* et la brochure de A. de Toledo *Le jour pointe en Espagne* (234). Parallèlement, le Vicomte Charles Terlinden qui, dès les premiers jours du conflit, s'était mis à défendre avec passion la cause nationaliste (235), avait commencé à éditer en brochures de propagande certains de ses articles de la *Revue Catholique des Idées et des Faits*. Fin août 1937, ce fut *L'Espagne Martyre*, qui reprenait un article paru dans la R.C.I.F. du 18 juin et qui fut diffusée par *Action et Civilisation*, encore "fréquentable" à cette époque (236). Sans doute à la demande d'Ernesto de Zulueta, Terlinden accepta de devenir l'éditeur responsable d'*Information Espagnole* qui s'installa à Bruxelles au 192 de la rue Royale, dans des bureaux partagés avec la Phalange de Cantelli. La source d'inspiration de la filiale belge était avant tout catholique : outre une réédition de la *Lettre collective*, elle publia *L'Espagne héroïque. Ascèse de notre guerre* du Cardinal Goma y Tomas, dans une traduction du Chanoine Leclef datée de septembre 1937, *Le baptême de sang en Espagne*, récit de persécutions religieuses traduit par "E. de W.", et *Rebelles? Appel à la conscience universelle sur la situation de l'Espagne* qui provenait du Centre Catholique d'Information de Saragosse (237).

(232) SOUTWORTH, *op.cit.*, pp. 237, 460, 217-219, 238-242.

(233) *Légion Nationale*, 16-X, 6-, 11-XII-37, etc...

(234) C'est cette *Information Espagnole* liégeoise qui publia également en 1938 la *Prière des exilés espagnols à la Vierge du Piliar* de Mgr Berjon.

(235) Voir son article dans les *Cahiers de la Génération Nouvelle* cité dans Emile TEMIME, *La Guerre d'Espagne commence*, in-12, Bruxelles, 1986, p. 115.

(236) R.C.I.F., 18-37; *Légion Nationale*, 11-IX-37 signalant l'édition en brochure. Le texte fut republié fin 1937 par *L'Information Espagnole*.

(237) *Rebelles?* fut publié par l'I.E. sans date. Sous le titre *Rebeldes?* il avait été publié dans la *Légion Nationale* du 1-VIII-37 qui en indiquait l'origine à Saragosse.

Parallèlement, *l'Information Espagnole* de Bruxelles édita des textes plus politiques : *La sauvagerie des steppes d'après des témoignages de la Propagande rouge*, *La Justice du "Frente Popular"* par trois députés aux Cortès et préfacée par le Sénateur français Lermery, *Révélation* (avec une édition flamande *Onthullingen*) du Suisse Ernest Zund, ex-membre de la Brigade Internationale "Dimitrov", *L'Oeuvre du Général Franco* (étude sur la "Charte du Travail"), *L'Or Espagnol* qui en reprenant un article du *Times* pose "le problème de la légalité des exportations" vers l'Espagne républicaine. Les liens entre Terlinden et Paul Hoornaert expliquent que la plupart de ces brochures aient été republiées dans les colonnes de la *Légion Nationale* (238). Il y eut également la brochure *Les Responsables de la guerre civile et religieuse en Espagne* par le Vicomte Terlinden, *La Guerre Nationale espagnole devant la Morale et le Droit* par le R.P. Ignacio Menendez-Regalda.

Au printemps 1938, pour soutenir sa campagne de meetings, Terlinden publia *Une question à l'ordre du jour : La reconnaissance par la Belgique du Gouvernement National de l'Espagne*, largement diffusée et qui reprenait un de ses articles de la R.C.I.F. d'avril 1938 en le développant (239). C'était une sorte de petit cours d'histoire où l'éminent professeur laisse de côté les arguments économiques pour se livrer à des parallèles historiques surprenants (240). En 1938 encore paraît une brochure luxueuse *Croisade pour l'Occident*, abondamment illustrée, et qui reprend la série de reportages que Paul Neuray avait publiés dans *La Nation Belge* à l'occasion d'un voyage d'études en Espagne en juin 1938 (241).

(238) *La Justice du Front Populaire*, avec photos, fut publiée dans *Légion Nationale* du 12-IX au 2-X-37, *Révélation* le 22-I-38, *L'Oeuvre de Franco* le 21-V-38, etc...

(239) "Pour la reconnaissance du gouvernement national en Espagne" dans R.C.I.F. du -IV-38. La brochure portait un sous-titre "Intellectuels. Une brochure pour vous!"

(240) *Une question à l'ordre du jour*, p. 2 : "...Pelayo, élu roi en 718 [...] mérite le titre, qui de nos jours sera celui du général Franco, de *restaurdor de la libertad* [...] le paladin Roland est tué dans une gorge des Pyrénées, non par les Arabes, comme dit la chanson de geste, mais par des Basques, déjà traîtres alors à la grande cause de la patrie et de la civilisation..." et p. 15 "Nous avons également à son égard, comme tous les peuples civilisés, une obligation morale de gratitude. L'esprit qu'il anime l'Espagne nationale est un véritable esprit de croisade pour la civilisation. La mission providentielle qu'elle remplit jadis contre la barbarie islamique, elle la poursuit aujourd'hui contre la barbarie bolchevique..."

(241) 84p., 47 photos, carte. Sur les textes originaux, voir *Nation Belge* à partir du 15-VI-38.

L'officine bruxelloise de *L'Information Espagnole* fut d'abord dirigée par un certain Real (242), que nous n'avons pu identifier, puis par un journaliste du quotidien monarchiste *A.B.C.* répondant au patronyme curieux de Izquierda et enfin par E.R. Sadia qui, après la victoire franquiste, devint l'attaché de presse de l'ambassade (243). Bientôt les Espagnols sentirent la nécessité de se faire aider d'un ressortissant belge et, tout naturellement, s'adressèrent à Fernand Dirix, commandant de la Zone II (Bruxelles) de la Légion Nationale et de l'ensemble des milices de l'organisation :

"...Le Chef de ce service m'a demandé de lui procurer un homme de confiance pour travailler au secrétariat de l'I.E. à raison de 200 frs par semaine. Il m'a déclaré ne pas pouvoir faire plus à cause des moyens financiers limités dont il dispose [...] J'ai donc offert d'occuper moi-même l'emploi vacant. Le Chef de service — dont j'ignore le nom exact — a téléphoné à M. de Zulueta qui a accepté ma proposition à la condition que la police n'intervienne pas et que nul ne saura jamais que je suis appointé [...] Il est certain que cette place n'est pas extraordinairement payée et que j'ai dû mettre mon prestige de Ct de Zone en poche pour offrir ma candidature [...] J'ose espérer que, lors de la victoire du G1 Franco, on me gardera en fonction. Pour la Légion, ce sera un homme dans la place (244)..."

Le Chef de la L.N. marqua son accord pour autant que le secret soit gardé (245), ce qui s'explique par le fait que les noms de Dirix et de Zulueta avaient été mêlés à une affaire de recrutement de volontaires pour l'Espagne (246). Quand, fin juin 1938, Dirix alla s'installer

(242) Interpellation de Julien Lahaut (*Annales Parlementaires, Chambre, 2-II-38, p. 602*) : "...M'est-il permis de signaler qu'au n°192 de la rue Royale existent des offices d'information espagnole? On y lance un bulletin "franquiste" qui est édité par un certain Real. Attendez-vous qu'ils commettent les mêmes attentats que les cagouleurs en France? Ils ont déjà en correspondance avec ceux-ci. Les parquets pourraient trouver là de la bonne besogne à accomplir..."

(243) Interview de Mr. Gaston Jacqmin; *Gazette de Liège, 18-19-II-39*.

(244) F. Dirix à P. Hoornaert — 28 mars 1938 (doc. personnelle).

(245) P. Hoornaert à F. Dirix — 29 mars 1938 : "Je suis absolument d'accord pour que vous occupiez cette place. Elle n'est pas particulièrement brillante, mais, enfin, c'est un pied dans l'étrier et cela offre l'énorme avantage de ne pas vous empêcher de continuer votre activité actuelle. Par même courrier, j'écris à la personne dont vous me parlez, pour la remercier et pour vous recommander particulièrement à elle. Il est bien entendu que les conditions dans lesquelles vous entrez là-bas restent strictement confidentielles entre vous et moi. Je suis donc censé les ignorer totalement..."

(246) Voir plus loin "L'affaire Dirix-de Zulueta".

à Gand, ses fonctions de secrétaire de rédaction de l'*Information Espagnole* passèrent à son ami Gaston Jacqmin, dirigeant des jeunes Gardes Nationalistes du Brabant (247).

Elles consistaient surtout à rester à l'écoute des émissions françaises de Radio-Salamanque, à rédiger un bulletin quotidien sur la situation militaire qui, accompagné de traductions d'articles de journaux espagnols, était remis chaque matin à la rédaction des quotidiens bruxellois favorables ou neutres (248).

L'agence de la Rue Royale servait aussi de centre de distribution d'ouvrages de propagande espagnols, des livres publiés à Paris par les *Amis de l'Espagne Nouvelle* comme le Vice-Amiral H. Joubert ou le Comte de Saint-Aulaire, de centre d'abonnements pour la revue *Occident* à laquelle collaborèrent Terlinden, Desonay et Paul Hoornaert (249), et répandait également le livre du Comte van der Burch.

Le projet de ce dernier de créer en faveur de Franco un vaste rassemblement de "gens d'ordre" faisait son chemin. Au moment où à l'automne 1938 s'esquissait l'offensive pour l'établissement de relations diplomatiques entre la Belgique et Franco, l'importance de l'enjeu, le rôle que l'on attendait des parlementaires catholiques et libéraux, la nécessité de maintenir la pression de l'"opinion publique", sur le Parlement et le Gouvernement imposaient de faire sortir l'action en faveur des Nationalistes espagnols du cadre relativement restreint des convaincus de toujours et des mouvements d'extrême-droite qui en avaient eu le monopole jusqu'alors. L'expérience de son *Fonds de Lutte Anti-Communiste* improductif sous étiquette légionnaire mais réussissant sous l'étendard de la COPAC, l'interdiction de ses meetings quand ils se faisaient sous l'égide de la Légion, les réactions qu'entraîna celui de Liège dans les milieux de la L.N.T.C. prouvaient à Terlinden qu'il valait mieux dé-

(247) Interview de G. Jacqmin; certificat du Consulat d'Espagne — 13 février 1942 et de la Phalange de Bruxelles-30 décembre 1938 (doc. personnelle).

(248) Interview Gaston Jacqmin. Voir aussi *Libre Belgique*, 14-I-39: "...*Information Espagnole*", c'est le titre d'un petit bulletin quotidien dactylographié, rédigé à Bruxelles par des Espagnols amis du général Franco et distribué, notamment, aux journaux. Informations, cela va sans dire, favorables aux nationalistes et accompagnées de commentaires tellement dithyrambiques que, neuf fois sur dix, elles sont inutilisables. Nous recevons, comme tout le monde, ce petit bulletin..."

(249) P. Hoornaert à G. Jacqmin — 11 août 1938 et 9 septembre 1938 (doc. personnelle); *Légion Nationale*, 1-38. Pour la liste des publications diffusées par *Information Espagnole*, voir la jaquette de *Croisade pour l'Occident*.

sormais laisser dans l'ombre les encombrantes Chemises Bleues. Officiellement du moins, car ils étaient encore utiles pour la propagande quotidienne et pour le travail au sein de l'*Information Espagnole*. En dépit de ses liens avec Cantelli, mieux valait abandonner la ligue *Action et Civilisation* dont les outrances, les liens avec Outre-Rhin et les affabulations sur le caractère satanique et judaïque de la Franc-Maçonnerie étaient par trop compromettants au moment où l'on espérait, au nom des intérêts économiques, rallier de nombreux libéraux à la cause de Burgos. L'*Information Espagnole*, quant à elle, était de notoriété publique une dépendance de ce dernier.

Le résultat fut la parution le 12 octobre 1938 du premier numéro de l'hebdomadaire *La Nation Espagnole. Organe de l'Hispanité*, sous la direction du Vicomte Charles Terlinden, qui devait vivre jusqu'au N°28 du 20 avril 1939, quand la victoire franquiste en rendit la publication inutile. Les bureaux sont rue Royale, au siège de l'*Information Espagnole*, mais, officiellement, la feuille est indépendante. Dans la réalité, c'est l'équipe de Sadia qui en assure le fonctionnement et traduit les articles de la presse espagnole qui forment une grande partie de la surface rédactionnelle. Si le joug et les flèches de la Phalange ornent son bandeau, la feuille se veut dans l'esprit de "concentration" de Terlinden et van der Burch : les publicités de la Librairie Dewit pour toute une série d'ouvrages de l'*Information Espagnole* et pour les trois brochures attribuées au Commandant de Launoy disparaîtront après le n°10. Les ressources de la feuille reposent en partie sur la publicité dont la majeure partie est fournie par des firmes espagnoles d'import-export installées en Belgique, mais aussi par des entreprises belges : Gevaert, Brepols, Cimenteries d'Harmignies, Usines Colinet, Câbleries d'Angleur, Brasserie Stella Artois, Textiles C. Marchant, etc...

La rédaction est composée de reproductions d'articles de la grande presse belge — en faveur de la reconnaissance de Burgos bien entendu —, d'articles venues d'Espagne (*A.B.C.*, *Domingo*, *Diario Vasco* surtout) et d'une partie originale qui ne cessera de se développer de numéro en numéro. *La Nation Espagnole* se veut en effet un trait d'union entre tous les individus et tous les groupes favorables au franquisme. A côté de la signature de Terlinden qui paraît dans chaque numéro à la suite d'un article politique ou historique (exaltation des Gardes Wallonnes du XVIIIe siècle ou d'un "grand Belge" de l'histoire espagnole), on trouve souvent celles du Comte Van der Burch, de l'assureur Raymond-Henri Wéry (du journal *L'Informateur*), de Jean-Armand Meyers, du Professeur Léon Van der Essen, du Comte de Liederkerke, de Maurice Deflandre, etc... La rédaction s'ouvre aussi vers le rexisme avec de grands reportages ra-

menés d'Espagne par André L'Hoist, par ailleurs très actif dans les mouvements d'anciens combattants (250), et par Marguerite Inghels qui étudie les réalisations sociales et les mouvements de jeunesse de la Phalange (251). Par contre, c'est en caractères microscopiques que sera publié un article de Degrelle de janvier 1939 (252).

Comme *La Nation Espagnole* se voulait bilingue, chaque numéro contiendra plusieurs grands articles en néerlandais (253). La plupart sont rédigés par le Gantois Constant Sevens, ancien officier, docteur en sciences politiques, infatigable polygraphe très actif dans les milieux d'extrême-droite de la cité des Artevelde et qui avait été un des rédacteurs de l'organe rexiste *De Nieuwe Staat* (254). La feuille de Terlinden publiera aussi sur la question basque et celle

(250) *Nation Espagnole*, 10-XI, 17-XI, 24-I-38, 6-IV-39. Ancien volontaire de guerre, dirigeant des *Jeunesse Nationales* de Pierre Nothomb, collaborateur d'Albéric de Fraipont, écrit jusqu'à la fin de 1940 dans *Le Pays Réel*. Avait fondé en 1939 un groupe d'anciens combattants super-élitistes *La Légion d'Acier* et collaborait régulièrement avec Terlinden et Ouwerx à la revue *Le Lion belge*. Fut mêlé en 1940-41 aux débuts du *Mouvement National Royaliste*.

(251) *Nation Espagnole*, 1-, 8-XII, 2-XII-38, 12-I-39. Marguerite Inghels sera en 1941 la dirigeante de l'organisation féminine rexiste *Foi dans la Vie*.

(252) *Nation Espagnole*, 2-II-39 "Arriba Espana!" (repris du *Pays Réel* du 28 janvier). Il y eut aussi la reproduction le 5-I-39 d'un extrait de *Romancero 1938* de Jean Denis.

(253) Les articles en néerlandais ne constituent cependant que 25% environ de la surface rédactionnelle.

(254) Constant(in) Sevens (1886-1972) était le fils du littérateur flamand Théodore Sevens (1848-1927) et le frère d'Alfons Sevens (1877-1961), flamingant très actif avant 1914 mais qui se prononça avec force contre l'activisme du *Raad van Vlaanderen* et tenta après guerre de créer un *Vlaamsch Belgisch Verbond* (voir *Encyclopedie van de Vlaamse Beweging*, t.II, p. 1408-1410). Major hrs d'artillerie, inspecteur d'assurances, ancien auditeur de l'Académie de Droit International de La Haye, Constant Sevens fut candidat aux élections sur les listes du *Vaderlandsche Partij* et après 1932 conseiller communal de Gand élu pour le *Nationaal Korporatief Verbond*, animateur du *Burgersfront* en 1934, collabora avec Pol de Mont à la fondation de *De Nieuwe Staat*, puis en décembre 1938 fut un des fondateurs de l'ultra-droitière *Union Nationale des Croix du Feu* de Valmy Stassart. Sous l'occupation, créa en novembre 1949 en coopération avec ce dernier, la Légion Nationale et les "Combattants 40" des "patrouilles de combat" "au service du Roi le moment venu". En juin 1943, au nom d'un "Comité de Réhabilitation du Roi Léopold III", il ira interroger le Père L.J. Callewaert sur l'attitude des Flamands en général, et du V.N.V. en particulier, à l'égard du Souverain. Sur lui, voir divers documents dans nos archives personnelles; P. NUYENS, *Pater L.J. Callewaert met woord en daad in liefde*, in-8°, Mortsel, 1969, pp. 178-182; *Les Débats-Annuaire pour 1932*, in-12, Gand, 1933, G. VAN HAVER, *Onmacht der Verdeelden*, p. 156.

des catholiques espagnols de très longs articles de Hugo Van de Perre, un collaborateur de la revue *Nieuw Vlaanderen* (255), et une série d'articles sur la persécution religieuse et sur la reconnaissance de Burgos dûs à un religieux Petrus B. De Meyer (256). Parmi les autres collaborateurs flamands, l'Anversois Hendrik Serrou et le Malinois Raymond Hoogers, dirigeant local de la Légion Nationale.

Cette dernière avait salué l'initiative de Terlinden (257) mais, au début, n'apparaissait guère dans les colonnes de la *Nation Espagnole*. La Légion avait en juillet 1938 pris l'initiative d'organiser un voyage de délégués de sa "Légion Universitaire" en Espagne pour remettre un hommage à l'étudiant Ricardo Martinez Ojinaga, officier des *Réquistés*, aveugle de guerre (258). Charles Terlinden, devenu président d'honneur du comité, reprit l'initiative à son compte et voulut en faire une manifestation de l'ensemble des étudiants belges (259). En fait, au sein de la délégation qui visita l'Espagne du 2 au 7 janvier 1939 sous la houlette de Terlinden et qui était censée représenter les étudiants des quatre universités belges, il y avait sur 14 participants 12 légionnaires en uniforme (260), ce qui n'a rien d'étonnant les véritables organisateurs du voyage ayant été Gaston Jacqmin et Graciano Cantelli (261). Une fois de plus, l'action pro-franquiste ne pouvait être dissociée de celle de la Légion dont les communiqués et l'exaltation de ceux des siens qui avaient réellement combattu en Espagne figurèrent désormais en bonne place

(255) *Nation Espagnole*, 27-X-38, 15, 22 et 29-XII-38, 26-III-39. Sur les articles similaires d'Hugo Van de Perre dans *Nieuw Vlaanderen*, voir B. FOUBERT, *op.cit.*, pp. 92-94 et 206-207. Voir aussi *Nation Espagnole*, 16-III-39.

(256) *Nation Espagnole*, 19-I, 23-III, 6 et 13-IV-39. Petrus B. De Meyer publia également en janvier 1939 le livre *Spanje. Fascisme of communisme, Burgos of Barcelona? Documentaire Studie*, in-12, Bruxelles, 5.I, F.A.C. et "Onze Tijd".

(257) L'article de R. Hoogers "Gegroet, O Spaansche Phalanx!" fut publié le 5-I-39 dans *La Nation Espagnole*. Sur les commentaires laudatifs d'Hoornaert à propos du lancement de la feuille et des premiers articles du Comte van der Burch, voir *Légion Nationale*, 29-X-38.

(258) *Légion Nationale*, 23-VII-38; *Lutte* (organe de la "Légion Universitaire" juillet 1938. L'auteur de l'appel était Jacques Duval.

(259) *Nation Espagnole*, 27-X-38; *Légion Nationale*, 24-XII-38; *Lutte*, novembre 1938.

(260) Voir les articles de *Nation Espagnole*, 19-I et 2-II-39; *Légion Nationale*, 21-I-39; *A.B.C.*, 11-I-39 (avec photo).

(261) Lettres de P. Hoornaert à G. Jacqmin — 24 décembre 1938 et de G. Cantelli à Luis Aguirre — 30 décembre 1938 (doc. personnelle). Une lettre de F. Dirix à G. Jacqmin du 30 décembre 1938 réglait minutieusement la question des uniformes car "il ne faut pas que des légionnaires qui ne veulent pas se sacrifier en Belgique fassent de "leur nez" à l'Étranger".

dans *La Nation Espagnole* (262).

Les relations avec l'influente *Libre Belgique* étaient assez mauvaises. L'indépendance de la feuille des Jourdain lui avait fait publier des articles de Paul Struye qui, tout en condamnant formellement les marxistes d'Espagne, regrettait de voir l'opinion publique se séparer en camps hostiles au lieu de réconcilier les belligérants espagnols (263). Les pro-franquistes s'irritaient surtout de certaines correspondances de guerre qui n'étaient, à leurs yeux, pas suffisamment favorables à la *Cruzada* (264). Si François Maret était acquis à la cause de la Phalange (265), ses collègues Maurau et Louis de Saint-Martin avaient formellement condamné les méthodes de guerre franquiste, en particulier le bombardement de villes ouvertes, à la grande indignation de *La Nation Espagnole* (266).

Au début de 1939, ce fut l'incident, quand la *Libre Belgique* s'indigna du contenu du bulletin quotidien de *l'Information Espagnole* du 10 janvier qui, à propos de l'attitude hostile aux Nationalistes de la feuille parisienne *La Croix*, reproduisait un article du *Diario Vasco* affirmant que le Père assomptionniste Léon Merklen, directeur de *La Croix*, appartenait en secret à la Franc-Maçonnerie ! :

"...Dans cette affaire qui est hilarante, il est tout de même quelque chose qui chiffonnera pas mal de Catholiques. C'est que le bulletin de soi-disant "Information Espagnole" soit publié sous la responsabilité d'un éminent professeur de l'Université Catholique de Louvain, le Vicomte Charles Terlinden [...] Les initiés savent en outre que les rédacteurs de ce bulletin, qui sont des étrangers, ne pourraient se livrer à leur petit jeu, trop ressemblant à de l'activité politique, sans se mettre à l'abri d'un éditeur responsa-

(262) P. Hoornaert à G. Jacqmin — 28 janvier 1939; *Nation Espagnole*, 10-XI-38, 26-I, 2-II et 23-III-39.

(263) *Libre Belgique*, 19-VII-38 "...Les passions partisans ont été exaltées et excitées à tel point que, dans la plupart des pays, on songe beaucoup plus à souhaiter ou à favoriser le succès militaire d'un des adversaires en présence qu'à encourager une médiation qui mettrait un terme au carnage..."

(264) C'était notamment le cas d'André Hoornaert, frère du chef légionnaire, qui, reçu froidement en zone nationale, rédigea des correspondances de guerre très critiques à l'égard de Franco. Sur cette affaire, voir SOUTHWORTH, *op.cit.*, pp. 82, 119, 434 et *Action Wallonne*, 15-II-38.

(265) François Maret publia en 1939 aux éditions de l'Office de Publicité *Les grands chantiers au soleil*, réponse aux *Grands cimetières sous la lune* de Bernanos. Certaines de ses correspondances furent reproduites dans la *Légion Nationale*, notamment celle définissant la cause franquiste comme "non seulement nationale mais européenne" (10-IX-38).

(266) *Nation Espagnole*, 3-XI et 8-XII-38.

ble belge. Le Vicomte Terlinden dont les sympathies franquistes sont connues et d'ailleurs respectables, s'est tout de même fort imprudemment et fort légèrement prêté à couvrir de son nom et de son autorité la production aussi inutile qu'inutilisable des trop zélés et trop maladroits supporters espagnols du général Franco. Professeur à l'Université Catholique de Louvain, le Vicomte Terlinden est, qu'il nous permette de le lui dire, dans de beaux draps et nous donnerions volontiers dix pesetas pour voir comme on dit, la tête qu'il fera, lorsqu'il apprendra sa mésaventure. On espère qu'il se désolidarisera solennellement de l'activité des folliculaires auquel il eut le tort de donner un nom, le sien propre, et qu'il payera de retour en leur retirant sa haute protection. Ce qui serait drôle, c'est que désappointée, l'Information Espagnole écrive prochainement que le professeur Terlinden est un marxiste franc-maçon et qu'il se prétend Vicomte — comme le père Merklen se prétend Assomptionniste (267)..."

L'Information Espagnole, sous la plume de Gaston Jacqmin, exonéra le Vicomte, qui était toujours en voyage en Espagne, de toute responsabilité dans les affirmations reprises au *Diario Vasco* (268). Plus subtilement, la campagne contre *La Croix* continua en s'abritant derrière un article de Mariano Cordovani dans *l'Osservatore Romano* (269). Terlinden qui, rentré d'Espagne, conférençait abondamment (270), n'a pas de coup de crosse à craindre : sa conférence à Malines sera honorée de la présence du Cardinal Van Roey (271).

Unne initiative intempestive de Graciano Cantelli avait failli troubler l'unanimité retrouvée de la droite au moment de la victoire franquiste. Le 16 février 1939, à la tête d'un commando de huit phalangistes, Cantelli avait occupé, pistolet au poing, le *Casa de Espana* de la Rue de la Science dont il avait été le gérant jusqu'en 1936. Ils amenèrent le drapeau républicain — en berne pour la mort du Pape (*sic*) — et le remplacèrent par le drapeau nationaliste qu'ils laissèrent, notait la presse de gauche, flotter librement. Sur plainte de l'Ambassade, la police cerna la bâtiment et après des pourparlers et l'intervention des pompiers avec leur échelle, Cantelli et ses hommes se rendirent à Ganshof van der Mersch et au commissaire Lou-

(267) *Libre Belgique*, 14-I-39.

(268) *Nation Espagnole*, 19-I-39.

(269) *Idem*, 26-I-39.

(270) *Idem*, 2-I et 23-II-39.

(271) *Idem*, 30-III-39. Les Conférences Cardinal Mercier avaient de leur côté invité le 11 mars 1939 à la salle *Patria* Xavier Vallat, député de l'Ardèche sur le thème "J'étais à Barcelone".

wage et furent incarcérés sous l'inculpation de violation de domicile (272). Huit jours plus tard, ils étaient libérés, sauf Cantelli qui resta quelques jours encore sous les verrous (273), avant d'aller en grande pompe hisser le drapeau nationaliste sur la *Casa de Espana* le 23 mars le plus officiellement du monde et en présence d'un délégué des Affaires Etrangères. La guerre était finie, Burgos était reconnu (274)... Le coup de main de Cantelli, bien qu'approuvé officiellement par la direction de la Phalange (275), avait mis la *Nation Espagnole* dans l'embarras. Elle s'en tira en refusant de s'en occuper, devant les commentaires sévères que l'équipée provoquait (276). Gonzalez del Valle, un Carliste vivant à Louvain, avait tenu à réprouver "au nom de Espagnols nationalistes de Belgique les exhibitions spectaculaires de la *Casa de Espana*" (277), mais ce n'était peut-être là qu'un épisode du conflit *Réquetés*-Phalange, et Terlinden pouvait tirer le bilan de trois ans d'activité :

"...Depuis le premier moment, j'ai compris où était mon devoir. En luttant par la parole et par le plume, j'ai accompli une obligation, non seulement envers l'Espagne, à laquelle tant de liens de sympathie nous unissent, mais envers la civilisation chrétienne. Je sais, de par ma profession, que l'Histoire n'est pas une énumération de faits et d'événements. J'ai essayé d'expliquer la Victoire (278)..."

L'UNION HISPANO-BELGE

Dernier né parmi les groupes de propagande et de pression franquistes, ce mouvement apparaît assez tard, alors que la victoire nationaliste est proche et que la reprise de relations diplomatiques et surtout commerciales normales semble imminente. Son origine est liégeoise, autour du jeune avocat Jean-Armand Meyers, fils du Baron Meyers Procureur Général, qui avait animé divers comités liégeois d'aide à l'Espagne nationale (279) et de l'assureur Raymond-

(272) Sur cette affaire, voir *Wallonie*, 18-19-II-39; *Express*, 18-II-39; *Gazette de Liège*, 17-II-39; *Pays Réel*, 18-II-39.

(273) *Wallonie*, 25-26-II-39; *Légion Nationale*, 25-II-39.

(274) *Nation Espagnole*, 23 et 30-III-39.

(275) Lettre de José del Castano à G. Jacqmin — 28 février 1939 (doc. Personnelle).

(276) *Nation Espagnole*, 2-III-39.

(277) *Idem*, 9-III-39. Gonzalez del Valle publia quelques articles en 1938-39 dans *Nieuw Vlaanderen* (B. FOUBERT, *op.cit.*, p. 92).

(278) *Nation Espagnole*, 20-IV-39.

(279) Jean-Armand Meyers, né à Tongres en 1898, 8e enfant du Baron

Henri Wéry qui avait mené une campagne en faveur des relations belgo-espagnoles dans le journal *L'Informateur* et était un contributeur régulier de *La Nation Espagnole* de Terlinden. Les autres fondateurs de cette ASBL témoignent du souci de tenir la balance égale entre les trois composantes du "franquisme" à Liège : les milieux catholiques, la légion Nationale et Rex. On trouve en effet l'industriel Etienne Lamarche, un des soutiens de la très catholique *Gazette de Liège* (280), le Professeur Victor Gothot, maître du droit fiscal à l'Université mais aussi chef du groupe rexiste au Conseil Communal (281), l'avocat Emile Philippart qui est alors le secrétaire général de la Légion Nationale et le frère du député catholique Marcel Philippart, le professeur de sciences économiques Paul Simon qui navigue encore dans les eaux de la Légion mais sera bourgmestre rexiste de Verviers sous l'occupation (282), l'industriel rexiste Armand Dor (283), l'éditeur Léon Holoye, l'agent industriel Pierre Flebus. A ces Liégeois vient s'adjoindre la comte van der Burch (auteur du *Calvaire Ibérique* et collaborateur du Vicomte Terlinden) qui prendra la présidence d'honneur de l'*Union* (284). Il est faux de pré-

Meyers, commandeur d'Isabelle-la-Catholique, membre du comité liégeois pour la reconnaissance de l'Espagne Nationale, du comité liégeois de l'*Aide à la Population Espagnole*, président de l'*Oeuvre des Autels et des Croix d'Espagne*, etc... Voir *Etat Présent de la Noblesse de Belgique*, t. XII, p. 399 *Who's Who in Belgium*, éd. 1959, p. 445.

(280) Etienne Lamarche (1893-1973), industriel, administrateur délégué de la *Gazette de Liège*. Voir Hervé DOUXCHAMPS, *La Famille Lamarche*, in-8°, Bruxelles, 1974, pp. 124-125 et *Gazette de Liège 1840-1940. Liber Memorialis*.

(281) Victor Gothot (1890-1966), conseiller communal catholique en 1926, chef du groupe rexiste au Conseil Communal après les élections d'octobre 1938, démissionnaire de Rex en octobre 1939, exclu officiellement en mars 1940. Sur lui, voir Ghislain LAHAYE, *Le Parti Rexiste dans l'arrondissement de Liège, passim* et la notice de M.E. BOURS dans *Liber Memorialis. L'Université de Liège de 1936 à 1966*, t.II, pp. 317-322.

(282) Sur Paul Simon (1911-1942), docteur en sciences commerciales, professeur à l'Ecole Supérieure des Textiles à Verviers et depuis 1939 aux Hautes Etudes Commerciales et Consulaires de Liège, ex-dirigeant de l'A.C.J.B., membre de la L.N. en 1937-38, spécialiste des questions d'Extrême-Orient. Passé à Rex, fut bourgmestre de Verviers de mai 1941 à août 1942. Voir la note de Jacques WYNANTS dans *Verviers, L'Autorité communale en 1940-1941* dans *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale*, n°2, 1972, pp. 173-174 et du même auteur *Verviers 1940. Contribution à l'histoire d'une ville et d'une région au début de l'occupation allemande*, in-8°, Bruxelles, 1981, pp. 290-291 et passim.

(283) Armand Dor, né en 1891, ancien combattant 14-18, industriel à Ougrée, membre des Cadres Politiques de Rex au début de l'occupation, collaborateur économique, volontaire à la Légion Wallonie. Condamné à la perpétuité en janvier 1946. Sur lui, voir C.E.R.H.S.G.M., *Fonds Rex*, n°92.

(284) *Moniteur Belge*, ASBL, 1938, acte n°1724 du 1er octobre 1938; *Nation*

tendre que cette dernière est à l'origine du journal *La Nation Espagnole* qui serait le porte-parole du groupe (285).

Son apparition tardive et son but vague, "entretenir et créer des relations d'amitié et d'affaires entre la Belgique et l'Espagne", expliquent le peu d'activités de l'*Union*. La principale fut l'organisation à Liège au *Phare*, le 18 février 1939, d'un banquet en l'honneur d'Ernesto de Zulueta et de ses collaborateurs, et de la victoire franquiste. Parmi les deux cents convives, outre l'état-major de l'*Union* et les personnalités qui avaient déjà manifesté leur sympathie envers les Nationalistes, il y avait surtout des représentants du monde des affaires et la *Gazette de Liège* regrettait "que le monde officiel et tant de personnalités comptées parmi nos meilleurs éléments d'ordre n'aient pas cru devoir assister à cette réception, dont tout caractère politique était exclu (286)". L'*Union* tenait beaucoup à ce thème et son secrétaire-général Wéry avait tenu à préciser qu'elle "n'avait absolument aucune visée fasciste et ne recherchait qu'à grouper tous les sympathisants de la véritable Espagne et tous les défenseurs de l'ordre contre le communisme". Des incidents étaient en effet à craindre, les J.G.S. liégeois ayant annoncé leur intention de se réunir au local voisin de la *Populaire* et d'envahir le *Phare* par les toits (287). Hormis ce banquet, l'*Union Hispano-Belge* n'eut d'autres activités que des collectes de vêtements pour l'Espagne (288). Sans doute vint-elle trop tard, ou était-elle trop centrée sur Liège (289). Elle constitue cependant une organisation "pluraliste" — industriels, catholiques, droitiers — dans la ligne de la "concentration" souhaitée par Terlinden, et qui aurait pu prendre le relais de la Légion Nationale et des C.A.U.R. handicapés par les hauts et les bas de leurs relations avec l'Italie, et des *Amitiés Belgo-Espagnoles* gagnées aux fantasmes du complot judéo-maçonnique.

Espagnole, 10-XI-38. Meyers était président, Phillipart et Dor vice-présidents, Wéry secrétaire et Holoye trésorier.

(285) K. WOUTERS, *Denken en doen van de Katholieke Kerk...*, p. 131.

(286) *Gazette de Liège*, 20-II-39, article de P. de Hepcée citant parmi les présents les industriels Englebert, Dechene, Stoels, Beuckens, Rasquinet, Delhaxe, Bernard Jublou, les Collinet, le Colonel Delrez, le conseiller communal rexiste Gérard Willems, le chef légionnaire Deville, etc...

(287) *Idem*; *Nation Espagnole*, 23-II-39; *Wallonie*, 18-II-39; *Pays Réel*, 18-II et 20-II-39; *Légion Nationale*, 25-II-39 citant la présence de 20 légionnaires au banquet.

(288) *Légion Nationale*, 3-VI-39.

(289) *Nation Espagnole*, 16-II-39 cite cependant une section à Bruxelles (Comte van der Burch) et une à Anvers (Alphonse Bernard).

II. LES OEUVRES

L'histoire des diverses associations formées dans notre pays pour apporter une aide matérielle directe aux forces nationalistes, ou une aide humanitaire "sélective" à la population espagnole, est rigoureusement conforme à ce que nous avons pu connaître de l'action et de l'évolution des différents *lobbies* pro-franquistes: mêmes dirigeants, mêmes organes de presse, évolution parallèle passant du lancement par les seuls groupes d'extrêmes-droite à l'ouverture à l'ensemble de la droite, avec prédominance des milieux catholiques conservateurs à partir de fin 1937-début 1938.

C'est également à l'issue du congrès organisé les 4 et 5 septembre 1936 en riposte au *Rassemblement Universel pour la Paix* tenu à Bruxelles que le Vicomte Terlinden, président des C.A.U.R. belges organisa une première collecte — qui ne rapporta que 1500 francs — et annonça l'organisation sous les auspices des C.A.U.R. d'une souscription publique destinée "aux victimes de la barbarie marxiste" (290). La Légion Nationale emboîta le pas avec enthousiasme mais "malgré sa pauvreté qui prouve son indépendance" organisa sa propre "mobilisation financière" au sein de ses militants. Clôturée fin octobre, la souscription légionnaire rapporta 7660 frs (291). Parallèlement, les dames légionnaires furent mobilisées pour la confection de pullovers d'uniforme destinés aux Phalangistes, "les nuits sont froides dans les montagnes", en rassemblèrent une cinquantaine en 1936 en continuèrent leur effort pendant tout le conflit (292).

Action et Civilisation se devait de ne pas rester en arrière et de s'imposer comme leader de l'aide matérielle aussi bien que de la propagande. En novembre 1936, la ligue du Commandant de Launoy lança une grande souscription destinée à l'achat d'une voiture-ambulance "qui doit être accompagnée de l'envoi de médicaments, vêtements chauds, couvertures et douceurs pour les soldats dont la vaillance, une fois de plus, fera passer le nom de l'Espagne à la postérité et sauvera la Belgique comme l'Occident (293)". Les termes de l'appel éclairent particulièrement les motivations auxquelles ré-

(290) *Légion Nationale*, 12-XI-36.

(291) *Idem*, 19-IX, 26-IX, 3-X, 10-X, 17-X, 24-X, 31-X, 7-XI, 14-XI-36. Parmi les noms et slogans accompagnant les listes de souscription, on trouve des mentions caractéristiques: "contre la barbarie", "pour sauver nos églises", "pour ceux de l'Alcazar", "pour réduire la Passionaria à l'impuissance", "un curé", "son vicaire", "pour sauver nos prêtres", "contre les charogards du communisme judaïque", etc...

(292) *Idem*, du 26-IX au 21-XI-36, 20-XI-37, etc...

(293) *Idem*, 21-XI-36.

pondaient les milieux belges favorables à Franco :

"...Nous devons au Général FRANCO, non seulement la reconnaissance de notre coeur, mais encore et par dessus-tout, L'AIDE ET LES SECOURS QUE NOS MATERIELS NOUS PERMETTENT DE LUI DONNER.

Le moment est venu d'opposer à la marche en avant des idées communistes, le rempart millénaire des idées traditionnelles.

NOUS DEVONS SECOURIR l'Espagne immortelle en lutte avec les hordes internationales qui ne craignent pas de se proclamer "les gouvernementaux".

NOUS DEVONS SECOURIR le Gouvernement du Général FRANCO, parce qu'il est celui du véritable Etat Espagnol, Etat ami dont l'aide à la Belgique, durant la guerre, s'est manifestée dans tous les domaines.

NOUS DEVONS SECOURIR ceux qui luttent pour NOTRE CIVILISATION, NOTRE PATRIE, NOTRE FAMILLE, NOTRE CLOCHER, notre maison, notre droit à l'héritage, à l'épargne, à la LIBERTE INDIVIDUELLE, COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE..."

Pour atteindre ses buts, *Action et Civilisation* lança, parallèlement à la souscription, les "déjeuners *pro Espana*", sous l'égide d'Eugène de Launoy et des Comtesses de Goussencourt et de la Rochefoucauld. Tout l'état-major de l'action pro-franquiste s'y retrouvait dans les salons du *Résidence-Palace* : Fernand Desonay et Pierre Poirier des C.A.U.R., l'ingénieur Van der Hulst, Emile Philippart, secrétaire général de la Légion Nationale, Fraeys de Veubeke, etc... (294) Par la suite, les déjeuners du *Résidence-Palace* furent organisés par les *Amitiés Belgo-Espagnoles*, alors présidées par de Launoy, et permirent à des personnalités aussi diverses que le sénateur catholique Paul Crokaert, le député rexiste Pierre Daye et le Comte Charles d'Aspremont-Lynden de se rencontrer et de coordonner leur action (295).

Les fonds recueillis furent suffisants pour envoyer "en Espagne Blanche" deux ambulances que de Launoy était chargé de remettre en personne à Franco. Elles étaient respectivement baptisées *Jacques de Borchgrave* et *Baudouin Greindl* du nom du diplomate assassiné à Madrid et d'un lieutenant belge du *Tercio* tué dans les rangs franquistes (296). *Action et Civilisation* annonçait son intention d'envoyer d'autres ambulances, mais, comme ces dernières

(294) *Idem*, 28-XI-36, 16-I-37.

(295) P. DAYE, *Mémoires*, chap. XXXVIII, pp. 867-868 (C.E.R.H.S.G.M.)

(296) *Légion Nationale*, 20-III-37; *Nouvel Europe Magazine*, nov. 1979, p. 45.

avaient une destination militaire, la justice belge s'émut et, dans le cadre des enquêtes menées sur les fournitures d'armes, des perquisitions furent effectuées en juin 1937 au siège de la ligue et des *Amitiés Belgo-Espagnoles* ainsi que chez de Launoy. *Action et Civilisation* annonça qu'elle ne se laisserait pas intimider, mais nous n'avons plus trouvé trace de ses activités dans ce domaine (297).

Au début de 1938 apparaît une nouvelle association caritative *Reconnaissance à l'Espagne nationale* dont le but est, au moyen de souscriptions individuelles limitées à 2 frs, d'envoyer des paquets de cigarettes aux combattants franquistes. A la tête du nouveau comité, les deux inséparables Charles Terlinden et Fernand Desonay, mais aussi le Père Martial Lekeux, le moine-soldat des *Clotres dans la Tempête* et du *Patelin de Notre-Dame* très populaire dans les milieux anciens combattants. Le reste du comité qui prétend rassembler "Flamands et Wallons, professeurs d'université, étudiants, paysans et ouvriers (298)" est la réplique presque fidèle de ce qu'était à ce moment l'état-major des C.A.U.R. belges avec René De Mot, Georges Rhodius, Emmanuel Noël (299). A la fin de l'année, 500.000 cigarettes avaient été envoyées en Espagne où "l'envoi de tabac est aussi nécessaire que celui des vêtements (300)". Faisant d'une pierre deux coups, la confection des 25.000 paquets, ornés des drapeaux belges et espagnols, avait été confiée à une firme employant d'anciens officiers russes des armées blanches (301).

Les ambulances d'*Action et Civilisation*, les cigarettes de *Reconnaissance* ne faisaient que continuer l'action entreprise pendant la guerre d'Ethiopie par les milieux de droite en Belgique: des dirigeants d'*Action et Civilisation* avaient alors pris l'initiative de rassembler des fonds pour l'achat de l'*Ambulance Marie José* (qui se muera en octobre 1936 en *Association des Italophiles de Belgique*, avec René De Mot) tandis que Mme Terlinden et Mlle Lippens fon-

(297) *Idem*, 19-VI-37.

(298) *Légion Nationale*, 12-II et 19-II-38: Vicomte Charles Terlinden; Fernand Desonay; R.P. Martial Lekeux; Mr. et Mme. René De Mot; Mr. et Mme. Marcel Wautrequin (secrétaire du Comité); Mr. et Mme. Daniël Dumont; Mlle. Marie-Thérèse Lippens; Mlle. Edmée de Woelmont; Georges Rhodius; Emmanuel Noël, étudiant; Marcel et Jean Martin, étudiants; Jan Pellaert, étudiant; Paul Kindermans, ouvrier agricole; Jules d'Haene, ouvrier; Pierre Mathieu, ouvrier.

(299) *Moniteur Belge*, partie ASBL, 1937, 13-II (acte n°259); 1938, 12-I, (acte n°115).

(300) *Légion Nationale*, 10-IX-38.

(301) Il s'agissait des cigarettes *Alpha et Azais*, fabriquées par l'entreprise du Général Alexis Chaperon du Larret, ancien aide de camp de Denikine (renseignement communiqué par son fils Laurent Chaperon du Larret).

daient le comité *Pro Italia* qui envoya 83.000 paquets de cigarettes aux soldats du Duce (302).

Au moment où la victoire franquiste se précisait, d'autres initiatives virent le jour : création par Terlinden d'un "comité pour la reconstitution des bibliothèques et des établissements d'enseignement détruits par les séides de la barbarie moscovite (303)", lancement par l'*Union Hispano-Belge* d'une souscription et d'une récolte de vêtements pour les Espagnols "appauvris par trente mois de guerre contre le marxisme international (304)". Nous ignorons le sort qu'eurent ces projets dans le contexte international troublé d'après septembre 1939.

C'est fort discrètement que, peu après le commencement de la guerre civile, se constitua, à la demande d'Ernesto de Zulueta et de l'ex-consul Alfonso Garcia Conde, le Comité *Aide à la Population Espagnole* (A.P.E.). Ce titre à la fois civil et neutre n'empêcherait pas l'aide d'être sélective dans ses 'secours à ce malheureux pays victime du désordre et du communisme" tout en rendant "à l'Espagne immortelle ce qu'elle fit pour nous pendant les douloureuses années de la grande guerre".

Publié après la victoire franquiste, le bilan de l'action volontairement discrète de l'A.P.E. se révéla impressionnant : 15 ambulances Ford, 10.000 couvertures, 6 tables d'opération, 3 appareils de rayons X, du matériel sanitaire, de couchage, des cigarettes, etc... furent expédiés à la Croix-Rouge de la zone nationaliste. Cette aide, moins explicite que celle des "ambulances de campagne" d'*Action et Civilisation*, poursuivait le même but et les combattants franquistes durent en profiter plus que la population (305).

La récolte de fonds s'était faite par l'expédition de circulaires, ce qui explique que la presse ne mentionne pas l'action de l'A.P.E., dans un monde volontairement restreint : aristocratie et industrie, hommes et femmes d'oeuvres, milieux touchant peu ou prou au monde ancien combattant et à la Croix-Rouge belge, la présidence d'honneur étant assurée par la Princesse Jean de Mérode (306). Au

(302) Fr. BALACE, *La propagande italienne en Belgique 1930-1940*; *Nation Belge*, 14-XI-35; *Moniteur Belge*, A.S.B.L., 31-X-36, acte n°305.

(303) *Nation Espagnole*, 22-XII-38, -I-39.

(304) *Légion Nationale*, 3-VI-39.

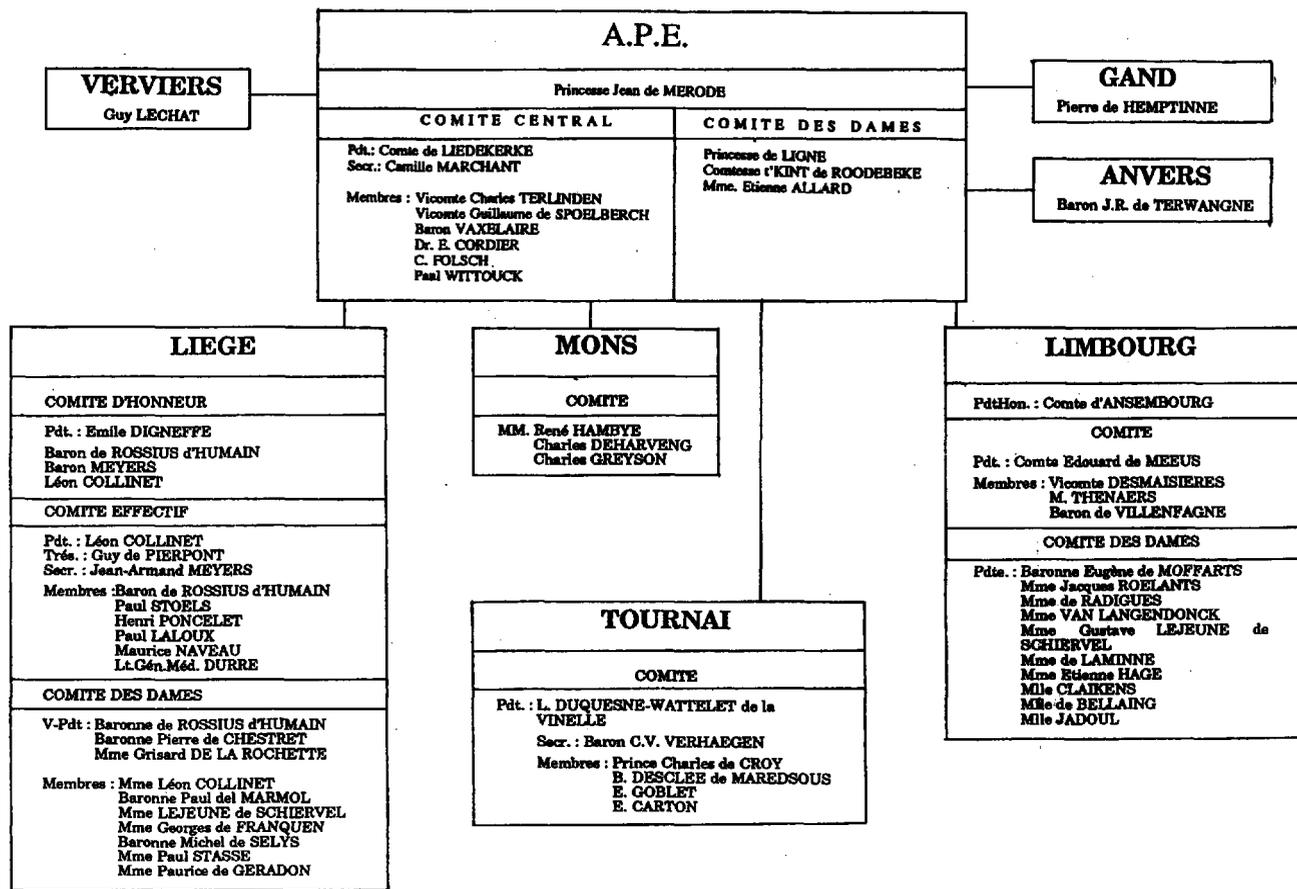
(305) *Nation Espagnole*, 20 avril 1939.

(306) Née Marie-Louise de Bauffremont-Coutenay, la Princesse Jean de Mérode (Paris 1-III-1874/Bruxelles 15-V-1955) était la fille de Maria-Christina Osorio de Moscoso y Borbon (des ducs de Sessa), ce qui explique son intérêt pour l'Espagne (*Etat Présent...*, t.XII, p. 376). Présidente de l'*Oeuvre Nationale des Invalides de Guerre*, elle était en liaison avec de nombreuses ligues d'anciens combattants de droite en lança en septembre 1939 l'*Oeuvre Natio-*

sein du Comité Central, on trouvait l'inévitable Charles Terlinden, le Comte de Liederkerke, le Baron Vaxelaire, la Princesse de Ligne. Les comités provinciaux étaient plus ou moins structurés : très étoffés à Liège — où le Président d'honneur est l'ancien sénateur et bourgmestre libéral Emile Digneffe et où l'on trouve des personnalités de premier plan comme l'avocat catholique Guy de Pierpont (*Unitas Catholica*), le Baron Meyers, Procureur Général, et des représentants des familles qui "comptent" dans l'industrie et dans les oeuvres catholiques — et dans le Limbourg — sorte de bottin mondain des châtelains locaux —, ils sont plus discrets dans les autres provinces wallonnes (avec cependant des personnalités comme le Prince Charles de Croy, E. Carton, Ch. Deharveng des *Charbonnages du Levant de Flénu*) et réduits à un seul délégué dans les villes flamandes. Les différences appréciables dans les résultats des collectes de fonds confirment, si besoin en était, que les partisans actifs de Franco se recrutaient essentiellement dans les rangs de l'aristocratie et de la bourgeoisie catholique d'expression française (307).

nale du Service Social aux Familles de Militaires qui servit sous l'occupation de couverture aux activités clandestines liées aux débuts de la *Légion Belge*, et dirigea les *Cantines Léopold III*. En 1945, avec son collaborateur Georges Rhodius (lié en 1936-39 aux C.A.U.R. et à la Légion Nationale), elle lancera le *Groupement National Belge* voué à la défense de Léopold III. Sur ses multiples activités charitables et politiques, voir Georges RHODIUS, *L'Oeuvre Nationale du Service Social aux Familles de Militaires*, in-8°, Gembloux, s.d. (1950) et le dossier biographique de la Princesse de Mérode dans les Papiers Georges Rhodius aux archives du Musée Royal de l'Armée (n°IX/12). On notera que le Prince Jean de Mérode (1864-1933) avait fondé en 1930 et présidé la *Ligue Nationale Belge contre le Communisme*, dont le trésorier était le Baron Raymond Vaxelaire (A. RESANOV, *"CILACC" sans Voiles (Sous le drapeau de la "Lutte active contre le Communisme)*, in-12, Paris, 1932, pp. 17 et 89). Au début de 1933, Jean de Mérode pour la *Ligue Nationale*, le Général Baron de Ceuninck pour *Action et Civilisation*, Paul Hoornaert pour la Légion Nationale et G. Cuissart de Grelle pour la Section Belge du CILACC (Centre International de Lutte Active contre le Communisme) constituèrent une éphémère *Union des Forces Anticomunistes*. Signalons aussi que le Prince Frédéric de Mérode, fils de Jean, s'inscrivit en 1936 à la Légion Nationale (lettre de P. Hoornaert à l'Ambassade d'Italie du 28-X-36, documentation personnelle).

(307) Notons toutefois qu'Emile Digneffe décéda le 16 juin 1937 et ne comprit peut-être pas que la "population espagnole" à secourir serait exclusivement franquiste. Guy de Pierpont (Liège 1893-1954), brillant combattant 14-18, commandera à la fin de la guerre le secteur Liège-Ouest de l'Armée Secrète. *Unitas Catholica* avait été fondée en septembre 1936 avec Léopold Levoux et Walthère Dewé pour la réconciliation des catholiques et des rexistes, moyennant soumission de Degrelle aux directives de l'Archevêché et abandon des positions philofascistes. Pendant "L'Affaire Royale", Guy de



C'est en étroite liaison avec l'A.P.E. que s'organisa en mars 1937 le C.A.B.E.M. (*Comité de Rapatriement et d'Assistance aux Asilés de l'Ambassade de Belgique à Madrid*), dû à l'initiative du Baron Coppée et présidé par le Comte Charles de Liedekerke. La composition de son Comité était presque interchangeable avec celle de l'A.P.E. : Charles Terlinden, Baron Vaxelaire, Camille Marchant et la fine fleur de l'armorial féminin belge (308). Le 29 mars 1937, 87 "asilés" parvinrent à Bruxelles via Marseille et furent répartis dans divers couvents et pensions de famille.

Ces "asilés", dont la présence dans les locaux de l'Ambassade avait provoqué un épique conflit entre le Chargé d'affaires Berryer et l'ambassadeur Everts replié à Saint-Jean de Luz (309), avaient pu quitter Madrid à la suite d'un accord avec le Gouvernement républicain : les hommes en état de porter les armes ne pourraient

Piepont — dont le fils Hughes épousa la fille de Charles Terlinden — fut le président du *Mouvement Monarchique Constitutionnel*, ramification liégeoise du G.N.B. de la Princesse de Mérode. Quant à Edmond Carton, ancien Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Tournai et conseiller communal catholique, né en 1882, il animait à la même époque l'*Action Nationale des Anciens Combattants*, autre branche du G.N.B.

Souscriptions recueillies par l'A.P.E. :

Comité Central de Bruxelles	: 1.020.550,70 frs
Comité de Liège	: 223.548,66
Comité de Tournai	: 14.229,50
Comité de Hasselt-Tongres	: 9.058,95
Comité d'Anvers	: 6.871,90
Comité de Mons	: 4.544,80
Comité de Verviers	: 2.650
Comité de Gand	: 1.800

(308) *Nation Espagnole*, 20 avril 1939 (rapport final).

Président : Comte Charles de Liedekerke (né à Paris le 15-X-1879).

Membres : Baron Coppée, Baron Carton de Wiart, Comte t'Kint de Roodenbeke, Vicomte Charles Terlinden, Vicomte Guillaume de Spoelberch, Baron Vaxelaire, C. Folsch, Paul Wittouck, Camille Marchant (secrétaire).

Comité des dames, présidente Princesse de Ligne, Vice-présidente Comtesse t'Kint de Roodenbeke.

Membres : Mmes Etienne Allard, Marquise d'Assche, Vicomtesse F. de Beughem, Baronne Jean de Coninck de Merckem, Baronne Coppée, Cornesse Cornet de Ways-Ruart, André Emsens, Ganshof van der Meersch, Comtesse Karl de Kerchove de Denterghem, LeJeune de Münsbach, Comtesse de Liedekerke, Comtesse Gaston de Liedekerke, Comtesse Marnix de SteAldegonde, Louis du Roy de Blicquy, Michel Wittouck.

(309) J. GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 525, note 85.

quitter la Belgique (310). Certains réfugiés ayant violé leur promesse et regagné la zone nationale, les autorités belges montrèrent les dents et firent brièvement incarcérer au début de juin 1937 une vingtaine de réfugiés à la prison de Forest. Le C.A.B.E.M. réussit à les faire libérer. Le Directeur Général des Affaires Etrangères, Costermans, autorisa même l'utilisation de la valise diplomatique pour la correspondance entre les réfugiés espagnols et leurs familles restées à Madrid, à condition qu'elle puisse éventuellement être censurée. Les souscriptions C.A.B.E.M. produisirent 129.784 francs et pour couvrir les frais élevés de transport, pensions, vêtements, etc... le Comité A.P.E. dut avancer quelques 165.000 francs, le Baron Vaxelaire et le *Bon Marché* s'occupant par ailleurs d'agrémenter leurs loisirs forcés (311).

Citons enfin, comme dernière oeuvre explicitement engagée, *Filleul de Guerre* à Bruxelles qui entendait consacrer " à soulager les blessés des Armées Franco" (*sic*) le produit de la vente des brochures de l'Abbé de Moor et du *Bureau Universel de Presse* (312).

Nous n'entrerons pas dans les détails des activités du *Baskisch Kinderwerk* fondé fin mai 1937 par le Cardinal Van Roey et son Vicaire-Général Mgr. Jansen en réponse à une demande de Mgr. Mateo Mugica, évêque de Victoria, alors en exil à Rome (313). Des problèmes d'ordre politique se posèrent quant au rapatriement des enfants en zone nationale après la chute de Bilbao ou à leur maintien en Belgique. Le Chanoine Leclef ne dissimula pas dans quel

(310) A. DE SMET, *La Belgique et la guerre civile espagnole...*, pp. 18-19, note 20.

(311) *Nation Espagnole*, 20-IV-39 :

Souscriptions reçues :	129.784,56 frs
Avances de l'A.P.E. :	165.021,21 frs
	294.805,77 frs
Frais généraux	17.410,10 frs
Transport Marseille-Bruxelles	30.734,19 frs
Frais de pension	196.540,54 frs
Vêtements	15.021,75 frs
Avances en espèces	3.400 frs
Argent de poche (25f/semaine) et achats de 1e nécessité	31.598,35 frs

solde 100,84 frs

(312) *Les Evêques ont parlé! Les Catholiques doivent soutenir la Cause Franco*, in-8°, Bruxelles, B.U.P., s.d. (début 1937).

(313) Voir K. WOUTERS, *op.cit.*, pp. 137-177; Dorothy LEGARRETA, *The Guernica Generation : Basque refugee children of the Spanish Civil War*, Un. of Nevada, 1984 et sa communication au présent colloque.

sens allaient les sympathies réelles de l'oeuvre (314).

En avril 1938, le Comte Raoul Follereau, futur apôtre de la cause des lépreux, qui animait alors la très italophile *Ligue d'Union Latine* et était, via les C.A.U.R., en liaison avec l'extrême-droite belge et en particulier la Légion Nationale (315), lança l'idée d'une souscription d'un million de francs destinés à reconstruire les églises d'Espagne (316). Presqu'immédiatement, les *Amitiés belgo-espagnoles* d'Eugène de Launoy s'emparèrent de l'idée et lancèrent un appel à la construction d'une église belge, sous le patronage du Cardinal Goma y Costa et de Mgr. Van Roey, dont on envisageait déjà qu'il pourrait procéder en grande pompe à la pose de la première pierre, tandis que Franco se verrait remettre un livre d'or contenant les noms des souscripteurs (317). Un an plus tard, le projet n'avait guère progressé : on demandait deux millions pour construire à Madrid une église dédiée à la Vierge pour que Dieu accorde à

(314) "Le gouvernement espagnol, mê par un sentiment de fierté nationale qui l'honore, souhaitait naturellement le prompt rapatriement des enfants... Il s'agit bien entendu du gouvernement du général Franco, représenté alors officieusement à Bruxelles par M. Ernesto de Zulueta, que nous ne pourrions assez remercier du précieux appui qu'il apporta toujours à l'oeuvre du Cardinal. Le Comité, en effet, n'a jamais voulu avoir de rapports avec le gouvernement républicain de Madrid..." (E. LECLEF, *L'Oeuvre des Enfants Basques*, dans *Collectanea Mechliniensia*, XXIX, 1940, pp. 277-280).

(315) La *Ligue d'Union Latine* éditait depuis 1927 le journal *L'Oeuvre Latine*, dirigé par Follereau, qui lutta ouvertement contre les sanctions appliquées à l'Italie en 1935. Dans le but "d'unir et fédérer les Elites Latines pour la défense et la gloire de leur civilisation", la Ligue distribuait largement les différentes classes de *L'Ordre Latin* que reçurent notamment Paul Hoornaert et son adjoint Fernand Dirix. Follereau vint à Bruxelles en septembre 1936 pour le congrès C.A.U.R. organisé en riposte au "Rassemblement Universel pour la Paix".

Voir *L'Oeuvre Latine*, déc. 1936 et juin-juillet 1937; *Légion Nationale*, 12-IX-36; Henry COSTON, *Partis, Journaux et Hommes politiques d'Hier et d'Aujourd'hui*, in-8°, Paris, 1960, pp. 510 et 542.

(316) *Gazette*, 11IV-38; *Légion Nationale*, 23-IV-38 : "Ce que la Barbarie a détruit, saccagé, la Civilisation et la Foi doivent le rétablir, le relever, le racheter. Sur la terre héroïque de nos Frères d'Espagne, l'âme universelle de la Chrétienne fut menacée. C'est la chrétienté toute entière qui doit maintenant aider à replanter, sur le sol sanglant et glorieux, la Croix de l'Amour et de la Rédemption. Au service de la civilisation chrétienne, La Ligue d'Union Latine s'honore de lancer, la première, cet appel..."

(317) Circulaire stencillée non datée des *Amitiés belgo-espagnoles* et circulaire datée du 22-IV-389, Archives de Malines, citées dans Karin WOUTERS, *Denken en doen van de Katholieke kerk in België in confrontatie met de Spaanse Burgeroorlog (1936-1939)*, mémoire de licence, R.U.G., 1984-5, p. 178.

l'Europe occidentale le maintien de la paix (318)...

Si les événements internationaux de 1939 firent sans doute abandonner ces projets, il faut en revanche signaler les succès remportés dans le même type d'action par l'*Oeuvre des Autels et Croix d'Espagne*, lancée en novembre 1937 par Jean-Armand Meyers, animateur des divers comités pro-nationalistes de la Cité Ardente, avec l'appui de Mgr. Tillieux, vicaire général de diocèse de Liège (319). L'oeuvre, qui répondait d'ailleurs à une demande du clergé espagnol (320), reçut l'approbation du Nonce Apostolique, Mgr. Micara, et des évêques de Liège et de Namur. Via une série de comités locaux, souvent en étroite symbiose avec ceux de l'A.P.E. (321) et animés surtout par l'élément féminin, livres sacrés, objets du culte furent rassemblés ou des fonds procurés pour leur achat "dans un esprit de justice et d'esthétique". Fin octobre 1938, après une exposition de propagande à la Librairie Dewit, Jean-Armand Meyers convoya vers Bilbao un premier envoi : ornements liturgiques pour plus de 80 églises, 20 calices portant les noms des provinces belges donatrices, ostensoirs, candélabres, tableaux, etc... (322) et une lettre de Mgr. Kerkhofs au Cardinal Goma (323). Après diverses réceptions officiel-

(318) *Nation Espagnole*, 9-II, 16-II-39 : "...Les Amitiés Belgo-Espagnoles ont décidé de donner à leurs amis d'Espagne un témoignage tangible de leur admiration pour la noble nation catholique, en reconstruisant une des églises de Madrid qui aura le plus souffert de la barbarie rouge. Par ce geste, les Amitiés Belgo-Espagnoles sont certaines de toucher le coeur de tous les vrais espagnols. Elles veulent aussi, en élevant dans une terre sanctifiée par le sang d'une légion de martyrs, une église dédiée à la Très Sainte Vierge, patronne de l'Espagne, élever vers Dieu une prière perpétuelle pour qu'il nous donne la paix. Une somme de deux millions de francs est estimée nécessaire pour mener à bien cette grande et belle initiative [...] Une plaque commémorative apposée sur l'église rappellera le nom de tous les donateurs qui auront fait don d'au moins mille francs..."

(319) Brochure de lancement datée du 24-XI-37 (WOUTERS, *op.cit.*, p. 180).

(320) Lettre de Félix Mgozo au Cardinal Van Roey, 13-IV-37 (*Idem*, p. 181); *Légion Nationale*, 9-VII-38.

(321) Bruxelles : Camille Marchant et Mlle Myette van Steenberghe; Anvers : Mme Jean Van Vyve; Courtrai : Mlle Rosette Canelle; Arlon : "Dimanche"; Bouillon : Mlle Cecile de Vaulx de Champion; Dinant : Mlle Henry de Frahan; Hasselt : Mme Hubert Jadoul; Huy : Mme Jean Springuel; Namur : Mlle Geneviève Bribosia; Tournai : Mlle Marie de Cordes; Verviers : Mlle M.M. Sauvage, d'Ensival; Liège : Jean-Armand Meyers; Hainaut : Ateliers de l'Abbaye de Maredsous; Gand : Mlle Anne-Marie Nève de Mevergnie.

(322) *Nation Espagnole*, 12-X-38; 17-XI-38; 8-XII-38.

(323) "...Ai-je besoin d'ajouter que les sentiments qui ont inspiré ses efforts sont aussi les miens et ceux du grand nombre de mes diocésains et que je suis très heureux de voir, par son entremise, apporter un léger soulagement

les à Pampelune et Burgos, Meyers reprit ses efforts en Belgique, avec l'aide du Comte van der Burch, et de la *Nation Espagnole*. Au moment de la victoire nationaliste, et dans le cadre de l'exposition d'art religieux de Vitoria, un nouvel envoi quitte Anvers : un maître autel gothique, 14 ornements, 24 jeux de bréviaires et missels, des nappes d'autel, etc... (324) De leur côté, les membres de la Légion Nationale avaient expédié en Espagne une assomption de la Vierge peinte par le Chevalier de Wouters (325).

III. LES VOLONTAIRES

Il est extrêmement malaisé de tenter une étude, ou même une simple évaluation quantitative, de la présence de volontaires belges dans les rangs nationalistes. L'absence de tout recrutement organisé en Belgique, l'éparpillement des volontaires au sein de multiples unités espagnoles ou italo-espagnoles, les problèmes d'identité nationale tendant, comme ce fut d'ailleurs le cas au sein des Brigades Internationales, à assimiler nos compatriotes wallons ou flamands à des Français ou à des Allemands, l'existence depuis 1920 d'un *Tercio de Extranjeros* où abondent pseudonymes et hispanisation des patronymes étrangers, tout concourt à rendre impossible une approche scientifique du sujet. Il faudrait pouvoir dépouiller — sans garantie de succès — les registres matricules, feuillets d'états de service de la section "Guerra de Espana 1936-39" de l'*Archivo Central del Servicio Historico Militar* de Madrid, sa section "Milicia Nacional", les documents du *Servicio Historico y Cultural del Ejercito del Aire* de création récente, etc (326) ... Comme dans bien d'autre domaines, les études d'André De Smet ont réalisé dans notre pays un travail de pionnier (327). Nous nous sommes efforcé de les compléter en utili-

à cet admirable et fidèle clergé espagnol qui fut une des premières et des plus glorieuses victimes de la persécution qui a sévi et qui sévit encore dans une partie de l'Espagne. Nous continuons à soutenir votre cause de nos vœux, de nos efforts, de nos prières surtout et nous prions Votre Eminence de bénir aussi la Belgique, en particulier mon diocèse de Liège..."

(324) *Nation Espagnole*, 23-II-39, 20-IV-39.

(325) *Légion Nationale*, 3-IX-38.

(326) Voir la description sommaire de ces fonds dans *Los Centros Hisotrico-Militares espagnoles*, dans *Revue Internationale d'Histoire Militaire*, n°56, 1984, pp. 263-305.

(327) André DE SMET, *La Belgique et la guerre civile espagnole (1936-1939)*, Ecole Royale Militaire, 102e Promotion Toutes Armes, 1965-66, pp. 59-61 et 84-85 et *Les partis politiques belges et la Guerre Civile espagnole (1936-1939)*, dans *Res Publica*, 1967/4, pp. 699-713 (p. 03).

sant un ensemble de lettres et de documents d'époque confié par l'ex-volontaire belge Jean de Bie, divers fonds d'archives provenant de la Légion Nationale actuellement en notre possession, les mémoires manuscrits du volontaire Paul Kehren et d'autres sources ponctuelles. Une liste établie par Jean de Bie après un échange de lettres avec ses compatriotes servant en Espagne recense 38 noms ou identifications plus ou moins précises. L'extrapolation conduisant à 60 ou 80 volontaires belges dans les rangs franquistes nous semble fort exagérée (328).

ABSENCE D'UN RECRUTEMENT ORGANISÉ

Le nombre restreint de Belges ayant servi dans les rangs nationalistes suffirait à lui seul à prouver l'absence d'un recrutement systématique, d'une campagne de propagande incitant au départ, de filières d'acheminement vers l'Espagne. Il faut également souligner que jusqu'à la prise d'Irun le 3 septembre 1936, bientôt suivie par celle de Saint-Sebastien, il était pratiquement impossible de rejoindre les lignes nationalistes via le territoire français, si ce n'est en recourant à des passeurs d'hommes vers les petits postes tenus par les Carlistes navarrais. Dans les premiers mois de la guerre civile, seuls des volontaires à la bourse bien garnie pouvaient s'offrir le détour par le Portugal, l'Italie ou l'Afrique. En 1937 par contre, il fallait déjouer la surveillance — très élastique il est vrai — des gardes mobiles français et des officiers-observateurs de la "non-intervention" (329).

Les premiers départs eurent lieu dès août 1936 et la *Libre Belgique* publia à la mi-1937 une enquête de son correspondant de guerre sur l'intervention étrangère en faveur des nationalistes: "Il y a enfin des belges. Combien? Assez peu. Il sont dans le Tercio ou dans les armes spéciales, se battent bien et certains d'entre eux portent des noms fort connus en Belgique (330)." Nous reviendrons sur

(328) Liste établie fin 1938 (documentation personnelle; reproduite avec quelques erreurs dans DE SMET, *La Belgique...*, pp. 84-85.)

Ward ADRIAENS, *Vrijwilligers voor de Vrijheid. Belgische anti-fascisten in de Spaanse Burgeroorlog*, in-4°, Louvain, Kritak, 1978, p. 28; DE SMET, *idem*, p. 61.

(329) Voir notamment le récit très vivant du volontaire franco-espagnol Marcelo GAYA y DELRUE, *Combattre pour Madrid. Mémoires d'un officier franquiste*, in -8°, Paris, 1964, pp. 50-51 et celui du Belge Paul KEHREN, *Vérité pour tous. Récit de la vie d'un homme de 1903 à 1972* (manuscrit, doc. personnelle, cité ci-après comme KEHREN, *Mémoires*), pp. 62-65 et 67-69.

(330) *Libre Belgique*, 5 octobre 1937, p. 1, c. 6-7 (interview d'un officier

l'identification et les motivations de ces premiers volontaires. Leur présence et celle des enrôlés ultérieurs n'a guère laissé de traces dans l'historiographie de la guerre civile et dans les reportages de l'époque. Elle fut parfois évoquée par des thuriféraires du régime franquiste pour réhabiliter la Belgique aux yeux de celui-ci tout en ménageant les susceptibilités espagnoles (331), ou, au cours de la seconde guerre mondiale, pour assurer à des Belges évadés vers l'Angleterre un traitement de faveur et l'exemption d'un séjour à Miranda (332).

Ernesto de Zulueta n'était guère, eu égard à sa position précaire en Belgique, disposé à prêter la main à une campagne de recrutements illégaux. Mis en cause en novembre 1936 dans une affaire impliquant la Légion Nationale, de Zulueta protesta de son innocence :

"...Il y a pas mal de Belges et de ressortissants d'autres pays, ainsi que des dames infirmières qui m'ont fait connaître leur intention de s'enrôler dans les armées nationales espagnoles; je ne suis en rien responsable des désirs de toutes ces personnes [...] Aucun Belge, ni aucun étranger habitant la Belgique n'est entré en Espagne pour se battre du côté blanc envoyé par moi; personne n'est entré en Espagne qui soit venue me voir au préalable dans cette intention et personne n'est parti comme conséquence de mon intervention (333)..."

C'était peut-être jouer sur les mots. Il semble bien que de Zulueta ait posé comme préalable à l'octroi d'un sauf-conduit pour la zone nationale la possession d'un passeport en règle et d'une carte de presse (334). Ces dernières, octroyées assez libéralement par des feuilles comme *La Gazette*, *La Nation Belge* mais aussi par *Le XXe Siècle*, furent la "couverture" la plus fréquemment utilisée par les

français) : "Beaucoup ont dû passer par la montagne au prix des plus grandes difficultés. Pour ma part, j'ai même dû faire le détour par l'Italie".

(331) V.A. MARCOTTE, *L'Espagne Nationale-Syndicaliste*, in-8°, 2nd éd., Bruxelles, 1943, p. 108 : "Parmi les autres contingents étrangers, on comptait des Suisses, quelques Belges; mais quelle que fût l'aide apportée à Franco par ces volontaires, il est évident que l'importance de ces troupes était fort inférieure aux troupes purement espagnoles..."

(332) Ce fut le cas du célèbre Major Louis Legrand qui s'était muni d'un papier visé par la Légation d'Espagne à Bruxelles et attestant que trois de ses parents avaient été tués dans les rangs nationalistes (L. LEGRAND, *Destin d'un Homme. Journal de Compagne...*, in-8°, Bruxelles, s.d., pp. XII et 7).

(333) Lettre ouverte d'E.de Zulueta (*XXe Siècle*, 24-XI-36; *Dernière Heure*, 24-XI-36, etc...).

(334) *Avant-Garde*, 27-XI-36.

candidats volontaires, ce qui leur permettait de revenir en permission en Belgique et d'échapper aux mesures répressives éditées par le Gouvernement (335). Il n'en reste pas moins que de Zulueta déclina, courtoisement mais fermement, l'offre de Jean de Bie, en permission en Belgique, qui lui présentait une liste d'une cinquantaine de volontaires, pour la plupart Gantois, et se faisait fort de recruter une unité de 500 hommes environ au sein de la Légion Nationale (336).

En dépit de son étroite solidarité idéologique avec la Phalange Espagnole et de la position en flèche qu'elle avait prise dans toutes les manifestations ou activités pro-franquistes en Belgique, la direction de la Légion Nationale se montra réticente quant à l'enrôlement de ses militants en Espagne. Cas à peu près unique d'un mouvement "fasciste" sans candidat-dictateur, se considérait volontiers comme "la garde prétorienne de la Monarchie" prête à répondre à tout appel royal à la lutte contre les "séparatistes" et les "subversifs", composée quasi-exclusivement de miliciens en uniforme (*Jeunes Gardes Nationalistes*, la Légion était peu disposée à gaspiller ses forces dans des entreprises étrangères et lointaines. Ayant pris très au sérieux le slogan "Après l'Espagne la France, après la France la Belgique", elle ne cessait de dénoncer dans les colonnes de ses organes les "armements clandestins du parti communiste" et les épouvantables cataclysmes qui s'abattaient sur la Belgique quand rentreraient d'Espagne les Brigades Internationales (337). D'autre part, pendant les premiers mois de la guerre civile d'Outre-Pyrénées, Paul Hoornaert et son état-major étaient engagés dans de délicates négociations avec l'U.F.A.C., Degrelle et certains dirigeants rexistes, des milieux militaires, etc... pour un projet plus ou moins élaboré de "coup d'état préventif" et de "dictature royale" en cas d'avènement en Belgique d'un régime de Front Populaire. Ces pourparlers furent rompus au moment de l'alliance Rex-V.N.V., qui convulsait les belgicistes de la Légion, profondément dégoûtés par ailleurs par la personnalité de Degrelle, mais la possibilité de devoir recourir en Belgique même à des "contingents sacrificiels" (*sic*) contre-révolutionnaires restait envisagée (338). Enfin, à la suite de bagarres de rues

(335) DE SMET, *La Belgique...*, p.60; interview de Jean de Bie par F. Balace.

(336) DE SMET, *idem*, p. 28, n. 22.

(337) *Légion Nationale*, 29-VIII, 5-IX, 21-XI, 28-XI-36, etc...

(338) Sur le contexte et les lignes générales du projet, voir W. DE BOCK, *L'Extrême-Droite et l'Etat*, in-8°, Berchem-Bruxelles, 1981, pp. 11-57; M. DE WILDE, *L'Ordre Nouveau*, in-8°, Paris-Gembloux, 1984, p. 43.

Lettre de P. Hoornaert à l'Ambassade d'Italie — 28 octobre 1936 et lettre de P. Hoornaert à F. Dirix — 1er octobre 1940 (relatives aux accords avec

aux conséquences tragiques, de vols d'armes et de constitution de dépôts par des militants exaltés, ou de dénonciations émanant de membres exclus, la L.N. était depuis peu dans le colimateur des services de police et avait subi diverses perquisitions et tracasseries (339). Ce n'était pas le moment de se mettre sur les bras de nouvelles affaires, de recrutement particulièrement, au moment où la presse de la Légion ne cessait de tonner contre les "charognards" du P.O.B. et du P.C.B.

Les adversaires de la Légion tentèrent à diverses reprises de l'impliquer dans un recrutement (et faillirent d'ailleurs y parvenir en novembre 1936). Aussi Hoornaert tint-il à définir sa position :

"...Personnellement, j'ai donné, dès le début de la guerre civile, pour instructions formelles aux dirigeants régionaux et locaux de la Légion, de faire comprendre aux membres et aux personnes quelconques qui manifesteraient l'intention d'aller combattre dans les rangs des nationaux espagnols — que les légionnaires et les Belges patriotes en général, ont pour premier devoir de travailler à l'avènement de l'Ordre Nouveau *dans leur propre pays*. De nombreuses personnes sont venues me demander de leur faciliter un engagement pour l'Espagne Nationale. Parmi ces visiteurs, il y avait — j'en suis certain — un certain nombre d'agents provocateurs. Mais la grande majorité était composée d'hommes sincères. A tous, j'ai répondu : — "L'Espagne nationale n'a pas besoin d'hommes. Elle a à sa disposition une armée puissante, des phalangistes par centaines de mille, les populations elles-mêmes que délivrent progressivement les victoires des nationaux. Vous, Belge, restez dans votre pays. Demain peut-être, on aura besoin de vous ici, pour défendre la Belgique contre les tentatives de révolution rouge que machine le Komintern (340)..."

Cette attitude, couplée aux scrupules légalistes de l'avocat et de "l'homme d'ordre" qu'était Hoornaert, ne fut pas goûtée par tous ses militants. Paul Kehren, qui après avoir servi en Espagne rompit avec la L.N. sous l'occupation et s'engagea dans la collaboration militaire et policière, en resta ulcéré :

l'U.F.A.C. et aux entrevues orageuses avec Degrelle en mars et octobre 1936) (documentation personnelle).

(339) Il s'agit d'échanges de coups de feu à Angleur (un mort) et Louvain (un blessé) en mars 1936, d'un important vol de pistolets au Musée d'Armes de Liège (octobre 1936). Une vague de perquisitions eut lieu en septembre-octobre et en novembre-décembre 1936 dans les locaux légionnaires et au domicile des principaux dirigeants (*Légion Nationale*, 26-IX-36, 31-X, 12-XII-36, etc...)

(340) Communiqué de P. Hoornaert (*Légion Nationale*, 28-XI-36; *Gazette*, 28-XI-36).

"...Dans le courant du mois de septembre, les phalangistes espagnols se mirent en contact avec nous pour attaquer l'ambassade d'Espagne à Bruxelles défendue par des gardes rouges. Notre chef s'y opposa. Malgré notre résir d'aider les phalangistes, l'esprit de discipline l'emporta. Je voulus recruter des volontaires pour Franco, mais, encore une fois, notre chef s'y opposa. Il est vrai que, depuis quelque temps, il s'éloignait de la doctrine qu'il nous avait lui-même inculquée (341)..."

Il reste cependant que la plupart des volontaires belges chez Franco provenaient des rangs de la Légion Nationale et que celle-ci finit d'abord par l'admettre, puis par s'en glorifier. Les autres forces politiques belges de droite s'en tinrent à une attitude beaucoup plus platonique.

Tout à ses vociférations envers "Jean Zaharoff-Delvigne", Rex s'était vertueusement targué de réprover tout recrutement pour Franco (342). Il n'en est que plus curieux de lire sous la plume de l'historien fascisant Duprat que seule "une poignée de militants belges du Parti Rex de Léon Degrelle (343)" aurait combattu en Espagne du côté nationaliste. Cette erreur s'explique aisément, le rexisme étant alors le seul mouvement belge d'extrême-droite connu du grand public (344). Dans son roman *Gilles*, Drieu La Rochelle met en scène des volontaires rexistes aux Baléares (345). La hâblerie de Degrelle perpétua la légende (346) : en juillet 1941, dans une proclamation diffusée au sein des milices rexistes et dans la presse en fa-

(341) KEHREN, *Mémoires*, p. 62.

(342) *Pays Réel*, 25-XI- "Rex réprover tout recrutement pour l'Espagne" par L. Degrelle. Sur la campagne contre Delvigne, voir Hubert d'YDEWALLE, *Le Régime à vau-l'eau*, Bruxelles, Ed. Rex, 1937, pp. 33-57 et les deux brochures anonymes *La traite des rouges* et *De Geheim Slavenhandel der Roorden* qui sont probablement de Degrelle.

(343) François DUPRAT, *La Croisade Antibolchevique*, in-8°, Paris, 1974, p. 112.

(344) Lettre de Rodolphe de Grunne du 24 mars 1937 : "...J'aimerais bien si possible que vous m'envoyiez par le prochain courrier une centaine d'insignes rexistes du balai pour distribuer ici. On m'en demande tout le temps, car les rexistes ont beaucoup de sympathies ici..."

(345) DRIEU LA ROCHELLE, *Gilles*, ed. Gallimard, p. 458.

(346) Dans ses mémoires, Kehren raconte une entrevue qu'il eut avec Degrelle à Barcelone au moment de la prise de la ville et un incident provoqué par la déclaration du chef rexiste "Je suis le premier Belge qui a pu traverser la Catalogne!" (KEHREN, pp. 222-223). L'argument utilisé par Jean-Michel ETIENNE, *Le Mouvement rexiste jusqu'en 1940*, in-8°, Paris, 1968, p. 116, nous semble quelque peu spécieux : "Les événements ultérieurs ont d'ailleurs montré que s'il avait estimé utile d'aider Franco, il aurait d'abord été lui-même en Espagne avant d'y envoyer les autres".

veur du recrutement pour le *Corps Franc Wallonie*, il n'hésitait pas à écrire : "Nous avons été contre les Rouges qui terrorisaient l'Espagne. Certains de nos camarades s'engagèrent dans les rangs des volontaires de Franco (347)."

Affirmation gratuite, contredite par plusieurs anciens officiers du front de l'Est ou militants rexistes que nous avons pu interroger. Nous n'avons pu établir la présence en Espagne de volontaires rexistes, sauf peut-être Célestin Hastir, de Namur, condamné à mort par la justice belge pour ses activités au sein de la *Garde Wallonne* sous l'occupation (348). Rodolphe de Grunne, dont nous retracerons l'extraordinaire odyssee, était incontestablement philo-rexiste en 1936 mais il est douteux qu'en 1941 Degrelle ait fait référence à un pilote de la R.A.F.! On a parfois affirmé que l'aventurier Fernand Rouleau, "Lieutenant du Chef de Rex" au début de l'occupation et initiateur du recrutement pour le front de l'Est, se serait livré en faveur de Franco à divers trafics d'armes et de volontaires. Or, le mystérieux Rouleau fit l'objet d'accusations diverses de la part de l'anticommuniste professionnel Carl Peters, alias Suzanne, de la S.E.P.E.S., et était considéré par les autorités allemandes comme un transfuge des rangs marxistes (349).

Du côté des mouvements néerlandophones, le Verdinaso de Joris Van Severen tenait lui aussi à réprover les enrôlements pour l'Espagne et seul un Dinaso originaire de Saint-Nicolas aurait combattu au sein de la Phalange (350). Nous n'avons pu trouver aucune allusion à des membres du V.N.V. et Bruno De Wever, spécialiste

(347) *Pays Réel*, 8-VII-41, éditorial de L. Degrelle "Aux Armes!"; Formations de Combat/Wallonie-Ordre hebdomadaire n°18, 19-VII-41 (C.E.R.H.S.G.M., Fonds Rex, n°272).

(348) *La Meuse*, 14-XI-4, p. 2, c. 2; interview de Mr. Delchevalerie, de l'Université de Liège, qui fut le compagnon de collège d'Hastir et le rencontra à son retour d'Espagne.

(349) Charles d'YDEWALLE, *Degrelle ou la Triple Imposture*, in-8°, Bruxelles, 1968, p. 195 : "...Il s'appelait Fernand Rouleau, officier de réserve, ancien fournisseur aux armées de Franco et probablement à d'autres armées encore...".

F. Rouleau à M. Vandeveldé — 16 mai 1941 (affaire Peters, C.E.R.H.S.G.M., Fonds Rex, n°133); Tätigkeitsbericht de Reeder pour mars 1941 — 7 avril 1941 (Microfilm T-151). On doit cependant noter que Fernand Rouleau se targua d'avoir servi d'intermédiaire entre Franco et les autorités allemandes et qu'il se réfugia en Espagne après 1945 (voir les documents cités par Martin CONWAY dans son étude *Le Rexisme de 1940 à 1944: Degrelle et les autres*, dans *Cahiers du Centre de Recherches et d'Etudes Historiques de la Seconde Guerre Mondiale*, n°10, 1986, p. 8, note 17).

(350) Liste de Bie; *Hier Dinaso*, 11-II-39.

des *Oostfronters*, n'en a trouvé aucun faisant allusion au cours de la deuxième guerre à une activité antérieure en Espagne du côté nationaliste (351).

BAROUDEURS ET IDEALISTES

Sans tomber dans la recherche ou l'énumération de données biographiques ou de détails anecdotiques, on peut tenter une approche du milieu social et des motivations politiques des volontaires belges.

Un premier groupe se compose de membres de la noblesse, partis assez tôt et qui servirent généralement comme officiers. Ils ont souvent des liens familiaux assez étroits avec l'Espagne. Le "Comte X." de Namur, recensé par de Bie comme tué devant Madrid en 1936, est en réalité le Duc de Fernan-Nunez, propriétaire du château de Dave près de Namur, tombé à la Cité Universitaire comme officier du *Tercio* (352). Deux petits-fils de l'illustre diplomate Jules Greindl (qui fut Ministre de Belgique à Madrid et avait épousé une Espagnole) serviront dans le camp nationaliste; le Comte Maurice Greindl, fils d'un lieutenant-général belge et d'une Espagnole née de Sarahaga, comme sous-lieutenant jusqu'à son retour en Belgique fin 1937, et son cousin germain le Baron Bausouin Greindl, tué devant Madrid le 16 février 1937 comme lieutenant à la 5e *Bandera*. Ils étaient tous deux les neveux du très anti-communiste Général Léon Greindl, de la S.E.P.E.S. La mort héroïque de Baudouin Greindl, dont le nom sera donné à une des ambulances envoyées à Franco par *Action et Civilisation* n'empêchera pas ses frères Gérard et Pierre de connaître les geôles de Miranda pendant la deuxième guerre, pendant que les deux autres frères, Jean et Albert, s'illustraient au sein du réseau *Comète* (353).

Petit-fils de général belge lui aussi, le Comte Rodolphe de Hemricourt de Grunne présente un cas particulier. Quoique détenteur depuis 1932 d'un brevet de pilote civil, il fut rejeté par l'Aéronautique militaire belge sous prétexte de mauvaise vue. Il servit au 1er Guides et ne partit pour l'Espagne qu'à l'issue d'un rappel terminé à la mi-août 1936 avec l'intention de s'enrôler dans la Légion étrangère

(351) Communication de Bruno De Wever, que nous remercions.

(352) Liste de Bie; Comte Van der BURCH, *Le Calvaire Ibérique*, in-12, Bruxelles, 1938, pp. 1621-163.

(353) *Etat présent de la Noblesse...*, t.VII, pp. 147 et 151. Maurice Greindl devint Commandeur de l'Ordre d'Isabelle-la-Catholique. Rentra en Belgique à la mort de son père et se maria en janvier 1938; liste de Bie; *Légion Nationale*, 20-III-37; Général CRAHAY, *20 Héros de chez nous*, in-8°, Bruxelles, 1983, p. 250.

et si possible dans l'aviation. Comme beaucoup d'étrangers, ils transitera par la Phalange, *Centuria Argentina*, sera blessé sur le front de Santander mais réussira dès décembre 1936 à être affecté à l'Ecole de pilotage de Séville, grâce sans doute à l'amitié de Carlos de Villalobar (354). Nommé *alferez* pilote, il volera sur Heinkel 46 et Romeo 37 dans une unité de reconnaissance, puis sur Heinkel 51 dans un groupe d'assaut hispano-allemand. Promu lieutenant et chef d'escadrille, il sera transféré en janvier 1938 au célèbre groupe de chasse 2-G-3 à grande altitude commandé par Garcia Morato, le "Guynemer espagnol" (355).

Sur Fiat CR32, il remporta dix victoires aériennes homologuées du 14 août 1938 au 3 janvier 1939 (5 *Mosca*, 4 *Chato*, 1 *Grumman Delfin*) et quatre victoires probables, ce qui le classa parmi les dix premiers "as" de la chasse nationaliste. A la fin du conflit, il avait participé à 425 missions de guerre (356). Ce palmarès lui permit lors de la mobilisation de passer dans l'Aéronautique belge, d'y devenir rapidement sous-lieutenant et pilote de chasse sur *Hurricane* (2/1/Aé).

Evadé vers l'Angleterre au moment de la capitulation belge (et théoriquement condamné de ce chef par un conseil de guerre), il fut incorporé à Biggin Hill au 32nd *Fighter Squadron* de la R.A.F. et sur *Hurricane* remporta trois victoires aériennes les 16 et 18 août 1940, avant de se faire abattre par un *Messerschmidt* 109, avion qu'il avait piloté en Espagne et dont il passait pour être le spécialiste. Envoyé en convalescence au Portugal, il profita de son passé

(354) On trouvera de bonnes notices biographiques de Rodolphe de Hemricourt de Grunne (1911-1941) dans *Etat présent de la Noblesse...*, t.VIII, p. 286; Françoise STOCKMANS, *Introduction Historique et Bibliographique à la Bataille d'Angleterre 1er Juillet-31 octobre 1940*, Liège, I.P.E.R.B., 1982, p. 75sq et surtout dans l'article de Guy DESTREBECQ, *Pilot Officer de Hemricourt de Grunne*, dans *Aéro-Magazine*, 1984, n°3, pp. 51-52.

(355) La famille de Rodolphe de Grunne possède un riche ensemble de lettres envoyées du front et qui contiennent de nombreux renseignements précis sur les opérations aériennes. Elles nous ont été transmises par Mr. Jean-Louis Roba qui prépare sa biographie et que nous remercions ici.

Voir aussi Christopher SHORES, *Spanish Civil War Air Forces*, in-8°, Londres, 1977, p. 44; DESTREBECQ; Duc de LERMA (de l'escadrille Garcia Morato), *Combat over Spain*, in-8°, Londres, 1968.

(356) Revue *Icare*, t.VII, p. 82; feuillet matricule de R. de Grunne (Musée Royal de l'Armée); RENS, *Pas de panache en altitude*, t.I., *La revanche*, in-8°, Bruxelles, 1963, pp. 126, 146-7, 212, 232-3; G. RENS, *Les Belges dans la Bataille d'Angleterre*, in-8°, Bruxelles, 1980, *passim*; *Recueil de Documents établi par le Secrétariat du Roi concernant la période 1936-1949*, annexes 55-56, *Adenda*, pp. 118-119; Graham WALLACE, *R.A.F. Biggin Hill*, in-8°, Denham, 1979, p. 134.

d'ancien combattant franquiste pour accomplir diverses missions secrètes à Lisbonne mais aussi sans doute en Espagne. Affecté le 1er mai 1941 au *609 Squadron*, il disparut en opération dans la Manche le 21 mai 1941 (357).

Les motivations de l'enrôlement de Rodolphe de Grunne dans la chasse franquiste sont multiples. Désir de voler sans aucun doute, mais aussi de combattre le communisme les armes à la main. Neveu du sénateur rexiste Xavier de Grunne, mais aussi du très anti-rexiste Eugène de Grunne de *Belgique Toujours*, il part avec le sentiment de participer à une croisade et de redorer le blason de la Belgique aux yeux des nationalistes espagnols, tandis que ses sentiments politiques évoluent et qu'il se dit déçu par le rexisme qu'il aurait voulu moins politicien et plus violent :

"...Je voudrais tant qu'il y ait quelques Belges qui viennent voir de près ce que c'est qu'une guerre civile avec des communistes; ils seraient peut-être moins naïfs et moins bêtes que tous ces politiciens qui s'agitent ridiculement au bord d'un gouffre immense où ils vont, un jour, se précipiter eux, et tout le pays. Ce serait vraiment dommage qu'un beau pays comme la Belgique qui, après la guerre était sur le pavois, ait maintenant perdu en Espagne, par la faute de ses dirigeants, toute l'estime si durement achetée, et soit à la merci des Sovièts. J'ai beaucoup changé, et toutes les choses que je vois ici y ont contribué. Si le parti de "Rex" pouvait agir un peu plus vite et un peu plus fort, au lieu de se borner à échanger des injures dans les journaux, cela éviterait peut-être bien du sang versé et des misères. Enfin!! (358)"

Convaincu de lutter "pour le droit et la religion (359)", Rodolphe

(357) DESTREBECQ, p. 52; G. WALLACE, p. 228 : "...Now he was back, suspiciously sunburnt at the tail-end of winter, from a secret mission to Portugal. As an ex-pilot of Franco's air force in the Spanish civil war he has been able to fraternise freely with the Nazi agents swarming in Lisbon, capital of neutrality, finding them rewardingly loquacious after a couple of bottles of wine..."; H. GERARD, *Histoire de l'Aviation Belge*, Bruxelles, 1978, p. 138.

(358) Lettre du 2 février 1937; lettre du 23 décembre 1936 : "...C'est bien dommage que la Belgique se conduise si mal envers l'Espagne, car il y a une collection peu édifiante de Belges dans la colonie étrangère à Madrid avec les Rouges, et on ne manque jamais une occasion de me le rappeler..."; lettre du 14 avril 1937 : "...J'ai lu aujourd'hui la nouvelle de la défaite de Degrelle et le succès de Van Zeeland. Je crains beaucoup que toutes ces choses finissent par amener la révolution en Belgique comme en Espagne..." Lettre du 8 novembre 1937 : "...Je vois par les journaux que la crise gouvernementale continue toujours en Belgique et n'a pas l'air de vouloir se résoudre. Un beau jour, on finira ensuite comme en Espagne!"

(359) Lettre du 10 septembre 1938.

de Grunne n'avait que mépris pour les franquistes de salon de Bruxelles et les atermoiements rexistes (360). Mais, comme beaucoup de Belges de sa génération, il joignait à son goût pour les régimes forts une profonde méfiance à l'égard des Allemands qu'il cotoyait en Espagne et la conviction de la proximité d'une nouvelle guerre. "Que sera la prochaine guerre avec de tels ennemis (361)" écrivait-il dès décembre 1936, et, après la victoire en avril 1939 "Qui sait si à peine arrivé je ne devrai pas repartir pour la frontière allemande : de ce côté là, l'avenir me paraît plus sombre que mon petit horizon particulier" (362).

D'après la liste de Bie, deux autres Belges — non identifiés — auraient servi dans l'aviation franquiste (363). Dans ses souvenirs, Isabelle Blume raconte une curieuse anecdote :

"...Les nouvelles de Belgique, on les a par les gens qui arrivent [...] Des nouvelles précises j'en ai eues par M. Gendebien et un autre noble. Ils avaient été tous les deux en Espagne du côté franquiste. Et quand ils sont arrivés à Londres, ils ont demandé à me voir. J'ai reçu ces messieurs que je ne connaissais pas et ils ont dit : "Madame Blume, on est heureux de vous voir parce que nous voudrions que vous nous ménagiez une entrevue avec le docteur Negrin". C'était pour lui demander pardon et lui dire : "Docteur, si on gagne la guerre et s'il faut reconquérir l'Espagne, nous sommes à votre service". Gendebien a été tué comme aviateur pendant la campagne de Hollande, à la fin de la guerre (364)..."

Aucun document ne permet de recouper une éventuelle présence de Marc Gendebien en Espagne, au contraire (365). Isabelle Blume fit

(360) Lettre du 1er janvier 1938 : "...J'ai reçu des tas de lettres de mes camarades de Belgique qui (ça me fait rigoler!) m'envient tous et voudraient bien venir aussi en Espagne, si...mais que...etc! Cela ne m'étonne pas que le mouvement Rexiste croule; dès qu'on "politicaïlle" on est fichu. Il faut faire un *coup d'Etat*..."

(361) Lettre du 24 décembre 1936 "...Dites à R...qu'il peut commencer à bloquer son "Manuel d'Officier de Réserve" car il en aura besoin dans peu de temps"

(362) Lettre du 28 avril 1939;

(363) Liste de Bie; DE SMET, *La Belgique...*, p. 85.

(364) *Isabelle Blume. Entretiens recueillis et présentés par J. Gotovitch*, in-8°, Bruxelles, 1976, p. 122.

(365) Evadé de Belgique, Marc Gendebien, gendre d'Henry Carton de Wiart, fut tué au dessus d'Amersfoort le 19-XI-44. La date de son mariage, celles des naissances de ses enfants et les rappels militaires figurant à son feuillet matricule ne laissent guère de temps pour un séjour en Espagne (*Etat Présent...*, t.VII, p. 31).

sans doute une confusion avec un des nombreux aristocrates qui servaient dans la R.A.F. ou avec Rodolphe de Grunne?

Citons enfin, comme dernier représentant de la noblesse belge l'Ecuyer Edouard de Paul de Barchifontaine, qui avait été en janvier 1928 un des organisateurs du sac de l'exposition soviétique de la rue du Trône à Bruxelles par les Jeunesse Nationales de Pierre Nothomb. Enrôlé dans le *Tercio*, il servit d'abord à la 68e Compagnie, puis fut transféré comme ambulancier à la 5e *Bandera* (366).

On pourrait former un autre groupe avec les "hispano-belges". Nés en Amérique latine, les quatre frères Van den Eynde gagnèrent l'Espagne via Bruxelles, dès les débuts du soulèvement pour "combattre pour l'Idéal". L'ainé, Charles, appartenait à la Phalange comme son frère Victor, tué à Santander comme "chef de centurie" et son cadet Arthur, ancien des *Flechas negras* devenu ensuite instructeur des jeunesse phalangistes. Le benjamin, Albert, était *alferez* (sous-lieutenant) à la 16e *Bandera*. Tous s'affilièrent à la Légion Nationale pendant leur séjour en Espagne (367). La liste établie par Jean de Bie signale aussi Gruls, fils du vice-consul belge à Saint-Sebastien, et un certain Charlier dont le père aurait été agent consulaire (368). Quant à Juan Alfonso Van Horrembeke "qui avait de l'espagnol dans les manières et peut-être dans le sang", il était originaire de Bruxelles et servit dans la 17e *Bandera* puis dans les chars de la Légion étrangère espagnole (4e Cie) (369).

Les rangs de cette Legion comprenaient divers Belges dont il est malaisé de déterminer la période d'engagement et les motivations : un *alferez* tué dès 1936, le liégeois Charlier, le bastognard Van Gelder, le carolorégien Marc Schull tué sur le front du Tage début 1937 et Fernand Ch. Kengen, d'Anvers, vétéran de la Légion étrangère française en Tunisie, qui s'enrôla début août 1936. Caporal mitrailleur à la *Bandera Sanjurjo*, puis transféré à sa demande au 2e *Tercio*, il fut tué le 22 février 1937 sur le front du Jarama pendant l'offensive sur Madrid (370).

(366) *Etat présent...*, t.XIV, p. 333; F. BALACE, *Pierre Nothomb et les autres nationalistes belges 1924-1930*, dans *Pierre Nothomb et le Nationalisme Belge*, Cahiers de l'Académie Luxembourgeoise n°8, 1980, pp. 62-78 (p. 74); A. NEVE et A/ VAN YPERSELE de STRIHOU, *Nos Prisons*, in-12, Bruxelles, 1928; KEHREN, *Mémoires*, p. 71; liste de Bie; lettres de R. Sechehaye à J. de Bie et de H. Durt) J.de Bie — 7 octobre 1938 (doc.personnelle).

(367) A. van den Eynde à J. de Bie — s.d. et liste de Bie.

(368) E SMET, *op.cit.*, p. 85; liste de Bie.

(369) KEHREN, p. 71 et mémoires de Juan Alfonso Van Horrembeke, manuscrit dactylographié communiqué par Mr. Eddy De Bruyne, que nous remercions ici.

(370) DE SMET, pp. 84-85 et p. 60 d'après des lettres de Kengen conservées par sa sœur; liste de Bie.

On trouve divers Belges au sein des *Requetés*, les fameuses milices carlistes de Navarre : un *alferez* originaire de Tongres, le sergent brugeois Vlancken, les deux liégeois Cobben (371). Bien que le romantisme et la religiosité des Carlistes aient été particulièrement célébrés dans les milieux belges pro-franquistes (372) et que leur cause ait en 1872-76 soulevé en Belgique enthousiasmes et recrutements (373), il ne faut pas y voir un engagement politique particulier mais la conséquence du fait que les filières de franchissement de la frontière franco-espagnole étaient aux mains des agents carlistes et que les bérets rouges étaient les premiers détachements nationalistes rencontrés par les candidats-volontaires (374). Peut-être faut-il y joindre l'existence d'une compagnie française au sein du *Tercio San Miguel des Requetés* (375).

DE LA PHALANGE AU TERCIO : UNE MUTATION FORCÉE

Pour les membres de la L.N. désireux de servir en Espagne, les rangs des "soldats politiques" de la Phalange semblaient tout naturels. Rodolphe de Grunne lui-même, en attendant de pouvoir entrer dans l'aviation, fut affecté à la *Centuria Argentina* de la F.E., composée de volontaires sud-américains, avec laquelle il combattra et sera blessé sur le front de Santander (376). Ancien militaire de carrière et champion motocycliste, Paul Kehren partit pour l'Espagne fin septembre 1936 mais fut refoulé d'Irun à Hendaye par les *Requetés*. Incarcéré peu après son retour à Liège pour une affaire de dépôt d'armes, Kehren repartit pour l'Espagne en mai 1937, n'y fut admis

(371) Liste de Bie.

(372) Paul NEURAY, *Croisade pour l'Occident*, in-8°, Bruxelles, 1938, pp. 45-47; *Légion Nationale*, 18-VI-38, "Pour Don Carlos" par Max Oblin.

(373) F. BALACE, *Recrutement de Belges pour la seconde guerre carliste (1872-1876)* dans *Annales de la XLIVe Session de la Fédération des cercles d'archéologie et d'histoire de Belgique. Congrès de Huy (18-22 août 1976)*, t.II, pp. 532-534 et Michel CAPETTE, *L'attitude belge devant la seconde guerre carliste 1872-1876. Etude diplomatique et politique*, mémoire de licence, Université de Liège, 1983.

(374) Lettre de Rodolphe de Grunne — 30 septembre 1936 "...Le bureau carliste me fera passer la frontière..."; *Libre Belgique*, 5-X-37.

(375) Christian BERNARDAC, éd., *Dagore. Les carnets secrets de la Cagoule*, in-8°, Paris, 1977, p. 187.

(376) Lettres de Rodolphe de Hemricourt de Grunne à ses parents — 18 octobre, 23 novembre 1936 (communiquées par Mr. L. Roba). Le 3 février 1937, il notait que sur les 35 membres de la Centurie, il n'y en avait plus que trois vivants "Cela va vite ici".

que comme volontaire pour le *Tercio* mais "c'est la Phalange que je voulais" et il réussira finalement à s'enrôler dans l'unité phalangiste de Talaveira de la Reina :

"...Mais ce n'était pas l'armée miraculeuse que je m'étais imaginée. A moins que la pauvreté la plus extrême ne fut capable d'en faire, elle, des miracles. Car quelle pauvreté! Nourriture : des lentilles, un quignon de pain et un verre de vin pour toute la journée. Une chemise, un pantalon et un calotte formaient tout l'habillement. Ajoutons une couverture et des pantoufles. Des soldats en pantoufles! De vieux fusils comme pour tirer dans les coins et le reste à l'avenant (377)..."

Fils de magistrat et ancien des J.N. de Pierre Nothomb, le légionnaire gantois Jean de Bie partit comme correspondant de guerre du *XXe Siècle*, dut patienter un mois à Saint-Jean de Luz avant de pouvoir passer la frontière et finit par s'enrôler à la mi-février 1937 dans la 1e Centurie de la *Bandera de Madrid* de la Phalange, puis passa à la 2e *Bandera F.E.T.* de Castille. Il prit part aux violents combats devant Madrid (Casa de Campo, Carretera de Extramadura, Casa Indigena) en compagnie de Corneille Biltjes, autre membre gantois de la L.N. (378). Rentré en permission en Belgique à la fin de juillet 1937, il vit son offre d'organiser une unité de 500 Belges déclinée par les autorités franquistes (379).

L'attitude de ces dernières s'explique par les déboires provoquées par la *Bandera Irlandesa* de 600 hommes qu'avait organisée la Général Eoin O'Duffy, ancien "patron" de la police irlandaise limogé par de Valera et devenu chef du parti *Fine Gael* et du mouvement fasciste des *Blue Shirts*. Soucieux de redorer son blason politique en Irlande, O'Duffy avait recruté ses hommes pour un contrat de six mois. D'abord basés à Caceres, ils furent engagés à la mi-février sur le front de la Jarama, puis en mars à Guadalajara, avec des pertes minimales, puis dissous en mai 1937. L'échec de la *Bandera Irlandesa* avait été provoqué par l'incompétence de ses cadres, l'indiscipline de ses hommes et un manque de coordination avec le commandement espagnol (380). Les officiers nationalistes, hidalgos sourcilleux,

(377) KEHREN, pp. 62-8 et 69.

(378) Journal de Jean de Bie "Front de Madrid"; certificats d'états de service — 7 juin 1937 et titre de permission — 28 juillet 1937 (doc. personnelle).

(379) DE SMET, *La Belgique...*, p. 28, n. 22; interview de J. de Bie par F. Balace.

(380) Sur les volontaires irlandais, voir E. O'DUFFY, *Crusade in Spain*, Dublin, 1938; DUPRAT, *op.cit.*, pp. 109-110; GAYA y DELRUE, *op.cit.*, pp. 128-129; H. THOMAS, *La Guerre d'Espagne*, in-8°, Paris, 1961, pp. 383, 385, 393, 467, 637; *Libre Belgique*, 5-X-37; Georges OUDARD, *Chemises Noires, Brunes, Vertes en Espagne*, in-12, Paris, 1938, p. 53.

n'avaient souvent que mépris pour les étrangers combattant à leurs côtés :

"...Il n'était peut-être pas charitable de se moquer de ces hommes qui ne nous avaient rejoints que pour nous aider à lutter contre le communisme. Mais l'importance que s'accordaient les étrangers [...] nous irritait souvent, au point que leur attitude, au feu comme à l'arrière, fondamentalement inadaptée à notre caractère, ne pouvait prêter qu'à rire ou à la critique [...] Les "Banderas" nationales, directement rattachées à notre Légion étrangère, s'adaptaient mieux au panache espagnol (381)..."

Cette volonté d'intégration étroite des étrangers au *Tercio*, sous commandement national espagnol à tous les échelons, correspondait aussi au souci d'épuration de la Phalange, transformée de force en parti unique par sa fusion avec les Carlistes le 19 avril 1937. Désormais, le rôle sur le front de la *Falange Espanola Tradicionalista y de las Juntas de Ofensiva Nacional-Sindicalista* sera contrôlé et limité en attendant que ses milices armées (123.000 hommes en 1938) soient définitivement dissoutes en 1943. La lutte de Franco contre les "vieilles chemises" au cours du printemps trouble de 1937 aboutit à la condamnation et à l'incarcération de Manuel Hedilla et de ses partisans, soupçonnés de complot en liaison avec von Faupel et d'autres éléments fascistes étrangers. L'accès de Salamanque fut interdit quelque temps aux Phalangistes et, pour l'avoir ignoré, Jean de Bie, fut brièvement incarcéré (382).

"C'est à cette époque que tout à coup on mit les étrangers devant le choix ou de retourner chez eux ou de s'engager dans la Légion. La milice civile se débarrassait de tout ce qui n'était pas espagnol (383)." Paul Kehren se retrouva ainsi incorporé au sein de la *Bandera Juana de Arco* (17e *Bandera*, 67e Cie) avec les Belges Van Horrembeke, Raoul Reul, de Paul de Barchifontaine, le sergent bruxellois Robert Sechehaye et le caporal anversois Henri Durt (ces deux derniers membres de la L.N.). La "Bandera Jeanne d'Arc" était la réponse de la droite française aux Brigades Internationales. D'abord organisée sous le nom de "Phalange Jeanne d'Arc", elle avait été recrutée sous l'impulsion du Général Lavigne-Delville, de Charles Trochu et de Jacques Percheron dans les milieux de l'Action Française, du C.S.A.R. (alias "Cagoule") de Deloncle, du réseau militaire "La Spirale" et de diverses ligues de droite. On prétend que 400 volontaires partirent en septembre 1936, que leur nombre au-

(381) GAYA y DELRUE, pp. 129-130.

(382) Interview J. de Bie; Christian RUDEL, *La Phalange*, in-8°, Paris, 1972, pp. 141-168; THOMAS, *op.cit.*, p. 421.

(383) KEHREN, p. 71.

rait même atteint 2.000. Placés sous le commandement d'un ancien de 14-18, le très royaliste Capitaine Bonneville de Marsangy, les volontaires français auraient, d'après des sources fort imprécises, oscillé entre 800 et 500, mais toutes s'accordent sur le fait qu'après quelques mois de combat il n'en restait plus qu'une cinquantaine, du fait des opérations, des dissensions entre mouvements politiques rivaux, de la méfiance des Espagnols et de quelques scandales survenus en France quant à l'emploi des souscriptions rassemblées en leur faveur (384).

"Malheureusement, nous ne sommes même pas deux cent cinquante, y compris quelques Suisses et quelques Belges parlant notre langue et qui, pour ne point demeurer isolés, se sont agglomérés à nous et portent notre coulant tricolore (385)". En réalité, au moment de l'incorporation plus ou moins volontaire des Belges, la *Juana de Arco* "ne dépassa jamais les septante-cinq hommes, parmi lesquels on dénombrerait six Russes Blancs, six Belges, cinq Suisses et six Oranais (386)". Le métier exercé par ces derniers démentait le nom virginal de l'unité qui, après la mort d'Henri Bonneville de Marsangy, passa sous le commandement particulièrement brutal du capitaine pied-noir Coussier. Engagée dans les sanglants combats de Teruel, la *Juana de Arco* finit, faute d'effectifs, par être versée dans des compagnies espagnoles de la 17e *Bandera* pour les combats de la poche de Bielsa dans les Pyrénées.

Plusieurs fois blessés, Durt et Sechehaye restèrent à la 17e *Bandera*. Le dernier, qui réclamait "de nouveaux combats pour Dieu et pour l'Espagne" sera tué sur l'Ebre le 6 septembre 1938. Les autres furent dispersés, Van Horrembeke et Kehren passant aux chars de combat légionnaires basés à Saragosse (avec pour Kehren le rebelle quelques séjours au dépôt de Dar Riffein au Maroc et dans des compagnies disciplinaires) (387).

A son retour de Belgique, de Bie ne put réintégrer la Phalange et

(384) Sur la "Bandera Jeanne d'Arc", voir Bernard DELMAS, *Volontaires français au service de Franco*, in-8°, Paris, 1971; BRASILLACH et BARDECHE, *Histoire de la Guerre d'Espagne*, in-8°, Paris, 1939, *passim*; DUPRAT, pp. 110-111; GAYA y DELRUE, pp. 130 et 157-158; E. WEBER, *L'Action Française*, in-8°, Paris, 1962, p. 424.

D'abord "bandera" autonome, la Jeanne d'Arc devint une simple compagnie affectée successivement aux 4e, 6e puis 17e *Banderas* (mémoires de Van Horrembeke).

(385) G. OUDARD, *Chemises noires, brunes, vertes...*, p. 59.

(386) KEHREN, p. 71.

(387) Lettre de R. Sechehaye à sa soeur — 8 juin 1938 et de H. Durt à J. de Bie — octobre 1938 (doc. personnelle); KEHREN, pp. 105 et 72-104; mémoires de Van Horrembeke.

rejoignit Biltjes comme sergent-instructeur à la 12e batterie d'artillerie 75mm *Vizcaya* de la division mixte italo-espagnole *Flechas Negras*, un matériel que tous deux, sous-officiers de réserve belges de l'arme, connaissaient bien (388). Formée comme brigade autonome à Badajoz en janvier 1937 avec des cadres italiens et 50% d'effectifs phalangistes (8.000 hommes), les *Flechas Negras* combattirent surtout dans le nord, fusionnèrent avec les *Flechas Azules* puis redevinrent division en août-septembre 1938, participant aux combats d'Huesca, Teruel, de l'Ebre, Castellon, Lerida, Tarragone et aux offensives finales sur Barcelone, Gerone et Madrid avant la dissolution à Benidorm et Cadix en juin 1939 (389). Les deux Gantois furent rejoints dans l'artillerie des *Flechas Negras* par l'anversois Eugène Durinx, commandant la "Brigade de Fer" l'élite des milices de la L.N. Durinx avait dû quitter Anvers après la découverte d'un réseau d'espionnage et de sabotage des navires chargeant du matériel militaire pour les Républicains espagnols, réseau organisé par lui parmi les dockers membres de la L.N. (390). L'Anversois Henri Freyssen servait comme lieutenant dans l'artillerie des *Flechas Negras* et le ressortissant belge Emile Dubois avec la batterie mixte de 105mm, mais nous n'avons pas pu préciser leur appartenance politique (391).

(388) Documents militaires divers de Jean de Bie (doc. personnelle); DE SMET, *La Belgique...*, p. 60.

(389) Sur l'histoire des *Flechas Negras*, voir Sandro ATTANASIO, *Gli Italiani e la Guerra di Spagna*, in-8°, Milan, 1974, *passim*; Virgilio ILARI, *L'intervento fascista nella Guerra civile spagnola*, dans *Patria Indipendente*, n°13-14, 1986, pp. 28-42; Eduardo SCALA, *Storia delle Fanterie Italiane*, t.IX, Rome, 1955, pp. 740-753 et la brochure officielle *Division Flechas Negras. Hechos de Guerra Enero 1937-Mayo 1939* publiée à Barcelone en 1939.

(390) KEHREN, pp. 74-75; *Légion Nationale*, 15-VIII-36.

(391) Liste de Bie; DE SMET, pp. 84-85; lettre de H. Durinx à J. de Bie — 10 mai 1938 (doc. personnelle). Voir également la correspondance de François Maret dans *La Libre Belgique* du 20-III-39 et *La Nation Espagnole* du 23-III-39: "...Mais je n'ai pas fini de vous entretenir des Belges des Flèches Noires: ils étaient quatre, membres de la Légion nationale, Flamands, du reste, tous les quatre aussi. Il y avait près de deux ans qu'ils étaient en Espagne, où ils avaient commencé par s'engager dans les troupes phalangistes, alors que l'organisation mixte des Flèches Noires n'existait pas encore. Ils n'étaient du reste pas les seuls Belges engagés dans l'armée de Franco: il s'en trouve quelques autres à la Légion étrangère et dans l'aviation, sans parler de quelques fils de Belges, née en Espagne et ayant opté pour ce pays, qui font partie de l'armée régulière. Mais ceux-là sont devenus Espagnols par leur option, et il n'y a pas lieu de nous en occuper. Les Belges qui se battent de ce côté de la barricade sont extrêmement peu nombreux, face aux quelques milliers de belges qui ont fait partie des Brigades Internationales. De part et d'autre, ils ont largement payé de leur personne, le

Des souvenirs et de la correspondance de ces divers volontaires, on retire d'abord l'impression d'un idéalisme certain : anticommunisme virulent, admiration pour la Phalange, catholicisme militant. Il faut aussi y joindre une certaine désillusion devant les brimades et la discipline féroce en usage dans le *Tercio*, l'abîme séparant les officiers de la troupe, et surtout la méfiance voire la xénophobie des nationalistes espagnols à l'égard de leurs compagnons d'armes étrangers. Celles-ci étaient particulièrement virulentes à l'égard de tout ce qui parlait français (souvenir des guerres napoléoniennes et rôle des Brigades Internationales) et surtout des Italiens auxquels les Franquistes souhaitaient *menos camones y mas cojones*. Seul les Allemands trouvaient grâce à leurs yeux et se réclamer de cette nationalité évitait bien des déboires sur le champ de bataille ou à l'arrière (392).

L'AFFAIRE RAOUL REUL

Le 24 septembre 1936, Raoul Reul, ingénieur domicilié à Schaerbeek et lieutenant de réserve de l'armée belge, offrait par écrit ses services à P. Nolla, attaché de l'Ambassade d'Espagne à Paris. Ce dernier le pria de faire appuyer sa candidature par Jean Delvigne, secrétaire général du P.O.B., qui, sur papier à en-tête de son parti, recommanda le 29 octobre Reul et d'autres volontaires confiés aux soins de l'officier belge comme étant de "toute confiance". Le 30, Nolla remettait à Reul une lettre d'introduction pour le Ministère de la Guerre, un sauf-conduit et un contrat d'assurance-vie de 50.000

pourcentage des morts qu'il y a eu dans leurs rangs dépasse largement celui des effectifs nationaux et même des Italiens ... Ils m'ont fait comprendre — maladroitement parfois, car ils ne savaient pas tous très bien exprimer ce qu'ils pensaient et ce qu'ils sentaient-qu'ils avaient vu entre l'Espagne et notre pays bien des analogies... l'accouplement du marxisme, sous toutes ses formes avouées ou camouflées avec le séparatisme... Cela, ils ont voulu l'empêcher à tout prix, c'est à dire au prix de leur sang, au prix de leur vie. Ce faisant, ils ont eu conscience de le faire pour la Belgique."

(392) Pour des incidents francophobes ou italophobes typiques, voir KEHREN, pp. 64, 84, 91, 95, etc... Rodolphe de Grunne notait de son côté "le français est une langue honnie à l'heure actuelle en Espagne" (lettre du 24 mars 1937), "j'en ai, tout doucement, "marre" de la guerre, surtout en pays étranger, avec des étrangers, du reste très gentils...mais ce sont quand même des gens d'une autre race que nous" (lettre du 1er janvier 1938) et déchantera : "Ici en Espagne, l'avenir non plus n'est pas rose, car à propos de reconnaissance pour mes services!!!" (lettre du 1er février 1939).

francs valable un mois (393). Quelques jours plus tard, le 3 novembre, la *Nation Belge* publiait les photographies de ces documents compromettants, relayée ensuite par le *Pays Réel* et la *Légion Nationale* (394) et cette documentation formait la base des interpellations du Baron de Dorlodot au Sénat le 18 novembre 1936 et du député rexiste Horward à la Chambre le 24 novembre (395). Inlassablement, la presse pro-franquiste allait réclamer des poursuites contre le "charognard" Delvigne L'administration militaire belge se mit en branle et le 20 avril 1937 Raoul Reul était "démissionné d'office" de son grade dans la réserve suite à sa participation non autorisée à la guerre civile espagnole".

Le 6 février 1938, Raoul Reul tombait frappé d'une balle dans la tête en servant sa mitrailleuse au front de l'Alfambra, en tant que *cabo* (caporal) du *Tercio* ! L'organe phalangiste *Domingo*, publié à Saint-Sebastien, lui consacra le 24 avril 1938 un long article nécrologique qui éclaire d'un jour singulier les origines de l' "affaire Delvigne" :

"...Reul, après avoir démasqué les ennemis de l'Espagne en Belgique, vint dans notre patrie pour s'enrôler comme simple légionnaire dans notre *Tercio* [...] Il ne s'était pas contenté du labeur réalisé dans son propre pays, il ne lui avait pas suffi d'attendre, en Belgique, les résultats de son dévouement. Il avait voulu lutter corps à corps contre l'ennemi commun de la civilisation (396)..."

Raoul Reul était-il un agent provocateur au service d'un des *lobbies* pro-nationalistes ou un simple transfuge, un aventurier attiré par le plus offrant? Les éléments précis manquent. A l'appui de la première hypothèse, on peut remarquer le temps très court qui sépara la remise à Reul des documents Delvigne-Nolla de leur publication par la *Nation Belge*, l'appartenance de l'intéressé à la même unité (4e C.T.) que le pétulant Commandant de Launoy d'*Action et Civilisation*, ses origines familiales conservatrices, etc... Après la mort de Reul, la Légion Nationale célébra en termes exaltés la mémoire de "ce légionnaire de la section de Gand" et fit ériger un monument en son honneur dans le porche de la "Maison nationale" de Bruxelles (397) Or, en novembre 1936, Reul était tellement un inconnu à la L.N. qu'on l'y confondait avec "l'ancien appointé du

(393) Voir les reproductions de ces différents documents dans *La Traite des Rouges*, Bruxelles, Ed.Rex, 1937, pp. 14-19.

(394) *Nation Belge*, 3-XI-36; *Pays Réel*, 19-XI-36; *Légion Nationale*, 7-XI-36.

(395) *Annales Parlementaires*, Sénat, 18-XI-36, pp. 41-42; Chambre, 24-XI-36, pp. 176-177.

(396) Article traduit et reproduit dans *Légion Nationale*, 7-V-38.

(397) *Idem*, 21-V et 23VI-38.

Négus", le Colonel Léopold Reul, ex-bras droit de Pierre Nothomb et dirigeant de diverses ligues d'extrême-droite devenu, à la stupeur de ses anciens amis politiques, chef d'état-major d'Hailé Sélassié et chef d'un groupe d'officiers de réserve belges à son service jusqu'en février 1936 (398). Pour Paul Kehren — qui fut son compagnon d'armes au *Tercio* — Raoul Reul aurait été en relations étroites avec Jean Delvigne et serait parti en Espagne nationaliste monnayer des documents compromettants pour l'homme politique socialiste aux trafics divers duquel il avait été mêlé (399). Seule la consultation d'un éventuel dossier établi par la *Seguridad* au moment de l'arrivée de Reul en zone nationale permettrait de résoudre cette énigme car les papiers personnels de Reul disparurent après sa mort au front (400).

L'AFFAIRE DIRIX-de ZULUETA

Alors que l'affaire Delvigne battait son plein après l'interpellation de Dorlodot, la feuille progressiste chrétienne *L'Avant-Garde*, dirigée par Pierre Seigneur, lançait les 22-23 novembre une campagne vigoureuse sous le titre "*Il faut empêcher que des Belges s'entretuent*

(398) *Idem*, 14-XI-36. Sur Léopold Reul, qui fût mêlé au "putsch" d'Aix-la-Chapelle en 1923, voir BALACE, *Pierre Nothomb...*, p. 69 et 77; Sigrid ROSKAMP, *L'occupation belge d'Aix-la-Chapelle 1918-1924*, mémoire de licence, Un. Liège, 1980-81, p. 124sq; Jacques JADOUL, *Les missions militaires belges en Éthiopie. Leur impact politique, diplomatique et économique (1930-1936)*, mémoire de licence, Un. Liège, 1982-3, pp. 127-182. Nous n'avons pu déterminer l'éventuelle parenté entre le Colonel et Raoul Reul, dont le père était docteur en droit.

(399) KEHREN, pp. 158-159 : "...Cet homme, ex-officier de réserve, fils de très bonne famille mais quelque peu en quête de beaucoup d'argent pour la vie facile, fut en relation avec le fils du député socialiste Delvigne. Celui-ci [...] recruta des volontaires belges pour les Brigades Internationales. Ces hommes étaient conduits à Paris puis de là acheminés en Catalogne. Un jour que Reul se trouvait à Paris avec des fonds et des documents, il prit la direction de l'Espagne franquiste dans l'espoir de monnayer ceux-ci. Ces documents prouvaient d'une manière irréfutable que les socialistes et communistes belges et français, dès les premiers jours de cette révolution, recrutèrent des hommes pour la République espagnole. En 1947, je rencontrai au préau de Saint-Léonard ce fils Delvigne, incarcéré pour une affaire pas très claire pendant la guerre 40-45. Les Belges lui dressèrent un dossier, mais je ne connais pas le résultat. Je portai à sa connaissance que Reul était mort, il en fut très heureux car Reul me confia aussi de drôles de choses sur son compte concernant les fonds..."

(400) Lettre de R. Sechehaye à J. de Bie — 23 avril 1938 (doc. personnelle).

en Espagne. Nous démasquons les hypocrites qui mènent une campagne contre les marchands de chair humaine, tout en faisant la même chose en sous-main", accompagnée d'une lettre adressée à Ernesto de Zulueta, représentant officieux des nationalistes en Belgique, par Fernand Dirix, commandant la Zone II de la Légion nationale et l'ensemble des milices de cette organisation. Ce document recommandait au diplomate un jeune Belge "désireux de partir pour l'Espagne" (401). Le 24 novembre, *L'Avant-Garde* publiait le fac-simile d'un second document: un certificat de Dirix stipulant que l'intéressé avait jadis été membre de la L.N., était devenu rexiste et voulait servir dans les rangs de la Phalange. Le nom de l'intéressé — et, chose plus étrange, la date — avaient bien entendu été cachés sur les photographies publiées par *L'Avant-Garde* dont les révélations apportaient une diversion à l'affaire Delvigne. Dès le 23, *le Peuple* avait, sous la plume de Frédéric Denis, repris et amplifié les accusations du journal progressiste, reproduit ses documents, réclamé des poursuites et l'expulsion d'Ernesto de Zulueta, campagne soutenue bien évidemment par *La Voix du Peuple* (402). Pour l'ensemble de la presse de droite, il s'agissait d'une manoeuvre de diversion, d'un coup monté pour détourner l'attention de l'affaire Delvigne et l'on y dénonçait à l'envi l'hypocrisie de la position socialiste et le rôle suspect joué par le porteur des lettres publiées par *L'Avant-Garde* et *Le Peuple* (403).

Il s'agissait d'un certain L. Coppens, domicilié Chaussée de Haecht, auquel les certificats avaient été remis le 12 novembre (404). Pourquoi *L'Avant-Garde* attendit-elle l'interpellation de Dorlodot et la publication des documents Reul par *Le Pays Réel* avant de publier les lettres Dirix et d'insister sur le fait qu'elles compromettaient le parti rexiste? A cet égard, la Légion Nationale faisait remarquer que, dès le 23 novembre, *Le Peuple* avait affirmé que Rex était impliqué dans l'affaire, alors que la photographie du certificat établissant les affiliations politiques de l'intéressé ne fut publiée par *L'Avant-Garde* que le lendemain 24 (405). Pendant qu'Ernesto de Zulueta et Dirix submergeaient la presse de volumineux droits de

(401) *Avant-Garde*, 22/23-XI-36.

(402) *Avant-Garde*, 24--36 "Les fascistes belges envoient des jeunes gens se faire tuer en Espagne"; *Peuple*, 23-XI-36 "Nos fascistes livrent des hommes aux assassins du peuple espagnol"; *Voix du Peuple*, 24-XI-36.

(403) *Gazette*, 24-XI-36; *Nation Belge*, 24-XI-36; *Xe Siècle*, 24-XI-36; *Libre Belgique*, 25-XI-36.

(404) Lettre de F. Dirix au Procureur du Roi — 2 décembre 1936 (doc. personnelle).

(405) *Légion Nationale*, 28-I-36; communiqué de la Légion dans *La Gazette*, 28-XI-36.

réponse déniait toute entreprise systématique de recrutements, *Le Pays Réel* tirait son épingle du jeu en réclamant des poursuites contre "les pourvoyeurs de la Mort" des deux camps et affirmant le sang belge "trop précieux que pour être répandu au bénéfice d'une cause non spécifiquement belge" (406). Accusé par l'ensemble de la presse de droite d'être un agent provocateur, Coppens s'en défendit — anonymement — dans les colonnes de *L'Avant-Garde* : son désir de partir en Espagne avait été sincère, mais il avait reçu "un trait de lumière" en apprenant d'un autre candidat débouté par de Zulueta que le diplomate exigeait la possession d'une carte de presse ... "Nous avons dit, tonnait *Le Peuple*, que les recruteurs de Franco étaient des hypocrites. Nous devons ajouter que ce sont des lâches (407)".

L'affaire Dirix-de Zulueta continua quelque temps à alimenter une polémique qui finit par lasser les rédactions des journaux. A la tribune de la Chambre, elle fut à peine évoquée par le député socialiste Piérard dans sa réponse à l'interpellation Horward sur le cas Delvigne (408) Pour la justice belge, l'occasion était belle de gêner les recrutements républicains tout en manifestant une impartialité officielle : une instruction judiciaire fut ouverte par le Parquet de Bruxelles et des perquisitions effectuées début décembre chez Fernand Dirix, Ernesto de Zulueta et au local de la Légion Nationale... ainsi que chez Jean Delvigne, divers dirigeants communistes et du *Secours Rouge International* (409). Confiée au Juge d'instruction Rey, l'enquête n'aboutira à aucune inculpation pour recrutement de "militaires belges" en faveur des nationalistes, par manque de preuves sans doute, plus probablement par contrecoup de l'attitude de Vandervelde ayant exclu "l'aide désintéressée" de l'application de la "loi Bovesse" sur les recrutements votée "au pas de charge" dans les derniers jours de décembre 1936 (410).

(406) *Pays Réel*, 25-I-36; *Avant-Garde*, 25-XI, 26-XI, 27-XI, 28-XI, 1er-XII, 2-XII-36; *Nation Belge*, 26-XI, 27-XI-36; *Peuple*, 27-XI, 28-XI-36; *Métropole*, 26-XI-36.

(407) Lettre de L.C. (Coppens), 25 novembre 1936 (*Avant-Garde*, 27-XI-36); *Peuple*, 28-XI-36.

(408) *Annales Parlementaires*, Chambre, 24-XI-36, p. 193.

(409) *Peuple*, 11-XII-36; *Légion Nationale*, 12-XII-36; lettre de F. Dirix au Procureur du Roi — 28 décembre 1936 (doc. personnelle).

(410) J. GOTOVITCH, *op.cit.*, pp. 508-509; E. VANDERVELDE, *Carnets 1934-1938*, in-8°, Paris, 1966, p. 41; CAPELLE, *Au Service du Roi, t.i, 1934-1940*, in-8°, Bruxelles, 1949, p. 237.

LES LEGIONNAIRES BELGES EN ESPAGNE : GLORIFICATION ET DESILLUSION

Pendant les remous soulevés par l'affaire Dirix-de Zulueta, la Légion Nationale avait mis ses adversaires au défi de citer le nom des volontaires qu'elle était accusée d'expédier en Espagne. "Un seul légionnaire se trouve à Burgos, il s'agit d'un journaliste accrédité auprès d'un quotidien de la capitale et parti comme envoyé spécial (411)." De fait, la plupart des légionnaires connus ne s'enrôlèrent dans les rangs franquistes qu'en 1937 et le journal de Paul Hoornaert garde à leur égard une consigne de silence pendant de longs mois. Après l'article de *Domingo* sur Raoul Reul et les autres volontaires nationalistes belges — article inspiré par Eugène Durinx (412) — il était malaisé de maintenir le silence :

"...On sait que jamais nous n'avons poussé un seul de nos hommes à s'engager pour la guerre espagnole. Tout en formant des vœux ardents pour la victoire des armées de Franco, nous avons toujours estimé que les légionnaires sont et seront plus nécessaires dans leur propre pays que là-bas. Néanmoins, un certain nombre des nôtres sont partis, individuellement, combattre dans les rangs des nationaux espagnols. Il y en a dans le Tercio, dans les Flèches Noires et dans les Requetés. Tous se conduisent en braves [...] Plusieurs d'entre eux ont fait l'objet de citations admirables (413)..."

La présence de certains de ses membres en Espagne une fois admise, La Légion Nationale s'efforça en quelque sorte d' "officialiser" rétrospectivement leur existence, de transformer ces enrôlés individuels en détachement symbolique et de "récupérer" leurs exploits à des fins de propagande. Le 9 avril 1938, une lettre de service signée Hoornaert nommait Eugène Durinx — simple soldat en Espagne mais chef de ses gardes du corps — délégué officiel auprès des "légionnaires qui doivent le considérer comme leur chef (414)". Les lettres envoyées d'Espagne par Durinx, "brave coeur, âme sublime" furent publiées dans la *Légion Nationale*, sous ses initiales d'abord, son nom complet ensuite. La mort héroïque du légionnaire bruxellois Robert Secheyaye, tombé à l'Ebro le 6 septembre 1938, fut l'occasion de célébrer la mémoire des "morts pour la civilisation occidentale et chrétienne", glorifiant dans le même hommage Secheyaye, Reul,

(411) Lettre de F. Dirix dans *L'Avant-Garde*, 25-XI-36.

(412) Lettre d'E. Durinx à J. de Bie — 10 mai 1938 (doc. Personnelle).

(413) *Légion Nationale*, 7-V-38.

(414) Lettre de P. Hoornaert à E. Durinx — 9 avril 1938 — (doc. personnelle).

mais aussi Kengen et Schull tombés début 1937 et dont l'appartenance politique à la Légion Nationale est douteuse (415). Désormais, ils seront intégrés aux fastes de la L.N. dont les cérémonies commenceront par l'appel de leur nom :

"...Quatre jeunes de chez nous, quatre camarades qui sont tombés pour une cause sainte, quatre légionnaires dont les âmes rayonnantes de gloire ont pris leur essor final vers les cieux où tout est juste, tout est calme, où tout est beauté [...] Ils sont quatre en plus maintenant à monter la garde aux étoiles (416)!"

On y joignit même plus tard le nom de Victor Van den Eynde, Belge d'Amérique latine, tué comme chef de centurie de la Phalange à Santander. Avec l'approche de la victoire nationaliste, le Légion fera célébrer une messe à la mémoire de ses membres "tombés au champ d'honneur dans les rangs des armées de Franco, pour la civilisation occidentale et pour sauver leur propre pays du bolchevisme", et s'annexera impavide l'ensemble des volontaires d'Espagne: "Les Belges sont des légionnaires. Les quelques-uns qui ne l'étaient pas en partant le sont devenus en Espagne au contact des nôtres" (417). Cet enthousiasme était peu goûté par le Verdinaso qui reprochait à la Legion d'avoir, sans recruter ouvertement, provoqué ces morts en entretenant une "mystique de Franco" au sein du mouvement (418).

Or, hyper-patriote et viscéralement anti-allemand, Paul Hoor-naert entamait précisément au moment de la victoire franquiste l'évolution idéologique qui devait conduire la Légion Nationale à rompre ses liens étroits avec le fascisme italien (419). Tout en continuant à célébrer la victoire nationaliste sur le communisme, Hoor-naert avait été choqué par l'adhésion de l'Espagne, le 27 mars 1939,

(415) *Légion Nationale*, 28-V, 29-X, 31-XII-38; lettre de P. Hoor-naert à J. de Bie — 4 novembre 1938 (doc. Personnelle); *Nation Espagnole*, 10-XI-38.

(416) *Idem*, 24-XI-38; *Chemises Bleues-Blauwhemden*, n°1, déc. 1938, p.3.

(417) *Force et Jeunesse*, juin 1939, p. 1, c. 6; *Légion Nationale*, 28-I-39 et 15-III-39, ajoutant même "le pourcentage des pertes dépasse celui des effectifs nationaux et des Italiens". *Nation Espagnole*, 26-I-39.

(418) *Hier Dinaso*, 11-II-39, p. 1 : "Daarom hebben wij er ons steeds voorgewacht in onze gelederen een "Franco-mystiek" te scheppen en wij keuren bewegingen als "La Légion Nationale" af, die weliswaar nooit voor Franco geronseld hebben, doch lange hun blad en in hunne vergaderingen een geest schiepen die verschillende hunner mannen aanzette naar Spanje te trekken waar zij den dood vonden..." (cité dans Beatrijs FOUBERT, *De Spaanse Burgeroorlog in Katholiek en Rechts Vlaanderen (1936-1939): Katholieke en Rechtse Stellingnamen onderzocht in de periodieke pers*, mémoire de licence, V.U.B., 1983-84, p. 237, note 11).

(419) Lettre de P. Hoor-naert à G. Jacquemin — 7 avril 1939 (doc. personnelle).

au Pacte Anti-Komintern italo-allemand. Avec d'autres dirigeants légionnaires, il avait été invité par la Phalange à se rendre à Madrid pour assister aux fêtes de la Victoire. L'invitation datait du début mars 1939 mais les difficultés et les réticences se multiplièrent soudain tant du côté espagnol que de celui de la Légion (420). Finalement, Hoornaert et Cantelli, chef de la Phalange à Bruxelles, eurent une franche explication :

"...J'ai vu Cantelli à Bruxelles. Il est tout a fait d'accord pour reconnaître qu'un voyage en Espagne n'est pas indiqué à l'heure actuelle, notamment en raison de la tension internationale [...] Nous verrons, après le 15 mai, si l'atmosphère s'est suffisamment éclaircie pour que nous puissions envisager de nouveau cette question.

D'après ce que m'a dit Cantelli, les Espagnols n'auraient nullement l'intention de marcher avec les Allemands et les Italiens. Ils leur doivent de la reconnaissance pour l'aide apportée dans la guerre civile, mais

- 1° la sympathie profonde n'existe guère en Espagne vis-à-vis de ces Etats
- 2° les Espagnols se refusent à envisager une participation dans un conflit qui, après la saignée de ces trois dernières années, les laisserait complètement exsangues.

Cantelli m'a même déclaré que, si la Phalange a toujours eu dans son programme la revendication de Gibraltar — ce qui est assez naturel — l'Espagne officielle estime cependant que cette revendication ne doit pas être formulée actuellement, car elle apparaîtrait comme une manoeuvre concertée avec les Etats totalitaires. Bref, Cantelli m'a déclaré que, s'il était Belge, il agirait exactement comme nous, en retardant ce voyage. Il m'a toutefois montré une lettre de la Phalange où il est spécifié que l'on nous recevra avec joie, quand nous voudrons aller en Espagne (421) ..."

Vers la même époque, ne comprenant pas les scrupules d'Hoornaert, Léopold Flament alla gravement confier à la *Casa de Espana* que le Chef de la Légion Nationale appartenait en secret à la franc-maçonnerie (422) ! De son côté, Hoornaert dut intervenir auprès de Cantelli pour qu'une aide soit apportée à Kehren, blessé et malade, que le *Tercio* voulait garder de force et qui échappa de peu, en passant la frontière française, à une incorporation forcée

(420) *Idem* et P. Hoornaert à F. Dirix — 23 mars 1939 (doc. personnelle).

(421) P. Hoornaert à F. Dirix — 19 avril 1939 (doc. personnelle).

(422) P. Hoornaert à F. Dirix — 5 oct. 1940 "Bien que Flament ait raconté à l'Ambassade d'Espagne et à la Casa de Espana (avant le 10 mai) que j'étais franc-maçon..." (doc. personnelle).

dans la Légion Etrangère française (423).

Alors qu'il avait été extrêmement réticent vis à vis des enrôlements en Espagne et ne les avait glorifiés qu'après coup et dans un but de propagande politique, Paul Hoornaert les monta en épingle fin 1941 pour tenter d'obtenir la relative indulgence des tribunaux allemands envers ses hommes arrêtés pour leur activité dans la résistance : "La Légion [...] envoya en Espagne, dans le rangs des nationaux, dès 1936, de nombreux combattants, qui s'y conduisirent de la manière la plus héroïque (424)", "Comment peut-on croire que la Légion Nationale aurait, étant "antiallemande", envoyé en 1937, 38 et 39, de nombreux volontaires en Espagne Nationale, aux côtés de camarades italiens et allemands (425)?" Rien n'y fit, le sang d'Espagne ne sauva pas la vie des légionnaires de 1941, ni celle d'Hoornaert lui-même.

Grossie pendant et après la guerre civile, la présence de membres de la L.N. dans les rangs franquistes résulte d'initiatives personnelles et ne permet de démontrer ni l'existence de filières organisées, ni d' "estimer à l'effectif d'une compagnie le nombre des légionnaires qui combattirent dans les rangs de la "Légion Jeanne d'Arc" (426)" (*sic*).

CINQUIEME COLONNE ET ESPIONS

On fait souvent état du travail de sabotage matériel effectué au sein des Brigades Internationales par un groupe de "Cagouleurs" affiliés sur ordre au P.C.F. en juillet 1936. Cette vingtaine d'hommes étaient commandés par Henri Dupré (fusillé en 1951 comme agent de l'Abwehr sous l'occupation), qui réussit à devenir intendant des Brigades sur le front de Madrid puis homme de confiance d'André Marty jusqu'à la fin de 1937. Il dirigea ensuite en 1938 une officine d'espionnage basée à Perpignan. Le rôle de Dupré a été démesurément grossi, par ses propres soins, à des fins politiques (427).

(423) P. Hoornaert à G. Jacqmin — 10 août 1939; KEHREN, *Mémoires*, p. 105 sq.

(424) "Mémoire général sur la Légion nationale et sur les poursuites intentées contre ses membres", rédigé par P. Hoornaert, p. 3 (doc. personnelle).

(425) Recours en grâce de P. Hoornaert — 10 août 1942 (Min. Santé Publique, dossier Aachen).

(426) G. DELMOTTE, *La Légion Nationale 1922-1942*, U.L.B., 1965, p. 283 : "...Une filière relativement importante fonctionna entre Bruxelles et Burgos..."

(427) Voir J. DELPERRIE de BAYAC, *Les Brigades Internationales*, 2e éd., in-12, Verviers, 1984, pp. 91, 180-184 et 393; Eduardo COMIN COLOMER,

L'espionite et les moeurs staliniennes règnant dans les états-majors de certaines unités internationales ne pouvaient que donner naissance à des rumeurs fumeuses. C'est ainsi qu'une véritable tradition orale, répercutée par divers auteurs, affirme que l'officier belge qui commandait en novembre 1936 la batterie anti-tank du *Bataillon Edgard André* pendant les combats de Madrid, sabota ses pièces et tenta de passer à l'ennemi. "L'enquête révélera qu'il était membre du parti rexiste de Léon Degrelle. Il fut pris et fusillé (428)." Fernand Stevens raconte l'arrestation et l'exécution de "deux Rexistes" dès leur arrivée au dépôt de Figueras, on parla d'infiltrations en Belgique même par la Sûreté de l'Etat et les partis de droite (l'affaire Reul?), de l'arrivée en Espagne de rexistes camouflés et de saboteurs (429). Il ne nous semble pas que Rex — qui se refusait même à soutenir l'idée d'envoyer des volontaires chez Franco — ait eu un quelconque moyen matériel d'imiter l'action secrète d'Henri Dupré.

Ce qui est en revanche certain, c'est le rôle joué par un prêtre

Historia Secreta de la Segunda Republica, in-8°, Barcelone, 1959, p. 600sq. Henri DUPRE a publié en 1942 un récit quelque peu romancé de ses exploits *La Légion Tricolore en Espagne (1936-1939)* aux éditions du "Mouvement Social-Révolutionnaire" avec préface de P. Constantini.

(428) DELPERRIE de BAYAC, p. 109; W. ADRIAENS, *op.cit.*, p. 81 : "...Een Belgische officier, kommandant van de anti-tankbatterij van het bataljon Edgard-André, saboteerde zijn stukken en trachtte daarop naar fascistien over te lopen. Hij werd door zijn eigen kanonnières aangehouden, veroordeeld door de Brigadestaf, en terechtgesteld..." L'interview de Theodule De Meyer (*idem*, p. 112) confirme la version habituelle mais ne fait aucune allusion à une affiliation rexiste : "...Maar onze kanonnen waren gesaboteerd! Van onze drie kanonnen werkte er maar één en wij stonden daar zo goed als weerloos, terwijl de tanks naderden. De slagpinnen waren afgestompt, we konden geen obus afschieten. Achteraf werden onze stukken onderzocht en wij toonden onze slagpinnen aan de Staf in het park van Madrid. Onze kommandant moest direkt voorkomen. Maar hij was nergens te vinden! Bovendien hadden wij in geen twee maanden onze soldij gekregen. Het één bracht het ander uit. We vroegen in de barakken naar de kommandant. "Hij is gaan jagen" was het antwoord. Met nog twee kameraden en met een Spaanse chauffeur kregen we opdracht hem op te sporen. Wij reden met de vrachtwagen naar de eerste lijnen en daar vonden we hem. Hij zat tussen de infanteristen, waarschijnlijk met het voornemen van op het goeie moment over te lopen. Wij hebben hem aangehouden en naar General Kleber gebracht. Ondervraging, en de volgende werd hij gefusilleerd. Wij hebben in zijn valies foto's gevonden van zijn familie, er was een pater bij, je kunt dus denken! En tussen zijn papieren stak een chequeboekje. Ik heb die koffer zelf open moeten doen en naar de generaal gebracht..."

(429) *Idem*, p. 86 (interview F. Stevens), pp. 70 et 74-75 (interview Albert De Coninck).

belge, l'Abbé Vincent de Moor, qui avait été en 14-18 un des fondateurs de la *Libre Belgique* clandestine et, sous le nom code de "Lieutenant Marcel" le chef d'une organisation de renseignements dépendant de l'*Intelligence Service*, organisation qu'il "réactiva" au cours de la deuxième guerre (430). L'Abbé de Moor ne faisait nul mystère de ses ardentes sympathies en faveur des Nationalistes espagnols. Il passa six mois en Espagne en 1936, s'y livrant à des tâches assez peu ecclésiastiques comme des enquêtes sur l'origine belge des munitions républicaines, la destination des chèques payés par Madrid, etc... Rentré en Belgique, il conférençia sur ce thème "avec une fougue débordante" en janvier 1937 et publia en 1938 *L'Horreur Rouge en Terre d'Espagne* sous le couvert du Bureau Universel de Presse, une des premières officines de propagande franquiste en Belgique (431). Il fit ensuite de fréquents séjours en Espagne, nouant des contacts avec les volontaires belges dans les rangs franquistes (432), et y servit partie comme aumônier, partie comme journaliste publiant ses récits de guerre dans *Le Pays Réel* sous son pseudonyme de "Lieutenant Marcel" (433).

Le mystérieux abbé avait également eu des liens avec la "Cagoule" française dont l'archiviste, Aristide Corre, avait été contraint de se réfugier à Saint-Sebastien au moment des rafles de

(430) Sur la biographie de l'Abbé Vincent de Moor (1889-1961), voir J.R. LECONTE, *Aumôniers militaires belges de la guerre 1914-1918*, in-8°, Bruxelles, 1969, pp. 159-160; Lieutenant MARCEL, *Mes Aventures et le mystère de la Libre Belgique*, in-12, Bruxelles-Paris, 1919; P. GOEMAERE, *Histoire de la Libre Belgique clandestine*, in-12, Bruxelles, 1919, *passim*; Eugène VAN DOREN, *Les Tribulations du "manager" de "La Libre Belgique" clandestine 1914-1918*, in-8°, Bruxelles, 1947, *passim*.

Le Centre de Recherches et d'Etudes Historiques de la Seconde Guerre Mondiale possède un petit dossier relatif aux activités du réseau "Lieutenant Marcel" au cours de la 2e guerre (espionnage des côtés françaises) et la curieuse brochure *La guerre sous l'occupation*, ed. Fides, Montreal, contenant le texte des allocutions prononcées à la radio canadienne par le "Lieutenant Marcel" (cote 8S4).

(431) V. de MOOR et CLAUDEK, *L'Horreur Rouge en Terre d'Espagne*, in-12, B.U.P., Bruxelles-Dewit/Paris-Beauchesne, 1938, pp. 173-178, 142-147, : "...Un pauvre sergent à Casa del Campo avant d'être fusillé m'a avoué trois choses..." Voir aussi pour le texte d'une conférence de l'abbé de Moor *Légion Nationale*, 30-I-37, qui relate sa présence sur le front pendant les combats et pendant les séances des tribunaux militaires nationalistes.

(432) Lettre de H. Durt à J. de Bie — 7 octobre 1938 (doc. personnelle).
Lettre de Rodolphe de Grunne — 8 octobre 1938 (copie fournie par J.L. Roba).

(433) Voir notamment *Pays Réel*, 20-I-39, p. 7 "De victoire en victoire" par le Lt. Marcel.

"cagouleurs" organisées par Marx Dormoy. Au début de septembre 1938, Corre entra en contact avec le "Comte de Santa Lucia", aventurier espagnol et ex-agent franquiste désavoué par Salamanque :

"...Nous apprîmes que Santa Lucia était en rapport avec deux personnages que je connaissais fort bien pour ma part — la comtesse de Kimsone et l'abbé de Moor. J'avais eu sur eux, à plusieurs reprises, au temps du 2e Bureau de l'organisation, des renseignements assez suspects. La première était une sorte d'illuminée très riche. Belge, elle subventionnait les oeuvres catholiques et donnait, à ce qu'on dit, de grosses sommes. Elle avait un revenu de trois millions. L'abbé de Moor était, assurait-on, son amant et les renseignements recueillis ici semblent tout à fait confirmer ces vues. Cet abbé ne sort jamais qu'en civil, naturellement. Il étaient venus à Saint-Sebastien dans le courant août. Ils étaient prétendument porteurs de renseignements de la plus haute importance pour le gouvernement de Burgos. Revenant de l'Espagne rouge, ils s'étaient procuré, comment? un plan sur lequel étaient précisément figurés les établissements militaires, politiques et tous objectifs susceptibles d'être atteints par les bombardements aériens. La comtesse de Kimsone avait déjà donné à Burgos de précieuses informations. Que voulaient-ils au juste? Nous ne l'avons pas su. Mais nous avons appris que l'abbé, Anglais, était inscrit au rôle de l'Intelligence Service sous le nom de lieutenant Marcel (434)..."

Aucune comtesse de Kimsone ne figure aux armoriaux belges ou français, mais l'identification de l'Abbé Vincent de Moor ne fait aucun doute. Reste à savoir s'il travaillait seulement pour les Franquistes ou pour ses anciens "patrons" de 14-18, l'affaire Santa Lucia mettant aux prises Abwehr, 2e Bureau français, S.I.P.M. franquiste et "Cagoule" dans un invraisemblable imbroglio d'agents doubles, voire triples (435).

La question des fournitures d'armes aux belligérants espagnols, question que l'impossibilité d'utiliser les dossiers d'instructions judiciaires empêche de traiter de façon complète (436), ne sera pas exempte des mêmes inextricables imbroglios. Le 1er août 1936 arrivaient à Anvers-Bassins dix-neuf wagons de munitions en provenance de Liège et d'Allemagne, qu'un coup de fil mystérieux fit déplacer vers un hangar isolé où ils ne furent retrouvés que quelques jours plus tard, après l'arrivée de trente wagons supplémentaires. Ils

(434) Chr. BERNARDAC, *Dagore ou les carnets secrets de la Cagoule*, p. 396.

(435) *Idem*, pp. 395-402.

(436) Voir la communication de Michel VINCINEAU *Les exportations belges d'armes* rédigée à partir des interpellations et débats parlementaires.

étaient destinés au steamer *Lodewyck*, officiellement affrété pour le Guatemala. La presse anversoise s'empara de l'affaire, criant à un trafic à destination des Républicains, d'autant plus que le cargo soviétique *Tovaritch Staline* mouillait à proximité. L'affaire avait été révélée par les équipes de surveillance des docks organisées par des militants anversois de la Légion Nationale qui, dans la foulée, n'hésitait pas à affirmer que les 19 wagons initiaux étaient destinés à l'armement d'un putsch communiste en Belgique (437) ! Le 9 août, profitant de l'arrêté royal du 5 août 1936 soumettant les ventes d'armes à licence préalable, les autorités mirent l'embargo sur les wagons de munitions, d'autant plus que le syndicat socialiste des dockers affirmait qu'ils étaient destinés à un navire brésilien opérant pour le compte des Nationalistes (438). Les activités ultérieures du "réseau" dirigé par Eugène Durinx l'obligèrent à quitter Anvers pour aller s'enrôler dans les *Flechas Negras* et il serait assez piquant que ses révélations d'août 1936 aient finalement nui aux Nationalistes (439) !

(437) *Légion Nationale*, 15-VIII-36 : "...Nous n'avons pas l'habitude de mettre des plumes à notre chapeau ou de nous vanter d'exploits imaginaires. Ce que nous pouvons affirmer ici, c'est que le plan du Komintern relatif aux wagons de munitions d'Anvers a été entièrement percé à jour par des légionnaires de notre Fédération anversoise. Tous les renseignements reproduits à ce sujet par la presse proviennent de ces dévoués. C'est cette équipe de membres de la Légion qui, seule, a découvert l'affaire et tous les détails de l'affaire. Sans eux, les dix-neuf premiers wagons de munitions passaient aux mains des communistes belges, et les trente autres, aux communistes espagnols. Ces légionnaires ont bien mérité du pays..." Voir aussi *Annales Parlementaires, Chambre*, 24-XI-36.

(438) A. DE SMET, *La Belgique et la guerre civile espagnole*, p. 14.

(439) KEHREN, *Mémoires*, pp. 74-75 : "...C'est ainsi que je fis connaissance avec Durinckx (*sic*) commandant de la Légion nationale pour la zone d'Anvers ... J'appris par lui beaucoup de choses, entre autres ceci : il avait remarqué au temps où il travaillait au port d'Anvers, que les navires soviétiques restaient à quai plus longtemps que les autres. Cela l'intrigua et en poursuivant ses recherches voici ce qu'il découvrit. Ces navires tout à coup changeaient de nom et de pavillon et des Français venaient relever l'équipage soviétique. Il alerta les autorités espagnoles et celles-ci le Comité de Non-Intervention. C'est ainsi qu'un peu partout à cette époque-là des navires furent arraisonnés en haute mer et dans leurs eaux territoriales par les Espagnols eux-mêmes. Le fait est qu'en janvier 1938, je me trouvais à l'hôpital de Ceuta lorsqu'on m'informa que deux marins français malades venaient d'arriver et qu'on les gardait à vue. Ils appartenaient au *François* dont je me souvenais si bien que c'est à la suite d'une entreprise contre ce navire que Durinckx avait du fuir la Belgique. Le monde est vraiment petit ! Par un curieux rebondissement, j'obtins d'eux des vivres et du tabac. Ensuite, il se confirma par tout ce qu'ils racontèrent que Durinckx avait un flair de fin limier..."

Ces derniers eurent une autre mésaventure dans la région liégeoise. Séduit par une étudiante espagnole de gauche, Paul Petit-Dufrenoy, un des gardes du corps de Paul Hoornaert, réussira à persuader des membres de la Légion Nationale d'escorter en uniforme des *Groupes Mobiles* (qui ressemblait à s'y méprendre à celui des gendarmes belges, casque compris) un convoi d'armes destinées aux Républicains jusqu'à la frontière luxembourgeoise, en leur faisant croire qu'il agissait d'armes franquistes et en leur faisant assommer deux authentiques agents nationalistes qui filaient le convoi (440). En revanche, un autre légionnaire liégeois, le marchand d'armes Joseph Saive, fut condamné par la justice belge pour des livraisons de fusils aux Nationalistes espagnols (441).

C'est également à la L.N. qu'avait appartenu le pittoresque Eugène Van den Bossche. Véritable caméléon politique, cet ancien officier de 14-18 avait animé vers 1932 un éphémère *Parti Radical-Socialiste* violemment anti-clérical et républicain, puis, touché par la grâce nationaliste, était passé dans les rangs légionnaires où sa faconde et son passé d'ancien combattant l'avaient rapidement propulsé à la tête de la zone du Brabant. Surnommé "le Goering de Mr. Hoornaert" par la presse de gauche, Van den Bossche se livra à diverses malversations financières au détriment de la Légion et s'efforça d'évincer, avec l'aide de services italiens, Hoornaert, trop peu "fasciste" à son goût. Expulsé de la Légion en février 1935, il fut à l'origine de certaines campagnes de presse ou descentes de police dans les locaux légionnaires en 1936. (442) A la fin du mois d'août,

On notera toutefois que dans l'affaire du *Lodewyck*, le Ministère belge des Affaires Etrangères était persuadé que les armes et munitions, en provenance de la F.N., étaient bien destinées aux Républicains (cf. note de Van Langenhove du 11 août 1936 citée dans J. GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 527, note 96). La *Légion Nationale* cita dès août 1936 le nom du député espagnol Bolanos à propos du *Lodewyck*, bien avant que cet agent républicain ne défraya la chronique judiciaire et parlementaire après la découverte le 16 septembre seulement des documents "oubliés" dans un train par le Capitaine Huerta.

(440) Cette rocambolesque affaire est racontée en détail par P. Petit-Dufrenoy dans ses mémoires inédits *L'Orpailleur*, pp. 92-114. Au cours de la 2e guerre, il fut officier à la Force Publique puis commandant de la 41e escadrille de la *South African Air Force* (voir ses mémoires de guerre *Achtung Spitfires!*, documentation personnelle).

(441) Documents judiciaires et attestations de l'Ambassade d'Espagne en faveur de Joseph Saive, fusillé à Aix-la-Chapelle le 28 septembre 1942 pour constitution de dépôts d'armes en faveur de la Légion Nationale passée dans la Résistance (documentation personnelle).

(442) Sur Eugène Van den Bossche, voir DELMOTTE, *La Légion Nationale*, pp. 109-120; *Moniteur Belge*, A.S.B.L., 13-II-32, acte n°196; 10-IX-32,

il offrit ses services au gouvernement républicain, arriva à Madrid en octobre et fut successivement affecté aux services logistiques des états-majors des Généraux Asensio et Kléber avec le grade de major, puis nommé au commandement de la place de Fuencarral. Fin février 1937, il fut arrêté à Valence et finalement expulsé d'Espagne en avril (443).

Rentré en Belgique, et déchu de son grade par la justice militaire belge (444), Van den Bossche publia *Je parle au Peuple*, une brochure largement diffusée dénonçant la main mise communiste et soviétique sur la République espagnole, imprimée chez Lesigne l'éditeur habituel des publications du service franquiste *Information Espagnole*. Il s'y présentait encore en républicain et démocrate sincère, révolté par les actes des anarchistes et communistes espagnols, mais avait déjà changé de camp : "il revint en Belgique, après son évasion, et se présenta aux Espagnols nationaux, avec une brochure dans laquelle il attaquait violemment ceux qu'il avait servis la veille [...] Il allait assurer aux Espagnols nationaux de Bruxelles, que le marxisme n'avait pas d'ennemi plus décidé que lui. Peu après, il participait, poing levé, à une manifestation socialiste (445)". Continuant son évolution, Van den Bossche publia un nouveau tract *Je Parle au Peuple*, dirigé essentiellement contre Paul Nothomb et proclamant son propre ralliement à Frano :

"...Comme beaucoup de gens, j'ai cru, sincèrement, que Franco était un grand coupable : après ce que j'ai vu en Espagne républicaine, je me vois forcé de changer d'avis. Je l'avoue en toute franchise et sans honte et aussi sans crainte des insultes et des menaces que me vaudra cette confession. Pour se dresser contre ceux qui avaient conçu le projet de soviétiser son pays, il a fallu à Franco un volonté de fer, du courage et de l'audace. Il lui en faudra tout autant pour reconstruire et réorganiser l'Espagne. Grâce à lui, elle restera aux Espagnols et la France et la Belgique ne verront pas se dérouler, chez elles, une tragédie infernale pareille à celle dont le peuple de la Péninsule Ibérique a fait les frais (446)..."

n 1096, etc...; *Légion Nationale*, 23-II-35, 26-IX-36, 7-XI-36; lettre d'E. Van den Bossche à Mussolini, 18-II-35 (documentation personnelle).

(443) E. VAN DEN BOSSCHE, *Je Parle au Peuple*, in-8°, Bruxelles, Lesigne, 1937, 40p.

(444) A. DE SMET, *op.cit.*, pp. 54-55, 44,82.

(445) P. Hoornaert à G. Jacqumin — 6 janvier 1940 (documentation personnelle).

(446) E. VAN DEN BOSSCHE, *Je Parle au Peuple*, in-4°, Bruxelles, 4 p., nov. 1937. Il y affirma que sa première brochure avait eu 200.000 lecteurs (?).

Pour la propagande franquiste, les écrits de Van den Bossche étaient les bienvenus (447). A droite, il restait un pestiféré et Hoor-naert n'hésitait pas à lui reprocher des faits précis : "il a, par sa dénonciation, fait fusiller un Belge, passé en Espagne dans le but d'y servir les nationaux mais qui se donnait comme milicien rouge. Il est infiniment probable qu'il a trempé dans l'affaire de l'assassinat de notre compatriote de Borchgrave, enterré à Fuencarral (448)".

L'INDULGENCE OFFICIELLE

Un des aspects étranges de la présence de volontaires belges chez Franco est l'impunité totale dont ils jouirent quant à l'application de la "loi Bovesse" et de ses compléments, des mesures de rappel, etc... Les dépouillements consciencieux d'archives des greffes des conseils de guerre effectués par Rudi Van Doorslaer ne lui ont permis de repérer qu'une seule condamnation pour enrôlement du côté franquiste, un jeune Flamand originaire d'Herenthals condamné en octobre 1937 à une peine double de celles appliquées quasi automatiquement aux combattants républicains (449). Peut-être s'agissait-il d'une désertion du service actif. La présence physique de l'intéressé en Espagne n'est pas confirmée.

On peut trouver diverses raisons à cette indulgence que certains ont jugée partisane. La "loi Bovesse" du 31 décembre 1936 ne visait que les recruteurs; son complément du 11 juin 1937 interdisait les enrôlements et départs individuels en mentionnant explicitement l'Espagne et ses zones d'influence et possessions du Maroc (qui avaient toujours été aux mains des Nationaux). Pouvait-on appliquer rétroactivement cette loi aux personnes parties avant sa mise en vigueur, ce qui était le cas de la plupart des Belges servant chez Franco? Le 9 décembre 1937, le Ministre de la Justice du Bus de Warnaffe affirmait que ces volontaires étaient surveillés et seraient éventuellement poursuivis mais qu'ils ne représentaient qu'une proportion de 1 % des cas (450).

(447) Ils sont encore utilisés pour dénigrer les Brigades Internationales dans l'ouvrage franquiste d'Eduardo COMIN COLOMER, *Historia Secreta de la Segunda Republica*, in-8°, Barcelona, 1959, p. 613.

(448) P. Hoornaert à G. Jacquin — 6-I-1940. La libération de 1944 trouvera Van den Bossche commandant du Service d'Épuration du F.I. à Woluwe-St. Pierre (rapport de F. Dirix à l'E.M. de l'A.S. — 7 octobre 1944).

(449) Greffe du Conseil de guerre Brabant/Hainaut, 1937, n°939, affaire Augustus M...

(450) *Annales Parlementaires*, Sénat, 9 déc. 1937, p. 163.

La procédure des "ordres de rappel" envoyés aux combattants républicains ne touchait pas leurs adversaires, munis souvent d'un passeport en règle et de la couverture d'une carte de presse. Pour la justice et les autorités militaires, leur présence était "légale". Les liens familiaux et le "piston" pouvaient arranger bien des choses : "Que Papa n'oublie surtout pas d'écrire à mon Colonel des Guides pour retarder d'un an le temps de service que je dois faire en mars. Je suppose que maintenant ce n'est plus un secret pour personne que je suis en Espagne (451)?" Il y avait aussi, en cas de difficulté, le recours suprême d'un appel au Roi par l'intermédiaire de l'Abbé de Moor (452). Dans le cas de Rodolphe de Grunne, non seulement les autorités militaires étaient parfaitement au courant de sa présence en Espagne, mais elles auraient voulu l'utiliser comme agent de renseignement, vraisemblablement quant au matériel volant allemand (453).

La mesure la plus communément employée envers les officiers de réserve servant à l'étranger sans autorisation — la perte du grade par démission d'office — ne fut guère appliquée aux Belges pro-franquistes. Rodolphe de Grunne n'était pas encore officier quand il servait en Espagne mais le devint rapidement parce qu'il y avait brillamment servi et pouvait se targuer d'une expérience du combat aérien moderne alors unique au sein de l'Aéronautique militaire belge, tandis que l'évocation par un Paul Nothomb, de l'"Escadrille Malraux", de cette même expérience n'empêchait pas sa dégradation (454). Cette inégalité de traitement, à première vue choquante, s'explique cependant fort aisément : Rodolphe de Grunne ne rentra en Belgique qu'après la fin de la guerre civile espagnole, quand le vainqueur était non seulement connu mais officiellement reconnu par la Belgique, tandis que Nothomb sera frappé au printemps 1937, les opinions affichées par le futur rédacteur de la *Voix du Peuple* ne pouvant du reste que lui valoir l'antipathie des autorités militaires. La mesure frappant Raoul Reul à la même époque fut prise à cause

(451) Lettre de Rodolphe de Grunne — Zaragoza, 13 février 1937.

(452) Lettre de H. Durt à J. de Bie — 7 octobre 1938 (doc. personnelle) : "J'ai écrit, sous l'auspice du Vte de Moor, une instance à notre Roi pour régulariser ma situation militaire en Belgique, je suis curieux si cela aura des suites".

(453) Lettre de Rodolphe de Grunne — Zaragoza, 1er janvier 1938 : "...Cela me fait bien rire que Frédéric de Woelmont s'intéresse maintenant à moi... Du temps où je voulais, à toute force, entrer dans l'aviation belge, il ne me portait pas autant d'intérêt, que je sache? Quant à savoir des renseignements, je le regrette, mais...il devra s'en passer. C'est assez faille à comprendre..."

(454) DE SMET, *Le Belgique...*, p. 57.

de la notoriété de son départ... et peut-être dans l'ignorance de son changement de camp (455)! Du reste, le milieu social d'une partie des volontaires franquistes, le caractère isolé de leur engagement, leur faible importance numérique, l'absence de tout recrutement organisé, tout concourrait à disposer à l'indulgence magistrats civils et responsables de la justice militaire. Au sein des divers comités pro-nationalistes de Belgique ne trouve-t-on pas Fraeys de Veubeke, auditeur militaire honoraire, le Baron Meyers, Procureur Général honoraire, des magistrats et des juristes en nombre... On notera toutefois que ce n'est qu'après la reconnaissance officielle de Burgos par la Belgique que la *Légion Nationale* publiera "en clair" les noms des volontaires.

On ne peut tirer de conclusions sur l'influence de l'engagement dans la guerre civile espagnole dans l'attitude des anciens volontaires franquistes au cours de la deuxième guerre mondiale. On trouve un résistant de premier plan comme Jean de Bie, commandant le groupe mobile *La Sarcelle* de l'A.S./Gand à la Libération, un évadé vers l'Angleterre comme Rodolphe de Grünne mais aussi un Paul Kehren qui sera à la *Légion Wallonie* et à la *Sipo*, Eugène Durinx qui réfugié en Espagne après la campagne des 18 Jours s'enrôlera dans la *Division Azul* et Van Horrembeke qui, après avoir servi lui aussi dans la *Division Azul* jouera — avec Kehren — un rôle dans la création au sein de la *SS-Wallonie* d'un peloton d'isolés espagnols décidés, en dépit des ordres de rappel du Caudillo, à continuer le combat aux côtés des Allemands.

* * *

Les mêmes remarques peuvent être formulées à propos de l'attitude en 1940-45 des dirigeants des groupes de propagande et de pression. Recrutés dans l'extrême-droite catholique, ils réagirent à la seconde occupation du territoire belge en fonction de la tradition germanophobe des mouvements nationalistes belgicistes, de leur exaltation de la personne royale et de la répulsion que suscitait chez eux le caractère néo-paganiste du national-socialisme allemand. A l'exception d'une partie des cadres du parti rexiste qui suivront Degrelle sans toutes ses palinodies, de Flament et Ouwerx que la passion anti-maçonnique conduira à collaborer avec le S.D., on trouvera

(455) *Idem*, p. 44. L'auteur se trompe toutefois en écrivant que Reul rentra vivant en Belgique.

les "franquistes" belge les plus exaltés dans les regroupements clandestins qui déboucheront sur la "résistance de droite", A.S. ou M.N.R. : le Vicomte Terlinden sera le dirigeant idéologique de la *Légion Belge* de Claser avant d'être discrètement éloigné de fonctions dirigeantes, c'est par son intermédiaire que Hoornaert connaîtra Claser et finira par mettre ses troupes à la disposition de la L.B. avant que son mouvement ne soit décimé par la police allemande en septembre 1941, tandis que Fernand Desonay, le troisième membre du trio, rejoignait les rangs du M.N.B. et des maquis d'Ardenne. Les anti-communistes fanatiques surent faire taire leurs passions pendant l'occupation (456) : si Peters, passé à Rex avant la guerre, collabora, en revanche les dirigeants de la SEPES et de la COPAC prirent le parti adverse : le Père Morlion, de même que l'Abbé de Moor, travaillèrent pour les services de renseignements alliés, le Commandant Spiltoir et Marcel de Roover s'agitèrent dans les coulisses de la L.B. et du M.N.R.

Tout ceci montre combien l'observation de Robert Poulet à propos de la guerre d'Espagne, "un fossé s'ouvrait qui ne se refermerait plus", ne se vérifie pas si l'on essaye de trouver en 1936-39 une esquisse de la future collaboration. Les lignes de partage ne coïncident pas, précisément parce que les sympathies franquistes faisaient appel à des thèmes — chrétienté, civilisation occidentale, "ordre nouveau" — que l'on retrouvera dans la propagande collaborationniste, mais privés de l'exaltation de la *latinité* et surtout du confort de se sentir pleinement approuvé par la hiérarchie catholique. La position de cette dernière en décembre 1936 — soutien à l'Espagne nationale mais "rien de bon pour l'Eglise catholique *en notre pays*" d'un ralliement à des conceptions totalitaires — préfigurait déjà l'attitude de 1940-1944. Quant au thème latin, n'est-il pas caractéristique de constater, en dehors de prises de position dans la presse qui sont plus anti-marxistes que pro-franquistes, l'absence générale des mouvements de droite se réclamant du nationalisme flamand dans l'aide *effective* à la cause des nationalistes d'Espagne. Les lointains descendants de Thyl Ulenspiegel et des Gueux gardaient-ils inconsciemment le souvenir de la "furie espagnole" (457)?

(456) A propos de l'attitude de la SEPES sous l'occupation, voir la réflexion de Carl Peters (interview par J. Gotovitch, p. 46) : "Dès qu'ils ont vu que les Russes étaient les alliés des Allemands, ils ont tout stoppé, ils ont tout brûlé, c'était fini, il n'y avait plus de SEPES".

(457) Cf. un passage d'un discours de Terlinden "...En Espagne, aucun Belge ne se sent à l'étranger. La Belgique a connu, quelques temps, une étape je ne dirais pas de domination espagnole, ce qui serait injuste, mais de régime espagnol. Il est certain que ce régime nous apporta quelques

Dans toute cette action en faveur des Nationalistes que nous avons décrite, est-ce bien aussi, au delà de l'exaltation du "libérateur" et du "nouveau Cid", de *franquisme* qu'il s'agit? En dehors d'un groupe qui comme la Légion Nationale se sent en solidarité idéologique avec la Phalange, on sent dans les écrits d'un Comte van der Burch, d'un Terlinden, d'un Paul Neuray le désir d'en revenir au plus tôt, à travers l'étape de transition d'un caudillo pour le temps de guerre, à une bonne vieille monarchie bourbonnienne, plus ou moins adaptée au goût du jour (458). Le "franquisme" belge est une auberge espagnole dans laquelle chacun apporte et consomme ses idées personnelles sur l'avenir de l'Espagne.

A côté des discours, des livres, des meetings et manifestations, de l'engagement physique de quelques volontaires, il y a aussi une composante psychologique qui apparaît de ci de là mais qui est présente sans cesse : une identification des aristocrates, des bourgeois, des catholiques, des fascistes de notre pays avec les mêmes groupes sociaux d'Espagne massacrés et torturés dans les premiers mois de la guerre. En lisant dans la presse quotidienne le récit d'indéniables massacres, ils se sentaient menacés à leur tour et un réflexe de classe jouait. On ne dira jamais assez combien les sympathies dont la République espagnole aurait pu continuer à jouir dans des milieux de petits bourgeois non-catholiques furent balayées par l'éditorial du *Peuple* "Après l'Espagne, la France; après la France, la Belgique", sorti de son contexte et très habilement exploité par la propagande adverse. Il n'est pas un article en faveur des Nationalistes qui n'ait repris cette phrase.

La vraie action en faveur de Franco, discrète mais persistante, victorieuse enfin dans la longue bataille pour la reconnaissance de Burgos, ce ne furent pas les ligues d'extrême-droite ou des orateurs comme Terlinden, Nothomb ou d'Aspremont-Lynden qui la menè-

souffrances, mais ces souffrances nous valurent deux choses très importantes : conserver la religion catholique, dont nous formons un bastion en Europe, et être orientés vers le Midi, vers la clarté méditerranéenne..." (*Nation Espagnole*, 20-IV-39). Il y avait aussi, et on en trouve de nombreux exemples dans les textes cités par Beatrijs Foubert et dans la communication de Jan Craeybeckx à ce colloque, une certaine sympathie dans les milieux flamingants pour la cause des Basques. Précisément, la droite belge voyait en ces derniers et en leurs prêtres le pendant du V.N.V. et des tant honnis "petits vicaires flamands" : "...Mais les Basques, les Basques catholiques? Oui, ceux-là, en partie du moins, sont du côté des rouges, avec leurs prêtres! Et c'est bien là un tragique exemple de la folie séparatiste, qui n'exerce pas ses ravages qu'en Espagne seulement!..." (*Légion Nationale*, 22-V-37).

(458) P. NEURAY, *Croisade pour l'Occident*, p. 77; *Nation Espagnole*, 13-V-39.

rent. Ce fut l'oeuvre du peu tapageur *Comité de Défense des Intérêts belges en Espagne*, qui siégeait dans les locaux du CCI et qui ne cessait de réclamer de Spaak une politique de réalisme, à laquelle la marche des événements ne pouvait que donner raison contre le sentimentalisme idéologique.

C'est sur ce terrain économique que coïncidaient l'action et les intérêts des deux parties de l'iceberg de la droite belge, la visible avec la rhétorique de l'hispanité, de la défense de la civilisation chrétienne, avec des réflexes de *peur* aussi, l'immergée qui représentait les vraies forces profondes de la contre-révolution. Apostrophé en mars 1938 sur les motifs de ses interventions en faveur des intérêts belges en Espagne, le député rexiste Wyns aura cet aveu qui nous servira de synthèse et de conclusion :

"Les miens sont à Barcelone : mon usine a été saccagée et le directeur scié en deux (459)".

(459) *Annales Parlementaires, Chambre*, 16-III-38, p. 1057.